

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°397

AVRIL 2018

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
des Ministères français des Affaires étrangères
et de la Culture*

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Maquette et mise en page : Şerefettin
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

- **ROJAVA: OCCUPATION TURQUE À AFRÎN, ANNEXION RAMPANTE ET NETTOYAGE ETHNIQUE**
- **TURQUIE: OPÉRATIONS MILITAIRES À L'EXTÉRIEUR ET RÉPRESSION À L'INTÉRIEUR S'INTENSIFIENT ENCORE**
- **KURDISTAN D'IRAK: VERS UNE SORTIE DE LA CRISE FINANCIÈRE?**
- **IRAN: GRÈVES DANS LES BAZARS KURDES CONTRE LA FERMETURE DES FRONTIÈRES**

ROJAVA: OCCUPATION TURQUE À AFRÎN, ANNEXION RAMPANTE ET NETTOYAGE ETHNIQUE

Depuis sa prise du Canton d'Afrîn le 18 mars dernier, la Turquie mène dans ce territoire une politique de déplacement de population et de nettoyage ethnique qui semble préparer une annexion pure et simple.

Selon le droit international, ces actions sont constitutives de crimes de guerre, mais cette situation sans précédent, où un membre de l'OTAN tourne le dos à toutes les valeurs théoriques de l'Alliance, n'a suscité aucune réac-

tion concrète des autres membres ni de l'ONU... Début avril, l'organisation de défense des Droits de l'homme *Human Rights Watch* (HRW) a publié sur l'invasion turque un rapport faisant état de nombreuses morts civiles. Prenant l'exemple d'une frappe (parmi des dizaines) qui a tué 26 civils dont 17 enfants, l'ONG conclut à la responsabilité totale de l'armée turque, qui n'a aucunement cherché à éviter les morts civiles. Cela n'empêche pas la Turquie d'écrire cyniquement, dans sa réponse au dernier rapport d'évaluation de la

Commission européenne sur sa candidature, que l'opération «Rameau d'Olivier» «constitue un exemple de la manière de combattre le terrorisme sans causer préjudice aux civils»...

En réalité, les militaires turcs et leurs supplétifs syriens se comportent comme une armée d'occupation, incarcérant les résidents soupçonnés d'être pro-PYD, déplaçant des familles entières, les empêchant de regagner leur résidence, notamment dans les villages, leur extorquant des «droits

de passage» aux points de contrôle... Les combattants de la soi-disant «Armée syrienne libre» (ASL), majoritairement djihadistes, poursuivent leurs pillages, kidnappent des civils (comme le Dr. Ebdulmecid Şexo, Doyen de la Faculté des Beaux-Arts), réclamant parfois une rançon à leur famille, commettent viols et autres exactions. Le 20, des habitants ont témoigné que certains combattants pro-turcs occupant des villages yézidis s'y comportaient exactement comme Daech ou Al-Qaïda, dynamitant les temples, traînant les habitants à la mosquée pour les convertir de force ou exigeant leur conversion contre des vivres (*Rojinfo*). Le 28, 11 yézidis d'Afrîn ont été enlevés chez eux par des hommes armés et masqués... Alors que les noms de certains villages yézidis ont été remplacés par des noms à référence sunnite, la Turquie a aussi importé sa prohibition de la langue kurde, changeant en ville de nombreux panneaux pour y introduire le turc. Tandis qu'un groupe jihadiste a vidé les silos, on parle de ventes de vivres à des profiteurs de guerre, loin des caméras propagandistes montrant des distributions gratuites. Dans le village stratégique de Qudah (Qada), surplombant la frontière, les militaires turcs ont arraché des centaines d'oliviers (*Afrin media center*).

Les milices pro-Damas ont profité de la situation pour extorquer elles aussi des «droits de passage» aux déplacés (jusqu'à 1.000 US\$ par personne), en empêchant beaucoup d'entrer dans Alep. Selon les estimations des Nations Unies, lorsque les miliciens pro-turcs sont entrés dans Afrîn, il restait en ville entre 50.000 et 70.000 personnes, 137.000 autres ayant préféré fuir. Depuis, la Turquie a poursuivi l'altération de la composition ethnique du canton en amenant d'Idlib avec leurs familles des combattants djihadistes, dont plus de 1.000 évacués en début de mois

de la Ghouta orientale, notamment de la région de Douma. Certains des civils relogés dans des maisons kurdes ont d'ailleurs exprimé leur désaccord, et le 29, des affrontements ont éclaté quand les arrivants ont refusé de remettre leurs armes aux combattants pro-turcs...

Dénonçant le «*blackout médiatique*» dans lequel s'opère le nettoyage ethnique conduit par la Turquie (*Rojinfo*), l'OSDH (pourtant réputé proche de l'opposition) a appelé l'ONU à «assurer le retour [des civils] dans leurs foyers et leur sécurité». Le 19, le Bureau ONU de coordination des affaires humanitaires a accusé indirectement l'armée turque et ses supplétifs d'empêcher l'accès humanitaire aux déplacés, alors que certaines familles sont bloquées sans fournitures de base entre zones syriennes et turques avec des femmes enceintes ou des bébés. Le 27, le Croissant-Rouge kurde a indiqué que 2.800 diabétiques manquaient de médicaments. Les mines posées par Daech dans des villages de Shehba ou d'Afrîn font aussi toujours plus de victimes. Le 28, l'ancien dirigeant du PYD Salih Muslim a appelé l'ONU à protéger les résidents voulant rentrer chez eux. Dénonçant les dangers futurs des manipulations démographiques en cours, il a souligné la nécessité d'une «pression internationale sur la Turquie» pour stopper ses «actions imprévisibles» (*Deutsche Welle*). Dans la région de Shehba, l'administration du Rojava a ouvert 6 camps de 10 à 40.000 places chacun: Tell Rifat, Fafînê, Ehres, Kefernayê, Sherawa et Nûbûl-Zehra (province d'Alep). Dans Alep même, il y aurait 100.000 déplacés.

Comme à Azaz et Jerablous après ses opérations précédentes, la Turquie a installé à Afrîn le 12 puis à Jandairis le 19 des Conseils locaux qui ne sont que les paravents d'une administration colo-

niale turque annexant de fait le Canton à la province turque de Gaziantep. C'est dans cette ville que s'est tenu récemment le «Congrès de libération d'Afrîn», téléguidé par la Turquie, auquel certains partis kurdes anti-PYD ont accepté de participer, ce qui a évidemment ranimé les dissensions intra-kurdes: les partis ayant accepté le cadre de l'autonomie démocratique du PYD dénoncent les premiers comme traîtres. Le PYD avait demandé à l'ENKS de quitter la Coalition nationale syrienne après que celle-ci ait exprimé son soutien à l'offensive turque, ce que celui-ci avait refusé, suspendant temporairement son adhésion au Conseil national syrien pendant l'opération turque. 16 partis kurdes, dont le Parti de la gauche kurde et le Parti démocratique kurde en Syrie, ont publié une déclaration commune déclarant illégitime «l'assemblée formée à Gaziantep sous la supervision du MIT» (les services secrets turcs). Après la mise en place des conseils locaux pro-turcs, les organisations pro-PYD ont dénoncé certains membres de l'ENKS (Conseil national kurde de Syrie, rival du PYD) comme des «collaborateurs» en partie responsables de la mort des 1.500 combattants et civils victimes de l'invasion, et ont appelé l'ENKS et le parti *Yekîtî* à les exclure. Le 2, Faysal Yusuf, un membre de l'ENKS, a été arrêté à son domicile à Qamişlo (*Rûdaw*). Le 6, un tribunal du Rojava a émis des mandats d'arrêt contre Ibrahim Biro, ancien président de l'ENKS, et Fuad Eliko, représentant de l'ENKS auprès de la Coalition nationale syrienne (ANF). Ils sont accusés de complicité dans l'opération turque. Le 9, l'ENKS, après une réunion tenue la veille, a appelé à l'expulsion d'Afrîn de l'armée turque et de ses supplétifs syriens et a demandé la garantie d'une «protection internationale». Le 13, c'est Ne'mat Dawûd, secrétaire du Parti de l'égalité démocratique kurde et membre de la présidence

de l'ENKS, qui a été arrêté à Qamishlo.

La prise d'Afrîn n'a pas mis fin à la pression exercée par la Turquie sur le reste du Rojava, bien au contraire. Depuis des semaines, le président Erdoğan martèle que son objectif suivant est Manbij, à 100 km à l'est. Mais là se trouvent des forces de la coalition anti-Daech, Américains, Français et (selon l'OSDH) Britanniques, récemment renforcées par de nouveaux hommes et de l'artillerie lourde. La Turquie a donc entamé une guerre psychologique contre la coalition dont elle est membre! Pour la seconde fois depuis juillet 2017, l'agence d'État *Anatolie* a publié des informations sur les positions des militaires occidentaux au Rojava... Ceci dans le contexte d'une confusion inédite de la politique syrienne des États-Unis, puisque le Président Trump venait de contredire ses propres militaires (le 29 mars puis de nouveau le 3 avril) en annonçant un départ prochain des troupes, quelque 2.000 soldats stationnés dans 4 bases. La Turquie a coupé l'eau à Manbij en fermant le barrage de l'Euphrate (ce qu'elle n'avait jamais fait pendant les années où la ville était tenue par Daech...), provoquant aussi des coupures d'électricité, et aussi fermé les barrages sur le Bêlix (Bêlikh). Plusieurs agriculteurs travaillant dans leurs champs ont été tués par des tirs transfrontaliers. Ces menaces ont provoqué le 7 des manifestations antiturques à Manbij. Le 29, l'aviation turque a bombardé sans faire de victimes le village d'Ashma, près de Kobanê. Ce même jour, Shervan Derwish, porte-parole du Conseil militaire de Manbij, sorti de l'hôpital le 18, a déclaré qu'il ne se laisserait pas intimider – sa première déclaration publique depuis la tentative d'assassinat contre lui, probablement télégui-

dée de Turquie, en mars dernier...

Ayant par son attaque sur Afrîn permis à Daech de se renforcer (l'organisation a même repris du terrain au sud de Damas), la Turquie apparaît à ses partenaires de l'OTAN comme un allié objectif des djihadistes. Au point que le 12, le futur secrétaire d'État Mike Pompeo a fortement approuvé le sénateur Menendez qui déclarait devant le Comité sénatorial des relations étrangères: «La Turquie est censée être notre alliée dans l'OTAN», mais elle «combat ces mêmes Kurdes qui nous ont permis de vaincre [Daech]», et que le 27, le ministre des Affaires étrangères luxembourgeois, Jean Asselborn, dénonçant l'invasion turque comme «facteur de tensions et de préoccupations», a réclamé qu'elle soit débattue au sein de l'OTAN.

La résurgence de Daech, en effet, inquiète: le 30, un engin explosif a tué à Manbij 2 combattants de la Coalition (dont un Américain), en blessant 5 autres. Depuis mi-mars, des accrochages réguliers se produisent entre Daech et l'armée de Damas près de Deir Ezzor. Malgré la menace turque pesant sur elles, les Forces démocratiques syriennes (FDS) ont entrepris de contrer Daech, proposant même le 4 des opérations conjointes avec les Irakiens. Le 18, elles ont annoncé avoir capturé un djihadiste germano-syrien soupçonné d'implication dans les attentats du 11 septembre 2001 (*AFP*). Le 24, les combats entre FDS et Daech ont repris à l'est de l'Euphrate après le retour sur le front de combattants revenus d'Afrîn.

Autre facteur de tension, une attaque chimique imputée au régime sur Douma (banlieue Est de Damas) le 7, ayant fait selon l'OSDH 80 morts, dont 40 suffoqués, a provoqué le 14 des représailles aériennes des forces améri-

caines, britanniques et françaises. Damas a nié toute responsabilité, accusant le groupe rebelle *Jaish al-Islam*. Le 29, l'armée de Damas a tenté sans succès de prendre aux FDS plusieurs villages dans la province de Deir Ezzor, perdant 9 combattants et faisant 6 morts chez ses adversaires.

Durant tout le mois, la solidarité avec Afrîn et le Rojava s'est exprimée dans de nombreux pays, où des manifestations ont dénoncé l'agression turque et la passivité complice des dirigeants internationaux. Le 1^{er}, une manifestation à Londres a demandé en particulier l'arrêt des ventes d'armes à Ankara et le rapatriement du corps de la combattante YPJ britannique Ann Campbell (26 ans), tuée le 16 dans une frappe turque. Le même jour, une manifestation s'est déroulée à Lorient. Le 3, une délégation du Parlement britannique venue au Rojava a tenu une conférence de presse à Qamishlo avant de gagner Kobanê le lendemain. Le 4, est arrivé un convoi de 18 camions apportant des fournitures collectées au Kurdistan irakien. D'autres manifestations se sont tenues en Suisse à Bâle et Berne. À Genève le 5, un ultranationaliste turc a tenté de perturber un rassemblement kurde avant de s'enfuir en voiture, blessant légèrement 3 personnes. D'autres rassemblements ont été organisés en Italie (Venise, Livourne et Florence), en Allemagne (Hambourg, Stuttgart, Munster et Hanovre), et jusqu'en Australie (Melbourne).

Par ailleurs, les alliés du régime syrien se sont attirés les foudres du Président turc en demandant le retour d'Afrîn au gouvernement de Damas: le 5, İbrahim Kalın, porte-parole de M. Erdoğan, a rétorqué au Président iranien Hassan Rouhani que l'armée turque resterait à Afrîn, et le 10, M. Erdoğan a critiqué «l'approche erronée» de Sergueï Lavrov qui

avait fait la même demande, déclarant: «Nous savons très bien à qui nous devons rendre Afrin. [...] Directement aux habitants d'Afrin [...]. Mais le timing nous appartient. C'est nous qui le détermine-

rons, pas M. Lavrov». Par ailleurs, toujours furieux du soutien exprimé aux Kurdes du Rojava fin mars par le président français, M. Erdoğan a menacé la France le 7: «Tu soutiens [les terroristes] en les

accueillant au palais de l'Élysée [...]. Tant que les pays occidentaux continueront à soutenir des terroristes, ils continueront à être la cible d'attaques terroristes en réaction».

TURQUIE: OPÉRATIONS MILITAIRES À L'EXTÉRIEUR ET RÉPRESSION À L'INTÉRIEUR S'INTENSIFIENT ENCORE

L'événement majeur du mois d'avril est certainement l'annonce faite le 18 par le Président turc de la tenue anticipée des élections présidentielle et législatives le 24 juin prochain au lieu du 3 novembre 2019. L'annonce a été faite après une réunion avec le chef du parti ultranationaliste MHP, Devlet Bahleçeli, qui avait appelé mardi à des élections anticipées... Quelques heures après, le Parlement turc a pour la septième fois prolongé de trois mois l'état d'urgence grâce auquel le Président gouverne par décrets depuis juillet 2016. La date limite pour déclarer les candidatures aux deux élections a été fixée au 4 mai, laissant peu de temps aux partis politiques pour se préparer, comme l'a relevé l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. M. Erdoğan a sans doute voulu prendre de court ses adversaires, mais sa décision est aussi un aveu de faiblesse: ses soutiens s'érodent, l'économie se dégrade...

À l'extérieur, M. Erdoğan poursuit sa campagne militaire antikurde. Après Afrin, c'est le Kurdistan d'Irak qui sert de cible. À l'intérieur, l'annonce de l'avancement des élections a inauguré une nouvelle amplification de la répression contre le HDP, principal parti kurde de Turquie mais aussi contre quiconque représente un danger potentiel pour le pouvoir: journalistes, universitaires, membres de la société civile, citoyens critiques... La fuite en avant totalitaire continue donc. Plus que jamais, les Kurdes sont

l'ennemi principal, intérieur comme extérieur. Il est vrai que, représentant au moins un cinquième de l'électorat, ils pourraient faire basculer le résultat, comme l'a déclaré leur leader emprisonné, l'ex-coprésident du HDP Selahattin Demirtaş: «Nous sommes la serrure. Nous sommes la clé». Et le 25, le député HDP Lezgin Botan, parodiant les discours d'Erdoğan menaçant les États-Unis d'une «gifle ottomane», a menacé M. Erdoğan d'une «gifle kurde» aux élections, pour lesquelles le HDP a lancé le 30 un appel aux observateurs internationaux.

Sentant son soutien vaciller, le pouvoir AKP utilise tous les moyens pour gagner du temps. Ainsi de la Commission d'enquête chargée depuis l'été 2017 d'examiner les cas des fonctionnaires sanctionnés par «décrets d'urgence». Dirigée par un partisan connu d'Erdoğan, elle sert surtout à retarder les saisies de la Cour européenne des droits de l'homme, qui ne peuvent intervenir qu'après épuisement de tous les recours nationaux. La commission travaille donc le plus lentement possible. Sur 108.660 demandes déposées, en rejetant immédiatement 9.700, elle en a pour l'instant examiné 12.000, et a réintégré à leurs anciens emplois... 310 plaignants. Il lui reste 96.660 demandes à examiner.

Les chiffres de la répression sont effrayants: 245 journalistes et travailleurs des médias turcs étaient en prison au 4 avril, la plupart en

détention préventive avant leur procès (SCF), faisant de la Turquie le plus grand geôlier de journalistes du monde. Pour les universitaires, un rapport de la BBC en langue turque en comptait en juillet dernier 23.427 démis depuis le 16 juillet 2016. Et pour empêcher le HDP de faire campagne, le pouvoir a entrepris d'arrêter encore davantage de ses membres. Arrestations et condamnations constituent une liste encore plus impressionnante que les mois précédents.

Le 3 avril, 15 étudiants ayant déployé des banderolles dénonçant l'invasion et le massacre d'Afrin ont été arrêtés. M. Erdoğan les a traités de «terroristes» et de «communistes» et annoncé leur exclusion de l'université (*Hürriyet*). Le même jour, la police a arrêté à Halfeti (sud du pays) dans la maison de Mehmet Öcalan, frère du dirigeant kurde emprisonné, 9 personnes venues fêter l'anniversaire de ce dernier et des journalistes. A Ankara, 3 personnes ont été arrêtées chez elles. Des gâteaux d'anniversaire aux couleurs kurdes ont été confisqués. Le lendemain, la Cour d'appel a confirmé la peine de 17 mois de prison du député HDP Osman Baydemir pour «insulte à un officier de police» (il avait en fait reproché à un policier d'influencer les électeurs lors du référendum). Le même soir, la police d'Istanbul a arrêté quelque 25 membres du HDP durant un raid contre son bureau d'Avçılar, dont les coprésidents du district Mahmur Çakan et Şebnem Değerli. Le 9, la Cour

pénale d'Erzurum a alourdi de 6 à 7 ans 3 mois et 10 jours la peine pour «propagande» pro-PKK et «incitation à la haine publique» de la députée HDP de Muş Burcu Çelik Özkan. Elle avait assisté aux obsèques d'un combattant PKK; le procureur avait requis contre elle... 27 ans. Le 10, le procureur général d'Ankara a lancé mardi des enquêtes contre huit députés du HDP pour «propagande terroriste», exigeant la levée de leur immunité.

Du 11 au 13 s'est tenue la 3^e audience d'un des procès de Selahattin Demirtaş. Comme pour les audiences précédentes, aucun observateur étranger n'a été autorisé à assister au procès. Le dirigeant kurde a rappelé dans sa défense comment les gülenistes avaient tenté de saboter les négociations de paix entre gouvernement et PKK et collecté contre les Kurdes du HDP impliqués dans les discussions des éléments à présent utilisés contre lui... Le tribunal a décidé d'ajourner l'affaire jusqu'au 18 juillet et de le maintenir en détention jusque là. Le 13, Figen Yüksekdağ, l'autre ancienne co-présidente du HDP, a été condamnée à Van à six mois de prison pour avoir «violé les interdictions électorales» – un motif de condamnation inédit, se rapportant à un discours prononcé le 27 octobre 2015... Le 19, Gülser Yıldırım, députée HDP de Mardin, incarcérée fin 2016 en même temps que Selahattin Demirtaş, a été condamnée à sept ans et six mois de prison pour «appartenance à une organisation terroriste». Elle avait participé à des marches de protestation contre les couvre-feux imposés des mois durant aux villes kurdes en 2016, et aux funérailles de combattants du PKK. Le même jour, 2 nouveaux députés HDP, Osman Baydemir (Urfa) et Selma Irmak (Hakkari), ont été déchus de leur mandat (AFP) suite à leurs condamnations. Le 28, la police d'Istanbul a mené à Güngören un

raid contre une réunion publique de préparation du 1^{er} mai du HDP, incarcérant 41 membres du parti et journalistes présents, dont le co-président HDP d'Istanbul Cengiz Çiçek. Après interrogatoire, 31 personnes ont été relâchées, les autres maintenues en garde à vue (*Mezopotamya*). Un autre raid et plusieurs incarcérations ont aussi eu lieu dans la province de Denizli.

Le 30, s'est tenue au complexe pénitenciaire de Silivri la 5^e audience d'un autre procès de Selahattin Demirtaş, accusé avec Sirri Süreya Önder, député HDP d'Ankara, de «propagande terroriste» pour des discours prononcés lors du Newrouz 2013. Si Önder était présent, Demirtaş a soumis un rapport médical selon lequel sa santé l'empêchait d'assister à l'audience. Les observateurs étrangers ont été cette fois admis dans la salle, mais quand le juge a fait appel à la police pour expulser les avocats de la défense sauf un, ceux-ci ont tous quitté la salle en protestation. Önder a annoncé durant l'audience que le HDP ferait de Demirtaş son candidat aux présidentielles le 4 mai. Le procès a été ajourné au 8 juin, Demirtaş devant y comparaître par vidéo.

La répression des journalistes s'est encore durcie. Le 2, un mandat Interpol («bulletin rouge») a été émis contre l'ancien rédacteur en chef de *Cumhuriyet*, Can Dündar, exilé en Allemagne – toujours pour les révélations de livraisons d'armes du MIT (services secrets turcs) aux islamistes syriens en 2014. Le Comité pour la protection des journalistes (CPJ) a appelé Interpol à rejeter les demandes turques. Dündar risque 20 ans de prison pour espionnage... Le 3, le journaliste Hasan Cemal a été condamné à 3 mois et 22 jours avec sursis pour des articles de 2013 documentant le retrait de Turquie du PKK après la conclusion de

l'accord de paix. Les procureurs ont aussi requis 15 ans de prison contre Çağdaş Kaplan pour un article sur les discriminations anti-kurdes à l'université (*Stockholm center for freedom*). Le 11, 4 journalistes du journal pro-kurde *Özgürlükçü Demokrasi* (Mehmet Ali Çelebi, Reyhan Hacıoğlu, Hicran Ürün et Pınar Tarlak), contrôlé depuis le mois précédent par un administrateur pro-AKP, ont été arrêtés pour appartenance présumée à une organisation terroriste. A Van, le journaliste kurde Naif Yaşar a également été arrêté. Le même jour, 3 journalistes du journal pro-kurde *Demokratik Ullus* (son rédacteur en chef Nuray Candan, son éditeur Kemal Sancılı et l'ancien éditeur Ziya Çiçekçi) ont reçu chacun 2 ans de prison pour «propagande terroriste», peine ensuite augmentée à 3 ans et 9 mois. La Cour a choisi d'ignorer les annulations de peine déjà prononcées par une Cour d'appel supérieure... L'avocate et militante des Droits de l'homme Eren Keskin, visée par 143 procès différents pour des totaux de 12 ans de prison et 355.920 livres turques d'amendes, a vu sa peine de 6 mois pour avoir «ouvertement insulté les institutions de la République de Turquie» confirmée en appel – et ensuite convertie en une amende de 3.000 livres. Elle avait accepté d'être rédactrice en chef du journal pro-kurde *Özgür Gündem*, fermé depuis par décret d'urgence. À Diyarbakir, le procureur a requis 3 ans de prison contre la journaliste Nurcan Baysal pour «incitation à la haine et à l'inimitié», suite à ses tweets critiquant l'invasion d'Afrîn... Le 20, 4 journalistes d'Istanbul, Semiha Sahin, Pınar Gayip, Ferhat Pehlivan et Gulsen Imre, proches du Parti socialiste des opprimés (ESP), fondé en 2010 par, entre autres, Figen Yüksekdağ, ont été, après une détention d'une semaine, formellement arrêtés pour «appartenance à une organisation terroriste» – en fait pour leurs «posts» sur les

médias sociaux de 2014 à 2017 (*Cumhuriyet*).

Enfin le 30, s'est tenu à Istanbul, dans le complexe pénitentiaire de Silivri, la 4^e audience du procès pour gülenisme de 20 journalistes de *Feza Gazetecilik* (société propriétaire du quotidien *Zaman*), et de l'Agence de presse *Cihan Media*. Les cadres de *Cihan* Hakan Taşdelen et Ahmet Metin Sekizkardeş et son Directeur général Faruk Akkan ont été condamnés à 9 ans de prison, 3 autres journalistes ont reçu 7 ans et 6 mois, 3 autres 4 ans et 1 autre 3 ans 1 mois et 15 jours de prison, la plupart pour «appartenance à une organisation terroriste». 3 autres accusés ont été acquittés. Dans les poursuites contre les employés du journal *Zaman*, qui vise 31 prévenus, dont 17 incarcérés depuis août 2016, le procureur a requis la prison à vie pour 9 journalistes accusés d'avoir «violé la constitution». Les seules «preuves» contre eux sont les articles de certains d'entre eux, dont certains remontent à 2013 incriminent les proches, les associés et le président Erdoğan lui-même pour des faits de corruption. Le procès débutera le 10 mai à Çağlayan (*Stockholm center for freedom*).

La liste des condamnations du mois se poursuit avec de nombreux universitaires et autres représentants de la société civile. Le 4, le Dr. Veli Polat (Université d'Istanbul) et le Prof. Zübeyde Füsün Üstel (Université Galatasaray) ont reçu 1 an et 3 mois de prison pour avoir signé en janvier 2016 avec 1.128 universitaires turcs et étrangers la pétition «Nous ne participerons pas à ce crime». Le Dr. Polat a eu droit au sursis, mais pas le Prof. Üstel, qui «n'a pas exprimé de remords» (*Stockholm center for freedom*). Le 9 avril, 3 autres universitaires, Erhan Keleşoğlu, İrfan Emre Kovankaya et Sharo İbrahim Garip, les 2 premiers licenciés depuis par leur

Université, ont reçu pour la même raison des peines avec sursis pour «propagande pour une organisation terroriste». Le 17, a débuté le procès du pasteur américain Andrew Brunson, accusé de liens avec le réseau Gülen et avec le PKK (accusations étranges pour un pasteur protestant...), et espionnage! En larmes, Brunson a nié ces accusations. Arrêté en octobre 2016 après plus de 20 ans en Turquie, où il dirige avec son épouse une église protestante, il risque jusqu'à 35 ans de prison. La prochaine audience a été fixée au 7 mai. Le même jour, le chanteur connu Suavi Saygan a été condamné à 11 mois et 20 jours de prison pour avoir «insulté» le président turc Recep Tayyip Erdoğan lors d'un discours prononcé à Izmir fin octobre 2016. Sa peine a été convertie en amende de 14.000 LT (3.500 dollars).

Le 20 avril, 3 autres universitaires ont reçu des peines avec sursis pour «propagande terroriste» pour des déclarations datant de plusieurs années. Le politologue Koray Caliskan (Université Boğazici), l'historienne Ayşe Hür et le théologien de gauche İhsan Eliaçık ont reçu respectivement 18 mois et 22 jours, 15 mois, et 6 ans 3 mois. Hür avait caractérisé dans un tweet le PKK non pas comme une organisation terroriste mais plutôt «un mouvement [...] de guérilla recourant à des actes terroristes». Eliaçık était intervenu en 2014 dans une réunion de lettrés islamiques soutenant le processus de paix alors en cours avec le PKK.

Le 21 avril, l'institutrice Ayşe Celik, mère d'un bébé de 8 mois, est arrivée à la prison accompagnée par des députés HDP et CHP. Elle avait été condamnée en avril 2017 à 15 mois pour «propagande pour une organisation terroriste» après avoir en janvier 2016 téléphoné en direct à une émission de télévision pour dénoncer les morts des opérations militaires dans les

ville kurdes. La situation de certaines de mères incarcérées avec leurs enfants en bas âge dans des conditions indignes a suscité la condamnation du Commissaire aux Droits de l'homme de l'ONU.

Les autorités AKP ont aussi poursuivi leur répression de la culture kurde. Des panneaux indicateurs en langue kurde ont été retirés à Diyarbakir (*Mezopotamya*), des organisations culturelles fermées et des biens patrimoniaux détruits. A Kilis, le nom de la «Mosquée des Kurdes» (17^e siècle) a été changé en «Mosquée des Turcs». Le 30 à Nusaybin, des administrateurs municipaux pro-AKP ont fait détruire au bulldozer une statue commémorant 16 citoyens tués à balles réelles par les forces de sécurité en 1992. Ils protestaient contre les dizaines de meurtres perpétrés à Cizre par ces mêmes forces de sécurité. Le 18, le gouverneur d'Ankara a refusé les slogans kurdes pour les rassemblements annuels du 1^{er} mai, prétextant qu'ils étaient «incompréhensibles» (*Rûdaw*). Le 24, le Président (AKP) du Parlement turc, İsmail Kahraman, s'est mis en colère en direct à la télévision quand Metal Danış Beştaş, la chef du groupe parlementaire HDP, a utilisé l'expression «provinces kurdes» en se plaignant de la répression gouvernementale en cours. Kahraman a dénoncé une «violation de la constitution», menaçant d'exclure Beştaş de la session, avant de se calmer. Le député HDP Osman Baydemir avait été il y a un mois exclu de deux sessions législatives et condamné à une amende de 12 000 TL pour avoir parlé du «Kurdistan».

Ce mois-ci, les opérations militaires turques entamées au Kurdistan d'Irak en mars ont connu une extension importante, avec de nombreuses frappes aériennes: le 1^{er} au soir près de Sidakan (province d'Erbil) et à Qandil, le 4 encore à Sidakan, puis

le lendemain sur des villages autour de Khalifan et Lelkan, forçant 120 familles à partir et blessant 2 civils, le 6 avril trois raids ont visé le district d'Amedî (NRT), le 7 la région de Bradost, de nouveau frappée. Le 11, avec le mont Kitkin Mighara et le mont Khwakurk. Le 14, 3 frères ont été retrouvés morts près d'Amédî, frappés alors qu'ils visitaient leurs vergers dans leur village situé près de la frontière... Le 12, les familles de 4 autres Kurdes tués le mois dernier dans des circonstances analogues ont annoncé vouloir assigner la Turquie devant la Cour internationale de justice (NRT). D'autres frappes ont visé Qandil le 25, endommageant des vergers (NRT). Le 27, des affrontements violents ont pris place à Sidakan.

L'armée turque a annoncé à plusieurs reprises avoir «neutralisé» des combattants du PKK: 14 au Kurdistan selon une annonce du 6 avril, puis 108 annoncés le 7 avril (*Le Figaro*), 3 le 8 près de Şırnak, 7 le 10 durant les 2 jours précédents

en Irak et en Turquie, 4 le 19 dans la province de Diyarbakir, et le 28, 41 dont 13 côté turc (provinces de Tunceli, Siirt, Diyarbakir et Şırnak) et 28 côté irakien durant la semaine précédente (*Bas News*)... Le PKK a également fait des annonces du même type, revendiquant le 16 la mort côté turc de la frontière de 3 soldats et 1 blessé (*Rûdaw*), le 17 la mort de 5 soldats et le 20 la mort de 11 autres au Kurdistan d'Irak, puis toujours côté irakien, 5 supplémentaires le 26, tandis que le même jour, 1 était tué et 4 autres blessés côté turc près de Lice. Le 30, le HPG (branche armée du PKK) a annoncé 3 nouvelles attaques contre l'armée turque au Kurdistan (NRT).

Difficilement vérifiables, ces revendications croisées témoignent cependant d'une forte intensification des combats, notamment au Kurdistan irakien. Différents rapports indiquent que l'armée turque a violé le territoire irakien sur une profondeur de 20 km – elle était signalée le 20 dans

la région de Barzan – et y a installé sur des sommets 8 bases permanentes reliées par des routes, notamment près de Kanî Reş et de Xhwakurk (*Rûdaw*), et côté turc sur le mont Balkaya (Şemdinli), pour surveiller la frontière... Le seul qui n'a pas vu les militaires turcs est M. Abadi: il a nié le 10 avril toute incursion turque, répétant que l'ancien accord irako-turc autorisant un déploiement turc dans les zones frontalières n'était plus valide...

Similairement, côté turc, de nouvelles impositions de couvre-feux dénotent de nouvelles opérations: le 24, l'accès à 30 zones des villes de Çukurca, Şemdinli et Yüksekova (Hakkari) a été interdit jusqu'au 8 mai. Le 25, un couvre-feu 24h/24 de durée indéfinie a été annoncé sur 17 villages et 53 hameaux des districts de Lice et Kulp (Diyarbakir), après la mort d'un soldat (*Stockholm center for freedom*). Le 30, un couvre-feu de 2 semaines a été imposé sur 26 villes et villages kurdes (NRT).

KURDISTAN D'IRAK: VERS UNE SORTIE DE LA CRISE FINANCIÈRE?

Après l'adoption le mois dernier d'un budget fédéral considéré comme injuste par les Kurdes d'Irak, le conflit avec le gouvernement central s'est en partie transporté dans l'arène juridique, avec une plainte du Président irakien contre le Président du Parlement de Bagdad pour les violations constitutionnelles contenues dans le projet de loi budgétaire. Ce mois a aussi été marqué par la poursuite au Kurdistan des troubles sociaux provoqués par les difficultés économiques de la population, et l'espoir de leur résolution progressive avec l'adoption par le Gouvernement régional du Kurdistan (GRK) d'un nouveau mode de calcul des salaires de ses fonctionnaires. La campagne élec-

torale a aussi commencé, où se sont engagés des partis kurdes divisés. Enfin, la situation militaire a été marquée simultanément par la résurgence de Daech et d'importantes intrusions turques.

Le 3 avril, les agriculteurs kurdes ont déposé plainte auprès du tribunal administratif pour obtenir enfin le paiement de leur blé vendu à Bagdad durant 4 ans. Le procès a été fixé au 1^{er} juillet – trop tard au goût des plaignants. Durant sa visite à Sulaimaniyeh, le premier ministre irakien Abadi a rejeté la responsabilité de l'affaire sur le GRK... Le 4, c'est Fouad Massoum, le Président (kurde) d'Irak qui a intenté une action en justice devant la Cour fédérale suprême contre le Président du Parlement pour les violations

légales et constitutionnelles du budget fédéral 2018: 14 violations, dont celles relatives au budget alloué au GRK, qui ne répond pas selon le président au critère constitutionnel d'équitabilité, et d'autres concernant les empiètements sur l'autorité financière du GRK et du Parlement kurde.

Le 9, suite à une plainte contre le GRK du ministre irakien du Pétrole Jabar al-Louaibi, la Cour suprême a annoncé pour le 6 mai des auditions concernant la légalité des exportations de pétrole lancées en 2014 par la Région du Kurdistan après que Bagdad ait cessé de lui verser son budget.

Sur le plan social, avril a commencé alors que les grèves des fonctionnaires, notamment dans la

province de Sulaimaniyeh, duraient depuis des semaines, en particulier pour les secteurs de la santé et de l'enseignement – le semestre ayant quasiment été blanc.

Cependant, le 28 mars, le Conseil des ministres du GRK a adopté un nouveau système de calcul des salaires de ses fonctionnaires relevant partiellement sur les mesures d'austérité imposées depuis 2 ans: les retenues salariales seraient plafonnées à 30% pour les hauts salaires et à 10% pour les autres, tout salaire de moins de 336 US\$ étant versé intégralement. Le nouveau système ne s'applique pas aux employés dont les salaires ont été réduits de 75%. Le 1^{er}, le ministre des Finances du GRK, Rêbaz Hamlan, a annoncé que son ministère était prêt à payer les fonctionnaires avec le «nouveau système» dès que les listes des ministères concernés lui parviendraient. Le même jour, le gouverneur de Sulaimaniyeh a confirmé l'entrée en vigueur du système lors d'une rencontre avec des représentants des manifestants, ajoutant que la décision récente du gouvernement irakien de payer les pensions des victimes kurdes de l'*Anfal* permettrait au GRK d'économiser des milliards de dinars et faciliterait l'abandon du système si contesté des retenues salariales.

Ces annonces n'ont pas mené immédiatement à l'arrêt des manifestations. Celles-ci ont continué le 2, des milliers de personnes, dont de nombreux enseignants, se rassemblant et installant même des tentes devant le tribunal de Sulaimaniyeh (NRT). Mais le lendemain, la section de Sulaimaniyeh du Syndicat de la santé a accepté de suspendre temporairement la grève si le GRK s'engageait à verser les salaires mensuellement et dans leur intégralité. Le 4, les enseignants ont salué les récentes annonces du GRK, tout en maintenant leur prin-

cipale demande, la fin immédiate des réductions de salaire, et appelé pour le lendemain à une importante manifestation, ajoutant qu'ils arrêteraient leur mouvement si le GRK s'engageait à payer mensuellement les salaires intégralement et proposait un mécanisme de remboursement progressif de toutes les retenues imposées depuis 2016.

Le 5, les fonctionnaires de la santé et de l'éducation ont reçu leur salaire calculé selon le «nouveau système», et le 8, les classes ont repris dans la majorité des écoles des provinces de Sulaimaniyeh et de Halabja, bien que les manifestations se soient poursuivies à Garmiyan. Le 8 et le 9, le GRK a payé les enseignants kurdes de Kirkouk. Le 15, cependant, les gardes protégeant juges, ministres et hauts fonctionnaires, non inclus dans le nouveau système de calcul, ont organisé une manifestation devant la cour d'appel d'Erbil dont ils ont bloqué l'accès. Le 22, des gardes du corps du ministère de l'Intérieur se sont mis en grève pour le retour de leurs salaires au montant d'avant l'austérité.

Les différents partis kurdes ont commencé leurs préparatifs pour la campagne électorale en vue des élections du 12 mai. Le PDK reste confiant d'arriver en tête dans la Région du Kurdistan, même s'il a maintenu sa décision de boycotter la consultation à Kirkouk, qu'il considère comme «occupée». Le mouvement du Changement (*Goran*), le Groupe islamique du Kurdistan (*Komal*), et la Coalition pour la démocratie et la justice (CDJ) de l'ancien Premier ministre GRK Barham Salih ont formé l'alliance «Patrie» (*Nishtiman*), présente dans les territoires disputés, tandis que l'UPK et l'Union islamique du Kurdistan (KIU) mènent des campagnes distinctes. Le Mouvement Islamique du Kurdistan (*Bizutinewe*) a lui aussi décidé le boycott. Barham Salih a remplacé à la tête de la liste de coa-

lition «Patrie» l'ancien président du Parlement kurde, Yousif Mohammed (*Goran*), démissionnaire. Le 6 avril, 5.800 machines de comptage de bulletins alimentées par leurs propres batteries sont arrivées. Elles doivent permettre d'accélérer le décompte des voix et prévenir la fraude électorale.

Dans une situation «post-Daech» non encore revenue à la normale, la question du vote des nombreux déplacés demeure sensible, notamment pour les Kurdes, ceux ayant dû quitter Kirkouk en octobre, pour la plupart hébergés dans la Région du Kurdistan. La Commission électorale irakienne n'ayant pas prévu l'ouverture de bureaux de vote à l'extérieur de la province, ils risquaient de se voir privés de leurs droits électoraux... Le 21, selon *Rûdaw*, la Commission a annoncé pour dissiper ces craintes que des bureaux dédiés aux personnes déplacées de Kirkouk, Ninive (Mossoul) et al-Anbar seraient bien installés au Kurdistan et que leurs cartes d'électeurs seraient envoyées aux fonctionnaires du GRK. Le 22 avril, le responsable de la Commission à Sulémaniye a annoncé que 33 bureaux de vote dédiés aux déplacés seraient ouverts dans cette province.

Au Kurdistan la campagne pour les élections législatives fédérales, officiellement ouverte le 15 (un jour après le reste de l'Irak en raison de la commémoration de l'*Anfal*), s'est rapidement caractérisée par ses tensions. Le 17, Nouvelle Génération a accusé l'UPK de chercher à empêcher ses candidats de mener campagne à Sulaimaniyeh (NRT), et le 28, le responsable de la liste Nouvelle génération à Dohouk, Kamiran Berwarî, a déclaré avoir été attaqué dans le bazar de Zakho avec 20 de ses supporters.

Dans les territoires disputés, les autorités irakiennes avaient inter-

dit de hisser le drapeau kurde, mais l'UPK est passé outre à Kirkouk lors de son rassemblement de lancement de campagne du 17, auquel assistaient le Vice-Premier ministre GRK Qubad Talabani et le responsable de la force antiterroriste du parti Lahur Talabani. Les Kurdes craignent des élections non équitables dans cette région, contrôlée par l'armée irakienne et les milices chiïtes. Dans la région de Shingal (Sindjar), le responsable de la liste PDK a accusé les autorités locales de l'empêcher de mener campagne en lui interdisant de coller des affiches, voire en arrêtant les colleurs ou en empêchant ses candidats de prendre la parole (*Rûdaw*).

A Kirkouk, le correspondant du journal *Ashark al-Awsat*, parcourant la ville le 30, a décrit une campagne à la tournure sectaire, menée au milieu d'une lourde présence sécuritaire, les affiches des candidats n'apparaissant que dans les quartiers de leur communauté, et que «dans les zones kurdes, les candidats kurdes ont été empêchés de lever le drapeau du Kurdistan. Le drapeau a même été banni des affiches électorales et la Région [du Kurdistan] n'est mentionnée dans aucun discours de campagne. Les candidats ne sont pas autorisés, même implicitement, à se référer à «l'identité kurde de Kirkouk»...

Dans un développement inédit, le Premier ministre irakien Haider al-Abadi a décidé de mener campagne au Kurdistan, le premier politicien irakien non-kurde à tenter l'expérience. D'abord arrivé à Sulaimaniyeh le 25, il a été accueilli le lendemain à l'aéroport d'Erbil par le Premier ministre du GRK, Nechirvan Barzani, devant lequel il a glorifié «la fraternité kurdo-arabe», mais a aussi déclaré «Aujourd'hui, nous sommes sous

la tente de l'Irak, et quiconque veut la séparation, des hyènes le déchireront»... Abadi tentait de se poser en vainqueur de Daech et des velléités séparatistes du Kurdistan, mais le succès n'a guère été au rendez-vous. L'annulation de son meeting à Dohouk, 3^e ville du Kurdistan, a provoqué la colère des membres de sa liste sur place, et a été attribué au peu d'assistance de ses meetings précédents à Sulaimaniyeh et Erbil, auxquels les médias kurdes s'étaient vu refuser l'entrée. Le PDK a déclaré que le but de la présence de la coalition *Nasr* («Victoire») d'Abadi au Kurdistan était surtout de tenter de diviser les voix kurdes...

Par ailleurs, l'occupation d'Afrin par la Turquie a donné à Daech l'opportunité de se réorganiser et d'augmenter de nouveau ses attaques dans les territoires contestés, où la sécurité s'est beaucoup dégradée depuis le départ des pechmergas. Le 6, des caches d'armes contenant des munitions, des explosifs, des lanceurs de roquettes, et un mortier de 81 mm ont été trouvés dans la province de Diyala. Le 7, les djihadistes ont tué 3 civils et en ont blessé 2 autres en installant un faux poste de contrôle de police au nord de Kirkouk. Des affrontements avec les forces irakiennes ont pris place le 9 au sud de cette ville. Le 11 au soir, Daech a pu reprendre 2 villages dans la province de Kirkouk, et a également lancé des attaques à Mossoul, Hawija et Tell Afar. Le 15, dans dans le quartier Khadhra de Kirkouk, un attentat à la voiture piégée visant le convoi d'un candidat du Front turkmène près d'un point de contrôle a fait 1 mort et 11 blessés (*Rûdaw*). L'attentat a été revendiqué le 24 par Daech. Devant cette situation sécuritaire catastrophique, la Coalition a tenté d'obtenir du gouvernement irakien qu'il autorise le redéploiement

des pechmergas au moins à la périphérie des villes les plus vulnérables. Les discussions à ce propos entre militaires irakiens et kurdes n'ont pas abouti jusqu'à présent.

Dans les autres nouvelles concernant les territoires contestés, le ministère irakien des Migrations et des Déplacés a décidé le 3 de faire réparer 250 maisons appartenant à des familles kurdes de la ville de Touz Khourmatou qui avaient été détruites ou gravement endommagées lorsque la ville avait été prise par les forces irakiennes et des milices *Hashd al-Shaabi* à l'automne dernier. Des milliers d'habitants kurdes de la ville sont toujours déplacés, ce qui fait que, si les établissements scolaires kurdes ont pu rouvrir récemment, le nombre de classes en fonctionnement a beaucoup diminué (*Rûdaw*). Mais la rénovation des demeures pourrait ne pas suffire à persuader les habitants déplacés à rentrer: le 16, un Kurde a été sérieusement blessé par deux turkmènes chiïtes se déplaçant à moto. A Makhmour, au sud d'Erbil, le maire kurde de la ville a indiqué le 7 que les fonctionnaires du GRK qui avaient quitté la ville pour Erbil à l'arrivée des troupes irakiennes, devraient pouvoir y revenir pour reprendre leurs responsabilités administratives après cinq mois d'absence.

Dernier point, la présence militaire turque dans la Région du Kurdistan s'est faite encore plus pesante ce mois-ci, au point de pousser le 3 le président irakien Fouad Massoum à appeler la Turquie dans une interview au journal *Al-Hayat* à retirer ses troupes d'Irak: alors que les opérations majeures contre Daech sont terminées, «les troupes étrangères n'ont aucune excuse pour rester sur le sol irakien», a déclaré Massoum.

IRAN: GRÈVES DANS LES BAZARS KURDES CONTRE LA FERMETURE DES FRONTIÈRES

La situation économique catastrophique du Kurdistan d'Iran trouve mois après mois un écho dramatique dans les assassinats récurrents de portefaix kurdes (*kolbars*) par les forces de sécurité du régime. Ce mois-ci, après les grandes manifestations du début d'année, la fermeture prolongée des postes frontières avec la Région du Kurdistan d'Irak a provoqué de grandes grèves des bazars de la plupart des villes kurdes.

Le 4, les commerçants de Marivan ont entamé une grève pour demander la réouverture des frontières à Baneh, Marivan, Piranhasar et Sardasht, fermées depuis décembre 2017. Ces mois de fermeture ont provoqué une forte augmentation du chômage. Selon un représentant de la ville de Marivan, 8.000 personnes sont sans emploi dans la ville, ce qui provoque une forte récession pour les commerçants. On estime à 75 000 ou 80 000 le nombre des *kolbars* de ces zones frontalières, qui seraient mis au chômage par la fermeture des frontières. Les autorités ont promis la réouverture mais n'ont rien fait. Le 5 avril, 4 *kolbars* kurdes ont été arrêtés par les garde-frontières iraniens et emmenés dans un lieu inconnu (*Bas News*). Le soir du 7, des *pasdaran* ont ouvert le feu sur 2 jeunes gens du Kurdistan d'Irak, dont l'un a été tué et l'autre blessé et arrêté. Le 8 au soir, ce sont des garde-frontières iraniens qui ont tiré dans la région de Shawal sur quatre habitants de Kalar, au Kurdistan d'Irak, venus chasser près de la frontière iranienne, tuant un enseignant de 24 ans et blessant au moins deux membres du groupe (*Kurdistan-24*).

Le 11, pour protester contre la fermeture du poste frontalier de

Siranband-Baneh entre le Kurdistan irakien et l'Iran par le régime iranien, des dizaines d'hommes d'affaires et de commerçants kurdes se sont mis en grève dans les villes de Marivan et de Saqqez. Le 15 au matin, les commerçants du bazar de Baneh et de Javanrud ont à leur tour appelé à la grève. Entre temps, un commerçant kurde est décédé de ses blessures le 14 quelques jours après avoir été victime d'un accident alors qu'il avait été pris en chasse par les forces militaires gouvernementales. Les 18 et 19, la grève des commerçants des villes frontalières des provinces du Kurdistan, de Kermanshah et de l'Azarbaijan occidental s'est encore étendue, les commerçants des villes de Sardasht, Mahabad, Boukan et Piranshahr ayant rejoint les grévistes. À Baneh, les protestataires ont refusé d'écouter les promesses de Said Jalili, représentant de Khamenei venu écouter leurs demandes, l'ont couvert de huées et ont poursuivi leur mouvement.

Le 20, alors que la grève entrait dans son 6^e jour, la police a intensifié ses tentatives pour intimider les travailleurs des magasins en grève, détenant brièvement des dizaines de personnes, leur ordonnant de signer des promesses d'arrêter leur grève avant de les relâcher, menaçant d'autres tenanciers d'avoir à rouvrir leurs magasins ou d'être arrêtés. Les opposants kurdes du régime accusent celui-ci de vouloir forcer les commerçants kurdes à commercer avec les autres provinces d'Iran, tandis que le régime rejette la responsabilité de la fermeture sur une demande de sécurité du gouvernement irakien. Le PDKI a annoncé son soutien à la grève et dénoncé les politiques délibérées de non- ou de sous-développement économique du Kurdistan iranien. Dans son rapport annuel,

l'organisation de surveillance des droits de l'homme kurde *Hengaw* rapporte que rien qu'au cours de la première moitié de l'année dernière, 150 *kolbars* ont été tués par les forces iraniennes.

Le 22, certains commerçants au Kurdistan d'Iran ont repris le travail, déclarant vouloir donner aux autorités iraniennes plusieurs semaines pour donner suite aux promesses en réponse à leurs doléances. Des habitants ont rapporté que les magasins avaient rouvert à Javanrud, Mahabad, Saqqez, Sardasht et Sarpol Zahab, et le 23 à Marivan et à Piranshahr. Par contre, la grève s'est poursuivie le 23 à Baneh pour le 9^e jour, après que les commerçants du bazar aient rejeté les appels du gouvernement à retourner au travail. L'économie de Baneh est plus dépendante des *kolbars* que les autres zones. Le même jour, un *kolbar* a été abattu par les *pasdaran* près d'Oshnavieh (Shino). Comme la grève se poursuivait le 24, le gouvernement iranien a arrêté et emprisonné 19 manifestants (*NRT*). Dans un geste de protestation symbolique, les manifestants ont organisé des repas vides pour montrer la situation des familles kurdes incapables de se nourrir... (*WKI*) Selon le site *Secours rouge*, des affrontements ont eu lieu à Marivan dans la nuit du 24 entre habitants et *pasdaran* après qu'un colonel des *pasdaran*, Kaveh Kohneh-Poushi, ait tué un habitant avec un autre *pasdar*. Les habitants ont brûlé les maisons des deux criminels.

Le 25, alors que la grève se poursuivait pour le 10^e jour à Ciwanro, Baneh, Marivan, Bokan, Mahabad, Saqqez, Sardasht et Piranshar, et que des manifestants descendaient dans la rue à Marivan, les *pasdaran* ont tiré en l'air pour les disperser (*Rojinfo*). Le 26, un millier d'habi-

tants de Baneh ont manifesté pacifiquement devant un bâtiment du gouvernement local, demandant le retrait du gouverneur, qu'ils accusent de ne pas transmettre au gouvernement leurs demandes de réouverture des frontières. La grève se poursuivait le 28 à Baneh, selon le site *NRT*.

Par ailleurs, les autorités iraniennes ont arrêté de nombreuses personnes qui avaient participé aux manifestations anti-régime du début de l'année, ou manifesté leur soutien au référendum d'indépendance du Kurdistan d'Irak. Ainsi l'activiste kurde Ronak Aghaii, arrêtée par les services de renseignement en septembre 2017 et emmenée à Ourmia pour avoir «hissé le drapeau du Kurdistan» lors des rassemblements à Mahabad en soutien au référendum sur l'indépendance du Kurdistan irakien, par la suite condamnée à six mois d'emprisonnement, a été emmenée à la prison de Mahabad le 4 avril 2018 pour purger sa peine.

Concernant les suites des manifestations anti-régime, les autorités avaient fin janvier annoncé vouloir juger 300 manifestants. L'Agence de presse des militants pour les droits humains (*HARANA*) a rap-

porté que 3.700 personnes avaient été arrêtées par le régime iranien dans 80 villes. D'autres manifestations ont duré une semaine dans la ville à majorité arabe d'Ahwaz avant que les forces de sécurité du régime ne parviennent à les réprimer.

Des traitements indignes et injustes infligés à des prisonniers continuent à être régulièrement révélés. Ainsi le 2, une source a fait état de la situation d'un prisonnier politique kurde de 28 ans originaire d'Oshnavieh (Shino), Amir Peighami. Bien que sa jambe ait enflé jusqu'à atteindre trois fois la taille normale, les autorités pénitentiaires lui refusent un traitement médical à l'extérieur, avec pour conséquence qu'il risque de perdre la jambe.

Un autre cas de condamnation injuste, celui du militant kurde Ramin Hossein Panahi pour appartenance présumée au groupe nationaliste kurde *Komala*, a suscité l'indignation de 3 experts des droits de l'Homme de l'ONU, qui ont appelé le 19 l'Iran à annuler la peine de mort à laquelle il avait été condamné sous de fausses accusations, et que la Cour suprême iranienne a confirmée début avril. Arrêté en juin 2017 à Sanandaj

après avoir été blessé dans une embuscade tendue par les *pasdaran*, Panahi, qui aurait été torturé en prison et auquel on a refusé l'accès à un médecin, aurait entamé une grève de la faim au début de l'année. Selon son avocat Hossein Ahmadniaz, «La cour préliminaire a déterminé qu'il était un combattant et a prononcé une peine de mort même s'il a été prouvé au tribunal qu'il n'était pas armé et n'a ouvert le feu sur personne».

Le 23, l'agence de défense des droits de l'homme *Hangaw* a rapporté la pendaison de 5 hommes d'origine kurde condamnés pour meurtre (*NRT*).

Enfin, le 27, alors que commençaient les préparatifs du 1^{er} mai, la sécurité a convoqué pour les intimider au moins 13 militants syndicaux dans les provinces du Khuzestan et du Kurdistan. A Sanandaj, les militants des droits du travail Sharif Saedpanah, Habibollah Karimi, Ghaleb Hosseini, Khaled Hosseini et Mozaffar Salehnia ont été convoqués devant le tribunal révolutionnaire. Ils devaient passer en jugement le 28 pour avoir «organisé et participé à des rassemblements de protestation».

Erdogan tance Macron, accusé de soutenir les Kurdes de Syrie

Le président turc refuse la médiation envisagée par la France

ISTANBUL - correspondante

Pour avoir manifesté son soutien à la coalition arabo-kurde des Forces démocratiques syriennes (FDS), active contre l'organisation Etat islamique (EI) dans le nord de la Syrie, la France a, vendredi 30 mars, été accusée de tous les maux par le président turc Recep Tayyip Erdogan.

Le numéro un turc a tancé son homologue français Emmanuel Macron, lui reprochant tout particulièrement sa proposition de « médiation » entre les Kurdes syriens et la Turquie. « Qui es-tu pour évoquer une médiation avec une organisation terroriste? », a fulminé le numéro un turc.

Les dirigeants turcs voient les FDS comme une émanation du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), engagé dans une guérilla contre l'Etat turc depuis 1984. Aux yeux d'Ankara, la création d'une région autonome kurde dans le nord de la Syrie serait une menace pour sa sécurité, car elle risquerait de donner des idées à sa propre région kurde.

Jeudi, le président français avait reçu des membres des FDS pour leur témoigner « la reconnaissance de la France pour leur rôle dans la lutte contre Daech ». Après



Zones tenues par : Armée turque
 Coalition arabo-kurde

avoir lutté contre les djihadistes de l'EI, les Kurdes syriens, qui forment l'ossature des FDS, sont désormais confrontés à l'offensive de l'armée turque et de ses supplétifs syriens, bien décidés à les déloger des territoires qu'ils ont conquis dans le nord de la Syrie.

Chassées de la région kurde d'Afrin par l'armée turque, les milices kurdes des Unités de protection du peuple (YPG) risquent de subir le même sort à Manbij, une ville arabe située à l'ouest de l'Euphrate, où des militaires américains sont basés.

Régulièrement, le président Erdogan menace de diriger son armée vers Manbij et plus loin encore, jusqu'en Irak. Or, selon le Pentagone, l'offensive turque a

pour principal effet d'affaiblir la lutte contre l'EI, car les combattants kurdes des FDS s'en sont détournés pour aller aider leurs « frères » à Afrin.

A l'issue de la rencontre à l'Elysée, Khaled Issa, le représentant en France du Parti de l'union démocratique (PYD), avait évoqué l'envoi de troupes françaises à Manbij pour faire obstacle aux visées turques. La réaction d'Ankara ne s'est pas fait attendre. « Ceux qui s'engagent dans la coopération et la solidarité avec les groupes terroristes contre la Turquie (...) risquent de devenir, tout comme les terroristes, une cible de la Turquie », a écrit le vice-premier ministre Bekir Bozdag sur son compte Twitter.

L'opposition kémaliste est sur la même ligne que les islamistes-conservateurs au pouvoir. « Nous disons à la France : reste où tu es, tu n'as rien à faire en Syrie », a tonné Engin Altay, député du Parti républicain du peuple (CHP, kémaliste), vendredi à Ankara.

Pour calmer les esprits, la France a dû exclure toute nouvelle opération ou envoi d'hommes à ce stade, évoquant une simple adaptation de son dispositif militaire en Syrie dans le cadre de la coalition internationale.

Vendredi, les ministres des af-

aires étrangères turc et français, Mevlüt Çavuşoğlu et Jean-Yves Le Drian, se sont parlé par téléphone. « La Turquie est un allié avec lequel il est parfois difficile de dialoguer. Les relations peuvent être passionnelles, mais cela n'empêche pas la poursuite du dialogue sur le long terme et les intérêts partagés », rassure une source diplomatique française.

« Contradictions stratégiques »

La France a proposé, entre autres, d'instaurer un dialogue entre la Turquie et les FDS, à condition que ces derniers se départissent de leurs liens avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), considéré comme « terroriste » par Ankara, mais aussi par les Etats-Unis et l'UE. Une proposition qui a fortement déplu aux Turcs.

« C'est paradoxal, car le paragraphe concernant la médiation avait été pensé pour montrer notre prise en considération des préoccupations turques quant à la sécurité nationale. », assure le diplomate.

Paris, dit-il, sait bien que l'action militaire contre les FDS est perçue comme le prolongement de la lutte contre le PKK sur le territoire turc. « Mais nous disons aux Turcs que, pour nous, la priorité est la lutte contre Daech. Lorsqu'il y a des contradictions stratégiques entre nous et Ankara sur le nord de la Syrie, notre position doit être prise en compte. » ■

MARIE JÉGO

ET ALLAN KAVAL (À PARIS)

**LA FRANCE
IMPUISSANTE
FACE À LA GUERRE
TURQUE CONTRE
LES KURDES**

ÉDITORIAL **M**

Que la France envoie ou non certaines de ses forces spéciales déjà présentes en Syrie vers Manbij dans le but de prévenir l'offensive annoncée à grand bruit par le président turc Erdogan ne changera pas grand-chose.

Confirmé par les uns, démenti par les autres, ce déploiement, s'il a lieu, ne pourra être que symbolique. Manbij, une ville arabe contrôlée par les Forces démocratiques syriennes (FDS), dont l'encadrement est principalement kurde, est déjà sous la protection de soldats américains depuis l'automne 2016.

Les FDS et les unités kurdes sont les alliés de la coalition internationale contre l'Etat islamique, dont la France fait partie depuis 2014. Elles ont pris Rakka, la capitale du « califat » syrien de l'organisation Etat islamique (EI). Vue depuis Paris, la poursuite de la lutte contre les djihadistes est un impératif de sécurité nationale. Il nécessite d'apporter un minimum de garanties politiques et sécuritaires aux FDS, visées par M. Erdogan, qui les considère comme le prolongement, en Syrie, du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) contre lequel il est en guerre. La prise de l'enclave kurde syrienne d'Afrin par

l'armée turque et ses alliés arabes syriens a été le premier acte de la lutte à mort que M. Erdogan veut leur mener.

En recevant une délégation civile et militaire, liée au FDS, jeudi 29 mars à l'Elysée, Emmanuel Macron a cherché à montrer sa solidarité avec les meilleurs alliés de la France dans sa guerre contre le djihadisme. Pour Ankara, cette forme de reconnaissance est totalement inacceptable : l'implantation durable d'une entité politique dominée par les FDS à sa frontière est, pour la Turquie, une menace existentielle.

Or la Turquie est aussi un partenaire essentiel de la France dans la lutte contre le djihadisme – en extradant les ressortissants français qu'elle intercepte sur son territoire et en servant de garde-frontière à l'Europe dans le cadre de sa politique migratoire. Paris cherche donc à ménager tout le monde. Dans le communiqué officiel publié à l'issue de la rencontre de jeudi, l'Elysée affirme que le président de la Républi-

que « a assuré les FDS du soutien de la France » et a « rappelé l'engagement de la France contre le PKK ». Pour Ankara, les FDS sont le PKK. On touche là les limites de la « diplomatie de l'en même temps » de M. Macron.

Les Etats-Unis, qui cherchent à ménager leur allié turc dans l'OTAN tout en donnant des garanties à leurs partenaires des FDS dans la guerre contre l'EI, sont aussi confrontés à ce dilemme. Mais ils sont plus

puissants – et donc craints d'Ankara – et plus lointains géographiquement de la Turquie : les conséquences d'une querelle avec M. Erdogan ne sont pas les mêmes.

M. Macron a proposé ses bons offices et « souhaité qu'un dialogue puisse s'établir entre les FDS et la Turquie avec l'assistance de la France ». Il est permis de douter du succès d'une telle démarche, balayée par Ankara vendredi. Seuls un front uni et une démarche commune des Occidentaux – Fran-

çais, Américains, Britanniques, Allemands, etc. – pourraient dissuader M. Erdogan de stopper sa croisade anti-kurde en Syrie.

Il y a trouvé un puissant outil de mobilisation d'une société turque travaillée par l'islamo-nationalisme virulent promu par le pouvoir en place. M. Erdogan, candidat à sa propre succession en 2019, n'a aucune raison de mettre fin à une guerre qui le rend populaire. Et lui permet de réprimer ses opposants à l'intérieur du pays. ■



4 avril 2018

L'Iran, la Turquie et la Russie main dans la main face à l'Occident

Par Hala Kodmani / 4 avril 2018
<http://www.liberation.fr>

Erdogan, Poutine et Rohani se sont retrouvés à Ankara, mercredi, pour discuter de la Syrie où ils se sont imposés comme les maîtres du jeu. Mais au-delà leur entente opportuniste sur le terrain syrien, les trois puissants de l'est resserrent leur liens au moment où chacun d'entre connaît de grandes tensions avec les pays occidentaux.

Les présidents turc, russe et iranien ont plaidé pour un « cessez-le-feu durable » en Syrie, à l'issue d'un sommet qui les a réunis au Palais présidentiel, à Ankara, selon le communiqué publié à l'issue de la réunion. Une fois cet objectif affiché, les déclarations des trois chefs d'Etat lors de leur conférence de presse commune indiquaient que chacun poursuivait ses propres obsessions. Recep Tayyip Erdogan a répété l'équivalence, selon lui, entre les terroristes de l'Etat islamique et ceux du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) Hassan Rohani a demandé à la Turquie de remettre à l'armée du régime syrien le canton d'Afrin conquis récemment par les troupes d'Ankara à la frontière sud syro-turc. Vladimir Poutine s'est prévalu de la victoire russe contre l'Etat islamique et les autres groupes terroristes en Syrie.

Forts de leurs dernières victoires sur le terrain, les trois présidents cherchent à capitaliser sur leur avantage. Par leur appui militaire



Le Président iranien Hassan Rohani, le Président turc Recep Tayyip Erdogan et le Président russe Vladimir Poutine après une conférence de presse, à Ankara, le 4 avril 2018. Photo Adem Altan. AFP

direct, la Russie et l'Iran ont permis au régime de Bachar Al-Assad de reprendre le contrôle de l'enclave rebelle de la Ghouta, aux portes de Damas. Dans le même temps, la Turquie a réussi son offensive dans la région d'Afrin, écartant les milices kurdes du Parti de l'union démocratique (PYD) syrien de sa frontière. Complétant le timing parfait du sommet d'Ankara, Donald Trump a réaffirmé mardi qu'il souhaitait retirer les militaires américains déployés en Syrie dans le cadre de la lutte contre le groupe Etat islamique (EI). Un retrait des Etats-Unis, même s'il a été remis en cause par le Président américain quelques heures, laisserait les mains libres à la Turquie, la Russie et l'Iran.

Les trois partenaires poursuivent leur coopération dans le processus dit « d'Astana », initié dans la capitale du Kazakhstan début 2017 qui a eu très peu d'effet sur le terrain. Les « zones de désescalade » entre forces du régime et groupes rebelles n'ont jamais été respectées par ceux même qui les ont mis en place. Une autre initiative prise par les Russes à Sotchi en vue d'un règlement politique ou de pacification de la Syrie, pour court-circuiter les pourparlers de l'ONU à Genève a tourné au fiasco. Malgré ces échecs, les trois pays gardent les mains libres en Syrie, non en maîtres du jeu mais comme seuls joueurs sur un terrain abandonné par tous les autres.

SOLIDARITÉ SUR L'AFFAIRE SKRIPAL

Au-delà du dossier syrien, les réunions d'Ankara ont été l'occasion pour les trois chefs d'Etat de faire front commun face aux Occidentaux sur d'autres sujets de tension. Ainsi, dans l'affaire Skripal, la Turquie a affiché une solidarité avec la Russie. « Nous n'envisageons pas de prendre des mesures similaires justes parce que certains pays ont pris des mesures sur la base d'une allégation », a déclaré Recep Tayyip Erdogan, au lendemain de l'expulsion de diplomates russes des pays européens. Poutine de son côté soutient la position turque sur l'intervention au nord de la Syrie contre les zones kurdes.

La coopération bilatérale entre Russie et Turquie ne cesse d'ailleurs de se renforcer. Arrivé à Ankara à la veille du sommet tripartite sur la Syrie, Poutine a été accueilli en grande pompe par Erdogan. Les deux présidents ont donné mardi le coup d'envoi officiel de la construction de la centrale nucléaire d'Akkuyu, première du genre sur le sol turc, qui sera érigée dans la province de Mersin (sud) par le géant russe Rosatom. En outre, la livraison par la Russie du système de défense antiaérien S400 à la Turquie, membre de l'OTAN sera accélérée, a annoncé un responsable turc après les rencontres entre les deux hommes forts. ◆

How Iran used the Hezbollah model for domination

Ranj Alaaldin

DOHA, QATAR Global anxiety that the United States will take military action against Iran has increased now that President Trump has appointed John Bolton as his national security adviser. Mr. Bolton has long promoted regime change in Iran, argued for bombing Iran and a more assertive American policy against Iranian expansionism in the Middle East.

But the United States cannot effectively confront Tehran and its proxies until it appreciates Iran's role in state building in Middle Eastern countries decimated by conflict.

Iran has increased its influence in the region since the eruption of the Syrian civil war and the rise of the Islamic State. Iran mobilized tens of thousands of Hezbollah fighters and other Shiite militias from Iraq, Pakistan and Afghanistan to fight alongside the forces of the Syrian president, Bashar al-Assad. These militias played a critical role in the defeating Syrian rebel groups. They also fought against the Islamic State in Syria and Iraq, at times in close proximity to American forces.

Iraqi Shiite militias, battle-hardened from fighting the United States, began fighting in Syria alongside Mr. Assad's forces in 2012. Hezbollah captured the strategic Syrian town of Qusair from opposition fighters in 2013. Shiite militias, including Afghan fighters, were pivotal in capturing Aleppo in December 2016, which arguably secured the survival of the Assad regime.

Over the past two years, these Iranian proxies led the fight to take back cities like Homs and areas around Damascus. They control strategically important checkpoints and support Syrian military positions across the countryside.

Hezbollah and Iraqi militias such as the Badr Organization, Kataib Hezbollah, Asaib Ahl al-Haq and Harakat al-Nujabaa have emerged as Iran's most powerful partners on the ground in Syria. They have decades of battle-field experience and Iran entrusted them with the training of the Shiite militias mobilized from Afghanistan and Pakistan.

But these Iranian proxies do not just turn up for battle, fight and return home. Hezbollah's political prominence and "state within a state" status in Lebanon was once the exception, but now it is a model that is being replicated by other militia groups with devastating

impact.

Iran has trained these groups to exploit disorder and fill the vacuum by providing services and security to often desperate communities. The Islamic Revolutionary Guards Corps, which oversees these proxies, has helped them co-opt or take over local humanitarian organizations and charities as a way of acquiring legitimacy and popularity. Iran has ensured that aid is provided through these proxies.

And as in Iraq, Iran's proxies in Syria have, in the areas they control, forced out populations that are not Shiite or do not support Iran.

Control over state institutions in Syria has given Iranian proxies a significant say over the purchases of property, enabling them to further consolidate their positions. The eventual goal is to translate their gains into parliamentary seats, ministerial posts and formalized control over state institutions.

The transformation of wartime militias into prominent political actors is exemplified by the evolution of Shiite militias in Iraq into versions of Lebanon's Hezbollah. The Asaib Ahl al-Haq militia, which gained notoriety for sectarian atrocities and attacks on Western and Iraqi personnel, was established by Iran after the fall of Saddam Hussein. Today it runs extensive social and religious activities, including medical centers and clinics, independently of the Iraqi government.

Iran's proxies in Iraq dominate the Popular Mobilization Forces, a volunteer organization of 100,000 fighters established in 2014 after the Islamic State seized Mosul and the Iraqi military collapsed. Iranian pressure pushed the Shiite-dominated Iraqi state to legalize the force in 2016, providing it with substantial financial resources and heavy weaponry.

The Shiite proxies of Iran in Syria are motivated by the fear that the overthrow of the Assad regime would be an existential threat to the Shiite faith, a

fear that Tehran encourages. Iran builds social and religious networks centered on the Shiite faith and support for Iran's theocracy. Through technical support and sophisticated use of propaganda, Iran amplifies the voice of its proxies. Collectively, these allow Tehran to circumvent local and national authorities and ultimately shape governments, settle disputes and, consequently, decide policies.

It dismays local political actors but in countries devastated by war, Iran's rivals are often too weak to counter its narrative and its networks on the ground.

Unlike the rotating cast of American officials and military leaders, Gen. Qassem Soleimani, the commander of the Islamic Revolutionary Guards Corps' elite Quds Force, and his men have great autonomy and long engagement in the region. General Soleimani has run the Quds Force since 1998 and, along with his deputies, has invested decades of time and energy into developing relations with armed groups and political parties of all stripes across the region.

For militias, the corps is a desirable patron or partner, with its record of enforcing red lines and standing by its allies. The United States has failed to even establish red lines, let alone enforce them when it comes to both its own interests and those of its allies on the ground, as Syrians, Kurds, Arab Sunnis and Western-aligned Shiite factions in Iraq have found out.

Iran, meanwhile, will stick around to pick up the pieces and refashion countries and societies according to its own interests and ideology. As it did in Iraq and Lebanon, Iran will almost certainly transform its proxies in Syria into fully entrenched components of whatever political system emerges from the ruins of conflict. These Iranian allies will shape the future of the Syrian state and the political landscape of whole Middle East.

The United States can alter the course of events if it commits to staying in Syria, builds on the current deployment of American forces and nurtures long-term partnerships to ensure that the fate of Syria and the region is not left to Iran and its proxies.

RANJ ALAALDIN, a visiting fellow at the Brookings Doha Center, is the author of the forthcoming book, "Sacred Warriors: Shia Militias, the Future of Iraq, and Iran's Battle for the Middle East."



Evacuating the rebel-held Douma, Syria, on March 20 after shelling by Syrian and allied forces. Iranian proxies have led the fight to take back areas around Damascus.

Ankara's Afrin plan triggers acrimony among Kurds

Turkey is proposing a diverse governing council for Afrin, but some suspect the idea is really a disguise for Turkish rule.



Fehim Tastekin
April 3, 2018
www.al-monitor.com

As Turkey works to set up a new system of governance in recently captured Afrin, Syria, it is also rekindling discord among rival Kurdish groups.

Kurds who oppose the Democratic Union Party (PYD) recently met under Ankara's auspices in Gaziantep, Turkey, to form the Afrin Liberation Congress. This first move toward new rule in Afrin was denounced as a betrayal by other Kurdish parties that have been working for autonomy in northern Syria. Mutual recriminations between the parties are gaining momentum. Anti-PYD Kurds have joined Turkey's campaign to demonize the PYD, thus contributing to Turkish President Recep Tayyip Erdogan's narrative: "We will deliver Afrin to its true owners."

Turkey's news media is enthusiastically playing up the pro-Ankara statements of Kurdish representatives in Gaziantep who want to rule Afrin instead of the PYD and its armed wing, the People's Protection Units (YPG). (The YPG is the Syrian extension of the Kurdistan Workers Party, or PKK, a designated terrorist group in Turkey.)

A prominent name in this pro-Ankara campaign is Abdulaziz Temo, a member of the Kurdish National Council in Syria and president of the Independent Syrian Kurds Association. Temo, in a March 20 statement that made headlines, said, "Just like [the Islamic State] rose from the Arabs, the PYD is rising as the [Islamic State] of the Kurds. They want to establish a new Qandil in Afrin," he said, repeating Erdogan's frequent reference to the PKK's headquarters in the Qandil Mountains of Iraqi Kurdistan.

Also receiving exaggerated media coverage were the words of Kurdish National Council spokesman Abdulbari Osman. "The PYD is the name of cruelty. Cruelty reigns in Afrin," he said.

The Kurdish National Council was established in 2012 by Massoud Barzani, then-president of the Kurdistan Regional Government (KRG) in Iraq, when he signed an accord in Erbil with the Kurdish Higher Council to become partners in the administration that was set up in Syrian Kurdistan (Rojava). According to the Kurdish National Council, the accord fell through because the PYD was marginalizing the Kurdish National Council and, at the same time, blaming the council for the failure for not sending representatives to the committees to be formed. The council then shifted its allegiance to the Syrian National Coalition. This Barzani-supported flank now has the opportunity to settle accounts in Afrin. Temo said the anti-PYD group's goals and expectations go beyond Afrin: "We want Manbij, Tell Rifaat, Ras al-Ain, Qamishli and Raqqa to be cleansed of the terror outfit. The only power that can do that is Turkey."

These pro-Barzani Kurdish groups in Syria accuse the PYD of working with the Syrian regime and discarding other opposition groups.

Anti-PYD groups, with their Gaziantep communique, promised that the people of Afrin will have a role in governance — but what is really being hatched is a proxy for Turkish control. Naturally, the PYD wing sees this as an occupation model.

The alternative governing body that will be based in Gaziantep until it can move to Afrin summarized its platform in a declaration saying it will:

- Ensure peace and security in Afrin.
- Collect weapons from civilians.
- Help elect a local assembly.
- Set up local law-and-order forces.
- Make all state organs functional.
- Ensure that education, health and justice will be properly administered.
- Provide compensation for victims of the latest violence.
- Respect women's rights.
- Secure a free press and free speech.

A provisional assembly at Gaziantep — made up of 24 Kurds, eight Arabs and



Kurdish demonstrators protest against the deployment of Turkish forces in Afrin, in Qamishli, Syria, March 18, 2018. REUTERS/Rodi Said

one representative each of Alevis, Yazidis and Turkmens — is to implement these goals.

When looked at closely, however, this assembly shapes up quite differently. According to Hasan Shindi, spokesman of the Afrin Liberation Congress, Turkey is going to assign a governor and a deputy governor.

"There will be a governor of Afrin. We don't yet know who that will be. It will be someone from Turkey and will be assigned by the government. There will also be a deputy governor, also Turkish. Afrin will be attached to Turkey's Antakya [the seat of Hatay province]. The governors of Hatay and Afrin will coordinate," he said.

According to Temo, in the first phase of three to six months, Turkey will train some 1,000 people to become Afrin's police force. During that process, the Turkish army will remain in Afrin.

In other words, the system applied at Jarablus, al-Bab, Azaz and Marea after their capture by the Turkish military will also be applied in Afrin. As Turkish Interior Minister Suleyman Soylu said Jan. 27, "Today we have deputy governors, police chiefs and gendarmerie commanders in Azaz, Jarablus and Marea."

On March 23, Erdogan announced that a governor will be assigned to Afrin soon.

The PYD and its partners keep accusing those who participated in the Gaziantep meeting of betrayal. Sixteen Kurdish political parties in northern Syria that brand the Gaziantep action as illegitimate invited the parties in the Kurdish National Council to reconsider their attitudes. These pro-PYD political parties, including the Syrian Kurdish Left Party and the Kurdish Democratic Party in Syria, released a joint statement: "We declare that the assembly formed in Gaziantep under the supervision and direction of the Turkish [National Intelligence Organization] is illegitimate."

The Democratic Society Movement — a multi-ethnic umbrella organization that governs Rojava in Syria and is led by the PYD — made a similar declaration, saying the assembly members in Gaziantep "are blatantly betraying the Kurdish people."

"They are legitimizing occupation and accepting demographic change," the Democratic Society Movement said, calling the assembly members "accomplices to the murder of 1,500 civilians." That figure, however, is for YPG fighters, not civilians, according to the Syrian Observatory for Human Rights.

Democratic Society Movement Co-chair Aldar Khalil labeled the Gaziantep gathering an "assembly of betrayal."

He said, "They represent not the people of Afrin but the occupiers. The Turkish state that is exploiting them today will never respect them but will use them as slaves for its interests. The Turkish state wants to change the demography of Afrin by manipulating them."

Other organizations also voiced similar reactions.

When the Gaziantep assembly starts functioning, cracks among the Kurds are bound to widen, and may even escalate to clashes. This assembly that is laying a claim on Afrin, where the PYD has the largest popular base, as it also does in Kobani, will not last for long when Turkey removes its financial support and sponsorship. We remember that in 2011, when anti-Syrian regime protests erupted, the Kurdish National Council could not mobilize people as much as the PYD did, even in the traditional Kurdish National Council bastion of Qamishli. ♦

Fehim Tastekin is a Turkish journalist and a columnist for Turkey Pulse who previously wrote for Radikal and Hurriyet.

Anti-Isis alliance in doubt after Trump vow to pull US troops from Syria

Troubled partnership against Isis shows signs of cracking after surprise announcement

Martin Chulov / 4 Apr 2018
www.theguardian.com

The possible withdrawal of US troops from Syria has raised alarm among officials involved in the war against Islamic State who say at least 2,200 fighters remain entrenched in the east, with the alliance built to oust the extremists showing signs of cracking.

Donald Trump's surprise announcement late last week that US troops would be "coming out of Syria ... very soon" has placed further stress on an already troubled partnership between Washington and a Kurdish-led force it had assembled to push Isis from north-east Syria.

Even before the Trump announcement, which caught policymakers in Washington off-guard, senior officials said US troops did not have the manpower to finish the war by themselves.

Advertisement

"We are faced with a situation now of 2,200 [Isis] fighters, who will be tough to move, entrenching themselves along the border with Iraq," one senior official said. "We do not have the numbers, or the force protection to take care of that by ourselves. We need to reinvest in this partnership with the SDF [Syrian Democratic Forces], and we need to be mindful of Turkey's concerns."

The four-year battle has destroyed much of the so-called "caliphate", confining the remnants of Isis to a tract of land along the Euphrates valley near the border with Iraq and decimating the cities of Raqqa and Deir ez-Zor.

Kurdish leaders, already troubled by a Turkish assault that last month drove the Kurds from Afrin, an enclave in the north-west of the country – which the US did not oppose – are also now privately questioning the viability of the alliance fighting Isis.

"They want us to finish what's important to them, but they won't concern themselves with what's important to us," said a senior Kurdish figure who has liaised regularly with US officials. "Let them fight Isis. Let us fight for ourselves. Do they really know what they're doing?"

Now, with already wary Kurds having more reason to doubt Washington's commitment to the war and to Kurdish interests, both sides fear that a well-dug-in extremist rump could end up remaining, in stark contrast to the stated commitment to destroy the group and its leadership.

The US president's remarks last Thursday stunned the Department of State, Pentagon and National Security Council officials who had instead been working on plans to send additional troops to Syria.



US soldiers on the road leading to Manbij, Syria. Donald Trump's declaration about pulling out of Syria 'very soon' are unnerving Kurdish leaders. Photograph: Hussein Malla/AP

"Let the other people take care of it now," Trump said, contradicting the advice of both his ousted secretary of state, Rex Tillerson, and national security adviser, HR McMaster. "We are going back to our country, where we want to be, where we belong."

Speaking on Tuesday, the head of US Central Command, Gen Joseph Votel, appeared to contradict Trump by claiming US troops were still needed in Syria. "The hard part, I think, is in front of us," he told a conference. "And that is stabilising these areas, consolidating our gains, getting people back into their homes, addressing the long-term issues like reconstruction of towns and cities. There is a military role in this, certainly in the stabilisation phase."

The Isis campaign has been largely suspended since mid-February, when Kurdish forces allied under the banner of the SDF – a US-raised proxy force that includes local Arab fighters – left the north-east to defend Afrin against the Turkish assault. The four-week campaign led to Kurdish forces retreating to the area in which US forces are present, between just west of the Euphrates to the Iraqi border.

There has been little enthusiasm among Kurdish leaders since then to rejoin the fray against Isis. The US had confined its role in Syria to defeating the extremists who had laid siege to the area since mid-2014. While the region's Kurds saw benefits in destroying the group, they also hoped to have a broader stake in postwar Syria.

What that involved had stretched ties between Nato allies Turkey and the US to breaking point. Sources told the Guardian that there was a phone call between Trump and Recep Tayyip

Erdogan aimed at convincing the Turkish president that the US alliance would not embolden Kurdish ambitions, or have implications for security inside Turkey, where a four-decade Kurdish insurgency continues.

The fate of the town of Manbij, the westernmost US position in Syria, also featured in the call, officials said. Erdogan had threatened to send Turkish forces to retake the town, setting the scene for a direct clash between the two allies – the first in the seven-year Syrian war. However, one option being urgently considered is that Washington would ask the Kurds to withdraw east across the Euphrates, allowing Ankara to claim it had ousted them.

Turkey is also intensively lobbying Iraqi officials in Baghdad and Erbil for access to Mount Sinjar, where several hundred PKK fighters remain.

According to a senior administration official, Trump agreed at a US National Security Council meeting late on Tuesday to keep US troops in Syria a little longer, and did not approve a specific withdrawal timetable. "We're not going to immediately withdraw but neither is the president willing to back a long-term commitment," the official said.

Trump's replacements for Tillerson and McMaster, Mike Pompeo as secretary of state and John Bolton as national security adviser, both advocate finishing off Isis but are even more hawkish on deterring Iran.

Senior officials say they will use the argument that a US pullout from Syria would leave the region open to further Iranian advances. ●

Face aux Kurdes, Erdogan mise sur Poutine



Vladimir Poutine, le président russe, et Recep Tayyip Erdogan, son homologue turc, à Ankara, le 3 avril. KAYHAN OZER/AFP

Le président turc, dont l'armée menace Manbij, pousse son avantage contre les Kurdes, aux dépens des Etats-Unis

ISTANBUL - correspondante

Accueilli à Ankara par 21 coups de canon et la garde à cheval, le président russe Vladimir Poutine a été traité en hôte de marque par son homologue turc, Recep Tayyip Erdogan, qui l'a reçu, mardi 3 avril, en son palais de 200 000 m². Mercredi 4 avril, Vladimir Poutine devait être rejoint par le président iranien Hassan Rohani pour un sommet tripartite, Turquie, Russie, Iran, consacré à la résolution du conflit syrien.

Mardi, sur l'esplanade du palais, les présidents Poutine et Erdogan ont assisté par visioconférence à la pose du premier bloc de béton de la centrale nucléaire d'Akkuyu, au sud du pays (région de Mersin), un méga-projet d'une valeur de 20 milliards de dollars, dont la construction et l'exploitation sont du ressort de Rosatom, le géant russe du nucléaire civil.

S'il est mené à bien, le chantier, un vieux serpent de mer, sera le premier pas vers la production d'énergie nucléaire en Turquie, dé-

pendante à 55 % du gaz russe pour sa consommation. Sachant que la centrale ne sera pas opérationnelle avant 2023 et que Rosatom n'a pas encore trouvé ses partenaires turcs, les mines réjouies des deux présidents n'étaient pas dues aux riches perspectives de la coopération énergétique. Elles reflétaient plutôt un horizon partagé en Syrie, où l'alliance stratégique russo-turque commence à porter ses fruits.

La région de Manbij, à l'ouest de l'Euphrate, est en pleine tourmente. Située à une trentaine de kilomètres de la frontière turque, la zone, où sont stationnées des troupes de la coalition en soutien aux Forces démocratiques syriennes (FDS), une coalition arabo-kurde à la pointe du combat contre l'organisation Etat islamique (EI) en Syrie, est devenue un foyer de tensions. On y redoute l'offensive turque maintes fois promise par M. Erdogan. Galvanisé par la prise de l'enclave kurde d'Afrin (nord-ouest de la Syrie), le 18 mars, par son armée et ses sup-

plétifs syriens, le « reis » promet la guerre totale aux FDS, alliées des Américains.

Selon l'Observatoire syrien pour les droits de l'Homme (OSDH), des renforts et de l'artillerie lourde sont arrivés ces derniers jours à Manbij. « On constate un afflux de forces de la coalition vers la région de Manbij. Il s'agit d'un déploiement majoritairement américain auquel participent des éléments français. Des préparatifs sont en cours visant à construire au moins une nouvelle base de la coalition dans les environs de Manbij », selon un analyste jouissant d'un vaste réseau de contacts au sein des forces de sécurité du nord-est syrien.

Des tranchées ont été creusées à l'entrée de la ville, des barrages de police ont été érigés. D'après Delil Souleiman, le correspondant de l'Agence France-Presse sur place, « quelques centaines de mètres seulement » séparent les territoires tenus par les FDS de ceux aux mains des rebelles pro-turcs.

Accès à l'est de la Syrie

Manbij ouvre l'accès au large territoire de l'est de la Syrie contrôlé par les FDS, devenues les meilleures alliées de la coalition dans la lutte contre les djihadistes de l'EI. Dominées par les combattants kurdes YPG, étroitement liées au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) honni du gouvernement turc, les FDS sont décrites comme « terroristes » par Ankara. Leurs combattants seront chassés des territoires qu'ils contrôlent à l'est de la Syrie, « jusque'en Irak », a promis M Erdogan.

« Les Etats-Unis doivent reprendre Manbij des mains des terroristes, sinon, nous le ferons avec l'aide de la population de la région », a fulminé M. Erdogan, lundi 26 mars. Les menaces turques sont nuancées par un observateur averti du nord syrien : « La Turquie ne semble pas avoir les moyens de mobiliser les tribus de Manbij bien qu'Ankara ait pu en caresser l'ambition. Cela dit, il existe des groupes armés clandestins qui mènent des actions contre les FDS dans la région de Manbij. Certains éléments laissent suspecter des liens avec Ankara. » Ils ont revendiqué plusieurs

tentatives d'assassinats de personnalités liées au FDS dans la région de Manbij depuis le début de l'année. Le 29 mars, deux militaires de la coalition, un Américain et un Britannique, ont été tués dans une explosion encore mystérieuse alors qu'ils menaient un raid contre une cible terroriste.

Dans cette poudrière, Erdogan peut compter sur la Russie. Peu après un appel téléphonique du 27 mars avec Poutine, Moscou retirait ses quelques soldats de Tal Rifaat, une localité du nord-ouest de la Syrie contrôlée par les YPG, laissant la voie libre aux Turcs et à leurs alliés syriens, lesquels ont fini par se positionner autour de

« Si la Russie ne nous avait pas ouvert l'espace aérien, nous n'aurions jamais pu prendre Al-Bab et Afrin »

ILNUR CEVIK

conseiller du président Erdogan

la ville sans y entrer. « L'offensive a été stoppée faute d'accord avec les Russes et avec Damas, qui ne voulaient pas que la ville et la base aérienne de Menagh, située dans les environs, tombe aux mains des rebelles syriens anti-Bachar et pro-Turcs », explique une source diplomatique.

Rien ne se fait sans concertation avec Moscou. Ilnur Cevik, le conseiller diplomatique du président, l'a reconnu dans une interview à CNN Türk, samedi 31 mars : « Si la Russie ne nous avait pas ouvert l'espace aérien, nous n'aurions jamais pu prendre Al-Bab [février 2017] et Afrin [mars 2018]. Nous n'aurions même pas pu faire voler un drone. Je donne 10 sur 10 à la Russie. »

Peur du séparatisme kurde

L'entente russo-turque est parfaite au moins sur un point : les Américains doivent quitter la Syrie. « Ils n'ont reçu aucune invitation de Damas, ils doivent quitter les territoires syriens après l'élimination des terroristes. Cela se fera bientôt », promet depuis des mois Sergueï Lavrov, le chef de la diplomatie russe. « Vous n'avez qu'à partir, que faites-vous dans la région ? Nous c'est compréhensible, on a 911 kilomètres de frontière avec la Syrie, mais vous ? », a martelé le président turc le 16 février à l'adresse

des forces américaines stationnées à Manbij.

Dans leur offensive syrienne, les Turcs sont guidés par la peur du séparatisme kurde et par le désir de se venger des Etats-Unis, pourtant alliés au sein de l'OTAN. Aux yeux d'Erdogan, l'allié américain a for-

cément trempé dans le coup d'Etat manqué de juillet 2016, ne serait-ce que parce que son instigateur présumé, l'imam Fethullah Gülen, vit en Pennsylvanie. Le fait que les militaires américains entraînent et équiperont les FDS en Syrie n'a fait qu'attiser davantage la hargne du président turc.

Pour l'heure, Vladimir Poutine ne peut rien refuser à son allié turc. Mercredi matin, la Turquie a annoncé que la livraison de missiles russes commandés par Ankara, prévue pour 2020, a été avancée à juillet 2019. Moscou compte sur Erdogan pour arracher un accord de paix à l'opposition syrienne an-

ti-Bachar. Un accord impossible à négocier sans la participation de l'Iran, autre acteur majeur du conflit, lequel est résolument opposé à la présence turque en Syrie. ■

MARIE JÉGO

Le Monde 5 AVRIL 2018

Le dilemme des Européens vis-à-vis de la Turquie

Paris et Washington étoffent leur soutien aux Kurdes, mais la France et l'UE sont plus exposées que les Etats-Unis aux répliques du conflit

La lutte contre l'organisation Etat islamique (EI) était et reste pour les autorités françaises le principal enjeu de la guerre en Syrie et de leur engagement dans la coalition internationale dont les Etats-Unis sont le pilier. «*Le problème est désormais pratiquement réglé sur le terrain*», rappelle volontiers Paris. Tout en soulignant que les derniers combattants de l'EI font toujours peser une menace, et sont en passe de se recycler dans d'autres groupes djihadistes.

La victoire reste donc fragile et il est hors de question de baisser la garde alors que la France, après les Etats-Unis et le Royaume-Uni, a discrètement déployé depuis deux ans des forces spéciales dans le nord de la Syrie. Elles seraient déployées aussi à Manbij, où, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme, les Américains mais aussi les Français ont renforcé leur dispositif. Le bras de fer qui s'amorce autour de la ville concentre ce qui est décrit à Paris comme des «*contradictions stratégiques*» avec Ankara.

Le dilemme, à Paris comme à Londres et à Washington, est le suivant : comment conserver ses al-

liés kurdes tout en ménageant la Turquie, deuxième puissance de l'OTAN ? Il faut, d'une part, poursuivre une coopération opérationnelle indispensable avec les combattants kurdes qui forment l'épine dorsale des Forces démocratiques syriennes (FDS), dont le rôle a été crucial pour écraser l'EI. Et, d'autre part, maintenir des relations décentes, à défaut d'être cordiales, avec la Turquie. Depuis le début de l'offensive d'Ankara contre l'enclave kurde d'Afrin et les velléités turques de la poursuivre contre les zones tenues par les FDS où la coalition est présente, les contradictions de la coalition sur le dossier syrien paraissent de plus en plus difficiles à assumer.

Acuité toute particulière

Pour les Etats européens, cette équation se pose avec une acuité toute particulière. Contrairement à Washington, ils se trouvent en effet en première ligne face aux répliques du conflit syrien sur leurs territoires. Et la Turquie peut aussi bien les contenir ou les amplifier en fonction de ses intérêts. A ce stade les autorités turques resteraient ainsi incontournable en bloquant puis en extradant les dji-

hadistes étrangers refluant de Syrie par son territoire. A cela s'ajoute aussi le chantage récurrent du président turc Recep Tayyip Erdogan au sujet de l'accord migratoire avec l'Union européenne alors qu'il accueille 3 millions de Syriens sur son territoire. En Europe, contrairement aux Etats-Unis, la politique syrienne est aussi une question intérieure.

En recevant une délégation civile et militaire liée aux FDS, le 29 mars, à l'Elysée, le président Emmanuel Macron a affiché clairement sa solidarité avec ceux que nombre de militaires français, et notamment ceux qui ont opéré dans la coalition contre l'EI, considèrent être leurs meilleurs alliés. Les FDS détiennent par ailleurs la majorité des djihadistes occidentaux, majoritairement européens, arrêtés sur le terrain syrien. Elles tiennent ainsi l'accès à une masse de renseignements d'une valeur inestimable pour les capitales européennes.

La France est la première puissance de la coalition à apporter un soutien politique de ce niveau à ses partenaires sur le terrain syrien. Le communiqué final de cette rencontre insistait notam-

ment sur «*le soutien de la France pour la stabilisation de la zone de sécurité au nord-est de la Syrie.*»

Or la zone de sécurité sous contrôle des FDS dont Paris entend soutenir la consolidation militaire et politique est perçue par Ankara comme une menace existentielle. La Turquie considère en effet que les FDS et le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), qui mène la lutte armée contre Ankara depuis 1984, sont organiquement liés. «*La politique syrienne de la Turquie se résume désormais à la question kurde et à ce qu'elle considère être ses impératifs sécuritaires immédiats*», reconnaît un haut diplomate français. Paris espérait calmer l'inévitable ire de la Turquie en rappelant «*l'engagement de la France contre le PKK et son attachement à la sécurité de la Turquie*» et en évoquant son souhait d'un dialogue entre Ankara et les FDS. Le président français proposait même Paris en possible médiateur. Sans succès, d'autant qu'à Ankara on dénonçait la décision d'envoyer des militaires français vers Manbij en soutien des forces américaines, rapportée dès jeudi par certains membres de la délégation reçue à l'Elysée. La présidence avait immédiatement nuancé.

Contactée par *Le Monde*, l'Elysée n'a pas souhaité commenter les récentes informations sur le transfert de personnels militaires français vers Manbij. ■

ALLAN KAVAL ET MARC SEMO



Syrie: Ankara exhorte Paris à ne "pas reproduire les erreurs" américaines

Ankara, 5 avril 2018 (AFP)

LA TURQUIE a exhorté jeudi la France à "ne pas reproduire les erreurs" commises, selon elle, par Washington, en envoyant des militaires dans la ville syrienne de Minbej, qu'Ankara menace d'attaquer pour en déloger une milice kurde.

Le porte-parole de la présidence turque Ibrahim Kalin a adressé cette mise en garde à Paris à la suite d'informations sur la présence de troupes françaises à Minbej aux côtés de la milice kurde des Unités de protection du peuple (YPG), qu'Ankara veut chasser.

Des soldats américains sont également stationnés dans cette ville, un ancien fief jihadiste repris en 2016 par les Forces démocratiques syriennes (FDS), dominées les YPG et soutenues par la coalition internationale emmenée par Washington contre le groupe jihadiste Etat islamique (EI).

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), près de 350 soldats de la coalition anti-EI, essentiellement des Américains et des Français, sont aujourd'hui stationnés à Minbej.

D'après l'OSDH, la coalition a même envoyé ces derniers jours des renforts, principalement de ces deux nationalités, au moment où le président turc Recep Tayyip Erdogan multiplie les menaces d'attaquer la ville pour en déloger les YPG.

"Lors de nos entretiens avec nos homologues français, ceux-ci nous ont dit +L'envoi de soldats (à Minbej) n'est pas à l'ordre du jour, n'accordez aucune foi aux informations de presse+", a déclaré M. Kalin lors d'une conférence de presse.

"Voici notre message aux autorités françaises: ne reproduisez pas les mêmes erreurs que les Américains", a-t-il ajouté.

Ankara considère les YPG comme la branche syrienne du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) qui mène une guérilla sanglante sur le territoire turc depuis 1984. Pour lui, les FDS, qui comptent également des combattants arabes dans leurs rangs, ne sont qu'un paravent visant à légitimer le soutien que les Etats-Unis et d'autres pays Occidentaux accordent aux miliciens kurdes.

La Turquie avait opposé une fin de non-recevoir à une offre de médiation du président français Emmanuel Macron entre la Turquie et les FDS, dont il a reçu une délégation à l'Elysée le 29 mars. ●

Report: U.S. Considers More Troops in Northern Syria amid Turkish Invasion

By Edwin Mora / 3 Apr 2018
http://www.breitbart.com

The United States is contemplating boosting its military footprint in northern Syria where America's NATO partner Turkey is on the brink of seizing more territory from U.S.-allied Kurds.

Citing unnamed Trump administration officials, CNN notes that the American military is planning "to send dozens of additional US troops to northern Syria."

The CNN report echoes recent comments from a Kurdish commander and an article from the state-owned Turkish media outlet Anadolu Agency, which said that the United States is already growing its presence in northern Syria.

CNN acknowledges:

The [U.S.] officials say the plans have been under discussion for several days and were first considered before President Donald Trump's remarks last Thursday that the US would "be coming out of Syria like very soon."

President Trump's remarks reportedly caught the Pentagon and U.S. State Department by surprise.

Commenting on the Trump's

comments, Brett McGurk, the president's special envoy for the American-led coalition against the Islamic State (ISIS/ISIL), indicated that the United States is engaged in a routine "review" of its activities in Syria per the commander-in-chief's orders, stressing that the move is not affecting operations on the ground.

McGurk's comments came during an event on Tuesday hosted by the U.S. Institute of Peace (USIP).

As a partner of the Kurdish People's Protection Units (YPG) in Syria, the United States finds itself on opposing sides from its NATO ally Turkey in northern Syria.

On January 20, Turkey launched an operation to push the U.S.-allied Kurds out of the territory they currently hold in Syria, arguing that they are partnered with the Kurdistan Worker's Party (PKK) terrorist group.

Northern Syria's Afrin has already fallen to Turkey, and Ankara is now threatening to take the region's Manbij area, home to a U.S. military presence.

"We're in a very robust dialogue with Turkey about" defusing tensions in northern Syria so "we don't have NATO ally on NATO ally,"



A picture taken on April 2, 2018 shows a general view of a US military base in the al-Asaliyah village, between the city of Aleppo and the northern town of Manbij. The Syrian Observatory for Human Rights, a Britain-based monitor with sources on the ground, says around 350 members of the US-led coalition -- mostly American troops -- are stationed around Manbij. / AFP PHOTO / Delil SOULEIMAN

Gen. Joseph Votel, the top U.S. commander in the Middle East, declared during the USIP discussion on Tuesday.

Consistent with the top general's remarks, McGurk added, "We have a very good dialogue with the Turks," later noting that the United States is "working through" the "extremely

complex" situation.

Gen. Votel and McGurk insisted that the United States remains committed to the fight against ISIS in Syria, noting that the group remains a threat although the international coalition is "ahead" of where it expected to be at this point.

REUTERS

Turkey jails pending trial nine students opposed to Afrin offensive

April 3, 2018 - ANKARA (Reuters) By Tuvan Gumrukcu and Ece Toksabay in Ankara, Ali Kucukgocmen in Istanbul

A TURKISH COURT on Tuesday jailed nine university students, pending trial, on a charge of spreading terrorist propaganda after they protested against Turkey's military offensive in northern Syria, state-run Anadolu news agency said.

The protest took place last month when a group of students at Istanbul's Bogazici University organised a rally in support of Turkey's offensive against the Syrian Kurdish YPG militia in the northern Syrian region of Afrin, and also distributed Turkish delight from a stand on the campus.

A rival group of students then staged a counter-rally with a banner that read "Invasion, massacre cannot be marked with Turkish delight", prompting President Tayyip Erdogan to call them "terrorists" and authorities to launch an investigation.

Six other students whom prosecutors had also wanted jailed were provisio-



Turkish soldiers ride on a military vehicle in the center of Afrin, Syria, March 24, 2018. REUTERS/Khalil Ashawi

nally freed pending their trial, Anadolu reported.

The prosecutors' office could not immediately be reached for comment.

Prosecutors said the students had acted in line with Kurdish militants and had attempted "to portray the Republic of Turkey and the Turkish Armed Forces as forces that were invading and using violence, and therefore engaging in illegitimate actions in the region", the Hurriyet news website reported.

"TERRORIST STUDENTS"

Following the anti-war protest, Erdogan said the students would not be →

→ allowed to study at university.

"We will find these terrorist students by means of footage and will do what is necessary. We won't give these terrorist, communist youths the right to study at these universities," Erdogan said last month.

"We will catch those marginals by the ear and hurl them to the ground," he told members of his ruling AK Party.

The chairman of the main opposition Republican People's Party (CHP), Kemal Kilicdaroglu, said it was not the president's place to determine the fate of students.

"Who are you not to let them study? Are universities your father's property?"

Universities are not designed from the top of the state," Kilicdaroglu said, likening Erdogan to a dictator.

Last month Turkish forces drove the YPG militia, considered by Ankara a terrorist organisation linked to the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK), from the town of Afrin after a nearly two-month operation.

Since the start of the offensive, Turkish authorities have detained hundreds of people for social media posts and protests criticising the operation

Erdogan also vowed to strip the word "Turkish" from the name of the 83,000-member Turkish Medical Association (TTB) after the group publicly opposed the military campaign. ●

AL-MONITOR

APRIL 5, 2018

Turkey offers death benefits to its Syrian anti-Kurdish allies

Kudos bestowed on Turkey's Free Syrian Army allies for their performance in Operation Olive Branch appear to have earned the fighters additional financial and medical support from the Turkish government.



Metin Gurcan
April 5, 2018
www.al-monitor.com

Turkey is preparing to provide additional financial and medical support to its closest ally in Syria, a group of Free Syrian Army (FSA) militias, in an effort to strengthen it by boosting morale.

The FSA militias fought alongside the Turkish army in Operation Euphrates Shield from August 2016 to March 2017 and are now participating in Operation Olive Branch. Some 614 FSA militants were killed in Euphrates Shield, the campaign to push back Syrian Kurdish and Islamic State forces in northern Syria, and so far 302 have been killed in Olive Branch, launched Jan. 20 against the Syrian Kurdish People's Protection Units (YPG) in Afrin.

No reliable polling of Turkish public opinion on the FSA has been published, but the general sentiment toward the Salafi-jihadi elements within the force is not positive. Yet, since Operation Olive Branch, government-friendly Turkish media have made obvious efforts to enhance the FSA's image. Statements by FSA senior officers and tales of bravery by FSA fighters are daily staples. Infographics aimed at highlighting the heroism of FSA members, interviews with commanders and reports of casualties run frequently.

Pro-government media outlets insist that the FSA has been targeted by external powers in sustained efforts to tarnish its reputation. According to the daily Yeni Safak, "Those who cannot launch campaigns against the successful Olive Branch Operation, against our brave army and the public support of the operation find it easier to criticize the FSA, which has been fighting shoulder to shoulder with our soldiers, and to ignore the public support they are getting."

In a March 25 speech, President Recep Tayyip Erdogan said, "The FSA is a civilian organization that has come together to defend their country with our support." He continued, "We have to understand how outrageous it is to insult those fighting for their freedom alongside our soldiers. We are close observers of how the FSA fought so bravely in the Euphrates Shield Operation. So far the FSA has lost 614 of its fighters, with more than 2,000 wounded."

Opposition media outlets have exhibited a clear anti-FSA attitude. They view the FSA issue from a secularist perspective, assuming the relationship of the Turkish government and Erdogan with the FSA is rooted in their religious, sectarian positions.

FSA fighters have, however, earned themselves appreciation and respect in the fight against the YPG, which is affiliated with the Kurdistan Workers Party (PKK). They are now taking advantage of this to demand benefits similar to Turkish fighters killed or wounded in action.

While some Syrians have received Turkish citizenship by benefit of their FSA ties, because FSA fighters are not Turkish, their families cannot enjoy the same benefits as those of Turkish soldiers and police who lose their lives in the line of duty. Thus, there is a need to make separate legal arrangements for FSA members who have taken part in and continue to participate in operations alongside the Turkish army.

FSA fighters have told journalists that those living in Turkey with their families



Turkish-backed Free Syrian Army fighters walk together after advancing north of Afrin, Syria, March 17, 2018. REUTERS/Khalil Ashawi

receive a salary of about \$130 a month and are given medical care, but that making arrangements for long-term care of those wounded and for the survivors of those killed would contribute to lifting morale and survival.

"We have to do something for the relatives of FSA casualties," Erdogan said March 21, hinting that the government is working on arrangements to support wounded FSA members and their relatives. "We can make some decisions to support them." On March 29, the militias were acknowledged by Turkey for the first time in official state documents, in a declaration published after the monthly meetings of the National Security Council, where the FSA members were described as "Kurds, Arabs and Turkmens" fighting alongside the Turkish Armed Forces.

FSA sources told Al-Monitor about the concrete steps Ankara is thought to be taking to improve the welfare of FSA militiamen's families. The sources said wives and children of FSA fighters killed in Operation Olive Branch, or the mothers and fathers of unmarried fighters, will be given the right to acquire Turkish citizenship. Families of the deceased are to be provided about \$7,500 in assistance. Those wounded in battle, regardless of their marital status, will be entitled to citizenship plus \$3,750 in cash assistance.

The improved image of the FSA has suffered since the conclusion of the combat phase of Operation Olive Branch. Reports of looting, abductions and human rights violations, especially after the capture of Afrin, received worldwide attention and was much discussed on Turkish social media. Despite this setback, the FSA is gradually becoming more reputable, in part thanks to its image as a local partner of the Turkish army helping fight the PKK-linked YPG. The role of the government and its media allies in this rebranding cannot be denied. The political opposition has expressed concern in a muted fashion about the growing cooperation between the primarily secularist Turkish army and the Sunni-Salafi FSA, but TSK-FSA bonds are likely to continue and perhaps deepen. ◆

Metin Gurcan is a columnist for Al-Monitor's Turkey Pulse. He served in Afghanistan, Kazakhstan, Kyrgyzstan and Iraq as a Turkish military adviser from 2002 to 2008. After resigning from the military, he became an Istanbul-based independent security analyst. Gurcan obtained his PhD in 2016 with a dissertation on changes in the Turkish military over the preceding decade. He has published extensively in Turkish and foreign academic journals, and his book "What Went Wrong in Afghanistan: Understanding Counterinsurgency in Tribalized, Rural, Muslim Environments" was published in August 2016. On Twitter: @Metin4020

AFFAIRES ÉTRANGÈRES, PAR

CHRISTIAN
MAKARIAN

OPINIONS

Turcs contre Kurdes : la guerre dans la guerre

L'annonce faite par le président turc est claire et nette ; ce n'est ni plus ni moins qu'un corridor qui longe presque toute la frontière turque le long de la Syrie que Recep Tayyip Erdogan veut maintenant vider de toute présence armée kurde. Une telle zone s'étendrait même sur une portion de l'Irak, soit 900 kilomètres au total, puisque le leader turc vient de mettre en demeure les autorités de Bagdad d'agir contre les éléments du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) qui disposent de bases arrière et de camps d'entraînement dans le nord du pays. « Si vous devez le faire, faites-le. Si vous n'êtes pas en capacité de le faire, alors, une nuit, nous pourrions soudainement entrer dans le Sinjar [nord-ouest de l'Irak] pour le nettoyer du PKK », a déclaré M. Erdogan.

Après la prise d'Afrin, le 19 mars, un des bastions des Forces démocratiques syriennes (dominées par les forces armées kurdes des Unités de protection du peuple, ou YPG), la Turquie vise maintenant les autres villes où les Kurdes de Syrie se sont implantés militairement : Manbij, Kobané, Tall Abyad, soit autant de noms salués par les états-majors occidentaux comme des actes de bravoure des forces kurdes contre les djihadistes de Daech. Du reste, on trouve dans ces localités des forces américaines à l'appui des Kurdes, qui devraient, selon le scénario voulu par Erdogan, prestement plier bagage devant l'avancée des troupes turques. Soit un pays de l'Otan en chassant un autre, et non des moindres, le tout assorti de scènes de pillage avérées. Bref, une absurdité destructrice, même si l'agenda caché des Forces démocratiques syriennes comprend la ferme intention de créer un Etat kurde dans le nord de la Syrie, baptisé Rojava, sans demander l'avis de personne ni même celui des populations arabes concernées.

Nous assistons à une guerre dans la guerre : Ankara profite du désastre syrien pour faire avancer ses pions parce qu'il n'existe à ses yeux aucune différence entre le PKK turc et les YPG. Nul ne songe à défendre le PKK, classé comme organisation terroriste par l'Union européenne. Mais le président turc poursuit des objectifs limpides : sur la scène intérieure, il veut incarner un discours nationaliste « Grand Turc », générateur de popularité, et, sur le front extérieur, conforter son pouvoir sur l'armée la plus puissante du Moyen-Orient en lui offrant des victoires. Il a choisi cette politique au mépris des frontières, des principes de droit international

et de ses partenaires au sein de l'Otan, car il spéculé sur le fait que l'Europe a besoin de la Turquie, notamment pour gérer la crise des migrants. Mais les puissances européennes, en premier lieu la France, font deux constatations : premièrement, les Etats-Unis donnent des signes de désengagement en Syrie ; deuxièmement, il y a tout lieu de s'inquiéter face aux initiatives de plus en plus irresponsables qui sacrifient leurs seuls alliés en Syrie, à savoir les Kurdes. Laisser les adversaires de Daech se faire écraser paraît aussi mora-

lement condamnable que stratégiquement inconcevable ; c'est ce qui a motivé l'accueil qu'Emmanuel Macron a réservé, à Paris, aux représentants des Forces démocratiques syriennes.

D'une part, la Turquie est en train de procéder à une invasion en Syrie, ce qui complique encore le conflit et justifie d'autant plus que l'on prenne la défense des Kurdes. D'autre part, l'éradication de ces mêmes forces kurdes s'effectue au détriment des intérêts internationaux, si chèrement défendus contre un hyperterrorisme qui a fait tant de victimes innocentes en Europe (ainsi qu'en Turquie). ■

*L'intensification
des efforts
militaires
d'Ankara en Syrie
accélère la
désintégration
du Moyen-Orient*

La drôle d'entente des parrains de la Syrie

Réunis pour discuter de l'avenir du pays, la Russie, la Turquie et l'Iran n'ont pas trouvé de règlement politique au conflit.



Réunis à Ankara pour tenter de stabiliser la situation en Syrie, les dirigeants iranien, turc et russe n'ont pas réussi à s'entendre sur un règlement politique du conflit qui déchire le pays depuis sept ans.

ANNE ANDLAUER
ISTANBUL

APRÈS l'échec de leur rencontre à Sotchi (Russie) en novembre, les présidents turc, russe et iranien se sont retrouvés mercredi à Ankara pour convenir... de se revoir à Téhéran prochainement. C'est peu ou prou la seule décision concrète de cette réunion tripartite où Recep Tayyip Erdogan, Vladimir Poutine et Hassan Rohani « ont réaffirmé leur détermination à coopérer activement en Syrie en vue de parvenir à un cessez-le-feu durable entre les belligérants », d'après le communiqué publié à l'issue de ce sommet d'une heure quarante - déjeuner compris - contre les quatre heures trente prévues initialement. Signe, sans doute, des profonds désaccords qui divisent les trois acteurs principaux du jeu syrien.

Leur déclaration souligne également « l'opposition » aux « agendas séparatistes qui visent à affaiblir la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Syrie, et la sécurité nationale des pays voisins ». Une mention qui satisfiera la Turquie, passée à l'offensive le 20 janvier contre les forces kurdes du nord de la Syrie et leurs projets autonomistes, avec l'accord de la Russie et mal-

gré l'hostilité de Téhéran.

Le sommet d'Ankara s'inscrivait dans la continuité du processus dit « d'Astana ». Lancé par les trois pays en janvier 2017, après la chute d'Alep-Est suite à un accord russo-turc sur le retrait de groupes rebelles liés à la Turquie, ce processus se concentre depuis le début sur des questions militaires et techniques, à défaut d'avancer sur un règlement politique.

Moscou et Téhéran, qui soutiennent Damas, et Ankara, qui appuie des rebelles syriens, supervisent notamment la mise en place de quatre zones dites « de désescalade » : dans la région d'Idlib (nord-ouest), dans celle de Homs (centre), dans la Ghouta orientale, près de Damas, ainsi que dans le Sud. « Malgré certaines violations, nous avons atteint de grands objectifs et avons empêché en grande partie

« Lors de ce dernier sommet, Erdogan était dans une position plus confortable et plus forte que précédemment »

AHMET KASIM HAN, PROFESSEUR DE RELATIONS INTERNATIONALES À L'UNIVERSITÉ KADIR HAS D'ISTANBUL

pertes civiles en Syrie », s'était félicité mardi le président turc. Sans un mot au sujet des bombardements russo-syriens contre la Ghouta orientale, ni sur la poursuite de raids aériens à Idlib, où l'armée turque vient pourtant d'achever l'installation d'un huitième poste d'observation.

Pour Recep Tayyip Erdogan, le sommet d'Ankara revêtait une importance symbolique - au-delà du fait qu'il se déroulait, pour la première fois, dans la capitale d'un des trois États impliqués. Le président turc entendait y faire acter la poursuite de son offensive contre la milice kurde des Unités de protection du peuple (YPG). Après une première victoire à Afrine, Erdogan veut poursuivre ses assauts vers l'est, notamment vers Manbij, près d'Alep. « Nous ne nous arrêterons pas tant que toutes les régions contrôlées par les YPG n'aient pas été sécurisées, à commencer par Manbij », a prévenu le président turc lors de la conférence de presse des trois dirigeants.

« Que cela plaise ou non, la situation en Syrie est si complexe et si instable que chaque pays n'est fort que des initiatives qu'il prend sur le terrain, souligne Ahmet Kasim Han, professeur de relations internationales à l'université Kadir Has d'Istanbul. Lors de ce sommet, Erdogan était dans une position plus confortable et plus forte » que lors des rencontres précédentes.

En s'alliant avec la Russie, le président turc est aussi en passe d'obtenir ce que ses alliés occidentaux lui refusaient depuis plus de cinq ans : une zone tampon, ou « zone de sécurité » le long de sa frontière. Mercredi, Recep Tayyip Erdogan a affirmé que son armée avait « sécurisé », avec l'aide de ses supplétifs rebelles syriens, 4 000 km² dans le nord du pays, dont la moitié lors d'une opération menée contre Daech entre août 2016 et mars 2017. La Turquie espère y envoyer une partie des 3,5 millions de Syriens réfugiés sur son territoire. Le président turc a proposé à ses homologues iranien et russe de « construire des immeubles dans la zone de sécurité, à la fois de notre côté et dans le nord de la Syrie ».

Après avoir longtemps misé, à l'image des capitales occidentales, sur le départ du président syrien Bachar el-Assad, Ankara concentre désormais ses efforts militaires et diplomatiques sur l'élargissement de cette zone de sécurité - synonyme de zone d'influence -, à Idlib et dans les zones détenues par les Kurdes. Elle s'y emploie malgré les Occidentaux, qui considèrent les forces kurdes comme un allié précieux de leur lutte contre Daech, et sans les Occidentaux, le processus d'Astana excluant notamment Washington et concurrençant les négociations intra-syriennes menées dans le cadre de l'ONU à Genève.

« À ceux qui pensent que l'avenir de

la Syrie se dessine sans l'Occident, il faut retourner la question : quel prix l'Occident est-il prêt à payer pour jouer un rôle en Syrie?» analyse Ahmet Kasim Han, rappelant notamment les 119 soldats turcs morts depuis le début

des opérations d'Ankara contre Daech et les YPG dans le Nord syrien La principale différence entre Genève et Astana, poursuit le chercheur turc, est que les trois parrains du processus d'Astana « ont ce qu'ils considèrent

être des intérêts vitaux en Syrie. Donc ils prennent de gros risques et acceptent leurs coûts, même s'ils ne sont pas du tout d'accord sur le résultat final espéré ». ■

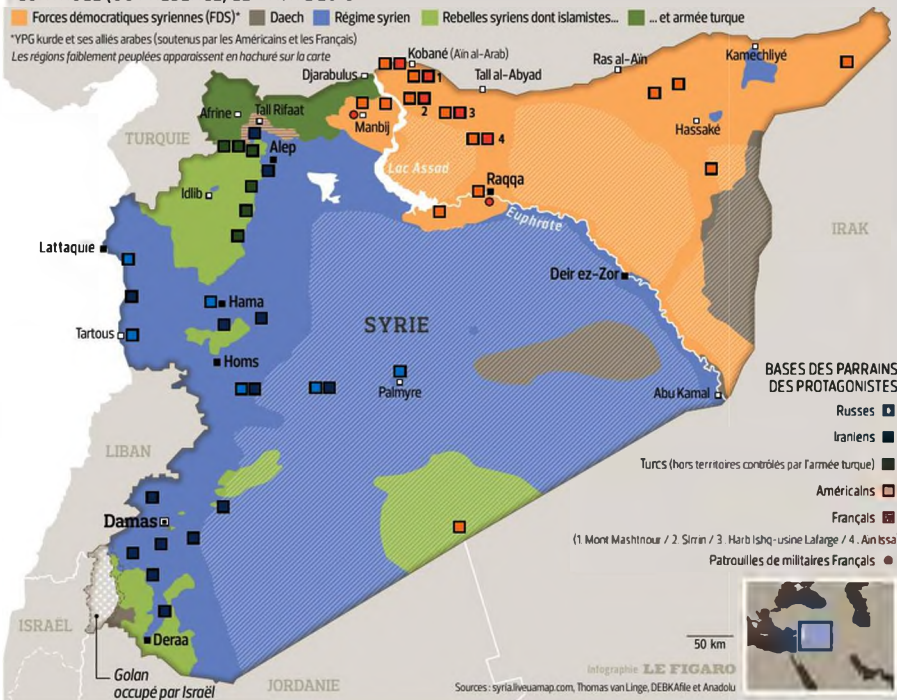
LE FIGARO

5 avril 2018

Vers de nouvelles zones d'influence dans le Nord

Les nouveaux enjeux du contrôle du nord de la Syrie

CONTRÔLE (OU PRÉSENCE) LE 4 AVRIL 2018



se à un lâchage des miliciens kurdes, maillon essentiel dans la guerre contre Daech. En recevant une délégation kurde la semaine dernière, Emmanuel Macron a proposé que la France se glisse dans les discussions américano-turques, mais Ankara a rejeté l'offre.

La stratégie turque vise à forcer à tout prix les Américains à lâcher leurs alliés kurdes. Et en cas de refus à préparer une action militaire. « La base américaine près de Kobané a été attaquée au mortier il y a quelques jours », révèle le diplomate. La semaine dernière déjà, un soldat américain et un Britannique sont morts dans une attaque à l'engin explosif improvisé, alors qu'ils patrouillaient au sud de Manbij. Dans la foulée de sa victoire à Afrine, Ankara avait fait de Tall Rifaat la prochaine cible de son offensive antikurde. Mais, comme à Afrine, il faut un feu vert de Moscou, qui a la maîtrise du ciel. Problème : la Turquie n'a pas encore trouvé d'accord avec la Russie sur Tall Rifaat. Au contraire, ce sont les loyalistes de Bachar el-Assad qui ont repris la ville, après un retrait rapide des miliciens kurdes. Le litige porte sur la base aérienne de Menagh, proche de Tall Rifaat, que ni les Russes ni Damas ne veulent céder à la Turquie et aux rebelles anti-Assad, proches d'Ankara.

Ankara furieux contre Paris

La coopération entre Ankara et Moscou, qui a fonctionné à Afrine, va-t-elle se poursuivre à l'est de l'Euphrate? Oui, mais à condition que la Turquie parvienne à un accord avec les États-Unis sur les miliciens kurdes. Sinon, des affrontements armés entre alliés au sein de l'Otan ne sont pas à exclure. D'autant plus qu'à l'est, à la frontière avec l'Irak, des milices chiïtes irakiennes seraient sur le point d'entrer en Syrie pour traquer des cellules djihadistes. En obligeant les Kurdes à démobiliser des forces du front est, près de Der Ezzor, l'offensive turque contre Afrine a « ralenti » l'éradication de Daech, regrette le Pentagone.

L'arrivée des milices chiïtes irakiennes dans l'est de la Syrie renforce l'axe iranien, que les États-Unis jurent de freiner. Washington, comme l'affirme Donald Trump, va-t-il alors retirer ses 2000 hommes de Syrie? « Trump met la pression sur les Saoudiens pour qu'ils paient la facture de la présence américaine en Syrie et de la reconstruction du Nord, estime le diplomate. Et le prince héritier Ben Salman a mordu à l'hameçon quand il a demandé que les Américains

GEORGES MALBRUNOT @Malbrunot

C'EST LÀ que se nouent les ultimes enjeux du conflit. Là que les vainqueurs - Russes, Iraniens et Turcs, réunis mercredi à Ankara - cherchent à se partager les dernières zones d'influence d'un pays, fracturé par sept années de violence. Mais là également que les vaincus - Américains et Français notamment - voudraient encore peser. Maintenant que Daech a été amputé de la plupart de ses moyens d'action dans l'est de la Syrie, et que près de Damas les rebelles ont été contraints, sous un déluge de feu, de quitter leur bastion de la Ghouta, tous les regards se tournent vers le Nord syrien. De la région d'Idlib, dans le Nord-Ouest, dernière province entre les mains des insurgés anti-Assad, en passant par l'enclave d'Afrine, conquise par Ankara, jusqu'aux autres zones situées plus à l'est, administrées par les

2000
Américains
pourraient quitter
la Syrie

Kurdes, le long de la frontière turque et dans le désert riverain de l'Euphrate.

« Dans le Nord, les anciennes zones d'influence ont subi des changements avec la récente intervention militaire turque à Afrine, constate un diplomate onusien, qui suit la guerre au jour le jour. Il faut procéder à des ajustements et se projeter dans l'avenir en se posant les questions de savoir ce que Turcs, Iraniens et Russes feront à Manbij... Comment vont-ils gérer la ville de Tall Rifaat et le régime d'Assad, qui, loin d'être rassasié après sa reconquête de la Ghouta, va chercher d'autres régions où étendre sa souveraineté. »

Pour Manbij, ville peuplée en majorité d'Arabes mais gérée par les Kurdes, Américains et Turcs ont repris leurs discussions dans l'espoir de finaliser un deal, au terme duquel troupes américaines et turques patrouilleraient ensemble dans la ville, les combattants kurdes en étant expulsés plus à l'est. Mais le Pentagone, et surtout le CentCom, s'oppo-

restent en Syrie.» La Turquie a également besoin d'une présence américaine prolongée en Syrie afin de ne pas être seule à réclamer - face aux Russes et aux Iraniens - le départ d'Assad. Mais, en attendant un éventuel accord avec Washington sur les miliciens kurdes, Ankara affiche sa détermination à poursuivre plus à l'est son offensive antikurde. Signe annonciateur de nouvelles attaques, les Turcs auraient commencé de démanteler certaines parties du mur qui les séparent de la Syrie vers Ras al-Aïn et Tall al-Abyad. D'autre part, leurs emplettes en équipement militaires sophistiqué ne laissent guère de doutes sur la finalité de leurs achats.

Depuis une semaine environ, «des soldats français patrouillent dans le Nord

avec le drapeau tricolore», affirme le diplomate onusien. Furieuses de la rencontre entre Macron et les Kurdes, les autorités turques ont laissé fuiter dans la presse l'emplacement des 70 forces spéciales françaises dans la région. «Si jamais on aide les Kurdes en leur envoyant d'autres militaires, on va avoir des problèmes avec les Turcs», confie une source sécuritaire à Paris. *C'est leurs services qui ont libéré nos quatre otages de Syrie en 2014. Je me souviens de leur dernier message reçu juste avant leur libération à Pâques: vos quatre gars seront livrés en forme d'œufs de Pâques. Aujourd'hui, ils sont furieux.* Mais dans le Nord syrien, la France tient à jouer un rôle. «Les militaires français veulent garder un œil sur les djihadistes emprisonnés par les Kurdes

ou encore en liberté dans cette région», analyse un autre expert. Même s'ils s'en défendent, les Kurdes pourraient être tentés d'en relâcher certains, voire d'en remettre à Damas. Un scénario que la France veut, à tout prix, éviter.

Et l'Iran, dans cette nouvelle donne? Téhéran s'est tenu à l'écart des combats dans la Ghouta. Il a également affiché une neutralité face à l'offensive turque sur Afrine. Turcs et Russes aimeraient que cela continue. Au sud d'Alep, où Ankara a déployé des militaires, la Turquie a impérativement besoin de réduire la présence de l'Iran et de son allié du Hezbollah. ■

LE FIGARO 5 avril 2018

Trump ordonne de préparer le retrait des troupes américaines du théâtre syrien

PHILIPPE GÉLIE [@gelleflg](#)
CORRESPONDANT À WASHINGTON

DONALD TRUMP est pressé de partir. Il l'a déclaré jeudi dernier à la surprise générale de ses conseillers, des responsables du Pentagone et du département d'État, en marge d'un discours sur les infrastructures dans l'Ohio : «*Nous allons quitter la Syrie très bientôt. Laissez d'autres s'en occuper maintenant.*»

Le président a réitéré sa position mardi en recevant les dirigeants des trois États baltes à la Maison-Blanche : «*En Syrie, notre mission primordiale était de se débarrasser de l'État islamique (EI). Cette tâche est achevée et nous allons prendre une décision très rapidement [...]. Je veux partir. Je veux ramener nos troupes à la maison,* a martelé Trump. *Je veux commencer à rebâtir notre nation. Cette mission nous coûte très cher et profite beaucoup plus à d'autres pays qu'au nôtre.*»

Dans la foulée, il a présidé une réunion du Conseil de sécurité nationale (NSC), au terme de laquelle il a ordonné à ses généraux de «*préparer le retrait*» des troupes américaines, sans pour autant fixer de date. Un communiqué de la présidence s'est borné à affirmer mercredi que «*les États-Unis et leurs partenaires restent engagés à éliminer la présence résiduelle de l'EI en Syrie. Nous continuerons à consulter nos alliés et partenaires sur de futurs plans.*»

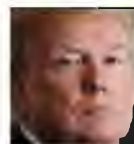
Le président maintient ainsi sa décision de principe, tout en acceptant la recommandation de ses conseillers de ne rien précipiter. Il a filtré du cabinet de sécurité que tous ses membres sans exception - du secrétaire à la Défense James Mattis au directeur de la CIA et bientôt secrétaire d'État Mike Pompeo - avaient plaidé contre un retrait hâtif. Au moment où Trump affichait sa préférence, le Pentagone préparait l'envoi de matériel et de troupes sup-

plémentaires pour consolider ses bases en Syrie.

L'idée du retrait trotte dans la tête de Donald Trump depuis la mi-février, lorsque ses généraux lui ont fait miroiter la perspective proche d'une victoire complète contre l'EI. Pour le convaincre de rester «*à court terme*» en Syrie, ils lui font maintenant valoir que des enclaves restent aux mains des djihadistes et que Daech pourrait se reconstituer si les quelque 2000 soldats des Forces spéciales désertaient le terrain trop tôt. Ils lui ont en outre rappelé sa propre devise : ne jamais annoncer à l'avance son prochain mouvement à l'ennemi.

Mais Trump a clairement indiqué à ses équipes qu'il n'entend pas prolonger la mission du Pentagone au-delà de l'élimination de l'EI. Il veut notamment que les riches voisins arabes de la Syrie paient pour la reconstruction du pays. Recevant la semaine dernière le prince héritier saoudien Mohammed Ben Salman, dit «*MBS*», il lui a demandé de mettre 4 milliards de dollars au pot. Au même moment, découvrant dans la presse une rallonge de 200 millions de dollars d'aide américaine, il l'a aussitôt «*gelée*».

Les enjeux géostratégiques semblent secondaires aux yeux du président. Les Kurdes ont déjà été de facto abandonnés devant l'offensive turque au nord de la Syrie, au grand dam des commandants américains sur place. Le général Jonathan Braga, directeur des opérations, a fait valoir sur NBC News qu'il aurait fallu 60 000 GI's pour accomplir ce qu'ont réussi les Forces démocratiques syriennes (FDS), dont l'YPG kurde fournit l'ossature. Les Bédouins verts ont perdu deux combattants en Syrie, les FDS plus de 4 000. Le redéploiement des Kurdes vers le front avec la Turquie a contraint le Pentagone à faire «*une pause*» fin mars dans la lutte contre l'EI.



«**Je veux ramener nos troupes à la maison. Cette mission nous coûte très cher et profite beaucoup plus à d'autres pays qu'au nôtre**»

DONALD TRUMP OLIVIER DOULIERY/AFP

Dès son élection, Donald Trump avait évoqué l'idée de céder le terrain syrien à la Russie, pour peu que cela ne fasse pas le jeu de l'Iran. Cette condition semble aujourd'hui impossible à atteindre, ravivant les craintes d'Israël et de l'Arabie saoudite. Les Iraniens «*s'attendent à un retrait ou à une diminution significative des forces américaines à court terme*», analyse Soner Cagaptay du Washington Institute for Near East Policy, et compte «*assurer leur suprématie sur la Syrie comme ils l'ont fait sur l'Irak*». Poutine, de son côté, «*a placé la Turquie exactement là où il le souhaitait : un membre de l'Otan prêt à rompre les rangs, qui affaiblit l'Alliance sans la quitter*», ajoute-t-il.

Ces manœuvres préoccupent moins le président que ses conseillers. «*Nous n'allons pas nous en aller comme ça, avait promis James Mattis en novembre. Nous allons nous assurer que les conditions d'une solution diplomatique sont en place - pas simplement livrer bataille et dire : Bonne chance avec le reste!*» Les arrivées prochaines de John Bolton au NSC et de Mike Pompeo au département d'État ne devraient pas alléger la pression sur Trump : tous deux sont de farouches adversaires de la Russie et de l'Iran. ■

With ISIS striking back in Syria, a U.S. withdrawal would be a 'disaster,' Kurds warn

By Liz Sly and Zakaria Zakaria
April 5, 2018
www.washingtonpost.com

BEIRUT — President Trump's hopes for a swift withdrawal of U.S. troops from Syria may prove premature, because the Islamic State is showing signs of renewed strength in its last strongholds in the east of the country, Syrian Kurdish officials said Thursday.

A complete defeat of the militants could yet be many years away, the officials said, expressing relief that Trump appears to have backtracked on comments made earlier this week that he wanted to pull U.S. troops out right away.

The Kurds said they have received assurances from the U.S. military that the estimated 2,000 or so U.S. troops in northern Syria won't leave imminently, and a White House statement on Wednesday indicated that they will remain until the Islamic State is defeated.

That could take time, the officials say, because the Islamic State has been putting up stiff resistance in the last two pockets of territory it controls along the Syria-Iraq border. No progress has been made in months, and the militants are starting to reclaim some of the territory they had lost.

Defeating the group, also known in Arabic as Daesh, "will take a long time, maybe years and years," said Saleh Muslim, the leader of the Democratic Union Party (PYD), a Kurdish political party in control of the northeastern area of Syria where the U.S. troops are deployed. "These are desert areas and Daesh can move between Iraq and Syria. They are not going to be finished so easily."

Offensive operations by the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF), the U.S. ally in Syria, were slowed by the Turkish invasion of the Kurdish enclave of Afrin in northern Syria in February, which prompted Kurdish and Arab fighters to leave the front line against the Islamic State to help defend the enclave. In recent days, Islamic State fighters have taken back an oil field and a village in the Deir al-Zour area, their first advances since they were routed from most of their major strongholds in Syria and Iraq last year.

"ISIS took advantage of the Afrin operation to catch its breath and organize its ranks and now has started to launch a counteroperation against our forces and civilians," said Nasser Haj Mansour, a former senior commander with Kurdish forces in Syria who is



A U.S. mine detector armored vehicle leads a convoy of U.S. troops on a road leading to the tense front line with Turkish-backed fighters, in Manbij, north Syria, on Saturday, March 31, 2018. (Hussein Malla/AP)

now an analyst at the Furat Studies Center. He said the Kurds are confident U.S. troops will stay to see the battle through.

"The American officials here say all of this is just a misunderstanding and that they have told the administration that you cannot just leave Syria now," he said. "Any American quick and sudden withdrawal of forces will generate a huge power vacuum in Syria."

"It would be a disaster, and even ordinary people in the street will consider it a betrayal," said Bedran Ciya Kurd, an official with the self-proclaimed administration running northeastern Syria, who estimates U.S. troops need to stay an additional three years in Syria to ensure the complete defeat of the Islamic State.

But the White House commitment to remain in Syria until the Islamic State is defeated may give the Kurds only a temporary reprieve. U.S. officials have said they believe it will take months, not years, to defeat the remnants of the Islamic State, and the military effort remains subject to Trump's whims.

An abrupt withdrawal would leave Syria's Kurds highly vulnerable not only to a revival of the Islamic State but also to the predations of their many foes, including Turkey to the north, and to the Syrian government alongside its Iranian and Russian allies to the west and south. Those nations have watched with alarm as the Kurds, aided by the U.S. military, assumed control of a vast area of northeastern Syria as they rolled back the Islamic State, expanding their autonomous Kurdish administration in the process.

A conflict threatening to erupt between Turkey and the Kurdish-led SDF in the town of Manbij is further distracting attention from the Islamic State fight. Even as Trump was promising an imminent withdrawal

from Syria, U.S. troop reinforcements were being dispatched to the town, where the U.S.-backed SDF is facing down Turkish-backed Syrian rebels along a tense front line. Videos posted by local journalists have shown convoys of equipment arriving in the area and U.S. troops overseeing the establishment of at least two new bases.

As if to demonstrate their solidarity with the SDF, U.S. troops showed up in Manbij on Thursday during a demonstration organized to protest Turkey's incursion into northern Syria, according to photographs distributed by the SDF's press office. The troops mingled with the crowd and chatted with local security officials, but it was unclear whether they were aware they were attending a protest directed against America's NATO ally Turkey.

A U.S. military spokesman, Maj. Adrian Rankine-Galloway, declined to comment either on the troop reinforcements or the visit by U.S. troops to the center of Manbij. "Commanders are delegated the authority and the responsibility to position the number of people and resources needed to accomplish the mission and to protect themselves," he said in an emailed statement.

Muslim said that a withdrawal of U.S. troops within months would run counter to U.S. interests as well as Kurdish ones.

"After fighting for four years, there is a kind of trust between the Kurdish nation and the American nation," he said. "If the Americans abandon the Kurds, it means they are never going to find any friends in the Middle East." ■

Zakaria reported from Istanbul.

Liz Sly is The Washington Post's Beirut bureau chief, covering Lebanon, Syria and the wider region.

Keeping Turkey spellbound

ANKARA, TURKEY

President makes speeches up to 3 times a day in his signature divisive style

BY CARLOTTA GALL

As President Trump has his tweets, the leader of Turkey has his speeches.

President Recep Tayyip Erdogan makes up to three every weekday — two a day on weekends — and his charismatic, combative talks are the primary vehicle of his success.

He calls democracy advocates “marauders.” He mocks the German foreign minister as a “disaster.” He is as comfortable in the vernacular as he is reciting poetry.

He takes on his enemies publicly by name, pivoting seamlessly from pious to pushy.

Even after 15 years at the helm, Mr. Erdogan, whose skills as an orator even his opponents envy, treats every event like a campaign rally — and he turns just about every day into one. He remains the country’s most popular politician and is poised to seek re-election, possibly this year, with polling showing him with over 40 percent support.

Much of that appeal can be credited to his ubiquitous media presence and a speaking style that supporters find inspiring and detractors divisive. Neither side doubts that it has struck a chord with Turkey’s conservative working class.

In that regard, Mr. Erdogan fits perfectly with the deepening global trend toward autocrats and swaggering strongmen (they are all men) who have found a way to speak forcefully for common people who feel their point of view has been ignored for too long.

Mr. Erdogan’s speeches are often broadcast live on multiple television channels, almost universally pro-government, from every event he attends. His voice is heard everywhere, in cafes, homes and government offices across the land.

His favorite tactic: attacking people his supporters love to hate, whether the United States, European leaders or the liberal elite.

To his support base, Mr. Erdogan talks like a father, a brother or the man next door.

“He is one of us,” supporters often explain. And he says what he thinks, in salty, everyday language, just like them.

“And now they have a foreign minister — oh, my God — what a disaster,” Mr. Erdogan railed to supporters in the western region of Denizli last summer,



OSAN KOSE/AGENCE FRANCE PRESSE — GETTY IMAGES

President Recep Tayyip Erdogan speaking in Istanbul last year. He treats almost every event like a campaign rally, with a rhetorical style that opponents envy but also mock.

at the height of his country’s tensions with Germany. “He never knows his place,” Mr. Erdogan continued. “Who are you — Ha! — speaking to the president of Turkey? You are talking to the foreign minister of Turkey. Know your place.”

“And he attempts to give us a lesson. What is your history in politics? How old are you? Our life passed with those struggles in politics.”

The passage was vintage Erdogan. “Stylistically he is always full of surprises,” said Asli Aydintasbas, a former journalist and senior fellow at the European Council on Foreign Relations. “He does not mind shocking people and taking people on in a very public manner.”

Often that means upsetting people whom his supporters do not like. He jeered at pro-democracy demonstrators in Istanbul for their liberal lifestyle, calling them “marauders” and mocking their drinking habits: “They drink until they puke.”

And he made a notoriously coarse remark about a socialist feminist demonstrator who climbed onto an armored vehicle in Ankara, wondering if she were a girl or a woman, essentially questioning her virginity.

But Mr. Erdogan also inspires with poetry and tales of the life of the Prophet Muhammad. He drops his voice with reverence to honor fallen soldiers and then raises it to stir national pride.

The religious sermonizing is very much part of Mr. Erdogan’s training. He studied at a religious school for prayer leaders and preachers, learning among his courses Islamic preaching.

Liberals and secularists have often

“Always creating tension, trying to make an argument over everything and in the tension taking control.”

criticized his divisive speech and his introduction of religion into politics, yet it is what most of his pious Muslim followers want to hear.

“For conservatives this is someone defending their lifestyle,” Ms. Aydintasbas said.

A smooth practitioner with a teleprompter, he has a well-honed rhetorical style. In almost every speech there is a moment when he shakes up the audience, suddenly switching gears.

He turns from declarative speech to address directly, in imperative or interrogative style, whoever is the target of the day.

He has been particularly irritated by the United States’ alliance in Syria with the People’s Protection Units, or Y.P.G., a Kurdish group that Turkey says is linked to terrorism.

“Hey America! How many times I have told you?” he railed in a speech last year. “Are you with us, or are you with this terror group?”

Rather than bore his supporters with his political plans, he brings them into the meeting room with him. “Can you tolerate what is happening in Ghouta?” he shouted recently, about the Syrian government’s offensive against rebels in a suburb of Damascus. “The U.N. made a resolution. Damn your resolution! What is the use of your resolution? You are cheating! You are only five,” a reference to the five Security Council

members.

Ms. Aydintasbas compares Mr. Erdogan's speaking style, as well as his relationship to his supporters, with those of President Trump.

"Erdogan's supporters always say he is genuine," she said. "In an age when politics are so well scripted and sanitized in their messaging, it is refreshing when you have anger or even hatred which reflects their own feeling."

Political opponents who have watched Mr. Erdogan for years concede his talents, even if they dislike his divisive style.

"His style is in extreme harmony with the profile of right-wing, populist, authoritarian politicians," said Ayhan Bilgen, spokesman for the opposition Kurdish party, the People's Democratic Party. "He prefers a political style that divides society and escalates tension."

Mr. Erdogan's family is originally from Rize, on Turkey's northeast Black Sea coast, a region famous for its hard-headed characters.

He grew up in the rough working-class district of Kasimpasa in Istanbul, playing soccer in the mud with neighborhood kids.

Mr. Bilgen said Mr. Erdogan had always displayed a combative personality from his early days in politics.

"Always creating tension, trying to make an argument over everything," he said, "and in the tension taking control."

Once a week Mr. Erdogan addresses legislators from his Justice and Development Party in the party's parliamentary chamber.

The event less resembles a political meeting than a soccer match — his supporters wave banners in the galleries and chant competing slogans.

In one recent chamber gathering, the loudest cheers Mr. Erdogan raised were when he castigated the United Nations for its unfairness and sent veiled warnings to the United States about supporting Kurdish groups, in language crafted to inspire Turks by harking back to a heralded past.

"We are a country, a nation ready to take any steps any moment," he said. "If there are those who prefer a couple of



OZAN KOSE/AGENCE FRANCE-PRESSE — GETTY IMAGES

Government supporters at a rally before a constitutional referendum last year. In almost every speech there is a moment when Mr. Erdogan shakes up the audience.

terrorists, marauders against such a nation, such a state, we will no doubt slap this answer in their faces, on their hearts. They should know that."

Mr. Erdogan combines a measure of nationalism with religion, as he champions the Turkish forces that invaded the Syrian enclave of Afrin in January.

He returns repeatedly to Islamic themes, frequently citing Turkey's most beloved poets — he famously provoked Turkey's military by reciting a religious poem when mayor of Istanbul in 1997 and ended up in jail.

"Undoubtedly, the incursion is by us, and victory is from God," he said recently of the military operation in Syria that captured the city of Afrin.

He recited a poem to the unknown soldier:

*The land he was buried in is known
The flag he is holding is known
Who said he is unknown?*

Then he called the chamber to pray.

He followed with a poem by Mehmet Akif Ersoy, author of Turkey's national anthem:

*The valiant altogether shall say Amen
God is great! Martyrs from the sky
Amen, Amen, God is great!*

A journalist in the presidential press

corps tut-tutted at the religious phrases, rarely heard in Turkey's institutions in nearly a century of the secular Turkish republic.

Turkey is divided down the middle — a referendum last year to grant the president extra powers was split 51 to 49 — and for all those who are inspired by Mr. Erdogan, just as many are tired of his speeches.

"He's always shouting," said one shopkeeper in a warren of shops in Istanbul's back streets. He asked not to be quoted, since people have been arrested for denigrating the president.

The opposition politician, Meral Akşener, who is preparing to challenge Mr. Erdogan in the next presidential elections, mocked the president's endless speeches in a post this month on Twitter.

"I want to address Mr. Erdogan in your presence," she said, borrowing his favorite rhetorical trick. "Friend, please keep silent for a moment, spare a little bit time for your family, sit at home," she said.

"You don't have to talk about every issue. You don't have to point your finger everywhere. Sit down at home a little while, have a rest. Take a breath, so we can take breath too, so Turkey can."

REUTERS

Top Iraq court set to rule on Kurdistan region's oil exports

BAGHDAD, April 9, 2018 (Reuters) -

Iraq's top court will begin hearings in May on the legality of oil exports from Kurdistan, which are at the centre of a row between the semi-autonomous region and Baghdad.

The oil dispute is the main hurdle to normalising relations between the central government and the Kurdistan Regional Government (KRG) of northern Iraq which conducted an October referendum on independence despite Baghdad's opposition.

The Supreme Federal Court said in a statement on Monday it has asked to hear the opinions of officials including the central government's prime minister, oil minis-

ter and finance minister, in addition to the KRG's prime minister, on May 6.

Iraqi oil minister Jabar al-Luaibi had asked the court to issue a ruling that bans independent oil exports from the KRG, which started in 2014, through a pipeline across Turkey.

The KRG says the Iraqi Constitution recognises the legality of its existence and contains no article specifically forbidding it from developing oil resources on its territory.

International energy firms including Exxon Mobil, DNO, Dana Gas, Rosneft and Genel are among companies with agreements with the KRG to operate in the Kurdistan region. ●

L'établissement d'un Kurdistan en Syrie, la peur bleue de la Turquie

L'opération «Rameau d'olivier» contre l'enclave d'Afrine en Syrie visait notamment à affaiblir l'élan nationaliste et indépendantiste kurde et son étendue territoriale dans la région.

PHILIPPINE DE CLERMONT TONNERRE
6 avril 2018
<http://www.slate.fr>

La Turquie a lancé le 20 janvier une offensive contre l'enclave kurde d'Afrine, dans le nord-ouest syrien, dans le but d'y déloger les Unités de protection du peuple (YPG), le bras armé du Parti de l'Union démocratique (PYD), qu'elle qualifie de «terroriste» mais allié de Washington dans la lutte contre l'organisation État islamique (EI). En deux mois de bombardements intensifs et de combats au sol, menés par des soldats turcs et des groupes rebelles syriens alliés d'Ankara –ayant fait plus de 200 morts civils– l'opération «Rameau d'olivier» a atteint son objectif: la conquête d'Afrine, un des trois districts de la zone semi-autonome kurde frontalière de la Turquie. Après s'être emparée d'une centaine de localités de la province, l'armée turque a pris la ville éponyme le 18 mars dernier.

Selon le géographe français Fabrice Balanche, les Turcs et leurs supplétifs syriens «contrôlent désormais 1.800 km²», soit environ 5% de l'ensemble du territoire dont les Kurdes disposent en Syrie. Mais l'importance d'Afrine, le «plus petit canton» de cette zone semi-autonome, réside dans le poids de la population kurde qui y représente la grande majorité de la population –alors que les autres districts sont davantage mélangés, avec des habitants arabes et syriaques, explique le spécialiste du conflit syrien à l'Université de Stanford– tandis que l'enclave a longtemps constitué la base arrière du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), une organisation militaire kurde qui mène une guérilla sanglante sur le sol turc depuis plus de trois décennies.

Au-delà du fait qu'Ankara considère la milice des YPG comme «terroriste», cet acharnement contre l'enclave kurde –l'opération «Bouclier de l'Euphrate» menée entre août 2016 et mars 2017 par l'armée turque visait l'organisation État islamique mais aussi les milices kurdes dans le nord de la Syrie– tient à une crainte fondamentale et historique de voir un Kurdistan autonome émerger à ses portes et a fortiori sur son territoire ou encore à travers le Moyen-Orient.

«UN SUJET DE PRÉOCCUPATION POUR LA TURQUIE»

La Turquie, qui partage 822 kilomètres de frontière avec la Syrie, abrite quelque quinze à vingt millions de Kurdes.

Dans ce contexte d'épanouissement nationaliste dans la région, «un soulèvement kurde en Turquie n'est pas inenvisageable, même si le PKK a durement souffert sur le plan militaire dans sa guerre contre Ankara au cours de deux

dernières années», explique Joost Hiltermann, analyste à l'International Crisis Group.

La perspective d'une zone kurde indépendante ou plus autonome en Syrie constitue ainsi «un sujet de préoccupation pour la Turquie d'autant que le PYD, qu'Ankara considère comme un appendice du PKK, est arrivé en tête des récentes élections en septembre dernier», souligne, de son côté, Emmanuel Dupuy, président de l'IPSE (Institut prospective et sécurité en Europe).

Le président turc Recep Tayyip Erdogan ne semble d'ailleurs pas vouloir se contenter de cette victoire. Dans un discours prononcé au lendemain de la chute d'Afrine, il a menacé d'aller bien au-delà d'Afrine jusqu'à atteindre la frontière syro-irakienne, avec en ligne de mire la ville symbolique de Kobané, reprise en 2015 à l'EI par les milices kurdes. Erdogan a même mis en garde contre une opération qui serait menée contre le Kurdistan irakien.

La mise en application de sa menace n'a pas tardé: la ville syrienne de Tall Rifaat située dans le gouvernorat d'Alep est la prochaine cible de l'opération militaire «Rameau d'olivier», a annoncé dimanche dernier le président turc.

LE RÊVE D'UN ÉTAT-NATION RESSUSCITÉ

Le nationalisme kurde et son expression territoriale, longtemps étouffées par des pouvoirs centraux aux élans impériaux, notamment sous l'empire ottoman, ou nationalistes arabes –avec l'arrivée, dans les années 1960 et 1970, du parti du Baas en Syrie et en Irak et la montée du nassérisme dans la région–, connaissent depuis quelques années un tournant historique. Après le référendum du 25 septembre 2017 en Irak ayant érigé la zone autonome kurde, d'une superficie de 42.000 km² en entité indépendante de Bagdad –au lendemain de l'acquisition du statut de région fédérale autonome en 2005 en vertu d'une nouvelle constitution–, les Kurdes de Syrie ont profité de la guerre syrienne pour établir, à leur tour, une zone kurde semi-autonome qui s'étendait fin 2017 sur 46.000 km², soit 25% du territoire, et abritait 15% de la population syrienne.

Cette entité «fédérale démocratique» auto-proclamée, connue sous le nom de Rojava, comprend trois cantons: Afrine, Kobané et la Djézireh.

Un gouvernement transitoire ainsi qu'une police locale et une armée, composée des Forces démocratiques syriennes (FDS), une coalition de combattants arabes et Kurdes –dont les YPG constituent l'épine dorsale– ont été mises en place.

Une constitution est, en outre, adoptée en décembre 2016 établissant un système politique



Un partisan du Front national de libération du Kurdistan, à Vienne en avril 2018 | JOE KLAMAR / AFP

fédéral et démocratique, basé par ailleurs, sur un respect total, au niveau des hautes fonctions, de la parité homme-femme.

En parallèle, le régime syrien, qui a retiré son armée de cette zone au début du conflit, a laissé entendre à l'automne dernier qu'il ne s'opposerait pas au projet d'une éventuelle zone autonome kurde. Une première dans le discours du Baas syrien, lequel a longtemps étouffé les aspirations de cette communauté qui compte plus de deux millions d'habitants et semble utiliser cette carte pour faire pression sur Ankara, hostile au régime de Bachar el-Assad.

Quoiqu'il en soit, avec ces deux développements majeurs dans l'histoire contemporaine, les quelque trente millions de Kurdes, écartelés entre l'Iran, l'Irak, la Syrie et la Turquie, voient désormais leur rêve d'un État-nation à cheval entre ces quatre pays –d'une superficie globale d'environ un demi-million de km², soit la taille de la France– prendre progressivement forme, même si cela reste encore embryonnaire et fragile. Un rêve qui remonte à plusieurs siècles, durant lesquels les Kurdes ont été persécutés, interdits de pratiquer leur culte voire même de parler leur propre langue.

Ce peuple d'origine indo-européenne, majoritairement musulman sunnite et qui a conservé sa langue et ses traditions, devait pourtant jouir d'un Kurdistan unifié au début du siècle dernier. Le traité de Sèvres en 1920, au lendemain de l'effondrement de l'empire ottoman et de la fin de la Première Guerre mondiale, prévoyait en effet la création d'un État kurde qui s'étendrait de l'Asie mineure (Turquie actuelle) jusqu'à Mossoul en Irak. Mais la victoire de Mustafa Kemal Atatürk a changé le cours des événements et poussé les Alliés à revoir leur décision en consacrant, après le Traité de Lausanne en 1923, la suprématie des pouvoirs en place, dont certains soumis à une tutelle britannique et française, sur les populations kurdes.

Les conflits dans la région, au lendemain de la création de l'État hébreu, ainsi que l'instauration

de dictatures favorisant le panarabisme va définitivement mettre fin à ce rêve de longue date.

En Irak, les Kurdes sont largement persécutés sous Saddam Hussein, l'ex-dictateur allant jusqu'à bombarder leurs foyers démographiques au gaz chimique, faisant en 1988 près de 180.000 morts parmi les civils.

En Syrie, Hafez el-Assad marginalise pendant des décennies la communauté, en lui niant tout droit culturel ou politique.

Quant à l'Iran, les Kurdes, qui comptent environ six millions d'âmes, subissent une discrimination religieuse car n'appartenant pas à la majorité chiite, tandis que la province du Kurdistan est dénuée de tout pouvoir politique autonome.

LE PKK ET SA LONGUE GUÉRILLA

Dans une perspective historique, l'éveil nationaliste actuel en Irak et en Syrie est ainsi perçu par Ankara –qui tente déjà de mater une guérilla kurde sur son propre territoire depuis plus de trois décennies– comme une menace réelle pour son intégrité territoriale et le catalyseur des aspirations séparatistes d'une communauté qui compte quinze à vingt millions de personnes vivant sur son territoire, soit environ 20% de la population totale.

Le parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) mène depuis 1984 une lutte armée en faveur d'une autonomie du Kurdistan turc, ayant fait près de 40.000 morts en trente ans. Fondé en 1978 par Abdullah Öcalan, qui purge une peine de prison à vie depuis 1999, cette organisation armée, qualifiée de «terroriste» par les États-Unis et l'Union européenne, compterait plus de 5.000 combattants. Le bras de fer qui l'oppose au pouvoir central a repris à l'été 2015 après une brève accalmie instaurée à la faveur d'un processus de paix entamé en 2013 par l'AKP pour met-

«Cette nouvelle approche de la France, qui peut sembler tardive, peut sembler néanmoins signifier qu'une nouvelle ligne rouge est brandie face à la Turquie.»

Emmanuel Dupuy, président de l'Institut prospective et sécurité en Europe

tre fin à cette crise.

Les liens s'enveniment davantage après le coup d'État manqué à l'été 2016 contre le président Recep Tayyip Erdogan, les autorités turques suspendant de leurs fonctions plus de 10.000 enseignants accusés d'être liés au PKK.

Ankara profite, en parallèle, du chaos syrien pour déployer ses troupes davantage à l'intérieur du territoire et atrophier l'étendue d'un éventuel Kurdistan syrien.

LA PRÉSENCE AMÉRICAINE, UN REMPART?

Mais sa stratégie risque de se heurter à l'alliance entre Washington et les YPG, qui ont été le fer de lance de la guerre contre l'EI. Si les États-Unis n'ont pas protégé leurs alliés à Afrine –dans le cadre d'un jeu diplomatique délicat avec Ankara– leur présence militaire à l'est de l'Euphrate pourrait constituer un obstacle au dessein d'Erdogan.

«Il ne fait aucun doute que le soutien, certes à géométrie variable, de la part de Washington, à travers l'appui de ses forces spéciales aux Forces démocratiques syriennes (FDS)», une coalition arabo-kurde, dont les YPG sont l'épine dorsale, «met à l'abri une partie des troupes kurdes», explique Emmanuel Dupuy.

Selon Joost Hiltermann, «les Kurdes risquent ainsi d'être acculés à abandonner leur territoire à l'ouest de l'Euphrate (...). Si Ankara n'avait en face aucune résistance américaine, elle aurait délogé les YPG de toute la région septentrionale de la Syrie», estime-t-il.

En attendant, les Kurdes de Syrie s'estiment trahis aussi bien par Washington que par Moscou, qui a retiré ses troupes d'Afrine à la veille de l'offensive turque, ainsi que par le régime syrien qui cherche subtilement à profiter de la conjoncture pour rétablir sa souveraineté sur la zone kurde ou du moins préparer le terrain à un rapprochement avec Ankara.

Dans ces circonstances, le président français Emmanuel Macron a reçu jeudi 29 mars une délégation des Forces démocratiques syriennes (FDS), composées de combattants arabes et kurdes syriens, et les a assurés du «soutien de la France». «En faisant quelque peu volte-face sur la question kurde, Emmanuel Macron a décidé d'envoyer davantage de forces spéciales françaises aux côtés des YPG. Cette nouvelle approche, qui peut sembler tardive, peut sembler néanmoins signifier qu'une nouvelle ligne rouge est brandie face à la Turquie. Cette présence française, suivie par celles des commandos américains –bien que Donald Trump ait annoncé que les forces américaines quitteraient bientôt la Syrie– est également de nature à assurer physiquement la vie des combattants kurdes», indique Emmanuel Dupuy. «Cependant, n'étant pas à un paradoxe près, la France continue, en parallèle à reconnaître à Ankara le droit de se défendre vis-à-vis du PKK. Reste donc maintenant à savoir quelle sera la réponse turque à ce qu'elle considérera très certainement comme un nouvel affront de la part de ses alliés au sein de l'Otan.» Le chef d'État turc a réagi le lendemain avec virulence rejetant catégoriquement la proposition française. ♦



8 avril 2018

Kurdes en Syrie : le président turc Erdogan accuse la France "d'encourager les terroristes"

Texte par FRANCE 24 avec Reuters - 08/04/2018
<http://www.france24.com>

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a accusé samedi son homologue français d'encourager les "terroristes", en référence aux Kurdes de Syrie reçus le 29 mars par Emmanuel Macron à l'Élysée.

Le ton continue de monter entre la France et la Turquie. Le président turc Recep Tayyip Erdogan a accusé, samedi 7 avril, Emmanuel Macron "d'encourager" les Kurdes de Syrie visés par une opération militaire turque dans le nord du pays. Le 29 mars, une délégation des Forces démocratiques syriennes (FDS), alliance arabo-kurde en première ligne sur le terrain dans le combat contre l'organisation État islamique (EI), avait été reçue par le président français à l'Élysée.

"La France encourage les terroristes lorsqu'elle les accueille au palais de l'Élysée... Tant que les pays occidentaux continueront à soutenir des

terroristes, ils continueront d'être la cible d'attaques terroristes en réaction", a-t-il déclaré devant ses partisans à Denizli, dans le sud-ouest de la Turquie.

Lors de cette entrevue, le président Macron avait pris "acte de l'engagement des FDS à n'avoir aucun lien opérationnel avec ce groupe terroriste [les YPG, milices kurdes, considérées comme terroristes par



© Ludovic Marin, pool, AFP (archives) | Recep Tayyip Erdogan (à g.) et Emmanuel Macron (à d.) à l'Élysée, le 5 janvier 2018.

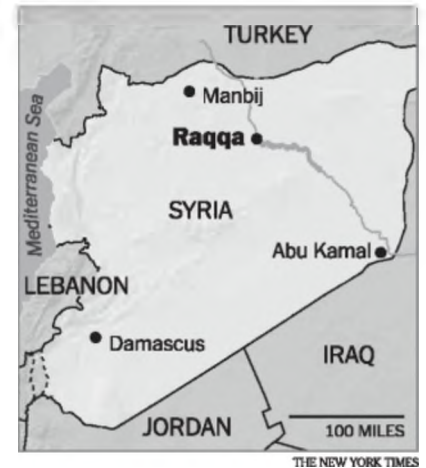
Ankara] et à condamner tout acte à caractère terroriste d'où qu'il vienne".

Le chef de l'État français avait aussi souhaité que le dialogue puisse "s'établir entre les FDS et la Turquie avec l'assistance de la France et de la communauté internationale". ♦

U.S. wades deeper into Syrian operations



Several thousand detainees are being held in camps in northern Syria, officials said. A Bahraini man, above, was held by Kurdish forces under suspicion of having aided ISIS.



nator, said in an email. “We call on our partners to take responsibility for their citizens.”

The Islamic State has lost nearly all the territory it seized in Iraq and Syria in 2014.

But American intelligence and military officials warn that the extremist group has pivoted to a deadly insurgency in areas it formerly controlled, and still holds sway with a potent appeal on social media for adherents from Europe to the Philippines to carry out attacks wherever they are.

Two commandos — one American soldier, one British — were killed in a roadside bombing late last month in Manbij, a contested city in northern Syria.

“Although ISIS has been decimated in Iraq and Syria, its ideology still resonates globally,” David M. Catler, the United States government’s national intelligence manager for the Near East, said last month. “ISIS is evolving and adjusting.”

Unlike suspected Islamic State militants seized in neighboring Iraq — mostly from the northern city of Mosul and surrounding areas — the detainees being held in the Kurdish region of Syria fall into a legal gray area and face an uncertain long-term fate.

The Kurdish authorities are parceling out justice in ad hoc courts, but the region is still part of Syria, and Kurdish control is not internationally recognized.

In a hearing of the Senate Armed Services Committee last month, Senator Lindsey Graham, Republican of South Carolina, raised concerns about American culpability for the growing number of fighters in the custody of the Syrian Democratic Forces.

“Do you think we have a credible plan to detain these people?” Mr. Graham asked Gen. Joseph L. Votel, the head of the military’s Central Command, which oversees operations in the Middle East.

“We actually do have a plan to detain them on the ground,” General Votel said. He also noted the effort to repatriate the detainees.

“If they don’t go back to their countries, do you think we have a plan —

WASHINGTON

Pentagon helps operate Kurdish militia’s camps for former ISIS fighters

BY ERIC SCHMITT

The United States military is spending about \$1 million to help detain thousands of Islamic State fighters and their family members in makeshift camps run by Kurdish militias in northern Syria, pulling the Pentagon deeper into the war zone detention operations it has sought to avoid.

The dilemma is unfolding even as President Trump has pledged to withdraw the 2,000 remaining United States troops in Syria, many of whom are vetting the most dangerous detainees, and suspend more than \$200 million in State Department recovery funds for the country.

Defense Department and Kurdish officials said several thousand detainees — including at least 400 fighters from more than three dozen countries and their families, as well as other Syrian militants — were being held in several camps. The American funding is paying to erect fencing, put bars on windows and otherwise secure schools and other buildings being used as temporary jails for fighters who were captured or surrendered after last year’s collapse of Raqqa, the Islamic State’s self-proclaimed capital.

Military officials insist American personnel are not strengthening the buildings or guarding the detainees themselves, just paying for it.

Critics fear the facilities could become breeding grounds for extremists and repeat a key security miscue of the Iraq war. But without the American assistance, the camps lack sufficient security to prevent jailbreaks of battle-hardened militants who could reinvigorate pockets of Islamic State fighters near Abu Kamal, a town in eastern Syria along the Iraqi border.

Syrian Kurdish officials said the camps were straining their capacity to oversee the dangerous fighters and rapidly depleting their budgets to pay for operations at the half-dozen sites in and around Raqqa. One senior American official said as many as 50 to 60 fighters were detained in a single room.

“The process has been tedious,” Kino Gabriel, a spokesman for the Kurdish-led militia known as the Syrian Democratic Forces, said by WhatsApp from Qamishli, Syria. “The interrogation is taking time, and filtering the prisoners has not been an easy task. We need all kinds of support from the international coalition.”

American diplomats and Pentagon officials are frantically trying to persuade countries to repatriate their citizen fighters who have been detained, but so far they have had few takers.

“It is critical that countries take their citizens back and prosecute them in a timely manner commensurate with their crimes,” Nathan A. Sales, the State Department’s counterterrorism coordi-

credible plan — to detain them inside of Syria long term?” Mr. Graham asked.

“We are working on improving the capacity of the Syrian Democratic Forces to do that right now,” General Votel said. He offered no details, but a senior American military official said the Pentagon planned to spend about \$1 million on the improvements. The funding, however, may now be in doubt, given Mr. Trump’s vow last month to withdraw troops and aid from Syria.

Still, the Pentagon has openly acknowledged the security problem.

“These aren’t necessarily the best detention facilities, in the sense of they are being held in Syria, and not in the most secure area,” Kathryn Wheelbarger, the principal deputy assistant secretary of defense for international security affairs, said in February. “There were certain days where we are seeing 40 to 50 a day were being captured, so a capacity problem is very real.”

Teams of specialists from the International Committee of the Red Cross have visited the detention sites in Syria. A spokeswoman for the organization, Anna Nelson, declined to comment on the conditions in the camps, following organization policy.

Kurdish officials have said that conditions in the camps meet international standards, especially for women and children, and that the Kurdish authorities were sorting out combatants from local civilians who were pressed by the Islamic State into administrative or

medical jobs, and could be safely released.

United States Special Operations troops advising the Kurdish-led militia are cataloging fingerprints and other so-called biometrics of the more than 400 suspected foreign fighters in at least three camps near Raqqa. The American forces are also interrogating the detainees to learn more about foreign fighter networks and threats to their home countries.

“They’re taking the time to go through the prisoners and know who they are,” Mr. Cattler said during remarks at the Washington Institute for Near East Policy. “It’s critically important.”

Indeed, American officials were able to identify through biometric screening two British men infamous for their role in the Islamic State’s imprisonment, torture and killing of Western hostages.

The men, Alexandra Kotey and El Shafee Elsheikh, were part of a group of four Islamic State militants known as the Beatles because of their British accents. They were the last two members of the group to remain at large.

American military officials and human rights advocates see parallels between the evolving detention situation in Syria and the Iraq war. Militants, including Abu Bakr al-Baghdadi, the current leader of the Islamic State, were held for years at Camp Bucca, a sprawling American detention center in southern Iraq where they became more radi-

calized.

One of the main reasons to strengthen the makeshift camps in Syria is to prevent any jailbreaks, like one in February in which a handful of Islamic State fighters escaped, military officials said.

A series of daring but little-noticed breakouts from Iraqi prisons several years ago freed hundreds of hardened militants who are now among the leaders and foot soldiers of the Islamic State and other radical Sunni groups operating in neighboring Syria and, increasingly, in Iraq itself.

That group even had a name for its prison strategy, Operation Breaking the Walls, which unfolded during a 12-month campaign from July 2012 until a major break at Abu Ghraib, the main Iraqi prison, on the western outskirts of Baghdad, in July 2013.

Eventually, some 40,000 fighters from more than 120 countries joined the battles in Syria and Iraq over the past four years, American and other Western officials said. While thousands died on the battlefield, officials said many thousands more probably slipped away to conflicts in Libya, Yemen or the Philippines, or went into hiding in countries like Turkey.

About 295 Americans are believed to have traveled to aid extremists in Iraq or Syria, or tried to, United States officials said.



13 APRIL 2018

Senior PUK official says no alternative to KDP and PUK

By Rudaw.net 13/4/2018

ERBIL, Kurdistan Region –

Three days ahead of the start of campaigning for Iraq’s parliamentary elections, a senior official from the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) said his party and the Kurdistan Democratic Party (KDP) are the best options for the Kurdistan Region, hitting out at a new party created by former PUK member Barham Salih.

“Don’t say history has ended. Don’t say these parties [KDP and PUK] have ended. You cannot easily be the alternatives. You can be part of the framework called the experience of Kurdistan. You cannot do better than us, KDP and PUK, with your speeches,” Mala Bakhtiar told supporters at a party event.

Bakhtiar was in the town of Said Sadiq in Sulaimani province to participate in a conference titled “Kurdistan Between Destruction and Development,” organized by the PUK.

The PUK and KDP are the traditional ruling parties, but new parties are seeking to challenge their domi-



Senior PUK leader Mala Bakhtiar. File photo: Rudaw

nance, beginning with Iraqi parliamentary elections on May 12.

Imagining a scenario where the PUK and KDP are not in power, Bakhtiar asked, “What would happen in Kurdistan? Can these parties do things better than us?”

In 2009, PUK member Nawshirwan Mustafa broke away from the PUK and formed Gorran.

Last year, another PUK member Barham Salih formed the Coalition for Democracy and Justice (CDJ). A newcomer to the political stage, businessman Shaswar Abdulwahid, is also looking to shake things up with his New Generation Movement. They have all been critical of the ruling parties.

Bakhtiar lashed out at the opposition parties, saying that their criticism

should be to point out shortcomings, but not attack the entity of the Kurdistan Region itself because it is already faced with threats. He argued that those participating in the Iraqi elections should direct their criticism towards the Iraqi government, because that is where they are headed.

“They don’t want to upset anyone over the rights of the Kurds, over the budget of the Kurds, over Kurdistan’s Kirkuk,” Bakhtiar lamented, listing points of dispute between Erbil and Baghdad.

Focusing on Barham Salih, who was formerly KRG prime minister, Bakhtiar asked why he had not “done better” when he was head of the government.

He predicted Salih will not be successful in his split from the “mother party” and threatened to fire and strip assets from anyone from the PUK found working for Salih’s CDJ.

Bakhtiar asked supporters to be calm and wise and not be led by those wishing to become “Trump” in the KRG.

Heated campaigns are expected ahead of the crucial elections. PUK’s politburo spokesperson Saadi Ahmed Pira has said that his party has requested meetings so that slanderous and hurtful language between Kurdish parties is avoided. ■

Enquête

Turquie-Daech,

Extrait de la liste des djihadistes échangés. De gauche à droite : prénom ; nom ; nationalité (réelle ou supposée) et date de naissance ; date d'arrestation ; lieu de détention.

29	[Cendi beyani]	SURIYE (URVA-TUNUS) - 1988 doğ.	25.06.2014	İstanbul Çarşı Cezaevi İhtisari
30	[Cendi beyani]	TÜRKMENİSTAN - 30/08/1985 doğ. - jeri nolu, Türkmenistan pasaportu hamili	17.07.2014	Gölcük Cezaevi İhtisari
31		İSYEC - 14.07.1970 doğ. - nolu İsviçre pasaportu hamili	18.07.2014	İstanbul Çarşı Cezaevi İhtisari

trouble jeu

Tout, dans le parcours de Mohamed depuis son départ pour la Turquie à la fin de l'été 2014, est « abracadabrant » : c'est ce que constate l'officier de police qui recueille la première déposition du jeune homme à son retour sur le territoire français, en mars 2015. Mohamed, apprenti djihadiste originaire de Provence, est parti combattre en Syrie comme des centaines d'autres Français. Mais son histoire a de quoi dérouter enquêteurs et magistrats. Arrêté par la police turque en septembre 2014 avant même d'avoir pu passer en Syrie, comme en attestent ses échanges téléphoniques avec l'ambassade de France à Ankara, Mohamed affirme en effet avoir été envoyé peu après sur les terres de l'État islamique « contre son gré ». Livré à Daech le 20 septembre 2014, par les autorités turques, qui le détenaient depuis une douzaine de jours avec des dizaines d'autres prisonniers.

« Le 19 septembre, un commissaire à Urfa m'a rassuré et m'a dit que j'allais être renvoyé en France le 8 octobre. J'ai prévenu mon père. Mais la nuit suivante, on est venu me chercher. "Finalement, tu pars maintenant." Deux policiers en civil qui parlaient parfaitement français m'ont mis dans une voiture. [...] Je me suis rendu compte que j'étais en Syrie en voyant le drapeau noir de l'État islamique », raconte Mohamed.

Le retour, par le même chemin, sera tout aussi épique. Mohamed est blessé sur le front de Deir ez-Zor, dans l'est de la Syrie, quelques semaines à peine après son arrivée. Et ce sont ses parents et ses deux jeunes sœurs qui viennent en Syrie l'arracher des griffes de l'organisation État islamique et le ramener au péril de leur vie. Les parents, médecins, ont réussi à faire croire à Daech qu'ils venaient pour s'établir sur les terres du califat. Ils ont pu récupérer leur fils, grièvement blessé, et ont exercé pendant plusieurs mois à l'hôpital de Raqqa*. Avant de fuir à travers la frontière turque et d'être rapatriés en France. Depuis, en 2017, Mohamed a été condamné à sept ans de prison. Son procès en appel se tient le 12 avril.

Selon le récit livré par le Français au cours de ses interrogatoires, il s'envole pour la Turquie le 4 septembre et parvient le soir-même dans la petite ville frontalière d'Akçakale, l'un des principaux points de passage pour les djihadistes. Tell Abyad, de l'autre côté de la frontière, est tenue par le califat, dont la capitale, Raqqa, est à moins de deux heures. Errant en pleine nuit, il est arrêté par des militaires turcs et

ÉCHANGES À
plusieurs reprises depuis 2014, la Turquie aurait envoyé en Syrie des dizaines de détenus djihadistes, dont des Français, livrés contre des prisonniers de l'État islamique

DUPLICITÉ
Nos révélations confirment ces tractations inavouables qui mettent en cause la coopération antiterroriste avec Ankara

GUILLAUME PERRIER

placé en rétention dans le commissariat de la ville. Il prévient sa famille et informe l'ambassade de France de sa situation. Onze jours passent, les

« Je me suis rendu compte que j'étais en Syrie en voyant le drapeau de l'EI »

Mohamed, djihadiste « échangé »

parents s'impatientent. Leur fils dit regretter et vouloir rentrer. Le 17 septembre, Mohamed soutient s'être évadé du poste de sécurité d'Akçakale en compagnie de deux Libanais. Mais le 19, selon lui, il est de nouveau interpellé dans la grande ville voisine d'Urfa et retourne à Akçakale. C'est au cours de la nuit suivante que le jeune Français se volatilise pour de bon. « Les deux policiers francophones m'ont escorté jusqu'à un parking où se trouvaient des minibus. Je suis monté dans l'un, il y avait deux Russes et un Tunisien. Nous avons attendu là plusieurs heures. Au bout d'un moment, on nous a demandé de fermer les rideaux. Nous avons redémarré, il y avait tout un convoi, nous avons traversé la frontière au poste principal », raconte-t-il. Son téléphone est coupé et ne « borne » plus après 3 heures du matin. Il est passé en Syrie.

SOUPÇONS DE MARCHANDAGE

Au même moment, à quelques mètres de là, de l'autre côté de la frontière, se joue le dénouement d'une longue crise diplomatique pour la Turquie. Les 49 otages du consulat turc de Mossoul, capturés par les troupes de Daech lors de leur prise de la ville irakienne en juin, sont libérés après avoir été retenus plus de trois mois par l'organisation djihadiste et avoir changé de lieu de détention à huit reprises, entre Irak et Syrie. Le consul, son épouse, des diplomates et leurs familles, ainsi que des membres des forces spéciales, sont accueillis avec soulagement à Ankara par le président Erdogan et son Premier ministre, Ahmet Davutoglu. « Tôt ce matin, nous avons récupéré nos concitoyens et nous les avons ramenés en Turquie », annonce ce dernier. Selon des sources officielles turques, les otages, arrivés de Raqqa, passent par Tell Abyad et rentrent en Turquie à Akçakale, sous escorte du MIT, les services secrets turcs.

La détention des diplomates a provoqué une profonde crise à Ankara. La Turquie n'a pas retiré ses ressortissants de Mossoul avant l'invasion de Daech, jetant le trouble sur sa stratégie. Les otages ont aussi servi à justifier la prise de distance de ce pays de toute intervention militaire en Syrie ou en Irak, au grand dam de ses partenaires au sein de la coalition anti-Daech. La Turquie, membre de l'Otan, n'autorise pas les avions américains à décoller de la base d'Incirlik. Et sa détermination à endiguer le passage des djihadistes étrangers est mise en doute par ses alliés : en dépit de pressions

constantes en cette année 2014, Ankara est soupçonnée de fermer les yeux.

Dans le même temps, la coopération entre Occidentaux et Turcs connaît des ratés. Ainsi, le 23 septembre, trois jours après la disparition de Mohamed à la frontière, trois djihadistes français sont expulsés par la Turquie. Imad Djebali, Gaël Maurize et Abdelouahed El-Bagdali, trois membres de la cellule d'Artigat (Ariège) et proches de Mohamed Merah, le tueur de Toulouse, sont attendus à l'aéroport d'Orly. La Turquie les fait embarquer sur un vol à destination de Marseille sans en informer Paris. A leur arrivée, les trois individus se promènent librement sur la Canebière avant de se rendre le lendemain. Quelques jours après ce couac, le 26, le ministre de l'Intérieur de l'époque, Bernard Cazeneuve, prend l'avion en urgence pour Ankara pour rencontrer son homologue turc. Au cours de la réunion, celui-ci s'engage à communiquer à la France la liste de ses ressortissants détenus en centre de rétention et à alerter immédiatement les services de renseignement français lorsque l'un d'eux est contrôlé à la frontière turco-syrienne. Une attention bien tardive.

Dès la fin septembre, la presse turque et le quotidien britannique *The Times* affirment, informations policières à l'appui, que la Turquie aurait fait libérer 180 membres de l'État islamique détenus dans ses prisons, afin de sécuriser le retour de ses diplomates de Mossoul. Parmi ces 180, détaille le journal londonien, figurent deux Macédoniens, deux Suédois, un Belge, un Suisse, deux Britanniques et trois Français. Shabazz Suleman, l'un des deux djihadistes anglais, avait été attrapé par les autorités turques à la frontière et avait « disparu » en 2014. La thèse d'un échange a aussitôt été jugée « crédible » par les représentants du Foreign Office. « Les policiers turcs étaient très sympathiques, ils nous ont acheté des pizzas », déclarera le jeune homme au *Times* en 2015 en expliquant avoir bien été échangé le 20 septembre. La libération de dizaines de djihadistes, dont des cadres de haut rang, est confirmée par un Yéménite qui a lui aussi servi de monnaie d'échange. La nouvelle est accueillie comme une victoire à Raqqa. Plusieurs autres noms seront rapidement identifiés, tels le Belge Johann Castillo Boens ou le Suédois Emil Magshoud. Mais les diplomaties occidentales restent silencieuses.

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, ne dément pas vraiment les soupçons de marchandage. Dès le 22 septembre, au cours d'un sommet international auquel il participe à New York en marge de l'Assemblée générale de l'ONU, il est interrogé sur le scénario d'un échange de prisonniers. « Je peux vous dire qu'il n'y a eu ni rançon ni échange de tirs », répond-il. Pour le reste, vous comprendrez que je ne vous divulgue pas de détails sur les affaires des services secrets. On parle d'un échange de [...] Ce genre de chose est possible. »

UNE LISTE DE 112 NOMS

Un ancien chef de la police antiterroriste turque en poste à Urfa jusqu'en 2014 accredité l'existence de cet échange de prisonniers organisé par le MIT. « Cette nuit-là, le QG des services secrets à Urfa, adossé au siège de la Sécurité publique, était particulièrement agité. Nous avons vu des dizaines de personnes, des véhicules, regroupés dans la cour en pleine nuit : c'étaient les diplomates qui venaient d'être libérés », raconte Ahmet Yayla, à présent réfugié aux États-Unis. Cet épisode des échanges survient au moment d'une guerre interne entre le pouvoir et la confrérie de Fethullah Gülen. « La police avait traditionnellement autorité sur les services. Mais Erdogan a étendu les pouvoirs du MIT, dirigé par



L'ancien consul turc de Mossoul Ozturk Yilmaz à son retour en Turquie, le 20 septembre 2014, après avoir été pris en otage par les troupes de Daech. HAKAN GOKTEPE / ANADOLU AGENCY / AFP

un proche, Hakan Fidan. Nous n'aurions jamais laissé faire leurs activités illégales. Moi-même, j'ai fait arrêter des agents du MIT à plusieurs reprises », affirme l'ancien chef de la police antiterroriste locale, désormais accusé de terrorisme.

Qui sont les djihadistes qui ont servi de monnaie d'échange ? Quels crimes ont-ils commis une

fois relâchés ? Parmi les noms révélés par le *Times* figurent trois Français : deux hommes, Iliess El-Alami et Qusey El-Hanafi, et une femme, Fatima El-Khayari. Mais pas trace de Mohamed, qui prétend avoir fait partie du convoi. Une note de la DGSI (Direction générale des services intérieurs) datant de 2015 et que nous avons pu consulter affirme bien que « trois individus sont connus pour avoir fait l'objet d'un échange de prisonniers entre le 20 et la fin septembre 2014 ». Elle les identifie comme Iliess El-Amine, Marwan Saadallah et Mahmoud Boudouaia. Interrogé, Mohamed a reconnu les deux premiers et livré des détails. « Deux jeunes à peu près de mon âge qui se connaissaient et avaient été détenus ensemble à Gaziantep avant d'être envoyés en Syrie la même nuit que moi », précise-t-il.

Une liste partielle de l'échange du 20 septembre 2014, obtenue de source policière, fait apparaître 112 identités détaillées de djihadistes qui étaient détenus dans une dizaine de provinces turques. Ils sont en majorité originaires du Caucase, de Russie, d'Asie centrale, du Xinjiang... Y sont inscrits également les noms des deux Macédoniens, des deux Suédois, du Belge Boens et de la Française El-Khayari. Deux autres noms émergent de cette liste. Ahmed Diini est le petit-fils de l'ancien dictateur somalien Siad Barre. Il revient d'Égypte, où il a passé plusieurs mois en prison en raison de son activisme islamiste. Il est doté d'un passeport néerlandais et fait l'objet d'un mandat d'arrêt américain lorsqu'il est arrêté à l'aéroport d'Istanbul en mars 2014.

Autre grosse prise pour Daech, l'Autrichien Mohamed Mahmoud, alias Abou Oussama Al-Gharib. C'est un vétéran du djihad malgré son jeune âge, 29 ans. Dès 2002, il rejoint Ansar Al-Islam, groupe lié à Al-Qaida, établi dans le nord de l'Irak. En 2007, il est soupçonné par l'Autriche de

préparer des attentats et emprisonné. Le groupe Al-Qaida au Maghreb islamique réclame sa libération en échange de celle de deux Autrichiens qu'il retient captifs. Après sa sortie de prison en 2011, il réapparaît en 2013 dans une vidéo dans laquelle il brûle son passeport autrichien, près

« Cette nuit-là, le QG des services secrets était très agité »

Ahmet Yayla, ancien chef de la police antiterroriste

de la frontière turco-syrienne. Il est arrêté par les autorités turques, mais celles-ci restent sourdes aux demandes d'extradition formulées par Vienne... Quelque temps après l'échange de prisonniers de septembre 2014, Mohamed Mahmoud est devenu un cadre important de Daech. C'est une figure de la mouvance djihadiste issue d'Europe germanophone. On le retrouve dans une vidéo d'exécution tournée en allemand au milieu des ruines de Palmyre en août 2015. L'Autrichien et un acolyte allemand, Abou Omar Al-Almani, abattent deux soldats syriens et menacent l'Allemagne d'attentats en représailles de leur participation à la guerre en Afghanistan. En 2016, le pays connaîtra une série d'attaques terroristes sans précédent avec notamment l'attaque à la voiture-bélier contre le marché de Noël de Berlin.

LA CARTE SECRÈTE D'ANKARA

Que dire du cas de Qendrim Ramadani, un Suisse d'origine kosovare qui aurait fait partie de l'échange du 20 septembre, selon le *Times* ? Cet homme est l'un des auteurs de la toute première attaque de Daech sur le sol turc : une fusillade à un barrage routier près de Nigde, en Anatolie centrale, commise quelques mois plus tôt, en mars 2014, et qui avait provoqué un vif émoi dans le pays. En compagnie d'un Allemand et d'un Macédonien, Ramadani avait abattu un gendarme et un policier turcs ainsi

qu'un chauffeur de camion pour échapper à un contrôle. Le trio a été arrêté et jugé. Le Suisse sera condamné à cinq peines à perpétuité. Mais pour le verdict, en juin 2016, il n'apparaît que par liaison vidéo, depuis la prison, sans répondre à aucune question. Ce terroriste réputé dangereux a-t-il été libéré en catimini et livré par la Turquie avant la conclusion de son procès? Ramadani figurait sur une liste de prisonniers djihadistes réclamés par l'EI dès le mois de juin 2014. Et les parents du policier tué par le terroriste ont déclaré avoir reçu la visite d'étranges visiteurs, qu'ils soupçonnaient être des agents du MIT, pour les sonder sur une possible libération, ce qui renforce les soupçons.

Ces échanges de prisonniers reposent la question de la coopération antiterroriste avec la Turquie. Car si Ankara est capable d'avoir monnayé l'échange d'un terroriste condamné à perpétuité pour le meurtre de policiers turcs, que fera-t-elle des ressortissants de pays avec lesquels elle est en froid? Des milliers de djihadistes étrangers interceptés par les autorités turques ont été ren-

voyés dans leur pays d'origine depuis 2014. Ankara veillant à apparaître comme un partenaire indispensable aux Occidentaux dans la lutte contre le terrorisme. Mais combien d'autres ont pu servir d'arme de négociation à Erdogan? Ce type d'opération se serait en effet répété. En février 2015, soit cinq mois plus tard, la Turquie se retrouve de nouveau en difficulté. Le tombeau de Suleiman Chah, grand-père du fondateur de l'Empire ottoman, dont les restes reposent en Syrie à Karakozak, au bord de l'Euphrate, est menacé par l'Etat islamique. La sépulture, considérée comme un territoire turc souverain en vertu des accords franco-turcs de 1921, est encerclée. La quarantaine de militaires qui la gardent n'ont pas été ravitaillés depuis dix mois. Le 22 février, un accord est finalement trouvé pour l'évacuation de l'enclave. Avec l'aide des Kurdes syriens, 39 chars turcs entrent en Syrie et délivrent leurs soldats. Mais pour convaincre Daech de la laisser mener cette opération, la Turquie aurait secrètement relâché des prison-

niers : 89 djihadistes présumés, mais aussi des femmes et de jeunes enfants. Sur cette liste que nous avons pu consulter figurent notamment quatre Français dont un mineur, deux Néerlandais, deux Allemands... Leur cas n'a jamais été rendu public.

A chaque fois pour se sortir d'un mauvais pas ou pour négocier des arrangements avec Daech, la Turquie utilise la carte des prisonniers. En mars 2016 encore, la presse belge a révélé l'échange, contre prisonniers, d'un artificier belge de l'organisation, Yassine Lachiri. Condamné à vingt ans pour terrorisme et considéré comme proche d'Abdelhamid Abaaoud, l'organisateur des attentats du 13 novembre 2015 à Paris, il faisait pourtant l'objet d'une demande d'extradition. En 2018, alors que le retour possible de centaines de djihadistes par le territoire turc lui confère un rôle plus stratégique que jamais dans la lutte contre le terrorisme, la Turquie est loin d'avoir levé toute ambiguïté. ●

* Un épisode raconté par David Thomson dans *Les Revenants* (Seuil).



6 AVRIL 2018

La Turquie presse la France de choisir son camp à Manbij

"Nos alliés, qui nous disent de ne pas intervenir à Manbij, doivent faire le nécessaire pour que les organisations terroristes quittent les lieux", déclare le ministre turc des Affaires européennes dans un entretien accordé à Reuters.

OLJ/Reuters - 06/04/2018
www.lorientlejour.com

La France doit choisir son camp dans le combat contre l'Etat islamique, entre la Turquie et les milices kurdes YPG, et faire "ce qui est nécessaire" à Manbij, dans le nord syrien, pour déloger les combattants kurdes, déclare le ministre turc des Affaires européennes dans un entretien accordé jeudi à Reuters.

Les relations entre Paris et Ankara sont tendues depuis le lancement d'une offensive de l'armée turque, le 20 janvier, contre les milices kurdes des Unités de protection du peuple (YPG), branche armée du Parti de l'union démocratique (PYD) syrien, dans le canton d'Afrine (nord-ouest de la Syrie). Les combattants des YPG, alliés de Washington, sont considérés comme terroristes par les autorités turques.

L'irritation d'Ankara a été portée à son comble lorsqu'Emmanuel Macron a reçu le 29 mars dernier à Paris une délégation des forces démocratiques syriennes (FDS) dont des représentants de l'YPG et du PYD pour l'assurer du soutien de la France dans la "zone de stabilisation" du nord-est de la Syrie.

"Nous avons ressenti un grand



Des chars de la coalition internationale contre l'EI menée par les Etats-Unis, le 3 avril 2018, à Manbij, dans le nord de la Syrie.
AFP / Delil SOULEIMAN

malaise quand les dirigeants du PYD et de l'YPG ont été accueillis de cette manière en France", souligne Omer Çelik, dont les propos étaient traduits du turc par un interprète. "Nous avons été également déçus d'entendre des propos mentionnant notre présence à Afrine comme une invasion alors que la seule lutte que nous menons est une lutte contre le terrorisme".

Le ministre turc des Affaires européennes s'est entretenu jeudi à Paris avec le chef de la diplomatie française, qui avait notamment

estimé le 13 mars dernier que rien ne justifiait "l'action en profondeur" des forces armées turques dans le canton tenu jusqu'ici par les Unités de protection du peuple.

"NOUS INTERVIENDRONS"

Jean-Yves Le Drian a réaffirmé lors de l'entretien la "préoccupation" de la France face aux opérations militaires turques à Afrine et que l'éradication totale de l'EI devait rester la "priorité commune", selon un communiqué du Quai d'Orsay.

"J'ai souligné que nous attendions

de la France qu'elle ne fasse rien qui puisse redonner courage aux YPG ni les appuyer. Il faudra que nos alliés fassent leur choix en faveur de la Turquie dans le cadre de la lutte contre Daech, pas en faveur du PYD-YPG", a précisé Omer Çelik à Reuters.

Le 29 mars dernier, le représentant des Kurdes syriens à Paris Khaled Issa avait évoqué l'envoi de troupes françaises en Syrie, notamment pour "dissuader" de toute progression les forces armées turques. L'Elysée avait alors exclu toute nouvelle opération ou envoi de troupes supplémentaires à ce stade, sans toutefois écarter la possibilité de "reproportionner" la présence française dans la coalition internationale anti-EI.

"Nos alliés, qui nous disent de ne pas intervenir à Manbij, doivent faire le nécessaire pour que les organisations terroristes quittent les lieux", déclare le ministre turc, évoquant les forces kurdes positionnées dans cette ville stratégique, à une trentaine de kilomètres de la frontière turque, où seraient stationnés quelque 350 soldats de la coalition, essentiellement américains et français. "Si leur présence perdure à Manbij, dans ce cas nous interviendrons", prévient Omer Çelik. ■

When terrorists run city hall

On five trips to Iraq, a New York Times journalist scoured more than 15,000 pages of internal Islamic State documents detailing how they ran a 'caliphate' the size of Britain.



Volunteers collecting unclaimed bodies in February in the Old City district of Mosul, where the Islamic State militants made their last stand.



Labels used by the Islamic State to differentiate among various mortars and rockets made in their industrial-scale weapons factories. These labels are for 120-millimeter mortar rounds.

MOSUL, IRAQ

BY RUKMINI CALLIMACHI

Weeks after the militants seized this city, as fighters roamed the streets and religious extremists rewrote the laws, an order rang out from the loudspeakers of local mosques.

Public servants, the speakers blared, were to report to their former offices.

To make sure every government worker got the message, the militants followed up with phone calls to supervisors. When one tried to beg off, citing a back injury, he was told: "If you don't show up, we'll come and break your back ourselves."

The phone call reached Muhammad Nasser Hamoud, a 19-year-veteran of the Iraqi Directorate of Agriculture, behind the locked gate of his home, where he was hiding with his family. Terrified but unsure what else to do, he and his colleagues trudged back to their six-story office complex decorated with posters of seed hybrids.

They arrived to find chairs lined up in neat rows, as if for a lecture.

The commander who strode in sat facing the room, his leg splayed out so that everyone could see the pistol holstered at his thigh. For a moment, the only sounds were the hurried prayers of the civil servants mumbling under their

breath.

Their fears proved unfounded. Though he spoke in a menacing tone, the commander had a surprisingly tame request: Resume your jobs immediately, he told them. A sign-in sheet would be placed at the entrance to each department. Those who failed to show up would be punished.

Meetings like this one occurred throughout the territory controlled by the Islamic State in 2014. Soon municipal employees were back fixing potholes, painting crosswalks, repairing power lines and overseeing payroll.

"We had no choice but to go back to work," said Mr. Hamoud. "We did the same job as before. Except we were now serving a terrorist group."

The disheveled fighters who burst out of the desert more than three years ago founded a state that was acknowledged by no one except themselves. And yet for nearly three years, the Islamic State controlled a stretch of land that at one point was the size of Britain, with a population estimated at 12 million people. At its peak, it included a 100-mile coastline in Libya, a swath of Nigeria's lawless forests and a city in the Philippines, as well as colonies in at least 13 other countries. By far the largest city under their rule was Mosul.

Nearly all of that territory has now been lost, but what the militants left behind helps answer the troubling question of their longevity: How did a group

whose spectacles of violence galvanized the world against it hold onto so much land for so long?

Part of the answer can be found in more than 15,000 pages of internal Islamic State documents that I recovered during five trips to Iraq over more than a year.

The documents were pulled from the drawers of the desks behind which the militants once sat, from the shelves of their police stations, from the floors of their courts, from the lockers of their training camps and from the homes of their emirs.

The New York Times worked with outside experts to verify their authenticity, and a team of journalists spent 15 months translating and analyzing them page by page.

Individually, each piece of paper documents a single, routine interaction: A land transfer between neighbors. The sale of wheat. A fine for improper dress.

But taken together, the documents in the trove reveal the inner workings of a complex system of government. They show that the group, if only for a finite amount of time, realized its dream: to establish its own state, a theocracy they considered a caliphate, run according to their strict interpretation of Islam.

The world knows the Islamic State for its brutality, but the militants did not rule by the sword alone. They wielded power through two complementary tools: brutality and bureaucracy.

ISIS built a state of administrative efficiency that collected taxes and picked up the garbage. It ran a marriage office that oversaw medical examinations to ensure that couples could have children. It issued birth certificates — printed on

ISIS stationery — to babies born under the caliphate's black flag. It even ran a department of motor vehicles.

The documents and interviews with dozens of people who lived under their rule show that the group at times offered better services and proved itself more capable than the government it had replaced.

They also suggest that the militants learned from mistakes the United States made in 2003 after it invaded Iraq, including the decision to purge members of Saddam Hussein's ruling party from their positions and bar them from future employment. That decree succeeded in

ISIS drew its income from so many strands of the economy that airstrikes alone were not enough to cripple it.

erasing the Baathist state, but also gutted the country's civil institutions, creating the power vacuum that groups like ISIS rushed to fill.

A little more than a decade later, after seizing huge tracts of Iraq and Syria, the militants tried a different tactic. They built their state on the back of the one that existed before, absorbing the administrative expertise of its hundreds of government cadres.

One of the keys to their success was their diversified revenue stream. The group drew its income from so many strands of the economy that airstrikes alone were not enough to cripple it.

Ledgers, receipt books and monthly budgets describe how the militants monetized every inch of territory they conquered, taxing every bushel of wheat, every liter of sheep's milk and every watermelon sold at markets they controlled. From agriculture alone, they reaped hundreds of millions of dollars. Contrary to popular perception, the group was self-financed, not dependent on external donors.

More surprising, the documents provide further evidence that the tax revenue the Islamic State earned far outstripped income from oil sales.

The United States-led coalition, trying to eject the Islamic State from the region, tried in vain to strangle the group by bombing its oil installations. It's much harder to bomb a barley field. It was not until last summer that the militants abandoned Mosul, after a battle so intense that it was compared to the worst combat of World War II.

While the militants' state eventually crumbled, its blueprint remains for others to use.

LAND FOR THE TAKING

For a while, Mr. Hamoud and the employees he supervised at the agriculture department went on much as they had before. Even the stationery they used was the same, though they were instructed to use a marker to cover up the Iraqi government's logo.

But the long-bearded men who now oversaw Mr. Hamoud's department had



Paperwork littered the remains of ISIS' bombed-out Ministry of Agriculture in Mosul. Most of the documents left behind by ISIS required more extensive searching.

come with a plan, and they slowly began to enact it.

For generations, jihadists had dreamed of establishing a caliphate. Osama bin Laden often spoke of it, and his affiliates experimented with governing in the dunes of Mali, in the badlands of Yemen and in pockets of Iraq. Their goal was to recreate the society that existed over a millennium ago during the time of the Prophet Muhammad.

In Mosul, what had been called the Directorate of Agriculture was renamed *Diwan al-Zera'a*, meaning the Ministry of Agriculture. The term "*diwan*" harks back to the seventh-century rule of one of the earliest caliphs.

ISIS printed new letterheads that showed it had branded at least 14 administrative offices with "*diwan*," renaming familiar ones like education and health. Then it opened *diwans* for things that people had not heard of: something called the *hisba*, which they soon learned was the feared morality police; another *diwan* for the pillaging of antiquities; yet another dedicated to "war spoils."

The militants sent female employees home for good and closed the day care center. They shuttered the office's legal department, saying disputes would now be handled according to God's law alone.

And they did away with one of the department's daily duties — checking an apparatus, placed outside, to measure precipitation. Rain, they said, was a gift from Allah — and who were they to measure his gift?

Employees were also told they could no longer shave, and they had to make sure the leg of their trousers did not reach the ankle.

Glossy pamphlets pinpointed the spot on the calf where the hem of the garb worn by the prophet's companions 1,400 years ago was said to have reached.

Eventually, the 57-year-old Hamoud, who wears his hair in a comb-over and prides himself on his professional ap-

pearance, stopped buying razors. He took out the slacks he wore to work and asked his wife to trim off 5 centimeters.

But the biggest change came five months into the group's rule, and it turned the hundreds of employees who had reluctantly returned to work into direct accomplices of the Islamic State. The change involved the very department headed by Mr. Hamoud, himself a Sunni, which was responsible for renting government-owned land to farmers.

To increase revenue, the militants ordered the agriculture department to speed up the process for renting land, streamlining a weekslong application into something that could be accomplished in an afternoon.

That was just the beginning.

It was then that government workers got word that they should begin renting out property that had never belonged to the government. The instructions were laid out in a 27-page manual emblazoned with the phrase "The Caliphate on the Path of Prophecy." The handbook outlined the group's plans for seizing property from the religious groups it had expelled and using it as the seed capital of the caliphate.

"Confiscation," the manual says, will be applied to the property of every single "Shia, apostate, Christian, Nusayri and Yazidi based on a lawful order issued directly by the Ministry of the Judiciary."

Islamic State members are exclusively Sunni and see themselves as the only true believers. Mr. Hamoud's office was instructed to make a comprehensive list of the properties owned by non-Sunnis — and to seize them for redistribution. The confiscation didn't stop at the land and homes of the families they chased out. An entire ministry was set up to collect and reallocate beds, tables, bookshelves — even the forks the militants took from the houses they seized. They called it the Ministry of War Spoils.

It was housed in a stone-faced building in western Mosul that was hit by an airstrike in the battle to retake the city. The ensuing fire consumed the structure and blackened its walls. But the charred shapes left behind still told a story. Each room served as a warehouse for ordinary household objects: kerosene heaters in one; cooking ranges in another; a jumble of air coolers and water tanks in yet another.

The few papers that did not burn up showed how objects seized from the religious groups they had chased out were offered as rewards to ISIS fighters.

"Please kindly approve the request of the family of the late Brother Durayd Salih Khalaf," says one letter written on the letterhead of the Islamic State's Prisoners and Martyrs Affairs Authority. The request was for a stove and a washing machine. A note scribbled at the bottom says: "To be provided with a plasma TV and stove only."

Another application from the General Telecommunications Authority requested, among other things, clothes hangers.

The Islamic State's promise of taking care of its own, including free housing for foreign recruits, was one of the draws of the caliphate.

"I'm in Mosul and it's really the top here," Kahina el-Hadra, a young Frenchwoman who joined the group in 2015, wrote in an email that year to her secondary school teacher, according to a transcript contained in a report by the Paris Criminal Brigade, which was obtained by The Times.

"I have an apartment that is fully furnished," Ms. Hadra gushed. "I pay no rent nor even electricity or water lol. It's the good life!!!"

When her concerned teacher wrote back that the apartment had probably been stolen from another family, she shot back: "Serves them right, dirty Shia!!!"

Ms. Hadra, according to police records, was the pregnant wife of one of the suicide bombers who blew himself up in the packed Bataclan concert hall during the Paris attacks of 2015.

THE PAPER TRAIL

I got into the habit of digging through the trash left behind by terrorists in 2013, when I was reporting on Al Qaeda

in Mali. Locals pointed out buildings that the group had occupied in the deserts of Timbuktu. Beneath overturned furniture and in abandoned filing cabinets, I found letters the militants had carried across the dunes that spelled out their vision of jihad.

Those documents revealed the inner workings of Al Qaeda, and years later I wanted to investigate the Islamic State in the same way.

When the coalition forces moved to take Mosul back from the militants in late 2016, I rushed to Iraq. For three weeks, I tried — and failed — to find any documents. Day after day, my team negotiated access to buildings painted with the Islamic State logo, only to find desk drawers jutting out and hard drives ripped out.

Then, the day before my return flight, we met a man who remembered seeing stacks of paper inside the provincial headquarters of the Islamic State's Ministry of Agriculture in a small village called Omar Khan, 25 miles southeast of the city. The next day we traveled to the town, no more than a speck on the map of the Nineveh Plains, and entered House No. 47.

My heart sank as we pushed open the door and saw that the closets had been flung open — a clear sign that the place had already been cleared.

But on the way out, I stopped at what seemed to be an outhouse. When we opened the door, we saw piles of yellow folders cinched together with twine and stacked on the floor.

We pulled one out, laid it open in the sun — and there was the unmistakable black banner of the Islamic State, the flag the militants claim was flown by the prophet himself.

Folder after folder, 273 in all, identified plots of land owned by farmers who belonged to one of the faiths banned by the group. Each yellow sleeve contained the handwritten request of a Sunni applying to confiscate the property. Doing so involved a step-by-step process, beginning with a report by a surveyor, who mapped the plot, noted important topographical features and researched the property's ownership. Once it was determined that the land was owned by one of the targeted groups, it was classified as property of the Islamic State.

Then a contract was drawn up spell-

ing out that the tenant could neither sublet the land nor modify it without the group's permission.

The outhouse discovery taught me to stay off the beaten track. I learned to read the landscape for clues, starting with the Arabic word "baqiya," the first word of the Islamic State slogan. It can be translated as "will remain," and marked the buildings the group occupied, invoking its claim that the Islamic State will endure.

Once we confirmed that a building had been occupied by the group, we lifted up the mattresses and pulled back the headboards of beds. We rifled through the closets, opened kitchen cupboards, followed the stairs to the roof and scanned the grounds.

The danger of land mines and booby-traps hung over our team. In one villa, we found a collection of records — but could search only one set of rooms after security forces discovered an unexploded bomb.

Because the buildings were near the front lines, Iraqi security forces nearly always accompanied our team. In time, the troops escorting us became our sources and they, in turn, shared what they found, augmenting our cache by hundreds of records.

The Times asked six analysts to examine portions of the trove, including Aymenn Jawad al-Tamimi, who maintains his own archive of Islamic State documents and has written a primer on how to identify fraudulent ones; Mara Revkin, a Yale scholar who has made repeated trips to Mosul to study the group's administration; and a team of analysts at West Point's Combating Terrorism Center who analyzed the records found in Bin Laden's hide-out in Pakistan.

They deemed the records to be original, based on the markings, logos and stamps, as well as the names of government offices.

As lease after lease was translated back in New York, the same signature inked at the bottom of numerous contracts kept reappearing: "Chief Technical Supervisor, Mahmoud Ismael Salim, Supervisor of Land."

On my first trip back to Iraq, I showed the leases to a local police officer. He recognized the angular signature and offered to escort me to the home of the ISIS bureaucrat.

The officer shrugged when asked why a man who had taken part in the group's organized land theft had not been arrested. His men were overwhelmed investigating those who had fought and killed on behalf of the terrorist group, he said.

Hours later, the man whose signature appeared on the lease for farmland seized from a Christian priest, on the contract for the orchards taken from a monastery, and on the deed for land stolen from a Shia family allowed us into his modest home.

The only decoration in his living room was a broken clock whose hand trembled between 10:43 and 10:44. ●



Documents labeled "The Sanctity of Men's Garments" told men how to dress.

Erdogan rebuffs Moscow's call to hand Afrin to Syrian government

Russia wants Turkey to hand control of Afrin province to Damascus, but Turkish President Recep Tayyip Erdogan says the territory will be returned to local residents at Ankara's discretion.



Ayla Jean Yackley
April 10, 2018
www.al-monitor.com

Turkish President Recep Tayyip Erdogan on Tuesday rejected a call by Moscow to hand control of Afrin province to the Syrian government, saying Ankara would withdraw its forces when it felt the time was right.

Russian Foreign Minister Sergey Lavrov said at an April 9 news conference that Moscow expects Turkey to relinquish Afrin to Syrian President Bashar al-Assad after having driven out the Kurdish People's Protection Units (YPG) in March. He asserted that Erdogan had "never said that Turkey wants to occupy Afrin."

"We always proceed from the fact that the easiest way to normalize the situation in Afrin, now that Turkish representatives say that the main goals they set there have been achieved, would be to return the territory under the control of the Syrian government," Lavrov said.

Speaking to reporters, Erdogan called Lavrov's remarks "a very wrong approach. We know full well to whom we will give back Afrin." He added, "We will personally hand over Afrin to the people of Afrin when the time is right. But the timing of this is up to us. We will decide this, not Mr. Lavrov."

The exchange highlights fissures in Turkey's relations with Russia, even as the two sides have grown closer in recent years and are working together to find a solution to the seven-year Syrian civil war. During the first week in April, Erdogan hosted his Iranian and Russian counterparts at a summit in Ankara to discuss their joint effort to stabilize Turkey's southern neighbor.

For the campaign against the YPG in Afrin, dubbed Operation Olive Branch, Ankara needed Russia's acquiescence to send its fighter jets into Syrian air space to bomb the Kurdish forces. It also needed assurances that Assad's forces would not intervene in the operation, which Ankara launched in January.

Despite Turkey and Russia's political cooperation, they have deeply conflicting interests in Syria. Russia supports Assad, and Turkey backs rebels fighting him. A suspected chemical weapons attack on April 7 against Assad's opponents may expose these differences in sharper relief.

Erdogan has also clashed with the United States, its NATO ally that has armed and trained the YPG-dominated Syrian Democratic Forces (SDF) in the fight against the Islamic State. Turkey considers the YPG a terrorist organization because of its links to the autonomy-seeking Kurdistan Workers Party, which took up arms against the Turkish state in 1984. Erdogan has vowed to extend his army's operations beyond Afrin to defeat Kurdish militants who control large swathes of northern Syria, including areas where US troops have a presence, as well as parts of northern Iraq.

At the Ankara summit with Russia, Iranian President Hassan Rouhani had also said that Afrin should be relinquished to the Syrian army. After the meeting, one Turkish opposition politician criticized the lack of Syrian input in Afrin's fate. Sezai Temelli, the co-chair of the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party, said, "It should be Syrians who are discussing Syria. It sounds like an anecdote: A Turk, a Russian and an Iranian are sitting around talking about Syria."

The daily Cumhuriyet reported that Lavrov's call has angered Turkish officials. Turkish Defense Minister Nurettin Canikli claims that predominantly



OMAR HAJ KADOUR/AFP/Getty Images
Turkish soldiers gather in the predominantly Kurdish city of Afrin, Syria, March 18, 2018.

Kurdish Afrin still poses a threat to Turkey and has said that its forces will remain in the region until the "risks are completely gone, and we will continue to remain there until our work is finished," indicating that Turkey wants to see a political resolution of the war before withdrawing.

"Once the threat of terrorism is removed throughout the entire region and a central government is formed following elections, we will hand over [areas held by Turkey] to the government," Canikli said.

Meanwhile, after a Cabinet meeting on April 9, Deputy Prime Minister Bekir Bozdogan said that Turkey will return Afrin to the local inhabitants and will support the administration they form. "The Turkish Armed Forces are not occupiers in Afrin, and they are not there permanently," he added.

In late March, Erdogan said that Turkey would appoint a governor for Afrin and help form a local administration as well as begin reconstruction efforts. Turkey's military already provides security and backs a local administration comprised of Assad opponents in the Syrian town of Jarablus, where it intervened in 2016.

Erdogan condemned the suspected chemical weapons attack that killed at least 60 people in Douma, a rebel-held city in eastern Ghouta, outside Damascus, but stopped short of blaming Assad. The United States and other Western governments have pointed to Assad as the culprit, while Russia has said the rebels staged the attack. The Kremlin acknowledges that Turkey, Russia and Iran have no "agreed position" on the assault.

"Whoever carried out this massacre will pay a heavy price," Erdogan told members of his ruling Justice and Development Party at the parliament April 10. Citing presidential sources, newspapers reported that on April 9, Erdogan had spoken with Russian President Vladimir Putin to express his uneasiness over the assault in Douma and to urge him to work with Turkey to prevent civilian deaths and to allow aid to reach victims.

Back on the Afrin front, sporadic clashes continue, despite Turkey's declaration of victory in March after the YPG withdrew from the city of Afrin. The Britain-based Syrian Observatory of Human Rights reported that the YPG has targeted Operation Olive Branch forces in recent days. Erdogan raised the death toll from the conflict, announcing on April 10 that Turkish troops and the Free Syrian Army forces aligned with them had killed 4,071 "terrorists" since January. The Syrian Observatory puts the count lower, at 1,511 SDF fighters.

Assad's government condemned the Turkish incursion as a violation of its sovereignty. ♦

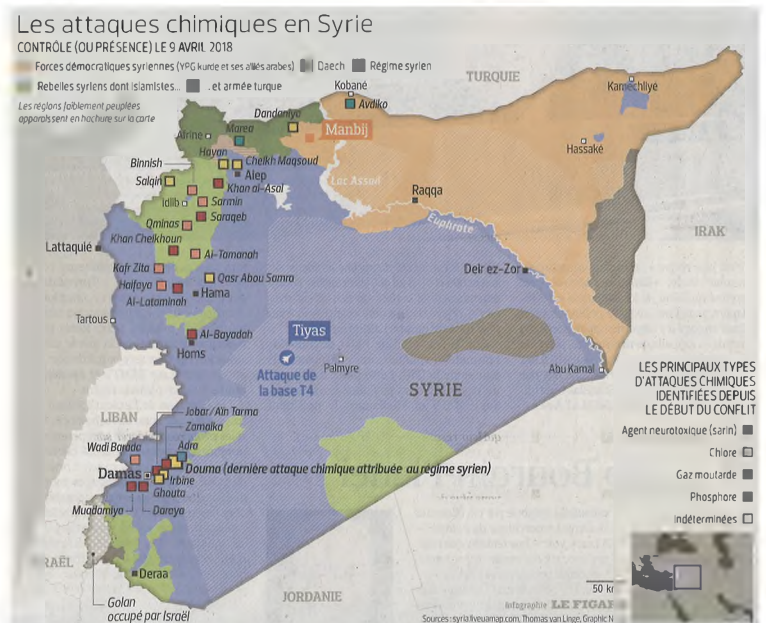
Ayla Jean Yackley is a freelance journalist who has covered Turkey for nearly two decades. She previously worked as a correspondent for Reuters and Bloomberg News and writes mainly about politics and the economy, with a focus on minority and human rights.

Un front commun Trump-Macron après l'attaque chimique en Syrie

Après le bombardement chimique présumé qui aurait fait 48 morts à Douma, la France et les États-Unis ont menacé le régime de Bachar el-Assad d'une « réponse forte ».



Un enfant reçoit de l'oxygène après une attaque supposée au gaz par les forces du régime syrien, dimanche à Douma. SYRIAN CIVIL DEFENSE WHITE HELMETS/AP



ISABELLE LASSERRE @ilasserre

ARMES DE DESTRUCTION MASSIVE

Dans le domaine international, c'est sans doute son premier vrai test de crédibilité depuis qu'il est arrivé à l'Élysée en mai 2017. Si des doutes avaient subsisté après les dernières attaques chimiques en Syrie, la ligne rouge fixée l'an dernier par Emmanuel Macron, puis affinée le mois dernier par son ministre des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, a cette fois été franchie. Selon les organisations humanitaires, le nouveau massacre chimique de la Douma, le dernier bastion rebelle, dans la Ghouta orientale, aurait fait 48 morts. Sur les réseaux sociaux, les photos des enfants en train de suffoquer sont insoutenables. Et

le médecin Raphaël Pitti, responsable d'une ONG française, pense qu'une substance, peut-être du sarin, aurait été ajoutée au chlore pour amplifier les effets de l'attaque. En 2017, le chef de l'État avait promis que « toute utilisation d'armes chimiques » en Syrie donnerait lieu à des « représailles » ainsi qu'à « une riposte immédiate », même si la France devait, pour faire respecter ces principes, agir seule. Le 2 mars dernier, le chef de la diplomatie française a ajouté une clause supplémentaire - la létalité - à cette ligne rouge trop souvent testée sur le terrain par les forces du régime et leur

principal allié russe.

Le problème des lignes rouges, c'est qu'il faut les respecter quand elles sont franchies. Pour avoir omis de le faire en août 2013, faisant ainsi capoter des frappes militaires destinées à punir le régime après le massacre chimique de la Ghouta, auxquelles la France tenait particulièrement, Barack Obama avait jeté une ombre indélébile sur son bilan de politique internationale. Aujourd'hui encore, la plupart des responsables français sont persuadés que le destin de la Syrie aurait pu être différent si le président américain et le premier ministre britannique n'avaient pas fait volte-face au dernier moment. « Ce fut une belle occasion manquée », affirme l'un d'eux.

Paris, Londres et Washington : les trois protagonistes de l'été 2013 se sont parlé plusieurs fois au téléphone depuis l'attaque chimique commise samedi. Ils se sont prononcés pour une réponse in-

« Les Russes s'étaient engagés à détruire l'arsenal chimique du régime. Ils ne l'ont pas fait »

UN RESPONSABLE FRANÇAIS PROCHE DU DOSSIER

s'abstient de répondre, Donald Trump sera taxé de faiblesse, alors qu'il doit rencontrer d'ici à la fin du printemps le dictateur nord-coréen, auquel il aimerait imposer une sortie de crise dans le dossier nucléaire. Mais, derrière le régime syrien, c'est aussi le Kremlin qui teste la crédibilité de la ligne rouge française et défie Donald Trump quelques jours seulement après qu'il ait dit son intention de retirer les troupes américaines de Syrie. Washington et Paris reprochent à Moscou, parrain de l'accord de démantèlement des armes chimiques syriennes en août 2013, de ne pas avoir tenu ses promesses. « Les Russes s'étaient engagés à détruire l'arsenal chimique du régime. Ils ne l'ont pas fait », rappelle un responsable français proche du dossier. En laissant les Syriens dissimuler une partie de leurs stocks, ils ont, poursuit un spécialiste, « ouvert la boîte de pandore ». Il croit savoir que des agents chimiques sont passés, depuis août 2013, dans les mains des djihadistes de l'État islamique. Il redoute que les combattants de Daech, une fois de retour en Europe, soient tentés d'utiliser ce mode opératoire devenu courant en Syrie.

Mais la sensibilité française au terrorisme chimique a d'autres racines : le

traumatisme de la guerre de 1914-1918, l'engagement de Paris dans la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive, la conférence internationale organisée par la France au début de l'année pour y mettre fin. « Les Russes ont aidé à lever un dangereux tabou », affirme un diplomate. Il pointe du doigt l'affaire Skripal à Londres et l'assassinat au VX, en février 2017, du beau-frère de Kim Jong-un, le dictateur nord-coréen, en Malaisie.

Pour autant, la décision de faire ou non respecter la ligne rouge française en Syrie, avec ou sans les Américains, peut encore buter sur plusieurs obstacles. Le premier est « la grande difficulté », selon une source au ministère de la Défense, d'opérer « la traçabilité de l'attaque », en raison de la volatilité de certaines subs-

tances chimiques comme le chlore et malgré le fait que Bachar el-Assad ait été désigné à quatre reprises comme le principal responsable d'attaques au gaz toxique par des enquêteurs de l'ONU depuis 2014. L'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) a ouvert une enquête lundi pour essayer d'établir les faits rapidement. Le deuxième est la résistance opposée par les Russes à toute forme d'action contre le régime syrien. Alors qu'ils s'apprétaient hier à porter leur déni au conseil de sécurité, les responsables russes ont contré les menaces de frappes brandies par les Américains et par les Français. Sergueï Lavrov, le chef de la diplomatie russe, a dénoncé une « provocation » des rebelles. Il prévient qu'il serait « dangereux » de tirer des conclusions sans informa-

tions confirmées. Le troisième tient au fait que la situation des forces en présence en Syrie s'est complexifiée depuis août 2013, avec l'entrée en scène de nouveaux acteurs militaires, notamment la Russie, l'Iran et la Turquie. L'imbrication des forces, mais aussi les dénis d'accès opposés par les forces russes à leurs adversaires occidentaux dans les zones qu'ils contrôlent avec leurs avions et leur défense antiaérienne, rendent plus difficile toute opération qui serait plus ambitieuse qu'une frappe politique, ou diplomatique, contre le régime syrien. Celle de Donald Trump, en avril 2017, n'avait d'ailleurs rien changé à la situation en Syrie... ■

LE FIGARO

10 avril 2018

Dans le nord du pays, le dangereux face-à-face entre Turcs et Occidentaux sur l'Euphrate

ADRIEN JAULMES [@AdrienJaulmes](#)
ENVOYÉ SPÉCIAL À DADAT ET MANBIJ

LES FRANÇAIS restent invisibles mais les Américains se montrent ostensiblement. Dans la campagne verdoyante au nord de Manbij, grosse ville syrienne à une trentaine de kilomètres à l'ouest de l'Euphrate, un grand drapeau étoilé flotte sur une colline plantée d'oliviers au-dessus du village de Dadat. Au pied du drapeau, une douzaine de gros véhicules blindés américains sont garés devant un fortin fait de gabions pliants, sorte de grands paniers cubiques remplis de terre et empilés de façon à former des remparts. L'installation de la petite unité américaine sur cette crête au nord de la Syrie date de quelques jours à peine. Devant la position, d'autres gabions attendent d'être déployés pour compléter la fortification. Même si les soldats refusent de parler à des étrangers, leur présence n'a rien de secret. Tout au contraire : leur détachement est placé là pour être parfaitement visible et dissuader toute attaque.

« Les Forces spéciales françaises ne se montrent pas, mais elles sont là aussi, nous leur avons aménagé des positions aux alentours », assure le commandant Kendal, un officier kurde du comité militaire de Manbij, chargé de la liaison avec les forces occidentales. « Nous nous sommes battus ensemble contre Daech, aujourd'hui nous avons encore besoin de nos alliés de la coalition. »

Trois ans après leur déploiement dans le nord de la Syrie pour appuyer les milices kurdes syriennes contre l'État islamique, les forces de la coalition internationale viennent de se voir confier une nouvelle mission au profit



Le général en chef des unités américaines, Jamie Jarrard, et Abou Adel, commandant des forces démocratiques syriennes, sur un poste avancé proche de la ville de Manbij, le 7 février.

des Kurdes syriens. Mais cette fois, l'adversaire n'est plus Daech. La menace vient d'une force régulière, qui plus est elle aussi membre de l'Otan et nominalement alliée de la coalition : l'armée turque.

« Vous voyez une position turque là-bas, sur la crête », indique Mahmoud Anah par l'embrasement d'un poste d'observation renforcé de sacs de sable. Ce jeune soldat à peine sorti de l'adolescence combat dans les rangs des Forces démocratiques syriennes (FDS), la formation qui englobe les milices kurdes de protection populaire (YPG) et leurs alliés arabes locaux, déployés sur le

front de Manbij. Mahmoud montre du doigt un sommet de colline où la terre a été fraîchement retournée. Avec une dizaine d'autres soldats guère plus âgés que lui, Mahmoud occupe un poste avancé au-dessus de Dadat, à environ un kilomètre devant la position américaine. Ils remplissent une mission de « sonnette ». En cas d'attaque, ces soldats serviraient à prévenir les lignes de défense principales du début de l'offensive, sans grandes chances de la ralentir plus de quelques minutes.

« À côté des Turcs, vous avez une position de l'Armée syrienne libre », poursuit Mahmoud Anah, le bras tendu.

Complication supplémentaire, l'armée

« Nous n'allons pas continuer à combattre l'État islamique pendant que nos villes et nos familles sont attaquées par la Turquie »

ABOU ADEL, LE CHEF DU CONSEIL MILITAIRE DE MANBIJ

turque est accompagnée elle aussi d'alliés syriens : sous le nom d'Armée syrienne libre, celui pris par les insurgés syriens contre le régime de Bachar el-Assad au début de leur soulèvement, ces supplétifs arabes, recrutés largement dans les rangs de groupes djihadistes, appuient et accompagnent l'opération « Rameau d'Olivier », lancée par l'armée turque le 20 janvier dernier, mettant ostensiblement à sac les maisons kurdes conquises.

« Depuis la chute du canton d'Afrine, le mois dernier, beaucoup de renforts turcs sont arrivés, certains hier encore », dit Mahmoud. « Je suis heureux que les Américains soient là », dit-il, « sinon on pourrait être attaqués à tout moment ». Après s'être emparée du canton d'Afrine et l'avoir livré au pillage de leurs alliés arabes, l'armée turque menace à présent Manbij. Cette ville, reprise en 2016 à l'État islamique par les FDS, est la position la plus avancée des Kurdes syriens à l'ouest du fleuve Euphrate. Le président turc Erdogan, qui considère comme intolérable l'existence le long de sa frontière d'une entité kurde syrienne apparentée au PKK, le parti séparatiste kurde de Turquie, a désigné Manbij comme le prochain objectif pour ses troupes.

Cette menace représente un casse-tête diplomatique et militaire supplémentaire pour la coalition internationale rassemblée par Washington contre l'État islamique. D'abord parce que l'opération d'Afrine a déjà fait échouer l'offensive finale contre Daech dans le sud de la Syrie, les combattants kurdes ayant suspendu leurs opérations pour se redéployer face à cette nouvelle me-

nace. Mais ensuite et surtout parce qu'elle oblige Washington, et Paris, à choisir entre deux mauvaises options : soit les Occidentaux cèdent aux pressions d'Erdogan et abandonnent en rase campagne leurs alliés kurdes après qu'ils ont payé le prix du sang pour reconquérir le territoire syrien de Daech, perdant ainsi ce qui leur reste de crédibilité dans la région ; soit ils placent un rideau de troupes en travers du chemin d'un allié de l'Otan au comportement de plus en plus erratique, et qui dispose d'un pouvoir de nuisance considérable, au risque de voir la situation dérapier à tout moment. Les déclarations de Donald Trump, qui a récemment annoncé vouloir retirer au plus vite ses troupes de Syrie, ont pour l'instant été contredites par le déploiement des forces américaines devant les positions turques. Mais ce face-à-face entre plusieurs membres de l'Otan sur l'Euphrate reste potentiellement dangereux. « Il y a de grands risques que les Turcs attaquent », dit Abou Adel, le chef du conseil militaire de Manbij. « Mais aussi longtemps que la coalition sera présente, je pense qu'ils hésiteront. Jusqu'à présent les chefs américains nous ont confirmé qu'ils resteraient et riposteraient en cas d'attaque, notamment aérienne, de la part de la Turquie. Manbij est notre ville, nous l'avons libérée de l'État islamique, nous allons la conserver », dit-il. « Nous n'avons pas attaqué la Turquie ou la Russie, nous sommes ici chez nous. »

Le commandant Abou Adel déplore aussi la suspension des opérations contre Daech. « L'État islamique est loin d'être vaincu », ajoute-t-il. « Ses combattants sont encore là et bien actifs dans la région de Deir Ezzor. Ces derniers jours, ils se sont emparés de puits de pétrole appartenant au régime syrien. Mais nous ne pouvons rien faire, nous avons été obligés de ramener nos combattants vers Manbij : nous n'allons pas continuer à combattre l'État islamique pendant que nos villes et nos familles sont attaquées par la Turquie. »

Outre les Turcs au nord et l'État islamique au sud-est, les FDS de Manbij

font aussi face au régime syrien de Bachar el-Assad vers l'ouest. « On n'a pas eu d'accrochages avec eux », dit Abou Adel. « On ne les aime pas plus que ça, mais nous n'avons pas de contentieux majeur pour le moment sur ce front. »

Dans les rues de Manbij, l'atmosphère est presque normale. Des soldats américains s'arrêtent même pour acheter des kebabs. Mais les habitants se disent inquiets. « À Afrine, la Turquie a montré son véritable visage », dit Cheikh Farouk el-Machi, le coprésident du Comité civil de Manbij, l'organe de gouvernement placé à la tête de la ville. « Ils se prétendent des libérateurs, mais ils se comportent comme une force d'occupation. Ils défient et menacent tout le monde, et Erdogan se comporte plus comme un chef de milice que comme un chef d'État. »

Dans le bureau de l'« Organisation de l'aide aux familles des martyrs », qui prend en charge les conjoints et enfants des combattants des FDS tombés au feu, l'inquiétude est la même. « On compte beaucoup sur la présence des forces de la coalition », dit Kifal, une jeune veuve dont le mari a été tué en 2016 pendant les combats pour reprendre Manbij à l'État islamique, « mais on n'est pas tranquilles quand on entend les responsables occidentaux changer d'avis d'une semaine à l'autre ».

D'autant que le front n'est pas calme. Sur la route d'Alep, où une grosse base américaine est installée au pied d'une gigantesque antenne de communication, le commandant Kendal indique sur une tablette les positions des forces turques. « La pression a augmenté beaucoup depuis la chute d'Afrine », dit-il. « Il y a des incidents presque tout le temps. Ce sont des tirs de mitrailleuse lourde, ou parfois de mortier ; la nuit, ils tirent des obus éclairants. On soupçonne les soldats turcs de se déployer en première ligne. Sans la présence des forces de la coalition, ils auraient déjà attaqué. » ■



Turquie: deux nouveaux députés du parti prokurde déçus

Ankara, 19 avril 2018 (AFP)

DEUX NOUVEAUX DÉPUTÉS du principal parti prokurde de Turquie ont été déçus de leur mandat jeudi, portant à onze les élus de cette formation exclus du parlement dans le cadre de vastes purges, a annoncé leur formation.

Cette mesure survient au lendemain de l'annonce d'élections présidentielle et législatives anticipées en Turquie le 24 juin.

Les deux députés déçus de leur mandat jeudi sont Osman Baydemir et Selma Irmak, selon une responsable du parti et le site du Parlement.

Cette décision fait suite à leur condamnation en justice, pour "insulte à la police" en ce concerne M. Baydemir, et pour "propagande terroriste" dans le cas de Mme Irmak, a précisé à l'AFP la responsable du HDP.

Le HDP a été frappé de plein fouet par les purges qui ont suivi la tentative de

putsch de juillet 2016, imputée par Ankara au prédicateur Fethullah Gülen, installé aux Etats-Unis et qui nie toute implication.

Neuf députés du parti sont actuellement en détention, dont Mme Irmak. Onze des 59 députés du HDP élus en novembre 2015, dont Mme Irmak et M. Baydemir, ont été déçus de leur mandat.

Les autorités turques accusent le HDP d'être la vitrine politique du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), une organisation classée "terroriste" par la Turquie, mais aussi l'Union européenne et les Etats-Unis.

Une accusation toujours rejetée par le HDP, qui estime être visé du fait de son opposition virulente au président turc Recep Tayyip Erdogan.

Après l'annonce mercredi de la convocation d'élections législatives et présidentielle anticipées le 24 juin, environ un an et demi avant leur date prévue, le HDP s'est montré confiant, assurant qu'il était prêt à réitérer la surprise des élections de juin 2015, au cours desquelles l'entrée en force du jeune parti avait privé M. Erdogan de sa majorité absolue.

Faute d'un accord de coalition, de nouvelles élections avaient été convoquées en novembre de la même année, au cours desquelles le HDP avait perdu 21 députés.

"Ceux qui essaient d'usurper la volonté du peuple seront consignés aux poubelles de l'histoire, Baydemir et Irmak continueront de représenter les peuples !", a réagi le HDP sur son compte Twitter. ●

Turkey squeezed as US-Russia tensions rise in Syria

Since the suspected chemical weapons attack by Syrian regime forces in Douma, Turkey has been producing conflicting messages, visibly torn between its strategic interests in Syria and ties to NATO and the West.



Amberin Zaman (Turkey Pulse)
April 11, 2018
www.al-monitor.com

The limits of Turkey's balancing act in Syria are being exposed as the prospects of a military confrontation between the United States and Russia over Syria continue to grow.

Ever since last Saturday's suspected chemical weapons attack by regime forces in Douma, Turkish leaders have made a series of conflicting statements mirroring the tension between what Ankara defines as its strategic interests in Syria and its institutional ties to NATO and the West.

Ankara's immediate response to the gruesome images coming out of Ghouta was unequivocally in favor of intervention.

Presidential spokesman Ibrahim Kalin declared on Monday, "The Syrian regime will have to pay a price." Government spokesman Bekir Bozdag chimed in via Twitter with calls for retaliation. Bozdag wrote, "We hope that the Syrian regime's chemical attack will not be left unanswered this time," and in a veiled swipe at Russia and Iran, he added, "Those who did not obstruct this barbarity, these attacks, these deaths are as responsible as the regime itself."

But following a statement from Russian Foreign Minister Sergey Lavrov and a telephone exchange between Russian President Vladimir Putin and his Turkish counterpart, Recep Tayyip Erdogan, Ankara abruptly changed its tune. Within hours of Kalin's comments, Lavrov suggested that Russian acquiescence for Turkey's military occupation of Afrin, a mainly Kurdish enclave in northwestern Syria, had evaporated. Lavrov said he expected Turkey to hand over Afrin to the regime. The details of the Putin-Erdogan conversation held later that day remain vague, but the effects were immediate: Bozdag said the allegations of a chemical attack needed "to be assessed by experts." Erdogan told members of his ruling Justice and Development Party in parliament yesterday, "I curse those who carried out the massacres in eastern Ghouta and Douma. Whoever committed them will pay a heavy price." Erdogan stopped short, however, of assigning blame. When reporters pressed him to comment on a likely US strike against the Syrian regime, he twice responded, "We are following events."

Today, Turkish Prime Minister Binali Yildirim called on the United States and Syria to work toward "healing wounds" in Syria. "They are fighting like street brawlers ... the time is not for competing. It is time to heal the wounds of the region," he said.

Yet even as Ankara made a U-turn, its diplomats at UN headquarters in New York backed a US-sponsored draft resolution to investigate the claims of a chemical attack before it was promptly vetoed by Russia.

Meanwhile, in a fresh burst of defiance, Erdogan declared, "We know full well to whom we will give back Afrin. ... We will decide this, not Mr. Lavrov."

Mehmet Acet, a columnist for the pro-government — and virulently anti-American — *Yeni Safak* newspaper, defined Turkey's dilemma as follows today: "This [new] period may present a difficult test for Ankara. On the one hand, there is the United States, which has built its policy on assuring Turkey's defeat in Syria for the past five years, and on the other, there is



Turkish President Recep Tayyip Erdogan and his Russian counterpart Vladimir Putin meet at the presidential palace, Ankara, Turkey, April 3, 2018. REUTERS/Umit Bektaş

Russia, whose cruelty has been tested and confirmed, but with whom partnership in the field and at the table has allowed for progress."

Acet was alluding to the United States' partnership with the Syrian Kurdish militia known as the People's Protection Units (YPG). Turkey insists the group is no different from the Kurdistan Workers Party fighters it's battling at home and is incensed at the Pentagon's continued support for them. In January, Turkey mounted a massive offensive against the YPG in Afrin, partly to kneecap Washington into re-evaluating the cost of doing business with Ankara's enemies. The YPG was forced to pause its contribution to the US-led coalition's ongoing campaign to destroy pockets of Islamic State fighters in eastern Syria and to redeploy thousands of militants to Afrin. The Turkish operation dubbed Olive Branch was only made possible after Moscow, which controls the skies over northwestern Syria, gave it the nod.

Turkey's deepening ties with Russia that include a controversial deal to purchase a multi-billion dollar missile defense system has set off alarm bells in Washington, where policy-makers are split over whether to woo Turkey back by dumping the YPG, among other things, or to punish it with sanctions. So far Turkey has managed to strike something of a balance, exploiting the constellation of world and regional power and ethnic and confessional rivalries in Syria's constantly evolving battle space to its own advantage. Thus, for example, the United States sat on its hands and Iran and the regime fumed as Turkish troops and their Free Syrian Army allies took over Afrin, displacing tens of thousands of civilians on March 18, and forcing the YPG to withdraw without a fight.

On April 16, NATO Secretary-General Jens Stoltenberg is due to travel to Ankara, where he will meet with Erdogan and other top Turkish officials. He is expected to discuss Syria and to also urge Turkey to scrap the Russian S-400 missile deal.

But as tensions between Russia and the United States escalate over Syria, Turkey may find itself forced to pick sides. Acet offers a way out: "When the United States intervenes in Syria," he opined, Turkey should assume "a position of support ... without directly antagonizing Russia." And "if the United States' military intervention in Syria does not pave the way for regime change, the result could be a wedge between Turkey and Russia." This "immeasurable prize from the United States' vantage point," hinted Acet with stock conspiratorial flourish, might be the point of the whole exercise. ♦

Amberin Zaman is a columnist for Al-Monitor's Turkey Pulse who has covered Turkey, the Kurds and Armenia for The Washington Post, The Daily Telegraph, The Los Angeles Times and the Voice of America.

How Turkey's Campaign in Afrin Is Stoking Syrian Hatreds

MOLLY CRABAPPLE
APRIL 11, 2018
<http://www.nybooks.com>

Mohammed is not his real name. He asked me not to share personal details, fearing retaliation from the fighters he passes when he walks around his city. I can say only that Mohammed is a Kurd living in Afrin, a city in northern Syria that was held for more than five years by Kurdish-led forces until it was, about three weeks ago, overrun and occupied by the Turkish army and its proxy forces fighting under the umbrella of the Syrian National Army (SNA), formerly known as the Turkish-backed Free Syrian Army (FSA).

To be a Kurd in Afrin, once a majority Kurdish city, Mohammed says, is now to find oneself a member of a despised group, suspected of disloyalty, and liable to be robbed, beaten, put to flight, or worse. In its seventh year, the Syrian civil war has seen the warring parties and their foreign sponsors foster and exploit ethnic and sectarian divisions in order to realize their strategic ends. The looting and ethnic cleansing of Afrin by Turkish-backed militias is the latest ugly episode of this grim and cynical logic.

Afrin is known for its olive trees. In happier days, a friend sent me a bar of its famous olive oil soap, stamped with calligraphy, that he had bought at a market in northern Iraq. After the Syrian regime withdrew in 2012, Afrin and the surrounding district became one of three cantons governed by the PYD, a Kurdish Marxist-Leninist party whose armed wings, the YPG and the all-female YPJ, became America's partners in liberating Raqqqa from ISIS. Afrin's population swelled with Kurdish and Arab refugees seeking the relative peace of a region that had never been subjected to aerial bombardment, starvation sieges, or factional internecine warfare.

Mohammed did not support the PYD. An educated man with a deep interest in Kurdish culture, he felt alienated by what he saw as the party's ideological rigidity, its arrogance, and by the military conscription it imposed, even on minors. While he appreciated the security its forces brought, he worried that their attacks on neighboring Arab villages would one day be dangerously reciprocated. Also troubling to him was the way the PYD idolized Abdullah Öcalan, the imprisoned leader of the PKK, the leftist Kurdish group that has waged a thirty-year guerrilla war against the authorities inside Turkey. (The PYD is widely considered to be an affiliate of the PKK in Syria.)

On January 20, Turkey launched an invasion of Afrin, with the ostensible objective of taking out "PKK-PYD-Daesh terrorists"—a conflation of enemies that makes no sense, since thousands of the PYD's fighters have died over the last five years in a brutal war against Daesh (the Arabic name for ISIS). Turkey's name for its military campaign—Operation Olive Branch—was just as



Turkish-backed Syrian National Army fighters preparing to destroy a statue of Kaveh, a heroic figure in Kurdish mythology, in Afrin, Syria, March 18, 2018 Hasan Kirmizita /DHA-Depo Photos via AP

disingenuous.

Over the past six years, the PYD has worked closely with the United States, and occasionally with Russia and the Assad regime, but none of these allies came to its defense when Turkish forces advanced into Afrin. (On April 3, President Trump announced that the US military would immediately withdraw its troops from Syria, then backtracked the next day. Only France has responded to the Turkish aggression by pledging to send troops to reinforce the PYD-held city of Manbij, about seventy miles to the east.) Turkish planes bombed Afrin unmolested by Russian anti-aircraft defenses.

By mid-March, Turkey and the SNA had reached the outskirts of Afrin city. Over megaphones, the PYD called on civilians to evacuate. They promised that the YPG and YPJ would fight the invaders from street to street, but this last stand never was. Instead, the YPG and YPJ melted away, sparing Afrin the enormous numbers of civilian casualties that, in this war, have always resulted from resistance to state forces (although at least 300 Afrin civilians were, all the same, killed over the course of Operation Olive Branch).

That night, Mohammed met three young YPG fighters, nervously searching for a vehicle in which to flee, and led them to a parked car. He stayed up, listening to a ragged concerto of artillery fire and air strikes. The Turkish army would have journalists with them, he reckoned. Because of this, he hoped, they would enter the city peacefully.

I knew Mohammed through his former classmate, Sara, whom I met in 2016 when she was stuck in a refugee camp on the Greek island of Samos. Sara had taught middle school in Aleppo, and she used to delight in the student field trips she had led to

Afrin, her hometown. She flicked through the photographs of those happier times while we sat on the floor of a caravan that she and her husband shared with a large Kurdish family. Lacking a cradle, the mother bounced her new baby on her outstretched legs. "Afrin," the mom called her child: a tiny girl with glistening eyes, born so far from her namesake.

Sara's family stayed behind in Afrin, even after smugglers conveyed Sara to Germany. A few weeks after Operation Olive Branch began, she sent me photos via WhatsApp of her family's destroyed home. They had fled in the cold rain to sleep in nearby orchards—a few more to add to the wave of 137,070 people who, according to the United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, have been displaced by the invasion. "The biggest calamity is that no one intervenes," she told me. "Where is Unicef? Where is the public opinion? We are human beings and must have our human rights." This has been the most ubiquitous and, apparently, the most futile refrain of the war in Syria.

On March 18, Turkey took Afrin's city center. Photos of the events soon flooded social media. Though far from the worst violations of the war, the scenes were emblematically dismal. Fighters from the SNA fired their rifles into the air at Afrin's main roundabout, snapping selfies with their free hands. They ran off with looted goods, everything from goats to motorcycles and cans of mortadella—their shamelessness endorsed by religious dispensation from the Turkish-based Syrian Islamic Council. They tore down a statue of Kaveh, a legendary slayer of tyrants and the hero of the Kurdish holiday Newrooz, as if he were one of the stone Assads joyfully toppled during the early days of the Syrian revolution. If a government had wanted to stoke new hatred between Kurds and Arabs, it couldn't have staged a better show.

"They were like hyenas attacking a corpse," Mohammed told me of the fighters he'd seen breaking into stores that night. "They did not leave a car in Afrin, except the cars of some Arabs who live here, who brought their relatives from the Free Army to protect their property." Mohammed had to pay several bribes in an effort to save his own car. Echoing a common allegation I could not independently verify, he told me that only Kurdish properties were targeted.

Later that night, Mohammed told me, two SNA fighters grabbed him in the old city center, where the market usually took place, next to the main mosque with its honey-colored dome. "Take this Kurd," one of them, Abu Ahmed (not his real name), shouted to his friend, and he yanked the terrified Mohammed into their car. The men brought Mohammed to an empty house, where they thrust him into a room filled with men, women, and kids, most of them, like Mohammed, displaced from Afrin's surrounding villages. ➤

Abu Ahmed's companion pointed his gun at the group. "Are all of you Kurds?" he demanded. Convinced they were about to die, the group began to pray. But the fighters' motives were more prosaic. They confiscated people's cellphones, searched the house for valuables, then stole Mohammed's car—in which, for want of a more secure place, he had hidden nearly three thousand dollars, his entire savings. "They took all I had," he said.

On his Facebook page, Abu Ahmed revealed the contours of his life. He attended Aleppo University—once known, in the hopeful days of the 2011 protests, as the University of the Revolution—and then joined the armed struggle against the government regime in Aleppo. He became the leader of a group that later folded into the Islamist-dominated rebel group al-Zenki, which developed into one of the strongest components of the Free Syrian Army in the Aleppo area. Syrian rebel groups merge and vanish like the colors in a kaleidoscope. In one of his photos, Abu Ahmed cradled his adorable sons. Another snap contains a hateful sectarian meme. In a third, he stands in front of a Greek monument. It seems that, a few years ago, Abu Ahmed took a rubber raft across the Mediterranean. Clearly, seeking asylum in Europe didn't work out for him.

Abu Ahmed comes from a village in the Aleppo countryside, some twenty miles south of Afrin, where local rebel fighters kicked out the regime. In retaliation, the regime targeted it with airstrikes throughout the war. The Syrian regime's brutal bombing campaigns have driven many people in opposition areas to view Turkey as a protector. A few days ago, demonstrators marched in Saraqab, a town in Idlib, calling on Turkey to intervene and stop these massacres from the air. It is hardly surprising, therefore, that men from Abu Ahmed's village went to fight in Operation Olive Branch. The "Lions," as this group of fighters dubbed themselves, made a Facebook page on which they posted a video of themselves abusing a POW whom they called a "Kurdish pig." This earned them many likes from their followers. Five members of Abu Ahmed's extended family died taking part in Turkey's Operation Olive Branch.

While military occupations vary in type, they share certain approaches in common. There are house raids, like the one that happened to a family Mohammed knew. Illiterate fighters flipped through the family's IDs, chose the one belonging to the prettiest daughter, and asked her to accompany them to pick out YPG positions. (She did not comply and, fortunately, they did not retaliate.) There are capricious checkpoint stops, routine harassments, and arbitrary demands for documents. The occupied have to try to figure out which occupier will be most receptive to their appeals—who seems less brutal or more in charge. (Mohammed told me he'd tried to approach a polite-seeming Turkish soldier who toured homes and listened to complaints about the violations of the Turks' rebel proxies.) It becomes dangerous to take photographs. An art photographer and music teacher named Dilshan Qarojuol, who is well-known locally, was taking photos in central Afrin when she was arrested by fighters from the Sultan Murad Brigade (a predominantly Turkmen division of the Syrian National Army created by the Turkish reorganization of the FSA). The brigade is still holding her in the border city of Azaz. A spokesman for the Sultan Murad Brigade did not respond to my request for comment.

There are attempts to blame the local population for crimes that the occupiers have committed. Mohammed told me that SNA/FSA fighters had forced civilians in Afrin to say, on camera, that they had looted their city's shops. Another video appeared on Habertürk, a Turkish TV news channel, in which the old man interviewed blamed the FSA for looting; the channel changed this in its Turkish subtitle to "YPG."

There is also the erasure of local culture. Mohammed told me he saw Yezidis, members of a non-Abrahamic faith, forced by SNA fighters to carry out Muslim prayers. Dilshan Qarojuol's musical instruments were looted under the pretext that music is haram, or forbidden. On April 4, the Afrin Media Center reported that fighters from a jihadist SNA group, Ahrar al-Sharqiya, had arrested Dr. Abdul Majeed Izzat Sheikho, the dean of Kurdish literature at the University of Afrin. Anyone suspected of being connected with the PYD (or the YPJ) is liable to be purged. The United Nations has received reports of arbitrary arrests by SNA forces. Mohammed told me about an elderly Kurdish man he knows whose three sons, still in their teens, had been arrested after SNA fighters found a bullet casing in their home. He had also heard of four young men from one family being beaten and arrested by SNA fighters simply for having done their compulsory military service under the PYD. One, Mohammed said, was taken over the border into Turkey; another man, a PYD opponent, was tortured.

On March 22, Mohammed himself was stopped by fighters who demanded his passport and accused him of belonging to the YPG. He was released that time, but two days later, he again encountered Abu Ahmed, who shouted that he would come back later to arrest Mohammed. Fearing for his life, Mohammed went into hiding.

How did it get this way? Ethnic prejudice, even racism, was always there. Some Syrian Arabs smeared Kurds as stupid, stubborn, and irreligious, or as dangerous separatists—and government policy reinforced such prejudices. Until 2011, about 10 percent of Syrian Kurds did not have citizenship. The regime surveilled their celebrations and suppressed their political activity; on one occasion, in 2004, at least thirty people were shot by members of the state security forces during demonstrations in Qamishli. Many Kurds returned the antipathy of their Arab neighbors.

But it took geopolitics to turn this bigotry into military conflict. All the main protagonists in the Syrian war have received some degree of external support. The Syrian regime is propped up by Russia and Iran; the PYD has had extensive assistance from the Americans, and occasional help from Russia. But for a Syrian rebel group, state sponsorship means survival, and the rebel groups (including radical Islamists) that make up the SNA have now devolved into subservient clients of Turkey. Turkey has recruited these rebels to fight the PYD, as part of its long war against the PKK, even if it means they leave aside their own rebellion against the Syrian regime.

Over three million Syrian refugees now live in Turkey, under growing government restrictions, and escalating racism from their Turkish neighbors. In addition to crushing the PYD, Olive Branch gives Turkey an opportunity to rid itself of some of these refugees. "We are not in a position to continue hosting 3.5 million refugees forever," said Turkish President Recep Tayyip Erdogan in a

speech in February. "We'll solve the Afrin incident, we'll solve Idlib, and we would like our refugee brothers and sisters to return to their own country."

Turkish officials have promised to resettle between 350,000 and 500,000 refugees around Afrin. In what houses, they did not say. But countless Kurdish families remain stranded on the roads, blocked from returning home by the checkpoints of SNA fighters, while others, who fled to the city of Afrin during Olive Branch, are banned by the SNA from returning to their villages. The resettlement of refugees and internally displaced people in Afrin looks like one of the war's many attempts to reshape Syria's demography, using desperate civilians as pawns.

While Mohammed places the heaviest blame on Turkey, he also believes that it is only the presence of Turkish troops that has prevented the SNA from carrying out worse atrocities. To whatever extent this is true, Turkish propaganda adds its own, self-serving spin—portraying President Erdogan's intervention as the return of a benign Ottoman Empire that will solve the problems of a squabbling Middle East. In the blunt words of pro-government Turkish newspaper *Yeni Şafak*: "Yes, we started with Afrin. We have to continue. We have to focus on great plans without caring about those trying to stop us... We have to think like the Seljuks, like the Ottomans..." A few days after the invasion, Turkey's Anadolu Agency ran a video from Afrin in which children lined up in front of a recently reopened school and waved Turkish flags, while a man instructed them to shout "Thank you, Erdoğan." It was as if Afrin was once again part of the Ottoman sanjak (administrative district) of Kilis.

Mohammed would have sought refuge in Aleppo, but the regime has banned Afrin residents from entering the city, declaring them traitors because they lived under PYD rule. Moving between cities also requires money to pay off the militias' protection rackets: SNA fighters demanded bribes when Mohammed's family returned to Afrin, while pro-regime fighters demanded bribes of up to \$1,000 from other Afrin residents who fled to Syrian government-controlled areas such as the city of Nubl, near Aleppo, and surrounding villages. Meanwhile, Mohammed alleged, SNA forces had confiscated homes from Kurds—an accusation of PYD membership is sufficient pretext. The theft of houses is a cruel and universally practiced tactic of the Syrian war; dispossessing people and condemning them to homelessness is as effective a way of eradicating a population as bombing it.

While Sara's family has been able to return, most of the Kurdish families Mohammed knows have fled, changing the region's demographics, perhaps forever. The SNA has promised to punish looters and released a statement telling anyone who had "lost" possessions to submit a claim to the military court in Azaz, and mediators have promised Mohammed they will return the car stolen by Abu Ahmed. If he gets that back, he plans to sell it and everything else he owns. With the money, he said he will pay a smuggler \$3,000 to take him over the Turkish border and leave behind his looted shell of a city.

"Afrin," he said, "has nothing but its olive trees."



U.S. says air strikes cripple Syria chemical weapons program

Phil Stewart, Tom Perry (Reuters)
April 12, 2018 //www.usnews.com

WASHINGTON/BEIRUT - Western powers said on Saturday their missile attacks struck at the heart of Syria's chemical weapons program, but the restrained assault appeared unlikely to halt Syrian President Bashar al-Assad's progress in the 7-year-old civil war.

The United States, France and Britain launched 105 missiles overnight in retaliation for a suspected poison gas attack in Syria a week ago, targeting what the Pentagon said were three chemical weapons facilities, including a research and development center in Damascus' Barzeh district and two installations near Homs.

The bombing was the biggest intervention by Western countries against Assad and his superpower ally Russia, but the three countries said the strikes were limited to Syria's chemical weapons capabilities and not aimed at toppling Assad or intervening in the civil war.

The air attack, denounced by Damascus and its allies as an illegal act of aggression, was unlikely to alter the course of a multisided war that has killed at least half a million people.

U.S. President Donald Trump called the operation a success.

He proclaimed on Twitter: "Mission accomplished," echoing former President George W. Bush, whose use of the same phrase in 2003 to describe the U.S. invasion of Iraq was widely ridiculed as violence there dragged on for years.

"We believe that by hitting Barzeh, in particular, we've attacked the heart of the Syrian chemicals weapon program," U.S. Lieutenant General Kenneth McKenzie said at the Pentagon.

However, McKenzie acknowledged elements of the program remain and he could not guarantee that Syria would be unable to conduct a chemical attack in the future.

The U.S. ambassador to the United Nations, Nikki Haley, said at an emergency meeting of the U.N. Security Council that Trump told her that if Syria uses poisonous gas again, "The United States is locked and loaded."

The Western countries said the strikes were aimed at preventing more Syrian chemical weapons attacks after a suspected poison gas attack in Douma on April 7 killed up to 75 people. They blame Assad's government for the attack.

In Washington, a senior administration official said on Saturday that "while the available information is much greater on the chlorine use, we do have significant information that also points to sarin use" in the attack.

Speaking at a summit in Peru, U.S. Vice President Mike Pence seemed less sure of the use of sarin, saying that Washington may well determine that it was used along with chlorine.

ASSAD 'RESILIENCE'

Ten hours after the missiles hit, smoke was still rising from the remains of five destroyed buildings of the Syrian Scientific Research Center in Barzeh, where a Syrian employee said medical components were developed.

There were no immediate reports of casualties.

Syria released video of the wreckage of a bombed-out research lab, but also of Assad arriving at work as usual, with the caption "Morning of resilience".

Late on Saturday Syria time, a large explosion was heard in a Syrian government-controlled area in a rural region south of Aleppo, according to the Britain-based war monitor, the Syrian Observatory for Human Rights. The Observatory said the cause of the explosion was unknown, as well as its target.

Russian and Iranian military help over the past three years has allowed Assad to crush the rebel threat to topple him.

The United States, Britain and France have all participated in the Syrian conflict for years, arming rebels, bombing Islamic State fighters and deploying troops on the ground to fight that group. But they have refrained from targeting Assad's government, apart from a volley of U.S. missiles last year.

Although the Western countries have all said for seven years that Assad must leave power, they held back in the past from striking his government, lacking a wider strategy to defeat him.

Syria and its allies also made clear that they considered the attack a one-off, unlikely to do meaningful harm to Assad.

A senior official in a regional alliance that backs Damascus told Reuters the sites that were targeted had been evacuated days ago thanks to a warning from Russia.

Russian Foreign Minister Sergei Lavrov said the strikes were "unacceptable and lawless."

Syrian state media called them a "flagrant violation of international law," while Iranian Supreme Leader Ayatollah Ali Khamenei called it a crime and the Western leaders criminals.

Russia had promised to respond to any attack on its ally, but the Pentagon said no Russian air defense systems were used. Syria fired 40 unguided surface-to-air missiles - but only after the Western strikes had ended, the Pentagon said.

"We are confident that all of our missiles reached their targets," McKenzie said.

British Prime Minister Theresa May described the strike as "limited and targeted," with no intention of toppling Assad or intervening more widely in the war.

Washington described the strike targets as a



A U.S. Air Force B-1B Lancer, deployed to Al Udeid Air Base, launches a strike as part of the multinational response to Syria's use of chemical weapons is seen in this image from Al Udeid Air Base, Doha, Qatar released on April 14, 2018. U.S. Air Force/Handout via REUTERS

center near Damascus for the research, development, production and testing of chemical and biological weapons; a chemical weapons storage site near the city of Homs; and another site near Homs that stored chemical weapons equipment and housed a command post.

The Pentagon said there had been chemical weapons agents at one of the targets, and that the strikes had significantly crippled Syria's ability to produce such weapons.

Trump spoke to May and French President Emmanuel Macron to discuss results of the strikes, the leaders' offices said.

U.N. Secretary-General Antonio Guterres urged all Security Council members to exercise restraint and avoid escalation in Syria, but said allegations of chemical weapons use demand an investigation.

In Sydney, Australian Prime Minister Malcolm Turnbull urged Russia to drop its "pretence" that Syria was not behind the chemical attack on Douma and use its influence to force the Assad government to destroy its chemical weapons.

"Russia has used its position as a member of the United Nations Security Council to veto resolutions designed to ensure that this chemical weapons crime is thoroughly investigated and cannot be repeated," he told a news conference on Sunday.

"It should stop all the denial and the pretence that it wasn't an action by the Syrian government and ensure that the chemical weapons are destroyed, that the ability of the regime to use chemical weapons is eliminated and that this type of criminal conduct does not occur again."

WEAPONS INSPECTIONS

Inspectors from the global chemical weapons watchdog OPCW were due to try to inspect Douma on Saturday to inspect the site of the suspected gas attack. Moscow condemned the Western states for refusing to wait for their findings.

Russia, whose relations with the West have deteriorated to levels of Cold War-era hostility, has denied any gas attack took place in Douma and even accused Britain of staging it to whip up anti-Russian hysteria.

The Western countries took precautions to avoid unexpected conflict with Russia. French Defence Minister Florence Parly said

➤ Russians was warned beforehand to avert conflict.

Dmitry Belik, a Russian member of parliament who was in Damascus and witnessed the strikes, told Reuters: "The attack was more of a psychological nature rather than practical. Luckily there are no substantial losses or damages."

In Douma, site of the suspected gas attack,

the last buses were due on Saturday to transport out rebels and their families who agreed to surrender the town, state TV reported. That effectively ends all resistance in the suburbs of Damascus known as eastern Ghouta, marking one of the biggest victories for Assad's government of the war.

The Western assault involved more missiles than a U.S. attack last year but struck targets limited to Syria's chemical weapons facilities.

The U.S. intervention last year had effectively no impact on the war.

Syria agreed in 2013 to give up its chemical weapons after a nerve gas attack killed hundreds of people in Douma. Damascus is still permitted to have chlorine for civilian use, although its use as a weapon is banned. Allegations of Assad's chlorine use have been frequent during the war although, unlike nerve agents, chlorine did not produce mass casualties as seen last week. ♦



KURDISTAN REGIONAL GOVERNMENT

Prime Minister Barzani receives condolences from Iraqi and world leaders



9 APRIL 2018 | KRG Cabinet

Nechirvan, Masoud and Dilovan Barzani stand in the Kurdish countryside in this undated picture. Photo: Dilovan Barzani FB

Erbil, Kurdistan Region, Iraq (cabinet.gov.krd) – Prime Minister Nechirvan Barzani received condolences from Iraqi and world leaders, following the passing of his brother, Dilovan Idris Barzani.

Leaders from Baghdad attended the funeral ceremony, including President of the Republic of Iraq Fuad Masum, former Iraqi Prime Minister and former Vice President Ayad Allawi, representatives of Vice President Nouri al-Maliki, Secretary-General of the Iraqi Council of Ministers Mahdi Al-Alak, former Iraqi Vice President Adil Abdulmahdi, and representatives of Shiite leader Muqtada al-Sadr.

Iraqi Prime Minister Haider al-Abadi offered his condolences in a telephone call. Vice President of the Republic of Iraq Osama Al-Nujaifi, and head of the Iraqi National Wisdom Movement Ammar al-Hakim also expressed their condolences.

The Speaker of Iraqi Parliament, Salim Al-Jibouri, visited Erbil and presented his condolences.

A delegation of the Islamic Supreme Council of Iraq, headed by Sheikh Muhammad Taqi Al-Mawla, also visited Prime Minister Barzani and presented their condolences.

His Majesty King Abdullah II bin Al-Hussein of Jordan sent a message, presenting his condolences to Prime Minister Barzani.

Jordanian Minister of Foreign Affairs and Expatriates, Ayman Al Safadi, also sent message of condolences.

Palestinian President Mahmoud Abbas presented his condolences in a message to Prime Minister Barzani.

President of the Republic of Turkey Recep Tayyip Erdogan offered his condolences to Prime Minister Barzani via a telephone call. President Erdogan said he shared the sadness of the Barzani family and expressed hope the passing of Dilovan Barzani is their final tragic loss.

Prime Minister of Turkey Binali Yildirim, former Prime Minister Ahmet Davutoğlu, Turkey's Minister of Foreign Affairs Mevlüt Çavuşoğlu, also called Prime Minister Barzani and presented their condolences.

A delegation of Turkey's pro-Kurdish Peoples' Democratic Party, HDP, visited Prime Minister Barzani and presented their condolences.

In a message, the U.S. State Department extended the U.S. Government condolences to Prime Minister Barzani.

Iran's Minister of Foreign Affairs, Mohammad Javad Zarif, presented his condolences in a telephone call to Prime Minister Barzani.

Major General Qasem Soleimani, commander of Quds Force of the Iranian Islamic Revolutionary Gard Corp, also presented his condolences via a telephone call.

Prime Minister Barzani also received messages of condolences from the Government of The Netherlands, U.N. Representative of the Secretary-General Ján Kubiš, British Secretary of State for the Middle East and North Africa Alistair Burt, the U.S. Special Presidential Envoy for the Global Coalition to Counter ISIL, Brett McGurk, European Union Ambassador to Iraq Ramon Blecua, former US Ambassador to Iraq and the United Nations, Zalmay Khalilzad, Turkey's Ambassador to the UN Feridun Sinirlioglu, UNHCR representative in Iraq Bruno Guido, British Ambassador to Iraq Jon Wilks, U.S. Ambassador to Iraq Douglas Silliman, Kuwait Ambassador to Iraq Salim Al-Zamanan, Russian Ambassador to Iraq Maksim Maksimov, South Korean Ambassador to Iraq Song Woong Yeob, Czech Republic Ambassador to Iraq Jan Vyčítal, Sri Lanka's Ambassador to Iraq, Major General (Rtd) Niranjan Asoka Ranasinghe, German Embassy in Baghdad and Armenian Ambassador to Iraq Karen Grigorian.

Heads of foreign diplomatic missions, representatives of international organizations and international coalition forces in the Kurdistan Region, representatives of the Kurdistan political parties and figures, and thousands of citizens also attended the funeral ceremony, which lasted three days.

On Monday 2 April, Dilovan Idris Barzani died by heart attack at the age of 51. ♦

En Irak, la Turquie intensifie sa guerre contre le PKK

Des troupes turques sont désormais envoyées dans le nord irakien pour contrer les forces kurdes

ISTANBUL - correspondante

L'aviation turque ne cesse d'intensifier ses bombardements aériens sur les positions tenues par les rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans le nord de l'Irak, notamment dans leur redoute de Qandil, dans les montagnes situées non loin de la frontière avec l'Iran. Des opérations sont également menées dans les montagnes du sud-est de la Turquie pour tenter d'en déloger les rebelles kurdes armés.

Considérés comme terroristes par la Turquie, l'Union européenne et les Etats-Unis, les autonomistes du PKK, en guerre contre l'Etat turc depuis 1984, ont établi depuis plusieurs dizaines d'années leur base arrière dans les monts Qandil, à la frontière entre l'Irak et l'Iran. Ils sont plus que jamais dans le viseur d'Ankara.

Après s'être emparée, le 18 mars, de l'enclave d'Afrine tenue par les milices kurdes syriennes YPG, l'une des ramifications du PKK dans le nord-ouest de la Syrie, l'armée turque a multiplié les bombardements des places fortes de l'organisation kurde dans le nord de l'Irak. Ces attaques aériennes ne sont pas nouvelles. Depuis la fin du processus de paix avec le PKK, en 2015, Ankara envoie régulièrement son aviation frapper les positions des rebelles kurdes dans le nord de l'Irak.

La nouveauté tient à l'envoi de forces terrestres dans la région. Selon l'agence de presse kurde Rudaw et des témoins locaux, des commandos turcs ont récemment pénétré sur une profondeur d'environ 20 kilomètres en territoire irakien, établissant plusieurs avant-postes et consolidant les routes dans la zone de Sidekan, sur les contreforts des monts Qandil.

L'armée turque, qui dispose de bases dans le nord de l'Irak depuis le milieu des années 1990, s'est toujours arrogé une grande liberté de manœuvres dans la région. Des milliers de militaires turcs – représentants des forces spéciales,

Bagdad a réagi à mots feutrés, le ministère irakien des affaires étrangères condamnant « des violations » ayant conduit à la mort de civils

agents du renseignement – y sont présents. Les contacts sont plutôt cordiaux avec certaines factions du gouvernement régional du Kurdistan (KRG) puisque les Turcs ont même entraîné des peshmergas par le passé.

L'incursion terrestre de l'armée turque marque une nouvelle étape dans la guerre menée contre le PKK. Elle n'a pu se faire sans l'aval des autorités kurdes irakiennes. Toutes les zones où les commandos turcs ont pénétré au nord de l'Irak sont placées sous le contrôle du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) dirigé par Massoud Barzani, l'actuel président de la région kurde.

« Tirer les leçons »

Alors que l'aviation turque bombardait le fief du PKK à Qandil, une délégation du Parti de la démocratie des peuples (HDP, prokurde) dirigée par Pervin Buldan, la coprésidente du parti, était en visite à Erbil du 7 au 9 avril au nom « du renforcement des liens avec les autres partis kurdes ». Reçus par le président Barzani, les représentants du HDP ont évoqué avec lui les problèmes régionaux.

« Les populations kurdes ont beau être dispersées sur quatre Etats [Iran, Irak, Syrie et Turquie], elles n'ont pas de problèmes entre elles, en revanche les problèmes existent entre les partis. La concurrence n'est pas une mauvaise chose, c'est un signe de pluralisme démocratique. Mais lorsqu'elle est exacerbée, cela conduit à ce que nous avons vu à Kirkouk, à Afrine, à Cizre et à Sur [Diyarbakir]. Il nous faut tirer les leçons de ce qui s'est passé », a



Un officier de l'armée turque détruisant une affiche du PKK, à Afrine (Syrie), le 18 mars.

NAZEER
AL-KHATIB/AFP

confié Osman Baydemir, député du HDP pour la région d'Urfa au sud de la Turquie, à l'agence Rudaw, dimanche 8 avril.

Les médias turcs progouvernementaux gardent le silence sur ces opérations. Les autorités de Bagdad ont réagi à mots feutrés, le ministère irakien des affaires étrangères condamnant « des violations » ayant conduit à la mort de civils. Les relations entre Ankara et Bagdad sont sujettes à des tensions. Des désaccords subsistent, notamment à propos de la base militaire turque de Bachika, à l'est de Mossoul, que les autorités irakiennes voudraient voir évacuée. La tension a encore failli monter d'un cran à la fin du mois de mars, lorsque le président Recep Tayyip Erdogan a promis une offensive turque dans la région des monts Sinjar, proche de la frontière syrienne, dès lors que Bagdad ne faisait rien pour déloger les forces du PKK déployées sur place.

« Si cette affaire traîne davantage, il y aura un nouveau "Rameau d'olivier" là-bas. Nous avons prévenu Bagdad, nous leur avons dit de régler le problème faute de quoi c'est nous qui le ferons », a menacé M. Erdogan dans une allusion à l'invasion, par l'armée turque, de l'enclave d'Afrine, en Syrie. Le 23 mars, le PKK a annoncé avoir retiré ses combattants du Sinjar, un fief yézidi (une minorité kurde non musulmane) où ils étaient déployés depuis la campagne d'extermination menée par le groupe Etat islamique contre les populations locales en 2014.

Estimant « avoir atteint ses objectifs », l'organisation a laissé la place aux forces irakiennes. « Sinjar et ses environs sont devenus sûrs et le gouvernement irakien semble prêt à répondre aux demandes des Yézidis », dit un communiqué émis le 23 mars par le KCK, la vitrine politique du PKK. ■

MARIE JÉGO

Erdogan, président tout-puissant

Il y a un an, le président turc remportait un référendum visant à renforcer ses pouvoirs. Sans attendre la réforme, il règne déjà sans partage.

ANNE ANDLAUER
ISTANBUL

TURQUIE C'est devenu une habitude. Chaque fois que Recep Tayyip Erdogan s'adresse à une foule, dans une ville ou une autre de Turquie, il lui rappelle son « score » du 16 avril 2017. « Avec 61 % de oui, Bagcilar a écrit une légende », remerciait-il, fin mars, les habitants de ce district de l'ouest d'Istanbul. « Avec 36 %, Aydin est resté très en deçà de nos attentes », sermonnait-il, le 7 avril, cette ville égéenne, coupable d'avoir rejeté la réforme la plus importante de ses quinze années de pouvoir.

Ce 16 avril 2017, le chef de l'État turc remportait de justesse (51,4 %) un référendum sur un texte décuplant ses prérogatives. Le nouveau régime - un régime présidentiel fort, qui abolit neuf décennies de tradition parlementaire - n'entrera en vigueur qu'aux élections prévues en novembre 2019. « Nous y sommes déjà, rectifie Baris Yarkadas, député du Parti républicain du peuple (CHP). Le président gouverne à coups de décrets-lois d'état d'urgence, en court-circuitant le Parlement, le premier ministre et les ministres, qui ne sont même pas au courant des lois qu'ils sont censés avoir préparées. Ils ne font que signer là où on leur dit de signer », assure l'élus d'opposition.

La réforme adoptée transforme le chef d'État en chef de l'exécutif, gouvernant par décrets sans contrôle constitutionnel, nommant seul ses ministres sans droit de regard du Parlement, qu'il peut dissoudre à sa guise. « Grâce à l'état d'urgence (instauré après le coup d'État manqué de juillet 2016), le président use déjà de la plupart des pouvoirs prévus par la réforme, confirme le politologue Ismet Akça. Il n'a pas à attendre les élections de 2019, dont il y a fort à parier qu'elles seront avancées, peut-être dès cet automne », estime cet universitaire limogé par décret, comme des milliers de ses collègues et plus de 110 000 fonction-

naires depuis la tentative de putsch.

« Nous sommes dans une dictature légale, institutionnalisée par un référendum aux résultats truqués », s'indigne le député Baris Yarkadas, rappelant les soupçons de fraude qui avaient entouré le vote d'avril 2017. « Peu importe l'étiquette, nuance Ismet Akça, l'essentiel est de bien définir : c'est un régime qui institue des mécanismes de contrôle social pour limiter au maximum l'expression de voix discordantes, au profit du pouvoir personnel d'un président fort qui domine à la fois l'exécutif, le législatif et le judiciaire. »

Au cours de l'année écoulée, c'est d'ailleurs la justice qui a pâti le plus des effets du référendum. Le texte prévoyait l'entrée en vigueur immédiate de 3 des 18 articles. L'un d'eux a permis à Erdogan de retrouver la tête de sa formation politique, le Parti de la justice et du développement (AKP), et d'y faire le ménage avant les élections. Mais un autre article, moins connu, a modifié radicalement la composition du Conseil des juges et procureurs (HSK), dernier garant de l'indépendance judiciaire. Six de ses 13 membres (autrefois 22) sont désormais nommés par le chef de l'État. Les autres sont choisis par le Parlement, dominé par le parti du président et son allié ultranationaliste, le MHP.

165 journalistes derrière les barreaux

« La première mesure du nouveau HSK a été de muter 17 membres de notre syndicat, seul syndicat indépendant de la magistrature », raconte Nuh Hüseyin Köse, vice-président du Yargıçlar Sendikası, connu pour son opposition au pouvoir, notamment sur les questions de laïcité. Le juge Köse a lui-même été contraint de quitter Istanbul pour un tribunal de Kayseri, en Anatolie centrale. Ces opposants mis à l'écart s'ajoutent



Recep Tayyip Erdogan, à Ankara, le 12 avril.

aux quelque 4 000 magistrats limogés sans ménagement depuis juillet 2016 pour leurs liens supposés avec le prédicateur Fethullah Gülen, leader présumé du putsch. Effet de cette reprise en main, selon Nuh Hüseyin Köse : « des collègues de moins en moins courageux », qui jugent sous pression du pouvoir, quitte à violer la jurisprudence et à défier leur hiérarchie, sans risque d'être sanctionnés par le HSK.

Nuh Hüseyin Köse rappelle notamment le refus d'un tribunal local de libérer deux journalistes de renom, Sahin Alpay et Mehmet Altan, malgré un verdict en ce sens de la Cour constitutionnelle en janvier. « C'était inédit et hautement symbolique, insiste le juge. La juridiction suprême a maintenu sa décision et la cour locale a finalement été contrainte de libérer Sahin Alpay, mais pour le placer en résidence surveillée, ce qui contredit là encore la décision des juges constitutionnels. »

Le cas de ces éditorialistes illustre aussi les atteintes à la liberté de la presse dans la Turquie de l'après-putsch et de l'après-référendum. « Au moins 165 journalistes sont derrière les barreaux, souligne le député Baris Yarkadas, lui-même ancien journaliste. Et avec le rachat récent du groupe Dogan (le plus gros groupe médiatique turc) par un holding proche du pouvoir, sur ordre du pouvoir, 90 % des médias sont désormais sous contrôle du président. » L'élus s'insurge notamment de ce que l'opposition « ne bénéficie que de 30 minutes d'antenne quotidienne, alors qu'Erdogan fait cinq discours d'une heure par jour, diffusés en entier par au moins 20 des 30 chaînes nationales ». Et de conclure, inquiet : « Les prochaines élections se dérouleront dans un climat de silence inédit pour toutes les voix d'opposition. » ■

Le fossé se creuse entre Bruxelles et Ankara

JEAN-JACQUES MÉVEL  @jimevel
CORRESPONDANT À BRUXELLES

C'EST LE BAL des hypocrites. L'homme qui a décidé de tourner les talons, le président turc Erdogan, jure en maniant l'invective qu'on ne l'a jamais accepté comme partenaire. L'UE s'estime trahie dans ses avances de bonne foi mais n'a toujours pas trouvé les mots pour prononcer la séparation. D'ici peu de jours, et un an après le référendum qui a fait basculer la Turquie dans l'autocratie, la Commission Juncker va publier son examen rituel des progrès d'Ankara vers l'adhésion à l'UE. De la valse lente, le mouvement a sombré dans la pantomime. L'exercice pourrait être le dernier. Et le pouvoir turc retournera, comme à son habitude, le document par envoi recommandé à des auteurs qui n'y croient plus.

« Il vaudrait mieux parler d'un rapport de régression, lâche à rebours de ses convictions initiales Marc Pierini, diplomate vétéran du monde musulman et ex-ambassadeur de l'UE à Ankara. *La Turquie s'est clairement éloignée des règles de l'État de droit auxquelles elle avait adhéré en obtenant le statut de pays candidat en 2004 [...] Erdogan est aujourd'hui dans une logique de survie politique qui l'oblige à emprisonner les juges, les journalistes et les acteurs de la société civile.* » Bref, à rompre avec des principes que l'Europe porte au plus haut.

Individuellement, les grandes capitales semblent prêtes à marquer la fin de l'intermède, sur fond de personnalisation du pouvoir turc et de purge sans fin, vingt mois après le putsch raté de juillet 2016. L'un après l'autre, les dirigeants allemands (septembre 2017), néerlandais (octobre), autrichiens (décembre), belges et français (janvier) ont dit clairement que l'accession de la Turquie à l'UE n'a plus lieu d'être. Angela Merkel, longtemps réticente, n'a pas hésité quand ce sujet embarrassant s'est imposé dans la course électorale au Bun-

« La Turquie s'est éloignée des règles de l'État de droit auxquelles elle avait adhéré en obtenant le statut de pays candidat en 2004 »

MARC PIERINI, DIPLOMATE

destag, au profit de l'extrême droite.

Diplomatiquement, les Pays-Bas ont été le plus loin, en réduisant leur représentation au niveau d'un chargé d'affaires. Mais c'est Emmanuel Macron qui a clairement montré la porte de sortie, déclarant devant son hôte turc qu'il est temps de sortir des faux-semblants : « Nous devons sortir d'une hypocrisie qui consiste à penser qu'une progression naturelle vers l'ouverture de nouveaux chapitres (d'adhésion) est possible », disait-il le 5 janvier. Il rompait ainsi avec l'argument des chancelleries selon lequel il n'y aurait rien à gagner à sortir de l'ambiguïté. Ankara, lui, rejette encore tout autre scénario que l'adhésion promise.

Plusieurs éléments ont facilité le basculement des Européens. Les opinions publiques - Allemands et Néerlandais surtout - ont mal pris que l'homme fort d'Ankara prétende interférer sur leurs choix électoraux en maniant l'insulte, quelques mois après avoir agité la diaspora turque en faveur du « oui » à son référendum constitutionnel. Les États européens, eux, n'ont pas apprécié que la Turquie, « bouclier » de l'Otan, mène sa guerre en Syrie en bonne intelligence avec le Kremlin, et dans une tension croissante avec les capitales occidentales. Ankara apparaît de moins en moins comme le partenaire stratégique irremplaçable, celui avec lequel la rupture n'aurait que des inconvénients.

À l'échelon de l'UE, pourtant, le prisme s'inverse et l'intérêt collectif prime souvent sur les préoccupations nationales. Un récent sommet européen a dé-

nombré les voix, et les partisans d'une rupture consommée avec la Turquie se sont comptés sur les doigts de la main. Si le cap politique suivi par le président Erdogan est clairement incompatible avec une entrée dans l'UE, celle-ci n'a pas vraiment besoin de geler, de suspendre ou de terminer l'avancée vers l'adhésion : l'unanimité des Vingt-Huit est nécessaire pour conclure chacun des 35 chapitres d'adhésion. Seize de ces chapitres ont été ouverts, un seul a abouti en douze ans et tout est bloqué depuis 2016.

Ce statu quo peut-il s'éterniser ? Pour contourner un débat aussi vain qu'empoisonné sur l'entrée de la Turquie, Emmanuel Macron et Bruxelles aimeraient formaliser un « partenariat » privilégié, une collaboration moins politique et réduite aux intérêts communs, économique, migratoire ou policier. « Il ne s'agit pas de déconstruire, mais de resserrer l'ambition », dit Marc Pierini. De facto, on en est déjà là, même si Erdogan refuse de l'admettre pour des raisons de politique intérieure. Le pacte migratoire finalisé en mars 2016 afin de stopper, sur la côte anatolienne, l'afflux de réfugiés et de migrants en route pour l'Europe témoigne d'une coopération profitable. L'UE y trouve son compte avec des passages pratiquement réduits à néant en mer Égée, tout comme Ankara qui bénéficie des retombées d'une assistance en milliards d'euros. Le plan fonctionne et il restera pour longtemps la plus vaste opération humanitaire engagée par l'Europe, en dépit des récriminations politiques entendues de part et d'autre.

D'autres dossiers sont déjà ouverts même s'ils avancent lentement, comme la libéralisation des visas, l'extension de l'union douanière aux produits agricoles et aux services, l'énergie et bien sûr la lutte contre le terrorisme. Malgré les tensions politiques, l'Europe reste de loin le premier partenaire commercial d'Ankara, tandis que la Turquie est le 4^e marché d'exportation de l'UE. ■

L'EXPRESS.fr 4 avril 2018

Syrie: des députés britanniques en visite de soutien aux Kurdes

Par AFP, Qamichli (Syrie) - le 04/04/2018
www.lexpress.fr/

Des députés du parti travailliste britannique se sont rendus dans le nord de la Syrie pour exprimer leur solidarité avec la minorité kurde, au moment où cette communauté est confrontée à une offensive de l'armée turque.

Cette visite intervient alors qu'Ankara menace de poursuivre une offensive lancée dans le nord syrien contre les régions dominées par les Kurdes, notamment le secteur de Minbej.

La Turquie a lancé le 20 janvier une opération visant à déloger de sa frontière la milice kurde des Unités de protection du peuple (YPG),

une faction qu'elle qualifie de "terroriste" mais alliée des Etats-Unis dans leur guerre contre le groupe Etat islamique (EI).

"Nous sommes ici pour établir une relation à long terme avec vous, et vous soutenir contre tous ceux qui essaient de détruire votre liberté et votre démocratie", a déclaré Maurice Glasman, de la Chambre des Lords, ou chambre haute du



parlement britannique. "Nous sommes ici pour exprimer de tout cœur notre solidarité avec vous", a-t-il ajouté lors d'une conférence de presse tenue mardi soir dans la ville de Qamichli, située dans le nord-est de la Syrie.

L'armée turque et ses supplétifs syriens ont déjà réussi à reprendre l'enclave d'Afrine, dans le nord-ouest du Rojava, nom donné à cette zone semi-autonome kurde instaurée par la communauté à la faveur du conflit syrien et du chaos qu'il a engendré.

La Turquie cherche à créer une zone tampon

le long de sa frontière, que des millions de réfugiés ont traversée depuis le début du conflit syrien en 2011.

L'opération contre Minbej s'annonce néanmoins plus complexe que celle d'Afrine, en raison de la présence d'environ 350 soldats de la coalition internationale anti-EI, essentiellement des Américains et des Français, mais aussi des Britanniques, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

La délégation britannique doit se rendre mercredi à Kobané, ville hautement symbolique de la résistance des Kurdes contre l'EI, qui en a

été chassé en 2015.

Les YPG ont joué un rôle clé dans la guerre contre l'EI en Syrie, en menant des opérations au sol soutenues par la coalition internationale dirigée par les États-Unis.

Avec la chute du "califat" auto-proclamé par l'EI, les rivalités ont refait surface en Syrie, où la guerre complexe implique de multiples belligérants, tandis que les Kurdes voient leur autonomie de facto menacée.

Les Kurdes se sentent abandonnés par l'Occident, dont ils ont été le principal relais dans les batailles décisives contre l'EI en Syrie. ♦

Le Monde 19 AVRIL 2018

En Turquie, la chute de la monnaie pénalise les entreprises

Endettés en dollars, les groupes peinent à rembourser leurs crédits, détenus à 80 % par des banques turques

ISTANBUL - *correspondante*

Malgré un taux de croissance record, 7,4 % pour 2017, soit le plus élevé des pays du G20, l'économie turque est entrée en zones de turbulences, menacée de surchauffe, selon le Fonds monétaire international. Largement vantée par le président Recep Tayyip Erdogan, en campagne électorale pour la présidentielle de 2019, cette forte croissance, tirée par la consommation et le crédit, est source d'inquiétudes.

Principal souci, la livre turque (TL) n'arrête pas de se déprécier. La monnaie locale a perdu près de 43 % de sa valeur face au dollar depuis le putsch manqué de juillet 2016, en raison, notamment, du déficit de la balance courante et d'une inflation à deux chiffres (10,26 % en février), loin de l'objectif de 5 % affiché par la banque centrale. «*La hausse des risques géopolitiques dans notre région explique en grande partie cette situation. A cela, s'ajoute la réduction du bilan de la Réserve fédérale [Fed, banque centrale américaine] ainsi que la hausse de ses taux, qui entraînent une dépréciation de la monnaie de la plupart des pays émergents*», explique Seltem Iyigün, économiste chez l'assureur-crédit Coface à Istanbul.

Zümrüt Imamoglu, économiste à la Tüsiad, l'équivalent turc du Medef, déplore l'inaction de la banque centrale, peu encline à juguler la hausse des prix. «*Cela fait bien longtemps que l'inflation gagne du terrain. Si le gouvernement et la banque centrale avaient pris des mesures pour l'enrayer, la livre turque n'en serait pas là.*»

« La hausse des risques géopolitiques explique en grande partie la chute de la livre »

SELTEM IYIGÜN
économiste chez
l'assureur-crédit Coface

Ce retour de l'inflation rappelle l'instabilité économique et politique qui prévalait au début des années 2000, ce qui est un mauvais point pour le gouvernement islam-conservateur. Par ailleurs, l'investissement étranger est inférieur de moitié à ce qu'il était il y a dix ans.

Autant de tendances négatives que le président Erdogan veut à tout prix corriger, alors que trois scrutins se profilent en 2019 : municipales en mars ; législatives et présidentielle en novembre.

La faiblesse de la monnaie locale met les entreprises turques privées en difficulté. Endettées en dollars, elles peinent à rembourser leurs crédits, détenus à 80 % par des banques turques. La dette du secteur privé en Turquie repré-

sente actuellement 65 % du produit intérieur brut, ce qui, «*pour un pays émergent fortement industrialisé, n'est pas si élevé*», explique François Faure, responsable du risque pays pour BNP Paribas.

Plusieurs holdings turques ont demandé des reports. Dogus Holding, l'entreprise du milliardaire Ferit Sahenk, un groupe d'investissement international fort de 300 entreprises et de 35 000 employés, cherche à rééchelonner un crédit de 2,5 milliards de dollars (2 milliards d'euros). Yildiz Holding AS, propriétaire des chocolats Godiva, négocie avec ses créanciers pour 7 milliards de dollars, tandis que la firme énergétique italo-turque Ansaldo Energia Spa, associée à Unit Investment NV, est en pourparlers autour de la restructuration d'un crédit de 700 millions de dollars.

Plan de relance de l'économie

Quant à Otas, actionnaire majoritaire de Türk Telekom, les négociations avec les banques turques (Akbank, Garanti, Is Bankasi) n'ont pas cessé depuis que la firme, propriété de la famille Hariri, peine à rembourser les échéances d'un crédit de 4,8 milliards de dollars obtenu en 2013.

Autre illustration : mardi 3 avril, le ministre turc des transports,

Ahmet Arslan, a reconnu que le gouvernement envisageait un report du loyer (1 milliard de dollars pour vingt-cinq ans) que le consortium IGA Havalimani Isletmesi AS, chargé de la construction du 3^e aéroport d'Istanbul, s'est engagé à verser à l'Etat contre la location du terrain. D'autre part, IGA recherche un financement de 1 milliard d'euros pour achever la première phase des travaux du méga-aéroport prévu pour accueillir, à terme, 200 millions de passagers par an.

Les banques turques tiendront-elles le choc ? «*Il n'y aura pas de problèmes systémiques dans le secteur bancaire, il est solide*», assure François Faure de BNP Paribas. «*Les profits du secteur bancaire ont augmenté de 31 % en 2017, par rapport à 2016*», renchérit Seltem Iyigün.

Partisan d'un soutien inconditionnel à la croissance, le président Erdogan a dévoilé, lundi 9 avril, un plan de relance de l'économie d'un montant de 137 milliards de livres (27 milliards d'euros), tout en réitérant sa volonté de voir la banque centrale baisser ses taux d'intérêt. «*Sauver les investisseurs de la hausse des taux afin qu'ils puissent continuer à investir*» est sa priorité. «*Certains disent que trop de croissance nuit. Ils disent cela parce qu'ils sont jaloux, rien d'autre*», a-t-il déclaré, depuis son palais, à Ankara.

La relance pourrait attirer des investissements dans les secteurs stratégiques de l'économie. Pour Zümrüt Imamoglu, l'effet en serait toutefois décuplé, si le gouvernement voulait avancer «*sur la voie des réformes, qui sont le principal moteur de la croissance et des investissements*». Regrettant que ces dernières «*aient été mises entre parenthèses à cause de l'agenda politique*», elle est convaincue que, «*sans réformes, les investissements resteront limités*». ■

MARIE JÉGO

7,4 %

C'est, selon Ankara, le rythme de croissance de l'économie turque en 2017. L'inflation, qui avait atteint en novembre près de 13 % - un record -, se maintient à plus de 11 % en février. Le chômage a atteint 11 % l'an dernier. Dans ses dernières prévisions, le FMI anticipe un sérieux coup de frein pour 2018 et 2019, à 4,4 % et 4,1 %.



The Syrian Kurds: Oppression, Isolation, Exodus



Aimad Hesso / April 17-2018
www.kurdistan24.net/

The Kurds in Syria have undergone a long policy of repression in their history. From the 1950s, the Arab nationalism of successive Syrian governments set up policies of identity repression against the Kurds, perceived as a threat toward a united Syria. In 1962, the Syrian government conducted a “special census” in the province of Hassakah, concluding that many of the Kurds in northern Syria had illegally come from Turkey. Following this decision, 120,000 Kurds were deprived of their civil rights, and their everyday life became very difficult, particularly, their access to education and employment. They were also deprived of the right to land. Following the demographic evolution, two Kurdish generations (about 300,000 descendants of the original 120,000) remained illegal, deprived of Syrian citizenship, and abandoned to their fate.

The Ba’ath Party—a doctrine combining socialism and Pan-Arab nationalism—came to power in 1963 and pursued the same policy of denying the Kurdish identity through other methods. The party’s politics handled the Kurdish question by changing the demographic balance of power and eliminating the Kurds. A policy of “demographic change,” through numerous projects, aimed at the assimilation and Arabization of the Kurds via displacement. From 1965 until 1975, 30,000 Kurds were forced to leave their homes.

In 1963, Ba’ath officer Muhammad Talib Hilal began a project of Arabization by evacuating the Kurdish populations from about 332 villages near the Turkish border, replacing them with Arabs from Raqqa. The so-called pretext was meant to lead an agrarian reform in the region. This “Arab belt” project affected the continuity of the Kurdish demography by separating Syrian

Kurdistan (Rojava) from Kurdistan of Turkey. The plan was only partially realized, though, and finally suspended under Hafez al-Assad in 1976: the Syrian regime was fearful of a Kurdish uprising, especially if it continued to relocate Arabs to Kurdish-populated regions.

The Damascus government’s decades-long policy of Arabization did not limit itself to the setting-up of Arab colonies in Kurdish zones; it also contained an economic aspect. In the Kurdish regions, the Syrian state pursued an “Arabization of employment” policy in the public sector. This included adopting measures intended to deprive Kurds of local jobs in favor of Arabs, including bringing Arabs from other Syrian cities such as Raqqa or Deir al-Zor. By establishing an economic marginalization of the Kurdish region, this employment policy favoring the Arabs increased the unemployment rate and forced Kurdish families in Rojava to emigrate massively. Between 1990 and 2008, Kurds moved to major Syrian cities, especially in Damascus where Kurdish suburbs began to form. For example, the informal district of Wadi Al-Mashariah. These policies, whose objectives were to empty the Kurdish zones of their original inhabitants, created unfavorable living conditions and contributed to the fall of the Kurdish population in the region. These discriminatory politics also contributed to an exile of the Kurds toward Europe.

CHALLENGES FOR ROJAVA

Forty years later, the question remains problematic, and the solution so far has been to postpone any political decision after a phase of transition and national reconciliation between Kurds and Arabs. The ruling Syrian Kurdish Democratic Union Party (PYD) in Rojava has called for a phase of peaceful negotiations when the Syrian war ends. Problems within the Arab groups of Syria persist, and a Kurdish push for independence in Syria would risk diverting

the Kurds from the fight against the Islamic State (IS). Rather, the PYD wants to win the trust of Arab parties, so they can cooperate within the “Democratic Federation of Syria of the North” whose development is crucial for the long-term survival of Kurdish autonomy inside Syria.

THE KURDISH EMIGRATION AFTER 2011: EXILE AND EXODUS

Since 2011, the northern and southern borders of Rojava were almost completely closed-off. In the north, Turkey imposed a blockade; in the south, IS controlled all the bordering territories of Rojava which had an impact on the region’s economy. From 2014 until 2016, any economic exchange inside Syria was suspended because roads were cut. The only way to reach Damascus was by air. The only airport in Qamishli remaining in service was under the control of Syrian President Bashar al-Assad’s regime. This economic isolation considerably affected the daily life of the Kurds in their cantons. Although they relied on an economy focused mainly on agricultural self-sufficiency which produced an amount of food necessary for their survival, it was not enough to guarantee a future for young people.

An important movement toward the Kurdistan Region, where about 240,000 refugees emigrated, resulted from the economic crisis. A massive exodus of the Kurdish population in Syria due to the rise of IS in 2014 during their attack on the Kurdish city of Kobani where hundreds of thousands left for Turkey, cannot be forgotten. If Turkey says it has welcomed approximately one-and-a-half million Syrian refugees today, we cannot ignore the proportion of Kurds among them. The waves of Syrian refugees included Kurds who left for Europe and those who took refuge in other regions of Syria. Approximately 350,000 people emigrated to the city of Hasakah in the southeast, according to Kurdish activists, and hundreds of thousands of others toward Afrin in the west. During the ongoing Syrian crisis, between 2011 and 2017, the Kurdish demography was weakened again by the wave of emigration toward the Kurdistan Region, Turkey, and Europe. Such an exodus remains a challenge for the autonomous region of Rojava under the administration of the PYD. ■

Aimad Hesso is a researcher in geopolitics at Sorbonne University, Paris.



Turkey, rebel allies have lost hundreds in Afrin fighting, Erdogan says

April 21, 2018 ISTANBUL (Reuters)

TURKEY AND ITS SYRIAN rebel allies have lost “hundreds” of fighters in total since the start of a campaign in northwest Syria three months ago, President Tayyip Erdogan said on Saturday, with the rebels suffering the bulk of the losses.

Turkey and its Free Syrian Army (FSA) allies launched the operation, dubbed “Olive Branch” by Ankara, in January and have since swept the Syrian Kurdish YPG from the Afrin region.

Erdogan has previously threatened to push further east, a move that would ratchet up tension in Syria’s multi-sided conflict.

“Alongside our 56 martyrs, the FSA army had hundreds of martyrs,” Erdogan told Turkey’s NTV in an interview broadcast live.

Turkey sees the YPG as an extension of the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK), considered a terrorist group by the United States and Europe. The PKK has waged a three-decade insurgency in Turkey’s largely Kurdish southeast that has left some 40,000 people dead.

The United States has trained and backed the YPG militia in the fight against Islamic State in Syria. That support has infuriated Erdogan and strained ties between Washington and Ankara, both NATO allies and members of the coalition against Islamic State. ●

Après les frappes, une carte diplomatique incertaine

Emmanuel Macron espère associer la Russie à une relance du processus politique sur la Syrie. Moscou dénonce une « action illégale »



Des soldats syriens inspectent les débris du Centre de recherches scientifiques à Barzeh, un quartier de Damas, le 14 avril. LOUAI BESHARA/AFP

Après les frappes, les Américains, les Français et les Britanniques, qui ont évité l'escalade, veulent jouer la carte de la diplomatie. Si l'opération conjointe était ponctuelle et limitée militairement, elle n'en a pas moins engagé de très gros moyens afin de montrer au régime syrien et surtout à Moscou la puissance dont disposent les Occidentaux ainsi que leur détermination. « Mission accomplie » s'était félicité Donald Trump à peine les raids achevés, malgré la formule controversée de George W. Bush, en 2003, alors que la guerre en Irak était loin d'être terminée. Il a appelé aussitôt Theresa May puis Emmanuel Macron pour les féliciter de la participation du Royaume-Uni et de la France à l'opération.

« Nous étions arrivés à un moment où cette frappe était indispensable pour pouvoir redonner de la crédibilité à la parole de notre communauté internationale », a expliqué Emmanuel Macron, dimanche 15 avril, lors de son interview à BFM et Médiapart dans sa première déclaration publique depuis l'intervention. « Nous avons la pleine légitimité internationale », a insisté M. Macron, alors que Paris veut transformer l'essai sur le plan diplomatique en profitant de la « dynamique » créée. « C'est un signal de fermeté mais qui ne correspond pas à une offensive militaire et il n'a de sens que dans le cadre d'une stratégie politique », souligne un haut diplomate. Le pari est celui de la rationalité du président russe Vladimir Poutine alors même que le refus du Conseil de sécurité de condamner les frappes occidentales montre l'isolement diplomatique de la Russie dans ses efforts pour sauver la mise du régime notamment dans son utilisation de l'arme chimique. Seules la Chine et la Bolivie se sont positionnées à cette occasion en faveur de Moscou.

LES RUSSES « COMPLICES »

« La finalité est de construire une solution politique inclusive en Syrie et c'est un point de vraie convergence avec la Russie », a notamment affirmé dans son interview télévisée le chef de l'Etat, qui affirme néanmoins avoir déclaré à Vladimir Poutine dans leur entretien téléphonique quelques heures avant les frappes, que les Russes sont complices « car ils n'ont pas eux utilisé le chlore mais ils ont construit méthodiquement l'incapacité de la communauté internationale par la voie diplomatique à empêcher l'utilisation d'arme chimique ».

Fidèle à sa stratégie de parler à tout le monde, il a avoué qu'il avait été prêt à se rendre à Ankara il y a un mois pour rencontrer ensemble Vladimir Poutine, le président turc Recep Tayyip Erdogan et le président iranien Hassan Rohani avant d'y renoncer à cause de l'intensification de l'offensive dans la Ghouta et de l'emploi des armes chimiques par le régime. « Par ces frappes, nous avons séparé les Russes des Turcs » s'est félicité le président de la République, saluant le soutien apporté par la Turquie aux frappes. Après les tensions consécutives à la réception à l'Elysée le 29 mars d'une délégation kurde de Syrie, Emmanuel Macron semble œuvrer à un retour à la normale avec Ankara. Il s'était déjà entretenu samedi par téléphone avec son homologue turc pour lui exprimer, d'après un communiqué de l'Elysée, son souhait « d'intensifier (...) la concertation avec la Turquie » pour trouver une solution politique au conflit. Lundi, le vice-premier ministre turc Bekir Bozdag a rappelé que « la politique syrienne de la Turquie n'est alignée sur celle d'aucun pays ».

Paris veut croire que la dynamique de coopération entre les puissances concernées par la crise syrienne que M. Macron veut lancer pourra associer Moscou. « Il faut maintenant espérer que la Russie comprenne qu'après la

riposte militaire nous devons joindre nos efforts pour promouvoir un processus politique en Syrie qui permette de sortir de la crise » a déclaré Jean-Yves Le Drian, le ministre des affaires étrangères au Journal du dimanche.

Pourtant, au lendemain des frappes, la Russie continue ses escalades verbales. Le président russe Vladimir Poutine et son homologue iranien Hassan Rohani se sont entretenus au téléphone dimanche, estimant que « cette action illégale endommageait sérieusement les perspectives d'un règlement politique » et qu'une nouvelle intervention créerait « le chaos dans les relations internationales ».

Les autorités françaises estiment néanmoins avoir en main certains atouts. Le président français doit se rendre les 24 et 25 avril à Washington puis un mois plus tard à Moscou et Saint-Petersbourg. Il ne cache pas avoir l'oreille de Donald Trump malgré des divergences et garde un canal de dialogue ouvert avec Moscou, en froid avec Londres et Washington. Les autorités françaises avaient aussi pesé de tout leur poids lors des discussions sur les contours de l'opération pour que « les alliés de la Syrie », les Iraniens et surtout les Russes, ne soient pas touchés, même indirectement.

PROJET DE RÉSOLUTION

Faire bouger la Russie sera néanmoins difficile. Par douze fois, Moscou a posé son veto à des résolutions sur la crise syrienne et donné le coup de grâce en novembre dernier au Joint Investigating Mechanism (JIM) la mission conjointe de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) et de l'ONU. C'était le seul mécanisme d'enquête indépendant à même non seulement de déterminer l'agent chimique utilisé mais aussi d'en attribuer la responsabilité. Dans son dernier rapport, à l'automne, le JIM avait clairement mis en cause la responsabilité du régime dans le bombardement avec du gaz sarin le 4 avril 2017 qui avait fait plus de 80 morts à Khan Cheikhoun et dans trois autres à Sarmin, à Talmenes et à Qmneas. Les ex-

perts de l'OIAC, arrivés à Damas pour enquêter sur l'attaque chimique du 7 avril n'ont pas cette compétence. Une réunion de l'organisme était prévue lundi.

La France a annoncé, samedi 14 avril, avoir proposé à l'ONU, aux côtés de ses partenaires britanniques et américains, un projet de résolution pour « sortir de l'impasse (...) et mettre un terme à la tragédie syrienne. » Consulté par *le Monde*, le projet de texte – non définitif – propose notamment de relancer un mécanisme d'enquête indépendant et impartial sur l'usage d'armes chimiques en Syrie, capable d'attribuer les responsabilités des attaques. Cette résolution s'articule autour des trois sujets clés de la crise syrienne : le chimique, le politique et l'humanitaire.

Dans un souci évident d'associer la Russie aux négociations, il repose sur des textes de résolutions déjà agréés par le passé, telles la résolution 2254 pour une reprise des pourparlers de paix intersyriens à Genève, qui sont toujours au point mort, et la résolution

2401 – votée à l'unanimité en février mais jamais appliquée – qui exige un accès humanitaire sûr et sans entrave à la population syrienne et l'instauration d'un cessez-le-feu. Elle oblige aussi le régime syrien à coopérer avec l'OIAC pour mener à son terme le démantèlement de son programme chimique. Les Occidentaux soupçonnent le régime syrien de ne pas avoir déclaré l'ensemble de son arsenal chimique.

Cet engagement onusien est un message directement adressé à Washington. La France n'avait eu de cesse d'appeler, au cours des derniers mois, à un réengagement des Etats-Unis dans la recherche d'un compromis politique « seule manière de faire front au rouleau compresseur russe et d'obtenir une solution politique inclusive en Syrie », précise un diplomate. Les intentions américaines restent néanmoins indéchiffrables. « La mission américaine n'a pas changé », a indiqué la porte-parole de la Maison Blanche, Sarah Sanders, assurant que « le président a dit clairement qu'il veut que les forces

américaines rentrent dès que possible ». La publication de ce communiqué intervient quelques heures après que le président français Emmanuel Macron a affirmé que la France avait « convaincu » M. Trump de laisser des forces en Syrie.

Nikki Haley, l'ambassadrice des Etats-Unis auprès de l'ONU, paraissait dimanche plus en phase avec les déclarations du président français. L'implication américaine en Syrie « n'est pas terminée », a-t-elle déclaré. M^{me} Haley a rappelé que Washington ne se retirerait pas avant de s'assurer que des armes chimiques ne pourront pas être utilisées de manière à nuire aux intérêts des Etats-Unis, vaincre l'Etat islamique et de consolider un poste d'observation sur les activités de l'Iran dans le pays. L'administration américaine devrait annoncer le 16 avril de nouvelles sanctions en lien avec l'utilisation d'armes chimiques par le régime syrien qui touchent aussi la Russie. ■

MARC SEMO

(AVEC MARIE BOURREAU
À NEW YORK, NATIONS UNIES)

Europe 1

13 avril 2018

En Syrie, la coalition face aux Turcs pour protéger les Kurdes

Près de 350 soldats de la coalition internationale anti-État islamique, essentiellement des Américains et des Français, sont stationnés à Manbij, en Syrie. Leur but est de protéger les Kurdes face aux Turcs.

13 avril 2018 www.europe1.fr

REPORTAGE

Depuis l'offensive turque sur la ville kurde d'Afrin, en Syrie, en janvier dernier, les relations sont tendues entre la Turquie et la France. Si la coalition n'est pas intervenue pour aider les Kurdes à Afrin, elle a en revanche renforcé sa présence dans la région de Manbij en Syrie, un endroit stratégique situé entre Alep et la frontière turque, avant de faire de même à Ankara. Le but est de faire bouclier face aux Turcs.

Aujourd'hui, près de 350 soldats de la coalition internationale anti-Etat islamique, essentiellement des Américains et des Français, sont ainsi stationnés à Manbij, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme. Une ligne de front contre-nature sur laquelle des membres de l'Otan se tiennent en joue.

"Un incident peut vite dégénérer". Sur place, les Américains ont hissé leurs drapeaux sur deux bases avancées construites sur les hauteurs des collines. De leur côté,

"On entend des obus de mortiers s'abattre dans la campagne. Qui les lance ? Qui les reçoit ? Personne n'en sait rien."



les forces spéciales françaises ne s'affichent pas mais elles sont derrière les avant-postes tenus par les combattants locaux, majoritairement kurdes. Depuis l'interstice entre les sacs de sables, Ahmed aperçoit les positions turques et celles de leurs supplétifs rebelles. Les accrochages, dit-il, sont quasi quotidiens.

"La situation est très tendue. Les Turcs ont envoyé beaucoup de renforts. On est à moins d'un kilomètre d'eux. Ce matin, un sniper nous a tirés dessus depuis la base des rebelles syriens. Heureusement que l'on a des patrouilles conjointe avec la coalition 24h sur 24", explique-t-il. Une opposition

entre Turcs, Américains et Français est peu probable mais les lignes sont tellement serrées qu'un incident peut vite dégénérer", estime-t-il.

Une présence qui rassure... La présence des forces de la coalition rassure toutefois en partie la population locale. Qu'ils soient arabes ou kurdes, les habitants la considèrent comme un rempart face à l'arrivée d'un énième nouvel occupant. Et si les Français sont discrets, les Américains, eux, patrouillent en ville. Dans la rue principale, des véhicules blindés couleur sable stationnent devant les restaurants et les soldats américains plaisantent avec les clients ➤

► en attendant leurs sandwiches. "Ça fait une dizaine de jours qu'on les voit et je m'en réjouis, on a de bonnes relations, ils nous protègent dans cette période d'incertitudes", estime l'un des clients. "Il y a une grande peur de voir une offensive comme celle d'Afrin se reproduire ici".

... mais seulement partiellement. Cette opération turque menée en janvier contre la ville d'Afrin a laissé des traces. Elle a trauma-

tisé la population et a fragilisé son rapport à la coalition. "Qu'est ce que l'on doit penser ? A Afrin, il y a eu des centaines de civils tués et personne n'a rien dit", souligne ainsi Muhammad Abou Adel, le chef du conseil militaire de Manbij. "La coalition internationale, ce n'est pas qu'un pays, il y a beaucoup d'Etats qui en font partie. Chaque pays a ses propres intérêts, et c'est cela qui prime, donc on ne sait pas ce qui peut se

passer pour nous demain. Il faut mieux compter sur nous même que sur les autres. Regardez, il y a quelques jours Donald Trump a déclaré que les Américains allaient partir de Syrie pour changer complètement d'avis tout de suite après", pointe-t-il encore. Une incertitude qui profite à l'Etat islamique. Les djihadistes, dit-il, ne sont pas encore vaincus, mais "désormais, nous restons concentrés sur la protection de nos villages". ■

Le Monde 20 AVRIL 2018



INTERNATIONAL | CHRONIQUE

PAR ALAIN FRACHON

Syrie, la guerre qui vient

Il ne faut pas se tromper de conflit. Ce qui menace le plus, sur les ruines de sept années de guerre civile en Syrie, ce n'est pas un affrontement ponctuel entre les Etats-Unis et la Russie. Américains, Britanniques et Français ont pris soin, lors de leur raid du 14 avril, de ne frapper ni les Russes ni leurs protégés iraniens. Les missiles ont visé des installations syriennes. Objectif proclamé, plus politique que militaire: empêcher la banalisation de l'arme chimique sur le champ de bataille.

Mais, dans l'immédiat, ce qui se profile, de façon plus menaçante, c'est un affrontement entre Israël et l'Iran. Une configuration stratégique générale s'installe, pas à pas, entre Américains, Russes, Iraniens et Israéliens, qui est de celles qui peuvent amener la guerre – ou ajouter la guerre à la guerre.

On sait le point de départ. Sans le soutien inébranlable de la République islamique – assistance militaire directe, aide économique et financière constante, appui politico-diplomatique permanent –, la seule intervention aérienne des Russes n'aurait pas sauvé le régime de Bachar Al-Assad. Il a fallu les deux pour venir à bout d'une insurrection armée qui, au fil des ans, s'est vu dominée par des islamistes. Aujourd'hui, les Iraniens ont besoin des Russes, mais ceux-ci dépendent de ceux-là.

Téhéran veut les dividendes de son engagement. Le régime entend disposer de bases militaires permanentes en Syrie. Israël s'y oppose: ligne rouge, casus belli.

CE QUI SE PROFILE, DE FAÇON MENAÇANTE, C'EST UN AFFRONTMENT ENTRE ISRAËL ET L'IRAN

Depuis six ans, l'aviation israélienne bombarde régulièrement, en Syrie, des convois d'armements iraniens à destination du Hezbollah libanais, la milice chiite créée en 1982 par l'Iran et intégrée au système de défense de la République islamique.

Raid aérien

Depuis quelques mois, la confrontation est directe: armée de l'infrastructure iranienne en Syrie. Bluff? Gesticulation? Au Moyen-Orient, plus souvent qu'on ne l'imagine, les gens font ce qu'ils disent.

A Washington, Donald Trump s'est entouré des conseillers les plus anti-iraniens qu'on puisse trouver au bord du Potomac. Michael Pompeo, à la tête du département d'Etat, et John Bolton, au Conseil national de sécurité de la Maison Blanche, diabolisent la République islamique. Ils stigmatisent l'accord sur le contrôle du programme nucléaire iranien conclu le 14 juillet 2015 à Vienne. Trump écoute volontiers et l'homme fort d'Arabie saoudite et le premier ministre israélien. Tous deux associés dans la lutte contre «l'expansionnisme iranien» dans le monde arabe, Mo-

ammed Ben Salman et Benjamin Nétanyahou veulent la mort du document de Vienne.

D'ici au 12 mai, Donald Trump doit décider. S'il «sort» de l'accord de Vienne et annonce la reprise de sanctions contre l'Iran, quelle sera la réaction des «durs» à Téhéran? Si l'Iran ne s'estime plus lié par l'accord et reprend l'enrichissement de l'uranium, quelle sera la réaction des «durs» à Jérusalem? Logique d'affrontement en perspective.

Nétanyahou a toujours eu l'oreille attentive de Vladimir Poutine. Le Russe semblait comprendre l'Israélien. Entre ultranationalistes, le courant passait. Moscou ne s'est jamais opposé aux raids israéliens contre le Hezbollah en Syrie. Une ligne rouge a été établie entre les états-majors russe et israélienne contre forces iraniennes. Le 10 février, un drone iranien franchit la frontière syro-israélienne. Tsahal abat l'engin, ramasse ses débris et lance un raid aérien contre l'endroit d'où il serait parti: la base dite T4, près de Homs, dans le centre de la Syrie, tenue par des gardiens de la révolution, unités d'élite du régime de Téhéran. Examen du drone accompli, début juin, Tsahal jure qu'il contenait des explosifs et l'aviation israélienne mène, le 9 avril, une deuxième attaque contre T4. Les deux parties en dressent le même bilan: au moins sept militaires iraniens sont tués, dont un colonel. L'Iran promet de se venger. Israël se déclare prêt à recommencer.

La séquence ressemble à ces séries d'incidents ponctuels qui, au Moyen-Orient, précèdent souvent une conflagration plus large. Ces jours-ci, «des sources israéliennes de haut rang» ont reçu Tom Friedman du *New York Times* pour expliquer: «Si les Iraniens répliquaient (...), Israël pourrait saisir l'occasion pour mener une contre-attaque massive contre l'ensemble israélien. Mais Poutine aurait fait savoir qu'il y a des limites à ce qu'il peut imposer aux Iraniens en Syrie. Les relations israélo-russes se-

À WASHINGTON, DONALD TRUMP S'EST ENTOURÉ DES CONSEILLERS LES PLUS ANTI-IRANIENS QU'ON PUISSE TROUVER

raient plus difficiles. Lors du raid du 9 avril, les Israéliens n'auraient pas prévenu les Russes. Israël voit l'Iran – qui ne cesse de dénoncer «l'entité sioniste» – se rapprocher de ses frontières: au sud, par Hezbollah libanais interposé; à l'est, avec le déploiement iranien en Syrie. Tout le monde est à portée de missiles.

Comment comprendre la poussée iranienne au Moyen-Orient? Pas un point chaud de la région où l'on ne retrouve la main de la République islamique, de Gaza au Yémen. Téhéran a son mot à dire sur l'avenir de l'Irak, de la Syrie et du Liban. Ralliant les minorités arabes chiites de la région, l'Iran dispose maintenant d'un corps d'armée à ses ordres au beau milieu de la péninsule Arabique et d'un «corridor» d'accès à la Méditerranée.

Volontiers traitée en paria, la République islamique est largement dépassée par les Etats arabes au chapitre des dépenses militaires. Elle se dit menacée et obligée d'avoir une stratégie défensive asymétrique: arsenal de missiles balistiques, d'abord; première ligne de défense avec ses milices chiites, ensuite. Mais une partie du régime tient une ligne beaucoup plus offensive, promettant la fin d'Israël et celle des monarchies arabes. Qui, à leur tour, s'estiment menacés. Au Moyen-Orient, les perceptions ont valeur de faits. ■

frachon@lemonde.fr

A sense of relief after limited attack

MOSCOW

BY NEIL MACFARQUHAR

Moscow met the limited American-led airstrikes against Syria with plenty of bluster and heated rhetoric, starting with an uncharacteristically quick response from President Vladimir V. Putin condemning the attack and accusing the United States of aggravating the humanitarian situation.

But there was also a palpable sense of relief.

The sun was barely up on Saturday before the Defense Ministry, not famous for speedy reactions, pumped out a statement underscoring that none of the thousands of Russian troops garrisoned in Syria had been threatened by the American, British and French attack and that none of its air defense systems had been mobilized.

"It looks like both sides were playing according to their prescribed roles and managed to limit the harm from this kind of confrontation," said Aleksandr M. Golts, an independent Russian military analyst and deputy editor of *Yezhednevny Zhurnal*, an online current affairs magazine. "Syria will not be the starting point for some kind of global confrontation."

The American ambassador to Russia, Jon M. Huntsman Jr., released a statement on Facebook on Saturday confirming that the two sides had taken steps before the assault to make sure they stayed out of each other's way. "Before we took action," he said, "the U.S. communicated with the R.F. to reduce the danger of any Russian or civilian casualties."

Of course, the latest attack binds Russia more closely than ever to President Bashar al-Assad of Syria. The fact that there was no immediate Russian reaction to President Trump's scathing remarks about that alliance suggested that the Kremlin has accepted the costs involved.

Mr. Assad has become something of a "human shield" limiting Russia's options, noted Vladimir Frolov, an independent foreign affairs analyst and columnist for *Republic.ru*, "but it was a choice that Moscow made."

President Putin often waits days before weighing in on an international crisis, so his issuing a statement within hours of the attack indicated that the Kremlin considered it a critical situation. Mr. Putin called for an emergency



POOL PHOTO BY ALEXANDER ZEMLIANICHENKO

President Putin's statement came within hours of the missile attack on Syria.

meeting of the United Nations Security Council to discuss the attack. Other than that, he limited himself to repeating Russian claims that no chemical attack had taken place to warrant the onslaught and that Washington was only making a humanitarian crisis worse.

"Russia condemns in the strongest possible terms the attack against Syria, where Russian military personnel are assisting the legitimate government in its counterterrorism efforts," Mr. Putin said in the statement. "Through its actions, the U.S. makes the already catastrophic humanitarian situation in Syria even worse and brings suffering to civilians."

Like Mr. Assad, Russia condemns all opponents of the Syrian government as "terrorists."

In the weeks before the attack, Moscow issued repeated warnings, particularly from Gen. Valery V. Gerasimov, the chief of staff for the armed forces, that the Kremlin would "take retaliatory measures." The general hinged his warning on the important caveat that Russia would attack missiles and the platforms from which they were launched only if Russian military personnel were placed in danger.

The attack was barely over before the Defense Ministry rushed out its statement stressing that its two main installations in Syria had not been threatened.

Lt. Gen. Sergei F. Rudskoi, the head of the military's operations department, said at a briefing that no missiles fired during the attack had entered the Russian air-defense zones and repeated the Russian assertion that the attack had nothing to do with chemical weapons.

"We believe that this strike is not a response to an alleged chemical attack, but a reaction to the successes of the Syrian armed forces in the struggle to liberate their territory from interna-

tional terrorism," he said.

If anything, the Kremlin may have been somewhat pleased, albeit secretly, that the United States had hit targets well away from the primary areas of Russian control, one analyst suggested.

"Russia has its own zone of interests in Syria, which is on the shore of the Mediterranean," said Aleksei V. Makarkin, of the Center for Political Technologies.

"The U.S. hit targets that are outside of this zone," he said. "Of course Russia is upset, but this is just an element of the new cold war, only one element among several, including sanctions, which are a much more serious problem for Russia."

In one telling sign of the lack of urgency regarding Syria, the Federation Council, the upper house of the Russian Parliament, put out a statement saying it would discuss the airstrikes "next week."

While the Russian military has been overhauled in recent years and has developed some high-tech cruise missiles and other weapons, a direct confrontation with the United States forces in Syria risked a humiliating walloping, said Mr. Golts, the military analyst.

The secretive Russian mercenary forces in Syria already lost "a couple of hundred" fighters in a skirmish with American-backed Kurdish forces in February, the C.I.A. director and secretary of state nominee, Mike Pompeo, said in Senate testimony last week. Russia had no desire for a similar confrontation involving its regular forces.

Mr. Putin has twin goals in Syria. First, he is staunchly opposed to regime change fostered by outsiders of the kind that brought chaos to Iraq and Libya.

Second, he sees Syria as leverage to restore Moscow not only to its role as a power broker in the Middle East, but to the status of world policeman that it shared with the United States in Soviet days. The fact that Mr. Trump has started to criticize him and Russia more openly for allying with Mr. Assad has yet to dent those hopes.

Mr. Putin will accept limited strikes against Syria that do not indicate a sustained American effort to help the opposition, said Mr. Frolov, the foreign affairs analyst, and would avoid engaging Mr. Trump on the rest. "The Kremlin is still hoping for a summit with Trump, so it will largely ignore his comments about Putin," Mr. Frolov said. "There is still some residual hope that a good personal meeting may turn things around."

Ivan Nechepurenko, Oleg Matsnev and Sophia Kishkovsky contributed reporting from Moscow.

How Erdogan Wins

By Soner CAGAPTAY April 19, 2018
 Nytimes.com |

President Recep Tayyip Erdogan of Turkey has called for snap elections on June 24, almost a year and a half before the scheduled date in November 2019. He is expected to win because he has, once again, managed to stack the odds — militant nationalism, strong economic growth, a post-coup state of emergency that allows him to deploy security forces to crush his opposition and almost complete control of the Turkish media — in his favor.

President Recep Tayyip Erdogan of Turkey has called for snap elections on June 24, almost a year and a half before the scheduled date in November 2019. He is expected to win because he has, once again, managed to stack the odds — militant nationalism, strong economic growth, a post-coup state of emergency that allows him to deploy security forces to crush his opposition and almost complete control of the Turkish media — in his favor.

The Turkish economy grew at 7.4 percent last year. Mr. Erdogan is seizing the moment to take credit for the strong economic performance before the economy shows signs of overheating. And there are worries stirred by a credit boom: The annual inflation rate peaked at 13 percent in November, the highest in 14 years. The current account deficit swelled to 4.7 percent of the gross domestic product in December, and the lira tumbled to a historic low in April.

Mr. Erdogan is enjoying popular support because of a surge of Turkish nationalism after his victory in the Afrin area of northern Syria, which the Turkish Army and its affiliates took from the Kurdish People's Protection Units, or YPG. The YPG is linked to the Kurdistan Workers' Party (PKK), the terrorist group that Turkey has been fighting for decades.

But there are concerns about the elections being held while the state of emergency, imposed in the aftermath of the failed 2016 coup, remains in place. The state of emergency gives the police, controlled by the central government, the right to arrest anyone without a court order and gives the government administration the mandate to curb freedoms of expression, assembly and association.

The Turkish government has used these extraordinary powers not just to clamp down on coup plotters but also to crack down on the opposition parties and activists. Selahattin Demirtas, the leader of the pro-Kurdish People's Democratic Party, or HDP — one of three parties in the nation's Parliament that oppose President Erdogan's ruling Justice and Development Party, or AKP — has been imprisoned, along with eight other HDP lawmakers. Eleven of the party's 59 lawmakers have been expelled from Parliament.

Turkey's deputy prime minister labeled Kemal Kilicdaroglu, the leader of the Republican People's Party, or CHP, the main opposition party, a "national security issue." Enis Berberoglu, a prominent CHP lawmaker,



President Recep Tayyip Erdogan's portrait on a cigarette case and a lighter at an Istanbul souvenir shop. Credit Ozan Kose/Agence France-Presse — Getty Images

was sentenced to five years in prison after being accused of leaking a video to Cumhuriyet, an opposition newspaper, purportedly showing Turkish intelligence personnel sending weapons to Syria.

It is not a fair playing field for Mr. Erdogan's opponents. Turks get their news mostly from television. Nowadays news networks in Turkey almost exclusively broadcast Mr. Erdogan's message. According to a study that analyzes live news coverage in Turkey's 17 largest networks, last March — before the April 2017 referendum on constitutional amendments for and against an executive presidency — the president's party received 470 hours of airtime, the CHP 45 hours, the MHP 15 hours, and the HDP zero minutes.

With the sale of the Dogan Media Company, the largest Turkish media group, in March to Demiroren Holding, a pro-government conglomerate, 90 percent of the Turkish media is now controlled by pro-Erdogan businesses.

Recent changes to Turkey's election system may also tilt the playing field in Mr. Erdogan's favor. Turkey has a paper-based voting system. A new law mandates that the chairman of the election monitoring board in every district of the country be a government official. Previously, the chairman had been elected by majority vote by the board, which included representatives of all political parties. The change raises fears that these officials might not be honest during the vote count.

Traditionally, the paper ballots were placed in official envelopes after being stamped by ballot-box officials to prevent voter fraud. The new law stipulates that even ballots missing the stamp of the polling officials will be considered valid, raising fears of ballot stuffing.

Mr. Erdogan has also moved to neutralize two key challengers: Meral Aksener, a center-right nationalist politician who recently founded the Good Party, and Selahattin Demirtas, the imprisoned leader of the pro-Kurdish HDP.

Ms. Aksener is Mr. Erdogan's only right-wing challenger in Turkey, where right-wing parties have formed the government for all but 17 months since 1950. She split from the ultra-nationalist Nationalist Movement Party last year over differences with the party leader's decision to support Mr. Erdogan during last April's referendum on an executive presidency. If she manages to significantly increase her votes, she could hurt Mr. Erdogan.

Ms. Aksener's Good Party could be disqualified from contesting the election because of a shrewd move by Mr. Erdogan in choosing the election date. Turkish electoral law requires a political party to hold its party congress six months before contesting an election. The Good Party misses the June 24 deadline by four days.

Turkey has a high electoral threshold, requiring parties to win 10 percent of the national tally before they can gain representation in the legislature. The party is currently polling just under ten percent. Mr. Erdogan has left Ms. Aksener with little time or space to build her nascent faction into a formidable oppositional force.

Mr. Erdogan's other challenger is the imprisoned HDP leader Mr. Demirtas. He is charismatic like Mr. Erdogan and relatable. During the June 2015 elections, he broadened the HDP's traditionally narrow Kurdish nationalist base by reaching out to liberal Turkish voters. It was first time a pro-Kurdish party crossed the 10 percent electoral threshold and entered the Turkish Parliament.

Mr. Demirtas's victory denied a parliamentary majority to Mr. Erdogan's AKP. After the breakdown of the peace talks and renewed conflict between the Turkish military and the PKK in the summer of 2015, Mr. Demirtas failed to distance himself and his party from the PKK. Centrist Kurdish and liberal Turkish voters abandoned the HDP.

Mr. Demirtas was detained in November 2016 for not appearing in court to testify in continuing PKK-related investigations. Without his leadership and after losing the new voters, the HDP might find it difficult to cross the 10 percent threshold.

The new Turkish Parliament is most likely to be dominated by Mr. Erdogan's Justice and Development Party; the Republican People's Party, an insipid force that still won 130 out of 550 seats in the last election; and the hard-right MHP, which is allied with Mr. Erdogan and will contest in coalition with his AKP.

The AKP will have a solid majority in the new Parliament. June 24 — the polling day — will be a historic day in Turkey. Mr. Erdogan narrowly won a referendum in April 2017 to change the Turkish political system from the parliamentary to the presidential system.

The executive presidency, which would repose great powers in Mr. Erdogan, will kick in after June 24, and Turkey will formally switch to a new era where the president will be the ultimate head of state, government, police, army and the ruling party. ●

Soner Cagaptay is a senior fellow and director of the Turkish Research Program at the Washington Institute for Near East Policy, and the author, most recently, of "The New Sultan: Erdogan and the Crisis of Modern Turkey."

An Emerging Russia-Turkey-Iran Alliance Could Reshape the Middle East

The unusual triple alliance coming out of Syria could change the regional balance of power and unhinge NATO — if it holds together at all.

BY CONN HALLINAN, APRIL 19, 2018.

<http://fpif.org>

An unusual triple alliance is emerging from the Syrian war — one that could alter the balance of power in the Middle East, unhinge the NATO alliance, and complicate the Trump administration's designs on Iran.

It might also lead to yet another double cross of one of the region's largest ethnic groups, the Kurds.

However, the "troika alliance" — Turkey, Russia, and Iran — consists of three countries that don't much like one another, have different goals, and whose policies are driven by a combination of geo-global goals and internal politics.

In short, "fragile and complicated" doesn't even begin to describe it.

How the triad might be affected by the joint U.S., French, and British attack on Syria is unclear, but in the long run the alliance will likely survive the uptick of hostilities.

CONSOLIDATING ERDOGAN'S GRIP

Common ground was what came out of the April 4 meeting between Turkish President Recep Tayyip Erdogan, Iranian President Hassan Rouhani, and Russian President Vladimir Putin.

Meeting in Ankara, the parties pledged to support the "territorial integrity" of Syria, find a diplomatic end to the war, and to begin a reconstruction of a Syria devastated by seven years of war. While Russia and Turkey explicitly backed the UN-sponsored talks in Geneva, Iran was quiet on that issue, preferring a regional solution without "foreign plans."

"Common ground," however, doesn't mean the members of the "troika" are on the same page.

Turkey's interests are both internal and external. The Turkish Army is currently conducting two military operations in northern Syria, Olive Branch and Euphrates Shield, aimed at driving the mainly Kurdish People's Protection Units (YPG) out of land that borders Turkey. But those operations are also deeply entwined with domestic Turkish politics.



Presidents Hassan Rouhani of Iran, Recep Tayyip Erdogan of Turkey and Vladimir Putin of Russia perform a three-way handshake before their meeting in Ankara, Turkey, April 4, 2018. REUTERS/Tolga Bozoglu

Erdogan's internal support has been eroded by a number of factors: exhaustion with the ongoing state of emergency imposed following the 2016 attempted coup, a shaky economy, and a precipitous fall in the value of the Turkish lira.

Rather than waiting for 2019, Erdogan called a snap election last week, and beating up on the Kurds is always popular with right-wing Turkish nationalists. Erdogan needs all the votes he can get to implement his newly minted executive presidency that will give him virtually one-man rule.

DRIVING A WEDGE IN NATO

To be part of the alliance, however, Erdogan has had to modify his goal of getting rid of Syrian President Bashar Assad and to agree — at this point, anyhow — to eventually withdraw from areas in northern Syria seized by the Turkish Army. Russia and Iran have called for turning over the regions conquered by the Turks to the Syrian Army.

Moscow's goals are to keep a foothold in the Middle East with its only base, Tartus, and to aid its long-time ally, Syria. The Russians aren't deeply committed to Assad personally, but they want a friendly government in Damascus. They also want to destroy al-Qaeda and the Islamic State, which have caused Moscow considerable trouble in the Caucasus.

Russia also wouldn't mind driving a wedge between Ankara and NATO. After the U.S., Turkey has NATO's second largest army. NATO broke a 1989 agreement not to recruit former members of the Russian-dominated Warsaw Pact into NATO as a quid pro quo for the Soviets withdrawing from Eastern Europe. Since the Yugoslav War in 1999, the alliance has marched right up to the borders of Russia. (The 2008 war with Georgia and 2014 seizure of the Crimea were largely a reaction to what Moscow sees as an encirclement strategy by its adversaries.)

Turkey has been at odds with its NATO allies around a dispute between Greece and Cyprus over sea-based oil and gas resources, and it recently charged two Greek soldiers who violated the Turkish border with espionage. Erdogan is also angry that European Union countries refuse to extradite Turkish soldiers and civilians who he

claims helped engineer the 2016 coup against him. While most NATO countries condemned Moscow for the recent attack on two Russians in Britain, the Turks pointedly did not.

Turkish relations with Russia have an economic side as well. Ankara wants a natural gas pipeline from Russia, has broken ground on a \$20 billion Russian nuclear reactor, and just shelled out \$2.5 billion for Russia's S-400 anti-aircraft system.

THE KURDISH QUESTION

The Russians don't support Erdogan's war on the Kurds and have lobbied for the inclusion of Kurdish delegations in negotiations over the future of Syria. But Moscow clearly gave the Turks a green light to attack the Kurdish city of Afrin last month, driving out the YPG that had liberated it from the Islamic State and Turkish-backed al-Qaeda groups. A number of Kurds charge that Moscow has betrayed them.

Will the Russians stand aside if the Turkish forces move further into Syria and attack the city of Manbij, where the Kurds are allied with U.S. and French forces? And will Erdogan's hostility to the Kurds lead to an armed clash among three NATO members?

Such a clash seems unlikely, although the Turks have been giving flamethrower speeches over the past several weeks. "Those who cooperate with terrorists organizations [the YPG] will be targeted by Turkey," Turkish Deputy Prime Minister Bekir Bozdag said in a pointed reference to France's support for the Kurds. Threatening the French is one thing, picking a fight with the U.S. military quite another.

Of course, if President Trump pulls U.S. forces out of Syria, it will be tempting for Turkey to move in. While the "troika alliance" has agreed to Syrian "sovereignty," that won't stop Ankara from meddling in Kurdish affairs. The Turks are already appointing governors and mayors for the areas in Syria they have occupied.

KEEPING THE U.S. AT BAY

Iran's major concern in Syria is maintaining a buffer between itself and the very aggressive U.S., Israeli, and Saudi alliance, which seems to be in the preliminary stages of planning a war against the second-largest country in the Middle East. ☞

Iran is not at all the threat it's been pumped up to be. Its military is miniscule and talk of a so-called "Shiite crescent" — Iran, Iraq, Syria, and Lebanon — is pretty much a western invention (although the term was dreamed up by the Sunni king of Jordan).

Tehran has been weakened by crippling sanctions and faces the possibility that Washington will withdraw from the nuclear accord and re-impose yet more sanctions. The appointment of National Security Adviser John Bolton, who openly calls for regime change in Iran, has to have sent a chill down the spines of the Iranians.

What Tehran needs most of all is allies who will shield it from the enmity of the U.S., Israel and Saudi Arabia. In this regard, Turkey and Russia could be helpful.

Iran has modified its original goals in Syria of a Shiite-dominated regime by agreeing to a "non-sectarian character" for a post-war Syria.

(Erdogan has also given up on his desire for a Sunni-dominated government in Damascus.)

WAR AND OIL

War between the U.S. or its allies and Iran would be catastrophic, an unwinnable conflict that could destabilize the Middle East even more than it is now. It would, however, drive up the price of oil, currently running at around \$66 a barrel.

Saudi Arabia needs to sell its oil for at least \$100 a barrel, or it will very quickly run of money. The ongoing quagmire of the Yemen war, the need to diversify the economy, and the growing clamor by young Saudis — 70 percent of the population — for jobs requires lots of money, and the current trends in oil pricing are not going to cover the bills.

War and oil make for odd bedfellows. While the Saudis are doing their best to overthrow the Assad regime and fuel the extremists fighting the

Russians, Riyadh is wooing Moscow to sign on to a long-term OPEC agreement to control oil supplies. That probably won't happen — the Russians are fine with oil at \$50 to \$60 a barrel — and are wary of agreements that would restrict their right to develop new oil and gas resources.

The Saudis' jihad on the Iranians has a desperate edge to it, as well it might. The greatest threat to the kingdom has always come from within.

The rocks and shoals that can wreck alliances in the Middle East are too numerous to count, and the "troika" is riven with contradictions and conflicting interests. But the war in Syria looks as if it's coming to some kind of resolution — and at this point Iran, Russia, and Turkey seem to be the only actors who have a script that goes beyond lobbying cruise missiles at people. ■

FPIF columnist Conn Hallinan can be read at dispatchesfromtheedgeblog.wordpress.com and middlempireseries.wordpress.com.

Newsweek

April 4, 2018

Russia, Iran and Syria Say U.S. Making Things Worse For Their Own War On Terror

By Tom O'Connor On 4/4/18
<http://www.newsweek.com>

Top Russian, Iranian and Syrian military leaders all criticized U.S. military intervention in Syria and the region as a whole during the seventh annual Moscow International Security Conference, accusing Washington of having ulterior motives as all four countries battled the remnants of the Islamic State militant group (ISIS).

Russian and Iranian officials decried Wednesday what they called U.S. plans to divide the Middle East, where efforts to battle ISIS have played out on the backdrop of a seven-year civil war. Moscow and Tehran are the leading allies of Syrian President Bashar al-Assad, who the U.S. attempted to overthrow by supporting the rebels of a 2011 uprising. The U.S. now supports a mostly Kurdish group known as the Syrian Democratic Forces, which has eyed greater autonomy for the territory it controls across northern and eastern Syria.

"The United States is set to divide Syria. It has been laying potential groundwork for a new all-against-all war," Colonel General Sergei Rudskoi, head of the Russian military general staff's Main Operations Department, according to the state-run Tass Russian News Agency.

"Utterly unacceptable are the United States' attempts at creating a quasi-state on the eastern bank of the Euphrates. We see that in these areas not only U.S.-controlled bodies of power are being created, but their own armed forces formed," he added.

Iranian Defense Minister Amir Hatami took his sentiments a step further, accusing the U.S. of trying to divide the entire Islamic World. In addition to being at odds in Syria, the U.S. and



U.S. soldiers stand at attention during a visit of a U.S. delegation to the YPG-held northern Syrian city of Manbij, where the U.S. has a military presence, March 22, 2018. Many U.S.-backed Kurdish fighters have fled the U.S.-led battle against ISIS in the oil-rich east to defend against a Turkish incursion in the north.
DELIL SOULEIMAN/AFP

Iran also fall on opposite ends of a regional contest of influence between revolutionary Shiite Muslim republic of Iran and conservative Sunni Muslim kingdom of Saudi Arabia, which has been a key ally of Washington. The U.S. has also attempted to discourage Iraqi participation in the anti-ISIS alliance of Syria, Iran and Iran-backed Lebanese Shiite Muslim movement Hezbollah, considered a terrorist organization by the State Department.

"The development and prosperity of Muslim countries is a source of concern for some players, particularly the United States. They are well aware of the fact that, if there is unity and cohesion in the Islamic world, the overall security regime will become a powerful system from the

point of view of geopolitics," Hatami said, according to Tass.

"They spare no effort to hinder the creation of the Central Asian security system, because they believe that any consolidation in the security sphere runs counter to the interests of retaining the strength of America's power, standing and dominance in the world," he added.

Russia and Iran have invited pro-opposition power Turkey to a trilateral Syrian peace process based in the Kazakh capital of Astana, where the leaders of the three countries held their most recent round of talks Wednesday. Russian warplanes and Iran-backed militias have played a major role in restoring much of the country to Assad, who has called on the U.S. and Turkish forces to leave immediately.

The U.S. and Turkey, united by their opposition to Assad, have been at odds over the Pentagon's support for Kurdish groups, which Ankara considered to be terrorist organizations due to their alleged links to the militant Kurdistan Workers' Party. A number of Kurdish fighters have left the U.S.-led coalition battle to take on Turkish and allied Syrian rebel forces in the northwest, where the Kurds have allied with pro-Syrian government forces.

The remaining majority-Arab component of the Syrian Democratic Forces has clashed with pro-Syrian government forces near in Syria's oil-rich east, where elements of ISIS remained active. Also speaking at the Moscow International Security Conference, Syrian Deputy Defense Minister Mahmoud al-Shawa said at the Moscow security conference that the U.S. remained active in the eastern Euphrates region to maintain a stake in the natural resources there.

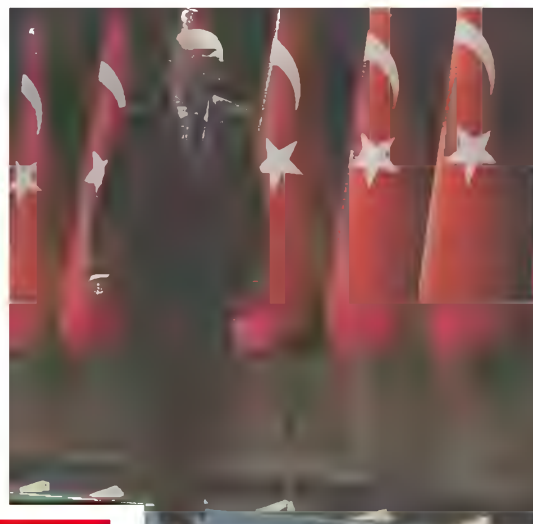
"The United States decided to invent various pretexts to justify keeping the illegal presence of their bases and troops on Syrian soil with the goal of establishing control and domination over oil fields and dividing Syria through the so-called federation project," he said, according to Tass.

With ISIS largely defeated, President Donald Trump has suggested a speedy exit from Syria, but some of his advisers and experts have pushed back. ■



ÉLECTIONS TURQUES

Erdogan, anticiper pour mieux régner



Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, dans le complexe présidentiel, à Ankara mercredi. PHOTO

ADEM ALTAN. AFP

Afin de déstabiliser ses opposants, profiter de la réforme constitutionnelle et s'appuyer sur une croissance encore insolente, le Président a décidé d'avancer au 24 juin la date de la présidentielle et des législatives prévues initialement fin 2019.

RÉCIT

«Pour les investisseurs, il y avait beaucoup de points d'interrogation. Maintenant, ils ont

une date. Ils vont attendre le scrutin et voir ce qu'il en ressort.»

Mustafa Sönmez économiste

Par
QUENTIN RAVERDY
Correspondant à Istanbul

Le suspense n'aura pas tenu en haleine les électeurs turcs trop longtemps. Il n'aura pas fallu vingt-quatre heures à Recep Tayyip Erdogan pour entendre et accepter l'appel à l'organisation d'élections anticipées lancé par son allié politique Devlet Bahçeli, leader de la formation d'extrême droite du MHP. C'est donc officiel : le 24 juin se tiendront les élections présidentielle et législatives, près d'un an et demi avant les échéances prévues en novembre 2019.

Une hâte du régime turc qui n'a pas manqué d'être soulignée par l'opposition, qui dénonce l'«*élection en panique*» d'un pouvoir «*démuni*». Dans les rangs des anti-Erdogan et de son parti islamo-conservateur, l'AKP, au pouvoir en Turquie depuis 2002, on assure être prêt à mener campagne. Tout le monde y va donc de son bon mot pour tenter de camoufler la surprise. Kemal Kılıçdaroglu, le leader du CHP, la deuxième force politique du pays (social-démocrate, kémaliste), promet «*une leçon de démocratie*» au Reis (le «*chef*»), quand bien

même son parti n'a pas encore désigné ses candidats. Du côté du Parti démocratique des peuples (HDP), on espère un tournant historique au soir du 24 juin.

Pourtant, la formation de gauche prokurde est à genou. Neuf de ses élus, dont ses deux anciens coleaders Selahattin Demirtas et Figen Yüksekdag, ainsi que des centaines de sympathisants, sont derrière les barreaux, accusés de faire la propagande de la guérilla kurde du PKK. A contre-courant des sondages, les cadres du parti restent certains que le HDP dépassera la barre des 10 % pour à nouveau siéger au Parlement. Dans

les rangs du Bon Parti (BP), la formation de l'ancienne ministre de l'Intérieur Meral Aksener, l'incertitude demeure. Si la frondeuse nationaliste, poussée hors des rangs du MHP, a confirmé sa participation à la présidentielle face à Erdogan (elle est créditée de 8 % à 15 % par les sondages), le BP, nouvellement formé, pourrait ne pas pouvoir concourir en vertu de la loi turque. Son destin est désormais entre les mains du Conseil électoral. «*C'était l'une des motivations à lancer ces élections anticipées : empêcher le Bon Parti, qui pourrait grappiller les votes des électeurs centristes à l'AKP, de participer*», es-

time le président du Center for Economics and Foreign Policy Studies, Sinan Ülgen. Malgré un an et demi de mandat présidentiel encore devant lui et une majorité confortable au Parlement, Erdogan n'a pourtant pas souhaité attendre davantage. Soucieux de surfer sur une politique étrangère très offensive (*lire ci-contre*), le président turc justifie sa décision par la nécessité d'appliquer au plus vite la réforme constitutionnelle votée à une courte majorité lors du référendum entaché de soupçons de fraudes d'avril 2017. Une réforme qui fera disparaître le rôle de Premier ministre au profit d'un poste de chef de l'Etat aux prérogatives très élargies : possibilité de promulguer des décrets présidentiels, de nommer et révoquer des hauts fonctionnaires, de choisir des membres du Conseil supérieur de la magistrature...

BAISSE DE POPULARITÉ

Mais d'aucuns estiment que la succession de sondages décevants pour lui et son alliance AKP-MHP aurait poussé le leader turc à agir au plus vite. Une baisse de popularité déjà amèrement vécue lors du scrutin référendaire où Erdogan et ses alliés ont vu plusieurs grandes villes, d'ordinaire acquises, leur faire défection. «*Le choix d'appeler ces élections anticipées, c'est avant tout à cause des nombreux défis économiques auxquels fait face la Turquie*», tranche l'économiste indépendant et contributeur pour Al Monitor Mustafa Sönmez. Si le pays affiche un fringant taux de croissance à 7,4 % pour l'année 2017, plusieurs indicateurs donnent pourtant des sueurs froides au pouvoir central. L'inflation reste bien enracinée, la livre turque a perdu plus de 10 % de sa valeur par rapport à l'euro depuis le début de l'année et le déficit du compte courant du pays



reste préoccupant. «*Le gouvernement ne pouvait pas prendre le risque d'attendre encore. Pour les investisseurs locaux et internationaux, il y avait beaucoup de points d'interrogation sur la situation. Maintenant, ils ont une date. Ils vont attendre le scrutin et voir ce qu'il en ressort*», analyse Mustafa Sönmez.

MÉDIAS PUBLICS INFÉODÉS

Alors que le feu vert des deux mois de campagne n'a pas encore été officiellement donné, l'opposition s'empresse d'ores et déjà

de prédire une course électorale inéquitable, dans une Turquie où les médias publics comme privés sont dans leur écrasante majorité inféodés au pouvoir central. Amère coïncidence mercredi, quelques heures après l'annonce de la date des élections anticipées, l'état d'urgence – mis en place en juillet 2016 après la tentative de coup d'Etat manqué – a été prolongé de trois mois. Tout aussi préoccupant pour le bon déroulement du scrutin, selon les détracteurs du leader turc : la nouvelle loi électorale votée en février après des débats musclés au Parlement. Le paquet lé-

gislatif prévoit notamment la possibilité de comptabiliser les bulletins sans tampon officiel, le droit aux forces de l'ordre de pénétrer dans les bureaux de vote ou encore l'autorité pour le Conseil électoral de redessiner la carte électorale ou de déplacer les urnes pour des raisons de sécurité. «*Dans ces conditions, sous état d'urgence, cela paraît impossible d'organiser une campagne équitable*», estime le politologue turc Soli Ozel. *Toutes les cartes semblent entre les mains de la majorité.* ♦



20 Avril 2018

La carte militaire, un atout électoral pour le président turc

Porté par son offensive en Syrie, Recep Tayyip Erdogan n'a jamais été aussi proche de la Russie en dépit de son soutien aux frappes occidentales.

Au même titre que ses méga-projets fleurissant un peu partout à Istanbul ou l'imposant taux de croissance de son pays, Recep Tayyip Erdogan ne devrait pas résister à l'envie d'évoquer, comme argument de campagne, le bilan de sa politique extérieure. Il faut dire que la Turquie est sortie victorieuse de l'opération militaire lancée contre le canton syrien d'Afrin pour déloger les combattants kurdes des YPG, accusés par Ankara d'être liés aux Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Une opération qui, au regard des sondages, a remporté un écrasant soutien au sein de la population turque. «*C'est aussi pour cela qu'Erdogan a voulu des élections anticipées, pour pouvoir tirer profit électoralement de cette rapide victoire militaire*», estime Soner Çagaptay, du Washington Institute of Near East Policy. «*En profiter avant que la situation ne se complique sur le terrain*», s'empresse d'ajouter le chercheur.

«**Légitimité.**» Car au-delà des discours victorieux de l'exécutif, les résultats de la politique internationale d'un président turc aux accents toujours plus autoritaires et nationalistes, laissent quelque peu perplexe. La politique du «zéro ennemi aux frontières» portée par Erdogan semble être un lointain souvenir, comme l'illustre

amèrement le regain de tensions en mer Egée entre Ankara et Athènes. Mercredi, la Commission européenne s'inquiétait dans son rapport annuel que la Turquie «*continue à s'éloigner à grands pas de l'Union européenne, en particulier dans le secteur de l'Etat de droit et des droits fondamentaux*». Ankara n'en reste pas moins un partenaire économique de premier ordre pour les Européens et surtout la garante de l'accord migratoire de 2016, assurant le maintien de millions de réfugiés syriens sur le territoire turc.

Elan d'optimisme. Mais c'est bien sur le dossier syrien que les changements sont les plus profonds. La Turquie, soutien de la première heure des rebelles opposés au président Al-Assad, multiplie depuis plusieurs mois maintenant les initiatives de rapprochements avec la Russie et l'Iran, deux piliers du régime de Damas. Un changement de cap de la Turquie guidé par les hésitations répétées des Occidentaux concernant le devenir de Bachar al-Assad et surtout leur soutien stratégique apporté aux milices kurdes dans le nord de la Syrie pour lutter contre l'Etat islamique. Une alliance insupportable aux yeux d'Ankara, qui craint de voir à sa frontière l'instauration d'une zone autonome contrôlée par les YPG, pouvant influencer le mouvement kurde sur son propre sol.

A l'inverse, par deux fois, Moscou a donné son feu vert à la Turquie pour intervenir militairement contre les YPG sur le territoire syrien. Comme pour mieux semer la discorde dans le camp atlantiste. C'est aussi aux côtés de Moscou et de Téhéran que la République turque peut aujourd'hui

jouer un rôle dans les discussions d'Astana sur l'avenir de la Syrie ou dans l'établissement des zones de désescalade à travers le pays, dont la région rebelle d'Idlib (dans le Nord-Ouest) désormais sous la supervision des forces turques. Une coopération moins idéologique qu'opportuniste de part et d'autre. «*Quand la Turquie, un membre de l'Otan et opposant au président Al-Assad, est présente à Astana, cela donne de la légitimité à l'initiative de Vladimir Poutine*», souligne Soner Çagaptay.

La semaine dernière pourtant, certains observateurs ont cru voir un nouveau revirement «à la turque», après le soutien unanime d'Ankara aux frappes américaines, françaises et britanniques, en réponse aux attaques chimiques à Douma. Le président Macron, dans un élan d'optimisme, se félicitait même d'avoir «séparé» Russes et Turcs. Une sortie qui n'a pas manqué alors de faire réagir l'exécutif turc. «*Nous pouvons penser différemment mais nos relations ne sont pas faibles à tel point que le président français puisse les rompre*», tranchait ainsi le ministre des Affaires étrangères turques, Mevlut Çavusoglu. Un rapprochement avec Moscou désormais scellé dans une conséquente liste de partenariats stratégiques : le gazoduc TurkStream, la construction d'une centrale nucléaire en Turquie, ou encore l'achat par Ankara du système défense russe S-400.

Q.R. (à Istanbul)

The Kurds Keep Remaking the Middle East

Fifteen years after the Iraq war, they're redrawing the map of the region—much to the displeasure of surrounding powers.



KRISHNADEV CALAMUR
MAR 22, 2018
www.theatlantic.com

Kurds celebrated their traditional new year, Nowruz, this week, and to mark the occasion, Iraqi Prime Minister Haider al-Abadi gave them a peace offering of sorts. “I want to congratulate our Kurdish citizens in Kurdish,” he said Tuesday during his weekly news conference in Baghdad. “I don’t speak it, but it is meant to prove that Iraq is one and united.”

That moment was believed to mark the first time a modern Iraqi leader has spoken in Kurdish, which, along with Arabic, is an official language of Iraq. And he accompanied that with a more substantive overture, agreeing to transfer more than \$250 million to the Kurdish Regional Government to help pay the salaries of Kurdish government workers and security forces.

The remarks coincide with the 15th anniversary of the U.S.-led invasion of Iraq. The repercussions of that conflict are still being felt in Iraq and the broader Middle East. One legacy of the war is the way Kurds are reshaping the region—often to the consternation of surrounding powers.

Indeed Abadi’s actions represented a departure from months of tensions between Iraq and the KRG that have been years in the making. The strains were exacerbated by last fall’s independence referendum in Iraqi Kurdistan. The Kurds, apparently emboldened by their military success against ISIS, and buoyed after having taken possession in 2014 of Kirkuk, the oil-rich region that is among the main areas of dispute between Baghdad and Erbil, called for the vote—despite strong urging from their U.S. allies not to do so. That successful independence referendum was followed by Iraqi forces retaking Kirkuk, resulting in the loss of face for the Kurds, as well revenue from the oil fields there. This week’s gesture by Abadi should assuage some of the KRG’s monetary concerns. (The KRG is highly dependent on oil revenue.)

Although the Iraqi Kurds made some progress this week, their brethren across the border in Syria aren’t having a good week. Here, too, the Kurds were a long neglected and long oppressed minority. Here, too, they were among the most effective fighting forces against ISIS. Here, too, they carved out their own enclave—this time in northern Syria. But last weekend, Turkish forces succeeded in retaking Afrin, the Kurdish-controlled Syrian town



Iraqi Kurds carry torches up a mountain as they celebrate Newroz. Ari Jalal / Reuters

near the border with Turkey. The Turks, who have their own restive Kurdish population, want the Syrian Kurds to withdraw to the east of the Euphrates River—and are now threatening the town of Manbij, also west of the Euphrates and under Kurdish control. Some Syrian Kurds have links to the Kurdistan Workers Party, or PKK, a separatist Kurdish group that operates inside Turkey, and which Ankara (as well as Washington) regards as a terrorist organization. Some are also supported by the U.S. (For more on the many overlapping alliances and conflicts inside Syria, go here.)

Turkey’s capture of the Kurdish-controlled town of Afrin in Syria illustrates a problem perhaps unique to the Kurds, possibly the most politically successful people without a state. The more politically and militarily successful the Kurds are, the greater their prospects of being crushed by one of the many powers that fear a successful breakaway Kurdish state. And yet, with each of those political gains, followed by the inevitable regional backlash, the Kurds also alter, perhaps irreversibly, the de facto map of the region.

“When it comes to the Kurds, it’s been two steps forward, but it’s going to be one step back,” Michael Rubin, a resident scholar at the American Enterprise Institute who studies the region, told me. “They’re not going to keep the maximum gain that they had achieved, but it’s impossible to go back to their pre-war position.”

Rubin was referring to the seven-year-old Syrian conflict, which has allowed the Kurds to carve their own autonomous region in the north of the country. But his analysis can also be applied to Iraq, where the Kurds have enjoyed broad autonomy since the early 1990s thanks to the no-fly zones maintained by the U.S., U.K., and France—and supported by Turkey—to protect them from Saddam Hussein’s air force.

From this period until the U.S.-led invasion of Iraq 15 years ago, Iraqi Kurds enjoyed de facto independence. After Saddam’s ouster, they were reconnected with the government in Baghdad, but continued to enjoy broad autonomy under Iraq’s new constitution. They developed oil fields, built out autonomous institutions, and became a federal region. But their ambitions, including the taking of Kirkuk, and the independence referendum resulted in last fall’s tensions with Baghdad and Tehran, another regional power that opposes an independent Iraqi Kurdistan. The gains in the Syrian Kurdish enclave, known as Rojava, has caused similar concerns in Turkey.

“The red line is independence—or even having a referendum on independence,” said Joost Hiltermann, an expert on the Kurds who directs the Middle East and North Africa program at the International Crisis Group. Referring to the situation in Iraq, he said the regional powers such as Turkey, not to mention Iran and Iraq itself, had made their peace with Kurdish self-governance within the Iraqi state. But Masoud Barzani, the Kurdish president at the time (who remains influential in Kurdish politics), wanted more.

“It’s fine to want to be independent. People have their right to self-determination ... so it’s not an issue of right or wrong,” Hiltermann told me. “The question was did they have the capacity and was the timing right? And clearly they didn’t have the capacity and the timing was terrible.”

Still, the Kurds are among the few regional success stories—as both Hiltermann and Rubin pointed out. Their enclaves provide public services as well as security; their societies enjoy relative gender parity as well as religious tolerance. But they are by no means Western-style democracies. Corruption remains a problem, as is the encouragement

of personality cults—whether among Kurds in Iraq or Turkey or Syria.

As Hiltermann said of Iraqi Kurdistan: “Do you call it Western-style democracy? Absolutely not. Do you call it better than before? Yeah, probably. It was an improvement.” His assessment of the Kurdish enclave in Syria was similar: “Is it democratic? No. Does it function? Yes, up to a point. And in an area that was neglected by the Syrian regime, since forever, that’s an improvement.”

For the time being at least, this de facto self-governance is perhaps the best Kurds in the region can hope for. The U.S. maintains it does not support Kurdish independence in Iraq. It urged Turkey to respect the Syrian ceasefire in Afrin, but appeared to do little to stop Turkish forces from pushing Kurds out of the town. Russia, which controls the region west of the Euphrates, and so had permitted the Kurdish occupation of Afrin, also did little to prevent the Turks from crossing the border. Ultimately, as the tensions over Kurdish actions recede, the

region may well return to a point where, as Rubin, the scholar at AEI, put it, the regional powers, especially Turkey, adopt a more pragmatic approach to the Kurds.

“Just as with the United States, the Arab and Turkish position [on Kurds] lacks consistency,” he said. “Back ... in 2000, the Turks were implacable enemies (of Iraqi Kurdistan), and basically wanted to boycott and isolate the Kurds. Now, they are business partners. With time comes the recognition of reality.” ■

THE HILL

April 29, 2018

Iraqi Kurdistan: From scorched land to role model

By Rachel Avraham, opinion contributor — 04/29/18
<http://thehill.com>

As electoral campaigning begins in Iraq and Iraqi Kurdistan, it is critically important to remember that despite recent political upheavals — including the Iraqi government’s invasion of the major oil-producing city of Kirkuk, then held by Kurds, and other disputed areas — the Kurdistan region that remains under the control of Kurdistan’s Prime Minister Nechirvan Barzani has undergone an amazing transformation.

That change is critical for Kurds, of course, but it is important as well for the United States for economic, geopolitical and humanitarian reasons.

What was a scorched land for decades became, in 2014, a center of tourism, until ISIS threatened the entire region’s security. Now, with ISIS forced into retreat and near-defeat, the Kurdistan region remains an example of what other areas of Iraq could look like, if not for the negative influences of the Iraqi government of Haider al-Abadi and of Iran.

In the late 1980s, the Kurdistan region of Iraq was in ruins. Saddam Hussein’s government implemented a genocidal policy against the Kurds during its Anfal military campaign; many Kurdish men, women and children were forced from their homes by the Iraqi military and never seen again. According to the European Parliament, in 1988 alone, 182,000 Kurds disappeared with many of them executed; 4,000 Kurdish villages, towns and cities were destroyed. This genocide reached its peak when the Iraqi government utilized chemical weapons on the Kurds in Halabja. The Kurdistan Regional Government claims that, between the 1960s and the fall of Saddam Hussein’s regime, one million Kurds disappeared.

Following the Anfal genocide, the Kurds obtained some autonomy in Northern Iraq, reinforced by the creation of a no-fly zone that was protectively patrolled by U.S. and British warplanes. Once the United States invaded Iraq in 2003 and anarchy took over the region, the Kurds managed to create an autonomous area for themselves. This autonomous area grew in size after the Kurds participated in the international struggle against ISIS.

Although the Kurds have suffered from the loss of Kirkuk and other disputed areas, Iraqi Kurdistan still remains a center for democracy, human rights, women’s rights and minority rights in a region ruled by tyranny. Under the control of the Kurdistan Regional Government, the Iraqi Personal Status Law, which was used as an excuse to justify honor killings, was amended; as a result, the number of honor killings in Iraqi Kurdistan has significantly decreased. In addition, the Kurdish authorities outlawed forced marriages and female circumcision, restricted polygamy, and reformed the inheritance law in order to ensure that women receive a fair share.

According to a local Christian source, historically there has been no vengeance against Christian, Jewish and Yezidi minorities in Kurdistan



and the Kurdistan Regional Government has succeeded in protecting all the religions collectively. According to former EU parliamentarian Paulo Casaca, the Kurdistan Regional Government has demonstrated the utmost respect for all minorities that have been widely persecuted in other areas of Iraq.

While some — including U.S. and other international officials — were critical of the ruling Kurdish Democratic Party for holding its independence referendum last September, others have described that vote as the simple right of all people.

Prime Minister Nechirvan Barzani, who is acting KDP vice president, argued that things would have turned out even worse for the Kurds without that vote:

“The people of Kurdistan are witnesses to the fact that, were it not for the patience, resistance and sacrifices of the KDP, the events of last year would have completely changed the fate of the Kurdistan region in such a way that nobody would have been able to predict what could happen.”

He added that his political party still supports the Kurdish right to self-determination.

It can be argued that one of the main reasons why events of last year did not turn out worse is because of Barzani’s efforts to bring foreign investors into Kurdistan. Since Exxon-Mobile and other major oil companies are in Kurdistan, there is a U.S. economic interest involved, as well as economic interests in other countries that view the area as being stable — which makes it difficult for neighboring countries to close down the borders.

That is one of the reasons why Turkey, in the end, has not closed its border with the Iraqi Kurdish region, despite its longstanding opposition to any Kurdish independence anywhere in the region and its attacks on Kurdish fighters in Syria. Turkey certainly recognizes that an independent economy is pivotal to stability. The same logic also gives Kurdistan a stronger hand in dealing with Iraq and enables the Kurds to solve grievances with the central government in Baghdad.

Otherwise, Kurds would have lost much more than just the city of Kirkuk. Furthermore, according to various intelligence assessments, the Iraqi regime backed by Iran would likely have gone after oil-rich Kirkuk and other disputed areas anyway even without the independence referendum.

Rachel Avraham is a senior media research analyst at the Center for Near East Policy Research and a correspondent for the Israel Resource News Agency.

Disgruntled Kurds emerge as potential kingmakers in Turkey's polls

Kurdish frustration with Ankara's shift from a policy that favored settlement with the Kurds to hard-line nationalism could sway the outcome of critical snap polls in June.



Sibel Hurtas
April 23, 2018
www.al-monitor.com

As Turkey braces for snap elections on June 24, the ruling Justice and Development Party (AKP) risks losing the support of an important segment of its base — conservative Kurds — due to its sharp shift to hard-line nationalism. A major question now is how to lure the vote of the resentful Kurds, who are emerging as a key player in the elections.

Recent surveys suggest that Kurdish voters could become kingmakers in the crucial legislative and presidential polls, which will mark Turkey's transition to a new governance system headed by an omnipotent president. In an unprecedented flurry of contacts, opposition parties are looking for various forms of cooperation to beat President Recep Tayyip Erdogan in what many see as the last chance to save Turkish democracy.

Kadir Atalay, the owner of the PIAR polling company, said the predominant pious Kurdish supporters of the AKP and Erdogan are no longer on board. Atalay told Al-Monitor that the main reason Kurds backed Erdogan was their trust in his commitment to resolve the Kurdish question, and that now, after the U-turn he made, they feel "deceived and abandoned."

Ahmet Faruk Unsal, a conservative Kurd who served as an AKP lawmaker but has now fallen out with the party, confirms the deep sense of disappointment among the Kurds.

"In 2002, when it was newly established, the AKP's messages suggested it would open up the locked doors of democracy, and in the 2002-2007 period, its political performance was congruent with those messages. In the 2007-2013 period, it also launched the settlement process. That was the reason for the [Kurdish] support," Unsal told Al-Monitor.

As the settlement process collapsed and the Kurdish political movement in neighboring Syria began to gain strength, "the AKP took a hard-line stance against the Kurdish political movement both in Turkey and in the region, which has led Kurds to withdraw their support," Unsal said.

The AKP's alliance with the far-right Nationalist Action Party (MHP), the ferocious crackdown on Kurdish militants that devastated whole towns and neighborhoods in 2015-2016, Ankara's threats to Iraqi Kurds over their independence bid last year and, most recently, the Turkish offensive on the mainly Kurdish city of Afrin in Syria have all disillusioned the Kurds, according to Unsal. "That's why the political preferences of Kurds have significantly shifted," he said.

According to Atalay's findings, antagonizing Kurdish supporters has cost the AKP about 4 points of its vote. The party won 49.5% in the last general elections in November 2015. "Our surveys on AKP losses indicate that the party has lost 4 points through Kurdish voters who are against the environment of conflict and support the peace process," he said.

Opposition parties are now eager to attract the disgruntled Kurds. Chief among them is the Peoples' Democratic Party (HDP), which represents nationalist Kurds and leads the Kurdish political movement in Turkey. After the prospect of early elections emerged last week, HDP co-chair Pervin Buldan quickly made it clear that the party's election strategy would rest on Kurdish disillusionment with Ankara. "While going to Afrin, you spoke of delivering an Ottoman slap, but now you get ready to receive a Kurdish slap. You will choke on the songs you were singing on the way to Afrin," she said April 17.

Meral Danis Bestas, the HDP's parliamentary whip, said Kurds across the political spectrum are bracing to punish the government at the ballot boxes. "The Kurds — even those who are not HDP supporters — will respond to the Afrin operation, the removal of Kurdish-language signs [in Turkey's southeast] and the imprisonment of [Kurdish] lawmakers," she told Al-Monitor. "An incredible policy of rejection and denial is underway against the Kurds. The Kurds are a politicized people, and they will definitely



Turkish President Recep Tayyip Erdogan addresses supporters during an April 1, 2017, rally in the Kurdish-dominated southeastern city of Diyarbakir, Turkey, for the April 16, 2017, constitutional referendum that wound up expanding presidential power in the country. REUTERS/Murad Sezer

respond to it."

Bestas added, "Our message to all our people is this: You are the ones to give the best answer to the hostility displayed against you. We will fully support your response."

Atalay defines the profile of the AKP's Kurdish supporters as "conservative, Sunni Muslim and pious Kurds."

Ayhan Bilgen, one of the HDP's few conservative lawmakers, told Al-Monitor that the election campaign would coincide with the holy Muslim month of Ramadan. While he said he believes Erdogan will draw on the occasion to use a deeply religious rhetoric in a bid to keep pious Kurds on his side, Bilgen is confident that the HDP is capable of producing an efficient counter-rhetoric. "We will block the exploitation of religion," he said.

Atalay said the disgruntled Kurdish vote is currently divided between the HDP, the Felicity Party, which, like the AKP, has its roots in political Islam, and the Good Party, created several months ago by high-profile defectors from the MHP opposed to their party's alliance with Erdogan. Still, important numbers of the disgruntled Kurds remain undecided, and they could either shun the polls or end up supporting Erdogan again if they fail to find an alternative in a short period of time, Atalay said.

The HDP is working on strategies to lure Kurdish voters who have previously shunned the party. In early April, a high-level HDP delegation traveled to Erbil for icebreaking talks with Iraqi Kurdish leader Massoud Barzani, who enjoys widespread respect among Turkey's conservative Kurds.

Bilgen, who is also the HDP's spokesman, told Al-Monitor that the party would also seek dialogue with fellow opposition parties.

Abdullahif Sener, a former deputy premier who has also fallen out with Erdogan, said opposition parties should cooperate with the HDP, for the party is "the only medium to snatch away the Kurds who have supported the AKP and Erdogan."

If Kurds are to be the kingmakers in the upcoming polls, the most efficient strategy against the AKP-MHP alliance appears to be the creation of an opposition bloc that will embrace the HDP, with the HDP itself embracing the disgruntled Kurds. ♦

Sibel Hurtas is an award-winning Turkish journalist who focuses on human rights and judicial and legal affairs. Her career includes 15 years as a reporter for the national newspapers Evrensel, Taraf, Sabah and HaberTurk and the ANKA news agency.

Syrie: des rebelles évacués près de Damas en route pour la région d'Afrine

Al-Bab (Syrie) (AFP) le 22/04/2018
<http://www.lepoint.fr>

Des rebelles syriens et des civils évacués des environs de Damas devaient rejoindre dimanche des territoires de l'enclave d'Afrine, contrôlés par des forces pro-turques dans le nord-ouest de la Syrie, ont rapporté une ONG et des sources rebelles.

Plus d'un millier de combattants insurgés et des membres de leur famille ont commencé à quitter samedi la région du Qalamoun oriental, au nord-est de Damas, alors que le régime de Bachar al-Assad impose des accords d'évacuation aux rebelles pour consolider son pouvoir aux abords de la capitale.

Des bus les transportant sont arrivés dimanche dans le secteur d'Al-Bab, dans le nord du pays, avant de poursuivre leur route, selon des sources rebelles, vers un camp de déplacés dans le secteur d'Afrine, enclave kurde à la frontière avec la Turquie conquise en mars par les forces d'Ankara et des supplétifs syriens.

Ce camp se trouve dans les environs de la localité de Jandairis, tout près de la frontière turque, selon ces mêmes sources.

"Il y a 1.148 personnes à bord de ce convoi, qui va du Qalamoun oriental au camp de Jandairis", a indiqué à l'AFP Abou Mahmoud, un combattant rebelle chargé de la sécurité à bord d'un des bus.

L'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH) a indiqué que des bus étaient déjà arrivés dans la région d'Afrine.

"Le convoi est arrivé et il y a déjà plusieurs milliers de rebelles et de civils installés dans la région d'Afrine", selon le directeur de cette ONG, Rami Abdel Rahmane. Il a assuré que certains évacués logeaient dans des maisons abandonnées.



Syrie: des rebelles évacués près de Damas en route pour la région d'Afrine © AFP / Sameer Al-Doumy

L'offensive lancée en janvier par la Turquie pour chasser d'Afrine la milice kurde des Unités de protection du Peuple (YPG) a fait des dizaines de milliers de déplacés, principalement issus de la minorité kurde, qui ont trouvé refuge dans des territoires voisins, où le régime syrien est présent.

A plusieurs reprises les YPG et les responsables kurdes ont accusé Ankara de vouloir modifier la démographie de la région d'Afrine, en chassant la minorité kurde, ce dont se défend le gouvernement turc, qui assure être engagé uniquement contre les YPG.

La milice kurde est classée "groupe terroriste" par la Turquie, mais a été un allié précieux de Washington dans la lutte contre le groupe jihadiste Etat islamique (EI). ●

L'UE ne financera pas la colonisation d'Afrin souhaitée par la Turquie

Par : Georgi Gotev | EURACTIV.com |
 23 avr. 2018

La Turquie souhaite envoyer des réfugiés syriens dans la région kurde d'Afrin, contrôlée par l'armée turque depuis le début de l'année. L'UE s'est immédiatement distanciée de ce projet.

Selon plusieurs sources, Ankara veut installer des réfugiés syriens dans la région d'Afrin, une enclave kurde au Nord-Ouest de la Syrie, afin de fragiliser les Kurdes qui y vivent.

En janvier, l'armée turque a lancé une offensive aérienne et terrestre dans la région, officiellement contre la milice des Unités de protection du peuple (YPG) kurdes, qui menacerait sa sécurité. Or l'YPG est le principal allié des États-Unis contre l'État islamique en Syrie. Une alliance qui fâche Ankara, qui estime que le mouvement est lié au PKK, un parti interdit en Turquie et considéré comme terroriste.

Selon les spécialistes occidentaux, les vraies raisons de cette opération étaient en fait d'empêcher la création d'un mini-État kurde hostile à la Turquie, qui compte une importante minorité



Des soldats de l'Armée syrienne libre fête la capture d'Afrin, qui était aux mains de l'YPG, le 18 mars 2018. [EPA-EFE/AREF TAM-MAWI]

kurde et tente par tous les moyens d'éviter un mouvement séparatiste.

Faruk Kaymakci, l'ambassadeur turc auprès de l'UE assure cependant que l'opération avait pour seul but de « stabiliser et sécuriser la région pour que les habitants qui se sont réfugiés en Turquie [350 000 personnes selon lui] puissent y retourner ».

Lors d'une rencontre à Varna, en Bulgarie, Recep

Tayyip Erdogan aurait demandé la coopération de l'UE dans la réinstallation de Syriens en Syrie. Dans le cadre d'un accord conclu en pleine crise migratoire, l'UE a promis des tranches d'aide de 3 milliards d'euros à Ankara.

« L'UE doit approuver la seconde tranche de 3 milliards », a souligné l'ambassadeur. « Malgré le fait qu'elle ait été promise, à ce jour, seul 1,9 milliard de la première tranche a été envoyé. L'UE et la Turquie discutent à présent de la manière >

↳ la plus efficace de dépenser les 3 milliards suivants pour les Syriens. »

Euractiv a voulu savoir si l'Union pourrait financer l'installation de réfugiés dans la région d'Afrin, un projet qui ressemble dangereusement à un nettoyage ethnique, même si Ankara assure vouloir reconstruire hôpitaux et logements.

« La situation en Syrie est terriblement compliquée », a répondu un fonctionnaire européen impliqué dans la préparation de la conférence sur l'avenir de la Syrie et de la région. « Pour répondre très brièvement à votre question, dans les conditions actuelles, nous ne pouvons pas soutenir ce projet. »

Il explique que le président avait déjà tenté

d'obtenir un soutien européen pour mettre en place des « zones sécurisées » dans le nord de la Syrie pour y construire des villages. L'Europe n'avait pas donné suite.

Maja Kocijancic, porte-parole de Federica Mogherini, a pour sa part rappelé que l'accord UE-Turquie prévoit des aides pour les réfugiés syriens sur le territoire turc, et non ailleurs. □

L'EXPRESS.fr 26 avril 2018

En tournée électorale, le Premier ministre irakien au Kurdistan en vainqueur

Par AFP Erbil (Irak) - le 26/04/2018
www.lexpress.fr

Le Premier ministre irakien Haider al-Abadi, en campagne pour les législatives du 12 mai, a visité jeudi en vainqueur le Kurdistan, après avoir gagné son bras de fer contre l'ex-président de cette région autonome qui avait organisé un référendum d'indépendance.

"Aujourd'hui, nous sommes sous la tente de l'Irak, et quiconque veut la séparation, des hyènes le déchireront", a-t-il affirmé à l'aéroport d'Erbil, chef-lieu du Kurdistan irakien où il était reçu par le Premier ministre de cette région Nechervan Barzani.

M. Abadi s'était opposé au référendum d'indépendance organisé par l'ex-président du Kurdistan irakien Massoud Barzani le 25 septembre 2017 lors duquel le "oui" l'avait largement emporté. Bagdad avait déclaré cette consultation illégale et son résultat n'a jamais été appliqué.

"La fraternité kurdo-arabe est perma-

nente et persistante. Les héros des peshmergas (combattants kurdes) et de l'armée irakienne ont affrontés ensemble Daech (acronyme arabe du groupe État islamique) et partagé les souffrances pour remporter la victoire", a souligné le Premier ministre irakien.

"Aujourd'hui, nous avons absolument besoin de cette unité car le conflit, la division, et le rejet de l'autre sont inappropriés", a-t-il encore dit.

Bagdad avait fermé le trafic aérien des deux aéroports du Kurdistan irakien, Erbil et Souleimaniyeh, et envoyé des troupes reprendre les zones disputées où les combattants kurdes s'étaient déployés au fil des années, notamment dans le chaos créé en 2014 par la percée du groupe jihadiste État islamique (EI). Le Kurdistan irakien avait ainsi perdu les précieuses ressources pétrolières de la province de Kirkouk.

Les relations étaient demeurées très tendues mais Erbil avait cédé devant Bagdad, ce qui a renforcé dans le pays la position de M.



Une affiche électorale montrant le Premier ministre irakien Haider al-Abadi dans la capitale du Kurdistan irakien Erbil le 26 avril 2018 afp.com/SAFIN HAMED

Abadi.

Ce dernier s'est rendu dans plusieurs provinces depuis le début de cette semaine, y compris Anbar et Ninive, où s'était implanté l'EI avant d'en être chassé par une opération des forces irakiennes.

Le Premier ministre irakien s'était rendu mercredi à Souleimaniyeh, l'autre grande ville du Kurdistan.

"Pendant que le gouvernement régional du Kurdistan s'enfonce dans des crises majeures (...) à Bagdad, Haider al-Abadi, grâce à sa mobilisation dans la guerre contre l'EI (...) fait une remontée remarquable sur la scène nationale, régionale et internationale", a estimé le sociologue Adel Bakawan, directeur général du centre de sociologie du Kurdistan à l'université de Soran, près d'Erbil. ♦

L'Orient LE JOUR

30 AVRIL 2018

Syrie: l'armée reprend des villages aux Kurdes

OLJ - AFP 30/04/2018
www.lorientlejour.com/

Des combats meurtriers ont éclaté hier dans l'est de la Syrie entre une coalition arabo-kurde soutenue par Washington et les forces de Bachar el-Assad, une confrontation rare malgré quelques incidents sanglants ces derniers mois.

Neuf combattants prorégime et six des Forces démocratiques syriennes (FDS), une coalition dominée par les Kurdes alliée des États-Unis, ont été tués dans ces affrontements dans la province de Deir ez-Zor, frontalière de l'Irak, a précisé l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). Les forces du régime ont conquis à la mi-journée quatre villages, selon

l'agence officielle SANA, mais quelques heures plus tard, les FDS reprenaient le contrôle de trois d'entre eux, a rapporté l'observatoire. Riche en pétrole, la province de Deir ez-Zor était autre-

fois tenue par le groupe jihadiste État islamique (EI), mais il a été chassé de la plupart des zones qu'il contrôlait, après les offensives distinctes et concomitantes menées l'été dernier par les FDS et le pouvoir syrien. La coalition internationale emmenée par Washington, qui soutient les FDS, a confirmé une « attaque » des forces proré-

gime, précisant qu'elle avait œuvré à une « désescalade de la situation », selon un communiqué.

L'armée syrienne soutenue par la Russie et les FDS appuyées par les États-Unis s'étaient fait la course pour contrôler les territoires de cette province. Aujourd'hui, le régime tient la ville de Deir ez-Zor, chef-lieu de la province, mais aussi toute la rive ouest de l'Euphrate, tandis que les FDS sont stationnées sur la rive orientale du fleuve. « L'objectif du régime est de protéger la ville, en repoussant les combattants des FDS qui se trouvent sur la rive est en face de la cité », a dit le directeur de l'OSDH, Rami Abdel Rahmane. ●

Trump shouldn't forget Iran's big Achilles' heel: Its economy

By Zalmay Khalilzad / April 25, 2018

Zalmay Khalilzad was the U.S. ambassador to the United Nations from 2007 to 2009.

www.washingtonpost.com

The debate over the Iranian nuclear deal has so far largely neglected a factor that potentially gives the United States leverage: the deteriorating economic and political situation in Iran. The Trump administration should integrate this factor into its strategy.

Iran's currency, the rial, has lost 25 percent of its value against the dollar in the past several weeks. Two weeks ago, Tehran decided to set up an official exchange rate of 42,000 rials to the dollar, but that move is unlikely to succeed, given that the market prices the rial at 60,000 to the dollar, some 43 percent less. Inflation is also very high.

Iranians are also struggling to contend with a severe credit crisis; several financial institutions have gone bankrupt, depriving depositors of their savings. Iranian expatriates brought a considerable amount of capital back into the country after the nuclear deal's signing, but that sense of initial optimism has long since dissipated (along with those funds). The current economic situation, combined with uncertainty about the future, are leading to capital flight, a decline in investment and high unemployment. The International Monetary Fund expects joblessness to remain above 11 percent.

Two problems are driving economic decline. First, mismanagement and corruption are widespread. Iran's Revolutionary Guard Corps dominates key industries and businesses, and it is notoriously inefficient. Of the billions that Iran received from the easing of sanctions following the nuclear agreement, substantial amounts were pocketed by the Revolutionary Guard or siphoned off to its bank accounts abroad.

Second, the economy must also contend with the opportunity costs of Iranian money squandered by the regime in exporting its revolution and supporting proxies such as Syria's Bashar al-Assad. The Trump administration's new sanctions and the threat to scuttle the nuclear deal have also contributed to economic woes. Trump's skepticism about the deal is discouraging foreign investment from Iran and fueling uncertainty.

Our European partners are unlikely to support



Iran's President Hassan Rouhani. (Ebrahim Noroozi/AP)

reinstatement of the full suite of economic sanctions imposed on Iran before the deal. Nevertheless, even unilateral sanctions by the United States would have crippling effects on the Iranian economy, which could descend into a state of stagflation.

The current poor economic outlook is producing political instability. Reformers outside of government are losing hope in evolutionary change. Moderates in government have failed to offer meaningful reform. The Iranian people have largely lost confidence in Tehran's ability to address economic problems. This is feeding widespread hostility to the religious authorities, to the extent that people are unafraid to insult them on the street.

Disillusioned with President Hassan Rouhani, some moderates are calling for radical action, including regime change. Even many of those who want the Islamic republic to continue want to eliminate the supreme-leader position, an unelected and unaccountable figure.

Even though the chance of instability is high, the regime is resilient. It has not lost the will to use force against its people. Supreme Leader Ayatollah Ali Khamenei has repeatedly demonstrated that he is willing to employ whatever force necessary to stay in control. As Iran's economic crisis deepens, support for the regime among its core supporters in the Basij paramilitary group, particularly those from the Iran-Iraq war generation, may erode. Such a scenario could impact the regime's ability to suppress dissent through

violence. Discontent within the regime has not reached a tipping point — but the possibility that it will is real.

The Trump administration could, of course, opt to maintain the nuclear deal. But that would forfeit the chance to capitalize on Iran's crisis by threatening draconian new U.S. sanctions.

A second option — extending uncertainty about the future of the agreement and the possibility of intensifying sanctions beyond the May deadline — could further exacerbate Iran's internal problems and generate additional leverage. The Trump administration has already used the weapon of uncertainty to devastating effect.

A third option — withdrawal from the nuclear deal — would give the United States the greatest opportunity to impose costs on Iran and exploit its economic and political difficulties. To have the greatest impact, withdrawal would have to be part of a comprehensive strategy to contain and roll back Iran. The strategy must include harsh financial sanctions, including restricting the use of the SWIFT system for transactions. It should include helping establish and maintain a balance of power between Tehran and its Arab rivals, effective ideological pressure that builds on the regime's unpopularity, and political support for the regime's opponents. Regionally, the strategy must include support for groups resisting Iranian hegemony and pushing back against Iran in both Iraq and Syria. And the United States must maintain the posture that force will be used if Iran takes new steps toward acquiring nuclear weapons.

By applying such pressure, Washington might be able to force Iran to negotiate a better agreement. This is likely to happen when the regime perceives that mounting domestic pressure threatens its hold on power.

Rouhani has said Iran was merely weeks away from being unable to pay the salaries of government employees before the deal. A better nuclear agreement was possible in 2015, if the Obama administration had appreciated the leverage it had and used it. One can hope the United States will not make the same mistake again. ♦

10-minute justice in Iraq

BAGHDAD

Courts are handing down death penalties to ISIS suspects and their wives

BY MARGARET COKER
AND FALIH HASSAN

The 42-year-old housewife had two minutes to defend herself against charges of supporting the Islamic State.

Amina Hassan, a Turkish woman in a flowing black abaya, told the Iraqi judge that she and her family had entered Syria and Iraq illegally and lived in the Islamic State's so-called caliphate for more than two years. But, she added: "I never took money from Islamic State. I brought my own money from Turkey."

The whole trial lasted 10 minutes before the judge sentenced her to death by hanging.

Another accused Turkish woman entered the courtroom. Then another, and another.

Within two hours, 14 women had been tried, convicted and sentenced to die.

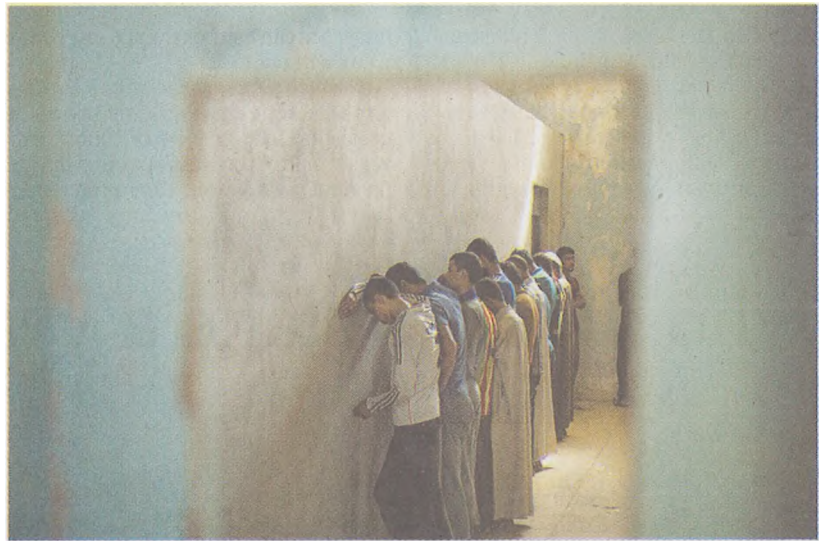
Iraq's judicial assembly line has relentlessly churned out terrorism convictions since the battlefield victories over Islamic State last year led to the capture of thousands of fighters, functionaries and family members. The authorities accuse them of helping prop up the group's vicious three-year rule over nearly a third of the country.

As millions of Iraqis struggle to recover from the bloodshed and destruction of the period, Prime Minister Haider al-Abadi has found widespread public support for his push to step up the pace of prosecutions — and for punishments to the full extent of the law, which in Iraq means execution.

"These Islamic State criminals committed crimes against humanity and against our people in Iraq, in Mosul and Salahuddin and Anbar, everywhere," said Gen. Yahya Rasool, the spokesman for the Iraqi joint operations command. "To be loyal to the blood of the victims and to be loyal to the Iraqi people, criminals must receive the death penalty, a punishment that would deter them and those who sympathize with them."

But critics say the perfunctory trials in special counterterrorism courts are sweeping up bystanders and relatives as well as fighters, and executing most of them in a process more concerned with retribution than justice.

The Office for the United Nations High Commissioner for Human Rights warned that flaws in the judicial process would likely lead to "irreversible miscarriages" of justice.



BRAM JANSSEN/ASSOCIATED PRESS

Men waiting to be seen by security officers in Dibil, Iraq, who will determine if they were associated with Islamic State. As many as 20,000 people are being held by Iraq.

Human Rights Watch has criticized Iraq for relying on an overly broad law to quickly achieve the maximum punishment of the most people.

The nation's counterterrorism law allows the death penalty for anyone "who commits, incites, plans, finances or assists in acts of terrorism." So courts are meting out one-size-fits-all punishment for the perpetrator of crimes against humanity as well as for the wife of an Islamic State fighter who may have had little say in her husband's career.

"Individual circumstances don't matter," said Belkis Wille, the senior researcher for Iraq for Human Rights Watch. "Cooks, medical workers, everyone is given the death penalty."

The low bar for conviction under the law, she said, also means that the courts are not bothering to investigate some of the worst crimes believed to have been committed by Islamic State members, such as slavery, rape or extrajudicial killings.

Iraq's Justice Ministry rejects such criticism and touts the integrity of its judges and its standards of due process. "If there is evidence then suspects are prosecuted, and if there is no evidence then they are released," said Abdul-Sattar al-Birqdar, a judge and Justice Ministry spokesman.

The government has not released statistics about its terrorism detainees, but two people familiar with the court who were not authorized to speak to journalists said that approximately 13,000 people had been detained on suspicion of ties to Islamic State since last year, when the vast majority of arrests were made.

Human Rights Watch estimated in December that at least 20,000 people ac-

cused of ties to Islamic State were being held by the Iraqi authorities. Last month, The Associated Press reported that Iraq had detained or imprisoned at least 19,000 people since 2014 on accusations of connections to Islamic State or other terrorism-related offenses.

Many of these detainees were arrested on the battlefield. Some were detained far from combat, based on information gleaned from informers and prison interrogations.

Iraqi intelligence officials say that high-value detainees, people accused of involvement in specific terrorist attacks, are held separately from the majority of prisoners, who are suspected of having been low-level cogs in the Islamic State bureaucracy.

Since the summer of 2017, more than 10,000 cases have been referred to the courts, the people familiar with the court said. To date, they said, approximately 2,900 trials have been completed, with a conviction rate of about 98 percent.

They did not say how many had received the death penalty, nor how many executions had been carried out.

The government said it executed 11 people on Monday for "terrorism crimes," fulfilling its "promise to kill those responsible for shedding Iraqi blood," the Justice Ministry said in a statement.

Among those held apart from the general prison population are approximately 1,350 foreign women and 580 children, the majority of whom surrendered to Iraqi security forces last August during military operations to liberate the town of Tal Afar. The vast majority of these detainees are Turkish, Russian and Central Asian. Iraq says it is

determined to try them if evidence links them to Islamic State, but some of their home countries, including Saudi Arabia, have requested extradition for some of their citizens. Others, like Britain and France, have been reluctant to take their citizens back, officials from both countries said.

In rare cases, individuals have been returned to their home countries, such as a group of four Russian women and 27 children in February, after the Iraqi authorities concluded they had been tricked into coming to Islamic State territory.

Turkey has been working to repatriate minors whose parents took them to the caliphate, as well as those found innocent of wrongdoing.

For a nation that for more than 15 years has been an incubator for Islamist extremists and has been torn apart by terrorist bombings, Iraqis have little appetite for leniency or concern about mitigating circumstances that in other nations could be grounds for clemency. Foreigners in particular are widely assumed to have been Islamic State's most fervent adherents since they moved here to join the caliphate.

"What concerns me the most in these trials is that the system is fundamentally prejudiced against foreign individuals," said Ms. Wille, who has observed dozens of terrorism trials. "The presumption is because you are foreign, and you were in ISIS territory, there is no need to provide more evidence."

The 14 women convicted in one afternoon this month, 12 Turks and two Azerbaijani ranging from 20 to 44 years old, had lived in Raqqa, the former capital of the group's territory in Syria. When international airstrikes escalated there and several of their husbands were killed, they moved to Iraq and were among those who surrendered outside Tal Afar.



Fleeing clashes between Iraqi forces and Islamic State near Mosul last year. There has been a 98 percent conviction rate in the 2,900 trials of people accused of ties to Islamic State.

Gaunt, withdrawn and surrounded by plainclothes security guards, they waited in the florescent-lit hallways of Baghdad's counterterrorism court for their trials to start. Eleven toddlers who had spent the last eight months in detention with their mothers accompanied them to the court.

When Ms. Hassan was called, she handed her child to another detainee to look after. The other women cooed and hummed to try to placate her curly-haired toddler. Some appeared to whisper prayers.

Their state-appointed lawyer, Ali Sultan, said he had not prepared for the trials. He said he had no access to the evidence against his clients because information related to terrorism investigations is classified.

He added that his pay — \$25 regardless of whether the case goes to appeal — hardly encourages much effort. The fee is paid only after the final appeal is exhausted or the client is executed,

which despite the push to expedite trials, can take months if not years.

After Ms. Hassan was sentenced by Judge Ahmed al-Ameri, he swiftly dispensed with the rest of the docket.

Negar Mohammed told him that she was innocent of all Islamic State crimes; he ruled otherwise.

Nazli Ismail told the judge that her husband pushed her family to go to Syria. Three of her children were killed in an airstrike, she said. The only one to survive was her youngest, a 2-year-old boy named Yahya, who was waiting outside in the hallway.

Judge Ameri asked, "Are you innocent or guilty?"

"I'm innocent," Ms. Ismail replied.

The judge sentenced her to death.

Ms. Ismail accepted her fate with a smile. "This means I will finally go to heaven," she said.

Mother and child left the courthouse under armed guard. It was unclear what would happen to the child.

REUTERS

The great Russian oil game in Iraqi Kurdistan

LONDON, April 19, 2018 (Reuters) By Dmitry Zhdannikov

LAST OCTOBER, at the height of a political crisis in Iraq's Kurdistan region, a letter arrived at the Iraqi oil ministry in Baghdad from Igor Sechin, head of Kremlin oil major Rosneft.

The Baghdad government was showing a "lack of constructive position and interest" about Rosneft's offer to develop southern Iraqi oilfields, Sechin wrote in the letter, a copy of which was seen by Reuters.

Kurdistan, a region of about 6 million people in northern Iraq, had just tried and failed to break away from the rest of the country. Baghdad had dismissed the Sept. 25 independence referendum and sent in troops to seize control of

key oilfields - Kurdistan's main source of income.

Now Sechin, one of the closest allies of President Vladimir Putin, said that given Baghdad's reluctance to work with Rosneft, his firm would instead do business with the Kurdistan Regional Government (KRG), which showed "a higher interest in expanding strategic cooperation".

Global powers including the United States and European Union, which had previously expressed sympathy with the Kurdish independence drive, would eventually reassure Baghdad they recognised its sovereignty over the whole of Iraq, including Kurdistan.

But there was no hint of such conciliation in Sechin's letter. Rosneft had pledged to invest billions of dollars in Kurdistan to the anger of the Baghdad government. Now, instead of backing off, it was doubling down.

And Sechin held a stronger hand than many Iraqi officials realised, according to seven sources familiar with the matter. Days before, Rosneft had taken over ownership of landlocked Kurdistan's oil export pipelines to Turkey from the KRG in return for \$1.8 billion.

The aim of the deal for Rosneft was not only commercial, but to cement Russia's political influence in Iraq and the Middle East, according to the Rosneft, oil industry, Kurdish and Iraqi government sources.

Control of the pipelines has given Rosneft a central role in ongoing talks between the KRG and Baghdad aimed at resuming full oil exports, which →

→ were disrupted by the referendum and Iraqi seizure of oilfields, said the sources.

Kurdistan has large oil reserves - possibly a third of Iraq's total - and its exports are vital to both the regional and national economies.

In a sign of Rosneft's influence, Kurdish officials have said they will not restart oil flows and transfer funds raised to the Iraqi government unless pipeline transit fees are paid to the Russian oil major, according to three industry sources in Erbil and Baghdad.

Iraqi oil minister Jabar al-Luaibi effectively recognised the firm's growing role in Kurdistan when he met Sechin's right-hand man Didier Casimiro in Baghdad this month and said he was ready to cooperate with Rosneft "in renovating pipelines".

Rosneft, Sechin, the Kremlin and the Iraq's prime minister's office did not respond to requests for comment on this story. Sechin and the Kremlin have repeatedly said Rosneft's projects are purely commercial, not political.

The Iraqi oil ministry declined to comment on any political aspects of the Rosneft deal. ●

International New York Times APRIL 26, 2018

U.S. shifts tactics in battling ISIS

WASHINGTON

BY ERIC SCHMITT

The United States-led air campaign to hunt down the last pockets of Islamic State militants in eastern Syria has effectively ground to a halt in the past two months after the allies lost their most effective battleground partner, stalling a critical phase of the offensive.

With Islamic State fighters now starting to claw back some of their lost territory in Syria, and with President Trump threatening to withdraw American troops there before finishing off the last militants holding ground, commanders have rushed to adopt new tactics to regain some momentum. (The president subsequently dropped his demand for an immediate withdrawal when commanders told him they needed time to finish the mission successfully.)

The new approach includes stacking several surveillance planes over two big remaining pockets of fighters, patiently watching the enemy's every move for days — and then striking only when it is certain that the foes are really foes and that the risk to civilians is low. The new tactics have helped increase strikes in eastern Syria to 23 last week compared with only three in the week that ended April 5, military officials said.

Of course, those figures pale in comparison with the nearly 400 strikes a

week during the height of the air war last fall to seize Raqqa, the Islamic State's self-proclaimed headquarters. But American officials say the latest attacks against bunkers, bomb factories and headquarters show the air campaign's ability to adjust to an unforeseen setback that threatens to hand the Islamic State a lifeline just as the allies are on the verge of wiping out the last havens for insurgents.

"The remaining numbers of ISIS fighters is less of a concern for us than it is the ability for them to stand up and work as networks and work as an organization," Col. Ryan Dillon, the spokesman for the American-led coalition, said last week.

Throughout the monthslong air campaign, allied warplanes have relied mainly on Syrian Kurdish militia to flush insurgents out of their hide-outs or fortified fighting positions or to help pinpoint their locations. That served up targets for allied fighter-bombers. But those militia fighters started leaving eastern Syria in late January to defend other Kurds, in the country's northwest, against Turkish attacks.

"There really has been no gain of territory, significant gain of territory since the departure of many of those fighters," Colonel Dillon said.

The Kurdish-led Syrian Democratic Forces were the mainstay in routing the Islamic State from Raqqa and chasing insurgents fleeing south along the Eu-

phrates River Valley to the Iraqi border. Without them, the remaining, less capable Syrian Arab militia fighters have struggled to contain the few hundred fighters left in two main areas: Hajin, along the Euphrates River north of Abu Kamal; and Dashisha, east of Deir al-Zour, along the Syria-Iraq border.

And it is an issue not only for the United States and other Western air forces. Using intelligence provided by the coalition, Iraqi fighter jets on April 19 attacked Islamic State targets near Hajin, Syria, that Iraqi and American officials said threatened Iraqi security just across the border.

The strikes are the result of what the military calls deliberate targeting (as opposed to dynamic targeting in support of ground forces on the move attacking Islamic State positions). With the insurgents hunkered down in the two pockets, American and allied spy planes have taken turns hovering over the targets, chronicling what planners call "pattern of life" movements.

Once planners have confirmed an enemy bunker or headquarters through this lengthy observation, they wait for opportunities to strike when they are certain the risk to civilians is low.

"We have found opportunities and exploited ISIS weaknesses to conduct limited attacks," Colonel Dillon said last week.

Still, allied airstrikes in Syria plummeted to 294 last month from 747 in February, and from 3,878 in March 2017.

The shifting tactics come at a time when the Islamic State has been able to reclaim some territory, particularly west of the Euphrates River, in area controlled by the Syrian Army and its Russian military patrons.

The Islamic State is conducting more attacks on the western side of the Euphrates, outside of Abu Kamal, against forces aligned with the government of President Bashar al-Assad of Syria, American and other Western analysts said.

Largely because of these small gains, Colonel Dillon said he and senior coalition commanders are now saying the coalition and its Syrian militia partners have reclaimed more than 90 percent of the territory the Islamic State captured in Iraq and Syria in 2014, instead of the 98 percent figure officials had been using for weeks.



MASS COMMUNICATION SPECIALIST 2ND CLASS CHRISTOPHER GAINES/U.S. NAVY, VIA GETTY IMAGES

A fighter jet taking off from an American aircraft carrier last year. The number of airstrikes against Islamic State havens in eastern Syria has increased in the past week.

Abadi campaigns for his list in Kurdistan, calls for economic reawakening

By Chris Johannes and Mohammed Rwanduzy 26/4/2018 www.rudaw.net

ERBIL, Kurdistan Region – Iraqi Prime Minister Haider al-Abadi kicked off his Nasr (Victory) Alliance's election campaign in the Kurdistan Regional capital Erbil on Thursday, telling supporters that an economic reawakening could allow Iraq to join the world's top 20 economies.

Abadi arrived in Erbil on Thursday morning and was received by Nechirvan Barzani, the premier of Kurdistan Regional Government (KRG), at Erbil International Airport. It was the first meeting in Erbil between the Iraqi and Kurdish leaders since Abadi's declaration of the liberation of Mosul in July 2017.

He later joined his list's rally at Saad Abdullah Palace in Erbil, where Kurdish media, including Rudaw TV, were barred from entering the hall, which was a quarter full of Arabs, Turkmen and Kurds.

"We don't differentiate between a citizen and another. This is our approach, ethics and standing policy," said Abadi.

Abadi warned the country's economic recovery has been held back by corruption in both the Iraqi and Kurdistan Region's governments. He pledged to remove this obstacle to growth and investment, saying that Iraq is on the verge of an economic awakening that could push the country into the top 20 in the world economically.

He called for unity, saying "we have a responsibility to be better and stronger." He reiterated that the Kurdish-Arab bond is strong and that his government aims to strengthen it further. In a cross-sectarian appeal, he said no citizen should be oppressed based on their ethnicity, sect or religion.

Rudaw English spoke with attendees and candidates — Arab, Kurdish, and Turkmen — on the sidelines of the event.

Sundus Hussam, a mother from Erbil

"The most important thing is peace. Peace. Peace. Peace. We need peace. We want to build a good future for our children," she told Rudaw English after the event surrounded by her family.

Hussam heard Abadi speak to Iraq's many components during his hour-long speech.

"We love him. He is a good man. He talked about the law, against sectarianism. He spoke against sectarianism. We want to live here, and there is no difference between a Kurd and an Arab, a Sunni or Shiite, Christian or Yezidi. We like to be a united Iraq, an Iraq that calls for freedom, freedom of speech, journalism."

Abadi is the first major Arab party list candidate to appear at a campaign rally in one of the Kurdistan Region's three provinces since the establishment of the new government in 2005.

Hussam described the situation in Iraq as "improving gradually," but reiterated that the conflict cycles have to end.

"Stop killing. No war. Stop war," she said.

Firqad Mohammed Zeidan, an IDP candidate from Nasr

"I am an IDP. I became an IDP during the time of Daesh. I came to Kurdistan. The Kurds welcomed me as their sister. I migrated alone as my relatives were all killed. Due to the suffering I saw, [I told myself that I will work] to get the viewpoints between the Kurdistan Region with the government closer, as a bridge of communication," she shared with Rudaw.

Iraq has a 25-percent quota system for women in the Iraqi par-



Iraqi Prime Minister Haider al-Abadi is greeted at Erbil airport by Kurdistan Region Prime Minister Nechirvan Barzani, April 26.

Photo: Rudaw

liament. Zeidan dismissed that some candidates are just pawns who have no interest in running.

"No. Our women are very powerful," said Zeidan. "They have the determination to obtain [seats] without the need for quota."

"They are afraid of us."

Imad Kamal Saeed, a Turkmen candidate in Erbil

He pointed out that Kurdistan's flag was not displayed during the rally, while only the Iraqi one was.

"I told them that the Kurdistan flag had to be there because I am a person of the law before the economy. I am a lawyer. I told [Abadi's] cadres, not himself, that the Kurdistan flag is a constitutional flag in the Kurdistan Region," said Saeed.

He said sectarianism no longer exists in Iraq and blamed it and the Western perception on "the parties and the religious authorities." He sees Abadi coming to Erbil as proof of that.

"We decided to run on this list so that this sectarianism in Iraq is no more. Enough. This infighting until when? Haider al-Abadi has this aim. His aim is to eradicate sectarianism," he said.

In a recent poll, Abadi's Nasr list is not expected to garner more than 1 percent of the collective votes in Erbil, Duhok, and Sulaimani province.

"As for me when I decided to run on, it was because I have a three-year economic plan. My economic plan aligned with his program," said Saeed.

Jarjis Gulizada, Kurdish candidate of the Nasr Alliance

He said that his 30 years as a writer and journalist qualify him to run for parliament and build bridges between Erbil and Baghdad.

"This is the first time that an Iraqi politician, not only from the post-2003 history, but from the foundation of Iraq in 1921, this is the first political leader to come to the Kurdistan Region to campaign for his campaign with the view to prove that there is Iraqi citizenship," said Gulizada, who gave a full interview to Rudaw earlier this week.

Abadi is also campaigning in Duhok on Thursday.

On Wednesday, Abadi kicked off his re-election campaign in Sulaimani, promising to "listen to any complaint."

Abadi came into power in 2014 shortly after Baghdad cut the Kurdistan Region's budget when Erbil announced it intended to export oil independent of the capital. In the 2018 federal budget, the Kurdistan Region's share has been restored, but slashed.

Iraqi forces and the Peshmerga, longtime foes, fought side-by-side to defeat ISIS in Mosul, but when Baghdad rejected Kurdistan's vote for independence and Abadi ordered troops to take control of the disputed areas last fall, the two sides once again found themselves at each other's gunpoint.

Parliamentary elections are scheduled for May 12. Iraq's legislature is the unicameral Council of Representatives with 329 seats. Parties are competing for 44 seats in the Kurdistan Region — 18 in Sulaimani, 15 in Erbil, and 11 in Duhok. Those figures do not include one seat in Erbil and one in Duhok dedicated to the minority quota system. ■



Prime Minister Haider al-Abadi speaks at Saad Abdullah Palace in Erbil, April 26. Photo: Chris Johannes / Rudaw

Erdogan's Revenge and the Kurdish Dilemma

After 4,000 years of continuous habitation, there is no Kurdish presence left in Afrin.



People walk through debris in the center of Afrin, Syria March 24, 2018. (Reuters / Khalil Ashawi)

BY MAURICE GLASMAN - APRIL 25, 2018
<https://www.thenation.com>

Arriving in Baghdad, it is clear who has won the Iraq War. The Shia are in charge. Tower-sized, luminous green posters of Hussein and Ali define the landscape, draped from Brezhnevite tower blocks, augmented by portraits of martyred fighters in identical uniforms, with a prominent place for Nimr Baqir al-Nimr, the Shia cleric executed by the Saudis. These are reproduced in miniature on every soldier's hut at checkpoints throughout the city. Tall concrete barricades confine the defeated Sunni minority to their sealed areas. The Iranian-backed Hashi Shabi brigades made light work of the Kurdish Peshmerga in the disputed areas of Kirkuk, Sinjar, and Nineveh, after the Kurdish referendum on independence, and now control the motorway between Erbil and Sulaymaniyah. In Iraq, the Shia won the national war, the Iranians the regional battle, and Russia the global contest. America, France, and Britain ended up making lightning strikes that left no trace.

I had not traveled to visit Iraq, however, but Syria, at the invitation of the Federation of Northern Syria, also known as Rojava.

A very small Kurdish enclave of not more than 2 million people had fought back against ISIS at their worst. The small city of Kobani on the Turkish border was the first place that resisted the supposedly irresistible spread of the caliphate in 2014. And what emerged was extraordinary, an ideology of women's leadership and equality combined with democratic confederalism based on strong local democratic self-government. The YPJ, the women's force, and the YPG, which are mixed brigades, turned themselves, with American and British support, into the Syrian Democratic Force that defeated ISIS all the way to Raqqa, establishing their parish commune system in their wake.

In January, I wrote about how Abdullah Ocalan, imprisoned in solitary confinement on an island in the Marmara Sea, was haunting Turkish President Erdogan in his attempt to build an Islamist nationalist state. Erdogan had arrested the leaders of the mainly Kurdish HDP when

they did better than expected in elections a couple of years ago, with the imprisoned HDP leaders receiving more than 200-year sentences between them. The Turkish state has broken all public records on the imprisonment of journalists and the political sacking of state workers. It turned out that neither the Gulenists nor the Islamists were the primary focus of Erdogan's intense attention; instead the Kurds emerged once more as the object of Turkish spite.

It was unacceptable to the Turkish state that a military and political grouping, avowedly inspired by the teaching and leadership of Ocalan, would be permitted to function on its border. Erdogan's initial flirtation with Ottoman Sunni leadership did not go well as the PYD—as the Syrian Democratic Forces were initially known—not only defeated ISIS in Kobani but began their alliance with Turkey's NATO allies, America and Britain, and defeated the forces of the caliphate in battle. Erdogan actively courted Iran and Russia in order to gain permission to intervene against the Kurds. He got it.

On January 20, the Turkish Air Force began a 56-day bombing campaign in Afrin—one of the three provinces of the Federation of Northern Syria—and neither the Russian/Syrian air force nor the coalition allies impeded its air campaign against a people with no protection. They bombed the locals from their homes and paid the Al Qaeda, Al Nusra, and ISIS forces on the ground to resume their interrupted reign of rape, dispossession, and expulsion. After 4,000 years of continuous habitation, there is no Kurdish presence left in Afrin. In their place are the Islamist forces backed by Turkey and the Sunni Arab refugees whom Erdogan held as a bargaining chip with the EU. It is ethnic cleansing.

As I rode the pontoon bridge from Iraq into Syria, I thought about Thucydides and the Melian Dialogue in his History of the Peloponnesian Wars. The Athenians had arrived at the island of Melos with 38 ships, carrying more than 3,000 soldiers—including the ancient equivalent of an air force, mounted archers. The Athenian offer was simple: You accept our authority and imperial rule, and in return we

will let you live; if not, we will depopulate your island and take it for ourselves. The Melians responded that their natural ally the Lakedaimonians (Spartans) would protect them and that all they wanted was friendship and neutrality, to be left alone to develop their own democracy and way of life. The Athenians responded by saying that justice and rights were enjoyed by equals and that the Melians should recognize that there was a mutual interest in surrendering and preserving their lives and land rather than fighting and losing it all. The Melians did not accept the offer and after they fought and lost were all either murdered or expelled. I'd first come across the dialogue during a community-organizing training with the Industrial Areas Foundation almost 20 years ago.

An identical choice confronted the Kurds of Syria when faced with the reality of their circumstance. The disintegration of the Syrian state offered up the possibility of autonomy or extermination. ISIS, however, had many enemies, and the Kurds went into alliance with the coalition and fought and extended their autonomy. I witnessed what they had achieved, and it is extraordinary.

It is true that the face of Ocalan appears everywhere, as Barzani does in the Kurdish area of Iraq, as Erdogan does in Turkey, as Hussein does in Baghdad, and it is the latter vein, of a silent imam in occultation, that prevails. We were there on Ocalan's birthday and there was, according to his wishes, a mass planting of trees. The leadership of women in the council system is a reality within a kind of parish commune, in which government takes place at the most local level conceivable. In Qamishli, the capital of the Jazeera canton, I met with the male and female co-chairs of a local commune that comprised 12 streets. Although both leaders were illiterate, they were voted in and ran the area, accountable to a local assembly that meets every other Sunday. They decide issues pertaining to housing, receiving refugees from Afrin, education, and self-defense, among others. I met Assyrian Christians and Sunni Arabs who were offended by the idea that this was a Kurdish project, insisting that they helped found it and that no

ethnicity dominated.

On meeting the parliamentarians for the Federation of Northern Syria, they handed me a translation of the “social contract” that all of the communities of the area had agreed to. It is a complex system to ensure minority representation and women’s equality. In Kobani, which had been almost entirely wiped out by ISIS in battle, the local people had rebuilt their homes with very little state aid. I thought of how amazed Murray Bookchin would have been to see democratic confederalism as such an effective system of democratic self-government in a diverse population.

When I met with the women soldiers of the YPJ they included Yazidi and Sunni Arab fighters as well as Kurds, and the same was true of the wounded male fighters we met. There weren’t many shops, and the plumbing didn’t always work, but the system of democracy seemed

robust and the energy around it felt genuine. There seemed to be food and shelter for all, and the refugees from Afrin were received by families and not in camps.

The Melian dilemma, however, hung over it all. Our delegation met with the leaders of the army and with the political leadership in the region, and they all asked the same question: Why have Britain and America abandoned us to the Turkish state? The answer was that Turkey is a member of NATO and that is a larger and more strategic alliance with a larger and more powerful country than the Federation of Northern Syria. They asked if the UN would intervene, or the EU? It emerged in these conversations that Assad and Russia have offered the Kurds a deal. They would be protected from the Turkish invasion—in return for their surrender to the Syrian state. Their army and democracy would be subordinate to Damascus, and the central state

system, rather than democratic confederalism, would prevail. In return they would be allowed to live in the place where they had lived for 4,000 years. Turkey, on the other hand, would either kill them or expel them from their homes.

The PYD, the umbrella organization of the Federation, also known as Tav-Dem, took the Melian position. They chose to fight without an air force and now they are utterly defeated. Turkey is threatening to extend its invasion to the rest of Kurdish Syria. It is important to acknowledge that a NATO partner is a far worse choice than Assad and that America and Britain have abandoned the only example of indigenous democracy in the region to collective execution. Thucydides’ remark in the Melian Dialogue that the powerful do what they can and the weak suffer as they must still holds true. 1

Maurice Glasman is a member of the House of Lords and the founder of Blue Labour.



APRIL 25, 2018

US promoting cooperation between Peshmerga and Iraqi forces

Laurie Mylroie / April 25-2018
<http://www.kurdistan24.net>

WASHINGTON DC (Kurdistan 24) - Col. Ryan Dillon, Spokesman for Combined Joint Task Force—Operation Inherent Resolve (CJTF-OIR), the anti-ISIS Coalition, affirmed on Tuesday US support for cooperation between the Peshmerga and Iraqi Security Forces (ISF).

The Islamic States (IS) “will look for seams, both metaphorically and, literally, on the ground,” Dillon noted. “We saw that they [Peshmerga Forces and ISF] worked together in Mosul. We saw they worked together in Tal Afar,” Dillon said, and “we saw they worked together in Hawija.”

Iraqi Prime Minister, Haidar al-Abadi, “knows that all Iraqis require security,” including those in northern Iraq, Dillon stated, as he responded to a question from Kurdistan 24.

“So the coalition is working together with both Peshmerga and the government of Iraq, with training, with equipment, with support,” he affirmed, “in working together, so that they can identify [IS] threats” and defeat the terrorist organization.

Dillon’s comments followed the visit of Lt. Gen. Paul Funk, Commanding General of CJTF-OIR, on Tuesday to Erbil, where he met the Chancellor of the Kurdistan Region Security Council (KRSC), Masrour Barzani.

Funk’s visit capped a month-long series of visits by senior US officers to Erbil.

In their meeting, Funk and Barzani agreed “it is essential” for Peshmerga Forces and the ISF to cooperate “to fill security vacuums exploited by [IS] in disputed territories, including in Kirkuk, and to align security and military efforts with broader political reforms” to restore trust and stability and “provide for displaced families to return home,” a KRSC readout of the meeting explains.



Peshmerga fighters guard one of the front lines in the southern Kurdistan Region. (Photo: Kurdistan 24/Alexandre Afonso)

Funk “expressed readiness to support a joint” effort between the Kurdistan Regional Government and the Federal Government to achieve those goals.

Barzani “emphasized the importance the Kurdistan Region places on close military, intelligence and security cooperation” with the US and “expressed his appreciation for payments to integrated Peshmerga brigades.”

Barzani’s meeting with Funk, which was also attended by the US Deputy Chief of Mission in Baghdad and the US Consul General in Erbil, was the fourth such meeting between Barzani and a high-ranking US Army officer over the past four weeks.

The series of meetings suggests that the US has been actively promoting collaboration between the Peshmerga and ISF since at least late March, perhaps, accompanied by quietly stepped-up security assistance to the Peshmerga.

On Mar 27, Iraqi Prime Minister Haider al-Abadi acknowledged that Baghdad’s conflict with Erbil had created a security vacuum which IS

extremists had exploited.

The following day, Maj Gen. Walter Piatt, the newly appointed Commander of Coalition ground forces (known by the acronym, CJFLCC-OIR), met Barzani in Erbil, where they “discussed measures to increase coordination in the anti[IS] campaign,” according to a KRSC read-out of the meeting.

Piatt “recognized the contributions and sacrifices” of the Kurdistan Region,” although the KRSC summary says nothing about US support for the Peshmerga.

That changed two weeks later. On Apr 15, Maj. Gen. Bradley Becker, Chief of Office Security Cooperation-Iraq, traveled to Erbil to meet with Barzani.

Becker briefed the KRSC Chancellor “on future US support for integrating, reorganizing, and training programs for ISF, including Peshmerga Forces,” while the two officials “expressed concerns” over IS’ resurgence and “noted opportunities for both ISF and Peshmerga Forces to work together to combat the shared threat,” the KRSC summary of the meeting states.

On Apr 19, Piatt returned to Erbil and “discussed issues of importance to Iraqi Kurdistan-US military cooperation, particularly the anti-[IS] coalition campaign and training, equipment and support for Peshmerga Forces.”

They also “reviewed the need for Iraqi Security Forces-Peshmerga Forces coordination in disputed territories to prevent further instability.”

Five days after that, the top, overall commander of CJTF-OIR, Lt Gen. Funk, visited Erbil and met with Chancellor Barzani.

It looks like the US has come to the recognition that it needs the Peshmerga to ensure the defeat of the Islamic State, and it is has taken the appropriate steps to ensure that they are able to do so. ■

Vente d'alcool restreinte en Turquie: une «volonté d'islamiser la société»

Des milliers d'épiciers ont fermé boutique jeudi pour protester contre les surtaxes et l'interdiction de vendre des boissons alcoolisées la nuit.

Par
QUENTIN RAVERDY
Correspondant à Istanbul

Fait exceptionnel ce jeudi, Ilker, épicier du quartier de Beyoglu à Istanbul, ne sera pas derrière son comptoir. Comme lui, jeudi, des milliers de *tekel* (épiciers habilités à vendre de l'alcool) de Turquie ont été appelés à baisser leur rideau pour dénoncer une loi de 2013 portée par l'AKP, le parti islamo-conservateur du Premier ministre de l'époque, aujourd'hui président, Recep Tayyip Erdogan. Le texte impose depuis cinq ans aux épiceriers de ne plus vendre d'alcool entre 22 heures et 6 heures du matin. Et le manque à gagner dans les caisses est plus que palpable, explique Ilker: «Je perds entre 30 % et 40% de mon chiffre d'affaires mensuel.» Mais comme bon nombre de ses collègues, le jeune commerçant préfère faire fi de la loi et de la lourde amende, équivalente à 7000 euros, en cas d'infraction: «On perd plus à appliquer la loi strictement qu'à continuer à vendre discrètement quitte à prendre une amende.»

Santé. Au moment de la promulgation du texte, en

chef de gouvernement «bienveillant», Erdogan avait brandi l'argument de la santé publique, à l'instar des pays

L'HISTOIRE DU JOUR

occidentaux: un projet législatif censé protéger son pays (où environ 15% de la population consomme de l'alcool), notamment sa jeunesse. «Nous ne voulons pas d'une génération qui titube jour et nuit», prévenait alors le leader turc. Ainsi, en plus de restreindre les horaires des *tekel*, la loi prévoit également l'interdiction totale de faire la promotion de l'alcool dans la rue, à la télévision, sur Internet ou de faire du sponsoring. Bannis aussi les points de vente dans un rayon de 100 mètres autour d'un établissement éducatif ou d'un lieu de culte. Une sorte de loi Evin puissance dix.

«L'argument de la santé publique, je n'y crois pas. Cela fait partie de leur volonté d'islamiser la société. Avec cette loi, ils visent la population laïque, qui consomme, elle, de l'alcool», estime Celal, épicier du quartier conservateur de Kasimpasa, où a grandi Erdogan.

Mais le pouvoir turc n'en reste pas moins pragmatique, ironise à son tour Ilker: «S'il voulait vraiment interdire l'alcool, il le pourrait, mais il gagne trop d'argent avec les taxes.» En effet, en plus des lois restrictives, l'AKP a également multiplié les hausses drastiques de taxes sur les boissons alcoolisées, qui ont ainsi permis à l'Etat turc de récolter quelque 2 milliards d'euros l'année dernière.

Conséquence inévitable de cette politique fiscale: l'envolée des prix dans les bars et

magasins depuis l'arrivée du parti islamiste au pouvoir, au début des années 2000. Le prix de la bière a ainsi grimpé

«Nous ne voulons pas d'une génération qui titube jour et nuit.»

Recep Tayyip Erdogan

de plus de 400%. Celui de la bouteille de raki, la boisson anisée et symbole national du pays, est monté, lui, de plus de 550% (deux fois plus que la hausse moyenne des prix des biens en Turquie). De quoi sérieusement perturber les ventes du «lait du lion», mais sans réellement influencer la consommation moyenne d'alcool des Turcs, qui stagne depuis une décennie autour de 1,4 litre par personne, le plus faible taux de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique).

Benzoate. Face à l'augmentation des prix dans les rayons des supermarchés, comme de plus en plus de personnes, Ali Konuk a pris une décision radicale: «Désormais, je fais mon alcool à la maison.» Conseiller en marketing dans la vie, cet homme de 29 ans se transforme en apprenti chimiste entre les murs de son appartement d'Istanbul. Ali se veut aussi pédagogue: «J'ai lancé une chaîne YouTube pour partager mon expérience et

expliquer comment faire les recettes chez soi.» Déjà plus de 1,3 million de personnes ont vu ses vidéos. Devant l'objectif de son portable, il mélange alcool éthylique, arôme d'anis, eau et sucre pour obtenir, en une dizaine de minutes, son raki «fait maison».

Et sa production défie toute concurrence: une bouteille de 70 centilitres, vendue 100 livres turques dans le commerce (environ 20 euros), est produite ici pour quatre fois moins. Conscient de ce phénomène grandissant, le gouvernement a tenté de légiférer l'hiver dernier en imposant aux producteurs d'alcool éthylique d'ajouter du benzoate, un agent d'aversion qui empêche la consommation du liquide. Mais pas de quoi arrêter Ali: «Maintenant, je distille moi-même mon alcool. Cela prend juste un peu plus de temps.» Sous le regard d'un grand portrait d'Atatürk, père de la république et grand amateur de raki, Ali ne s'inquiète pas pour l'avenir: «Si une nouvelle interdiction passe, nous les Turcs, on trouvera toujours un moyen de la contourner.» ◆

Irak: divisés, les Kurdes risquent de perdre leur rôle pivot au Parlement

Par Abdel Hamid ZEBARI et Shwan MOHAMMAD -AFP / le 30/04/2018
<https://www.lexpress.fr>

Erbil (Irak) - En plein désarroi, Eminés par les divisions, les Kurdes irakiens risquent de perdre une dizaine de sièges lors des élections générales du 12 mai, ce qui réduirait leur capacité à faire valoir les intérêts de leur communauté.

Ils pourraient payer les conséquences funestes du scrutin d'indépendance de septembre.

Organisé malgré l'opposition du pouvoir central à Bagdad, ce référendum s'est traduit par des pertes territoriales importantes pour les Kurdes. En rétorsion, les forces irakiennes ont en effet repris la riche province pétrolière de Kirkouk et d'autres territoires que les Kurdes contrôlaient de facto même s'ils étaient hors des limites officielles de leur région.

Aujourd'hui, dans la région autonome, les deux grands partis traditionnels tentent de mobiliser les électeurs, démoralisés par la défaite ayant suivi le référendum où le oui l'avait largement emporté.

A Erbil, son fief, le Parti Démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani --initiateur du référendum-- fait campagne pour la défense des intérêts kurdes au Parlement de Bagdad.

- "PROTÉGER L'AVENIR" -

Ses affiches proclament: "Soyons fortement représentés à Bagdad pour défendre notre référendum".

Dans la ville voisine, à Souleimaniyeh, son rival l'Union Patriotique du Kurdistan (fondée par Jalal Talabani décédé l'an dernier) insiste aussi sur la nécessité de mettre son bulletin dans l'urne: "Votre vote protège l'avenir du Kurdistan", "Votons pour un avenir solide en faveur du droit à l'autodétermination".

Mais ces deux formations, qui ont dominé la vie politique durant un demi-siècle, sont à couteaux tirés, et leurs challengers, Goran et la Nouvelle génération, les accablent de tous les maux.

Le PDK fustige la "traîtrise" de l'UPK et les "divisions".

"Nous pensons que Kirkouk a été occupée (par les forces de Bagdad) à cause de la trahison de certains membres de l'UPK. Et pour ces élections, nous n'avons jamais eu de réponse quand nous avons proposé une liste kurde unie dans tout le pays", assure à l'AFP Khosro Kuran, un dirigeant du PDK.



Rassemblement électoral du Parti Démocratique du Kurdistan (PDK) à Erbil, la capitale de la région autonome du Kurdistan irakien, le 29 avril 2018, à quelques semaines des élections générales du 12 mai / afp.com/SAFIN HAMED

Au contraire, répond Saadi Bireh membre du Bureau politique de l'UPK, la situation actuelle est la faute du parti rival. "Ce que disent certains dirigeants du PDK reflète leur indécence politique car au lieu de nous considérer comme des adversaires, ils nous voient comme des ennemis".

Selon lui, c'est le PDK qui a décidé de faire cavalier seul dans les trois provinces du Kurdistan et de boycotter le scrutin à Kirkouk après le refus de plusieurs listes de faire alliance avec lui dans les "zones disputées".

Résultat: 77 listes et 503 candidats pour 46 sièges dans les provinces d'Erbil, Souleimaniyeh et Dohouk, officiellement constitutives de la région autonome.

- PERTES -

Dans le Parlement central précédent, les partis kurdes disposaient de 62 sièges car ils avaient des députés élus à Kirkouk, à Ninive, à Diyala et Bagdad. Ce nombre leur permettait de jouer un rôle pivot.

"La perte de Kirkouk est un moment majeur dans l'histoire de l'Irak post-Saddam Hussein. Pour les Kurdes, la ville de Kirkouk n'était pas seulement une source de pétrole, mais aussi un capital humain au sens électoral", souligne Adel Bakawan, directeur général du centre de sociologie du Kurdistan à l'université de Soran, près d'Erbil.

Pour lui, depuis la reprise des zones disputées par Bagdad, "les rapports de force ont changé en défaveur des Kurdes. Il est difficile d'avancer des chiffres exacts, cependant, la

perte de quelques sièges est une évidence", ajoute ce chercheur.

Le responsable du PDK Khosro Kuran partage ce pessimisme.

"Nos candidats sont harcelés dans la plaine de Ninive. Contrairement aux élections de 2014, il n'y aura pas de participation dans les territoires kurdes hors de la région autonome en l'absence de forces de sécurité kurdes pour protéger nos électeurs", dit-il.

Autre revers pour les partis traditionnels, des Kurdes se présentent pour la première fois sur des "listes arabes" dans la région autonome.

Gergis Koli Zadeh, chef de la liste du Premier ministre irakien Haider al-Abadi à Erbil, justifie son choix. "La liste n'est pas seulement arabe car les Kurdes y sont bien représentés. Elle peut résoudre les problèmes économiques et politiques de la région car le Premier ministre sait se montrer flexible", explique ce Kurde.

Mais le coup de grâce a été porté par Moustafa Cheikh Kawa. Le petit-fils du légendaire roi des Kurdes se présente sur la liste du chef chiite Amar al-Hakim.

"C'est une liste irakienne. Notre but est de servir le peuple du Kurdistan", assure un de ses proches Saed Hisa Barzinji

Héros de la lutte contre l'occupation britannique, cheikh Mahmoud Hafid Barzinji avait établi un Etat Kurde entre 1920 et 1922, et s'était déclaré roi. ♦

Tensions between Greece and Turkey focus on tiny islands

KASTELLORIZO, GREECE

BY PATRICK KINGSLEY

In the narrow Mediterranean strait between the easternmost islands of Greece and the shoreline of western Turkey, Kostas Raftis steered his fishing dinghy along the invisible maritime border dividing the two countries. Usually, this is a placid spot where Mr. Raftis fishes for red mullet and snapper. Now it is rising as a geopolitical flash point.

This month, a low-flying Turkish helicopter had passed provocatively close to a military base on the nearby Greek island of Ro, drawing warning shots from soldiers. That incident was followed three days later by the death of a Greek fighter pilot who crashed, his government said, after attempting to intercept a Turkish aircraft that had entered the country's airspace.

The number of incursions by Turkish military ships and jets into Greek territory has spiked in recent months, according to Greek officials, stoking concerns of a new military conflict in a region where Turkey is already embroiled in the war raging in Syria.

The biggest uncertainty involves Turkey's strongman president, Recep Tayyip Erdogan, and whether his ambitions are fueling renewed claims to these Greek isles — particularly after he embarked on Wednesday on an election campaign in which he is expected to play heavily on nationalistic sentiment.

"With the people of Turkey, we don't have problems," said Mr. Raftis, 58. "The problem is with Erdogan, with the Turkish government. They want to make Turkey bigger."

Indeed, though the border issue has simmered for nearly a century, analysts worry that the unpredictable nature of Mr. Erdogan makes the situation more volatile than ever between the countries, nominal NATO allies, who almost fought a war over an uninhabited island in nearby waters two decades ago.

In December, to the surprise of his hosts, Mr. Erdogan used the occasion of the first visit to Greece by a Turkish president in 65 years to call for a redrawing of the border. That did not go down well.

In recent years, Mr. Erdogan has often stoked tensions overseas in order to bolster his domestic standing, insulting several European governments, deploying troops in Syria, and lashing out at the United States.

"Erdogan is a little bit out of control — he's picking a lot of fights, and there is a lot of uncertainty about how far he's pre-



EIRINI VOURLLOUMIS FOR THE NEW YORK TIMES

Kastellorizo, a Greek island of about 300 permanent residents near the Turkish mainland, is at the center of a volatile border issue that has simmered for nearly a century.

pared to go," said Nikos Tsafos, who researches the politics of the eastern Mediterranean at the Center for Strategic and International Studies, a Washington-based think tank.

"The odds of something going wrong are increasing on a weekly basis," he said.

The border issue has its roots in the collapse of the Ottoman Empire in the aftermath of World War I and in subsequent international treaties that gave many islands that had once belonged to the Ottoman Empire — including Kastellorizo, the nearest permanently inhabited island to Ro — to other European powers.

Today, Turkey — which was formed from the rump of the Ottoman Empire — does not contest Kastellorizo's sovereignty. But the government feels it is unfair that Greece should have the right to potentially exploit energy resources in parts of the Mediterranean seabed that lie within sight of Turkey.

Other recent developments have compounded the decades-old disagreement. Talks have broken down over the status of the island of Cyprus, which is divided between a Greek-backed and internationally recognized state in the south, and a Turkish-backed breakaway state in the north.

Greece declined to extradite eight Turkish servicemen who had fled following a failed coup in 2016; and the Turkish government has arrested two Greek border guards, seemingly in response.

"The potential for a military conflict between Greece and Turkey has never seemed as close since the 1990s," said Soner Cagaptay, director of the Turkish Research Program at the Washington Institute for Near East Policy.

The Turkish government says Greece is to blame for the spike in tensions.

"The Greeks always want attention," said a senior Turkish official who asked not to be named in accordance with Turkish protocol. "They're like babies, and it's always been like that."

But statistics released by Greece suggest a different narrative. According to the Greek military, Turkish incursions into Greek airspace rose to 3,317 in 2017 from 1,269 in 2014, while maritime incursions rose to 1,998 from 371 in the same period.

The Greek and Turkish prime ministers, Alexis Tsipras and Binali Yildirim, appeared to calm tensions with a phone call after the two incidents over Ro this month.

On April 16, the situation worsened again when Turkey said it had sent its Coast Guard to remove several Greek flags that had been planted on an islet in a Greek island group within sight of the Turkish coast.

Less than 24 hours later, Mr. Tsipras had flown to Kastellorizo — nominally to open a desalination plant, but in reality to send a strong signal on Greek sovereignty.

"Greece can defend its sovereign rights from one end of this country to the other," said Mr. Tsipras, as the cliffs of

Turkey loomed in the distance over his right shoulder. "We won't negotiate, we won't bargain, we won't cede an inch of Kastellorizo land."

But Turkey did not seem to get the message. After Mr. Tsipras started his journey home, his helicopter pilot was radioed by Turkish air traffic controllers, who accused the pilot of flying into Turkish airspace, a Greek military official said.

After Mr. Erdogan raised the issue of redrawing the border during his December visit, the Greek defense minister, Panos Kammenos, accused the Turkish

"The potential for a military conflict between Greece and Turkey has never seemed as close since the 1990s."

leadership of stupidity, described its military as enfeebled, and reminded Turkey of a humiliating Ottoman defeat in the 19th century.

In response, Mr. Yildirim taunted Greece over its retreat from Asia Minor in 1922, while the leader of the Turkish

opposition, Kemal Kilicdaroglu, attempted to go one better by suggesting that Turkey invade no less than 18 Greek islands.

Were such an unlikely scenario to occur, Kastellorizo and Ro would most likely be on Mr. Kilicdaroglu's list.

Ro is a hallowed place for many Greek patriots: In 1927, a woman from an old Kastellorizo family, Despina Achladioti, moved there and kept a Greek flag flying until her death in 1982 — enshrining her in national folklore as "the Lady of Ro."

For all the rhetoric, many of Kastellorizo's 300 permanent residents, as well their Turkish neighbors across the water, feel the tensions have been exaggerated by the news media — and by attention-seeking politicians.

"We've had news like this for years, but we've never had an actual problem," said Dimitris Achladiotis, the island's deputy mayor, who is a great-nephew of the Lady of Ro. "Until we see a Turkish military boat in the port of Kastellorizo, we will not be scared."

Further round the island's horseshoe harbor, a bar owner told the story of how he met his Turkish wife in Kas, the Turk-

ish town that lies a short ride across the sea. Many Kastellorizo residents buy their weekly shopping from Kas's market on Fridays, while a ferry service brings more than 20,000 people in the other direction every year.

"We all coexist and are similar in lots of respects," said Kikkos Magiafis, the bar owner with a Turkish wife.

This was a sentiment echoed in Kas, even among Turkish nationalists. The islanders on Kastellorizo "are normal people like us, civilians living their lives like us," said Ismail Sah Yilmaz, the head of the local branch of the Iyi Party, a Turkish nationalist group.

But strolling along the quay at Kastellorizo this month, patting a few toddlers and listening to their parents' gripes about island life, Mr. Tsipras appeared to have other ideas.

"You are the guardians of Thermopylae," he told several islanders — though presumably he did not mean it literally.

According to myth, it was at the Battle of Thermopylae in 480 B.C. that a few hundred Greeks held off tens of thousands of soldiers from the East — before being betrayed and slaughtered.

Courrier

n° 1434 du 26 avril au 2 mai 2018

TURQUIE

Élections anticipées : un aveu d'impuissance pour Erdogan ?

La décision de convoquer des élections pour le 24 juin, avec un an et demi d'avance, montre que le pouvoir turc s'inquiète, car il sent sa base électorale s'éroder.

—T24 Istanbul

Plus tôt les élections auront lieu, plus [le président turc] Recep Tayyip Erdogan aura de chances de les remporter. J'étais donc un peu étonné qu'il répète sans cesse le même message : "Les élections se tiendront en temps voulu, il n'y aura pas d'élections anticipées." Mais voici les raisons pour lesquelles ces élections fixées plus tôt que prévues peuvent lui être profitables.

L'économie turque va de plus en plus mal, et l'AKP [Parti de la justice et du développement, parti islamiste au pouvoir] semble peu susceptible de réussir à inverser la tendance ou même d'arrêter la marche vers la crise. Et les difficultés que connaît l'économie n'ont pas encore commencé à se traduire fortement dans la vie de tous les jours.

Plus la date des élections sera tardive, plus les effets de ces difficultés se feront sentir, et moins l'atmosphère sera propice au pouvoir. Et il ne s'agit pas uniquement de considérations économiques. Malgré tous les efforts du "chef" ["reis" en turc, surnom donné à Erdogan par ses partisans] pour maintenir intactes son aura et la motivation de ses troupes, l'AKP n'a plus l'attrait de ses jeunes années.

Désaffection. La brutalité de la politique d'Erdogan, dont l'intensité n'a fait que croître depuis Gezi [mouvement turc protestataire du printemps 2013], ne convient pas à tout son électorat. Cette désaffection d'une partie de ses électeurs transparaît dans les résultats décevants qu'il a enregistrés en juillet 2015 et lors du référendum d'avril 2017. Or, cette tendance ne s'est pas encore cristallisée. C'est aussi pour cela que l'AKP a intérêt à organiser rapidement des élections, alors qu'il est encore le premier parti du pays et qu'Erdogan est encore le candidat susceptible de réunir le plus grand nombre de voix.

C'est à ce constat qu'est parvenu le président turc. Preuve en est qu'il lui a suffi d'un rendez-vous d'une demi-heure avec Devlet Bahçeli [le leader du parti d'extrême droite MHP, allié du gouvernement] pour décider de convoquer ces élections.

Pour Kemal Kilicdaroglu [le leader du premier parti d'opposition, le CHP], cette décision est un aveu de l'impuissance actuelle du pouvoir à continuer à administrer le pays. Je ne partage pas tout à fait cette analyse, mais je concède qu'elle est en partie exacte. Erdogan est parvenu à réaliser certaines choses qui auraient semblé impos-

sibles il y a encore dix ans. Mais il a de nombreux autres projets en tête, et pour cela il a besoin du pouvoir.

Machiavélisme. L'AKP, comme d'ailleurs tous les pouvoirs qui l'ont précédé, a généré ses propres riches, sa propre bourgeoisie, même si le mot n'est pas tout à fait adapté à cette nouvelle classe. Et ce qui préoccupe avant tout ces personnes, c'est de ne pas perdre les positions qu'elles ont acquises.

Dans cet effort pour conserver le pouvoir, qui tient de plus en plus de l'exercice acrobatique, elles soutiennent encore Erdogan, jugeant qu'il leur serait impossible de trouver quelqu'un de meilleur que lui, même si elles désapprouvent certaines de ses actions.

La part la moins digeste de ce machiavélisme touche à la disparition en Turquie de l'État de droit et du système judiciaire. Les prochaines élections se tiendront sous le régime de l'état d'urgence [décrété en juillet 2016], que l'AKP met à profit pour imposer par décret des changements législatifs et des nominations au sein du Haut Conseil électoral, afin de créer les circonstances les plus favorables à sa victoire.

Face à ce climat oppressif, nul doute que certains, probablement se réclamant de la "gauche", vont appeler à boycotter les élections. La tentation de les suivre est grande au vu des conditions du scrutin. Mais je ne pense pas que cette décision soit adéquate. La bonne politique consisterait à démontrer et à convaincre les électeurs qu'Erdogan, qui ne cesse de s'en prendre aux minorités, est lui-même devenu minoritaire dans ce pays.

—Murat Belge

Publié le 21 avril

En Irak, le mystère des « White Flags », nouveau groupe clandestin

Possible excroissance de Daech, les « Drapeaux Blancs » sèment la terreur dans la région de Kirkouk.

INES DAIF (avec THIERRY OBERLÉ à Paris)
PROVINCE DE SALAH AD-DINE (IRAK)

MOYEN-ORIENT Le temps semble suspendu dans les rues de Touz Khourmatou, mosaïque ethno-religieuse - kurde, turkmène et arabe - à 60 km de Kirkouk. La ville a été l'un des théâtres violents de l'offensive irakienne du 16 octobre 2017. Ce jour-là, les forces irakiennes ont chassé les Kurdes de cette zone située dans les « territoires disputés » que contrôlaient les pechmergas depuis l'invasion de Daech en 2014. Depuis, une forte instabilité perdure. Ce délitement offre un terreau parfait pour la résurgence de groupements insurrectionnels ou terroristes. Le 13 avril, des habitants de la zone de Dakuk, entre Kirkouk et Touz Khourmatou, ont ainsi dû fuir durant la nuit, après l'arrivée d'un groupe mystérieux, nommé symboliquement dans la région les White Flags (les Drapeaux Blancs). Un nom donné par les habitants et les forces en présence pour marquer à la fois la continuation et la rupture avec les Drapeaux Noirs de Daech officiellement anéantis de 9 décembre 2017.

A Touz Khourmatou des photos d'hommes rassemblés dans des caves à Kifri, un village voisin, ou encore roulant à moto dans les environs circulent. « J'ai reçu des menaces de mort des White Flags », confie Mohammed Fiaq, le porte-parole de l'UPK, l'un des principaux partis politiques kurdes. « Six hommes sont d'abord venus à la mosquée avec des turbans noirs autour de la tête, ils ne se sont pas identifiés. Le lendemain ils sont revenus avec sept voitures. Ils ont fait le tour du village sans attaquer les civils et ont pris les postes à l'abandon des pechmergas. L'armée irakienne ou les Hachd ne sont pas intervenus. Le 13 avril, la population s'est réfugiée vers Tawuq et Chamchamal » raconte, de son côté, un habitant de Farik, un village à 20 km de Dakuk.

La configuration montagneuse est propice au développement et à l'ancrage de ces groupes qui ne revendiquent pas leurs actions. Ils sévissent principalement dans la plaine de Dakuk (province de Kirkouk). « Trois villages ont été pris par les White Flags le 11 avril. Autour de Dakuk, où ils sont plus forts que toutes les forces armées présentes. Ils sont là pour affaiblir la zone », explique un haut responsable de l'intelligence kurde.

Ici chacun à sa version sur l'origine des combattants clandestins selon l'ar-



En octobre 2017, les forces de sécurité irakiennes font leur entrée dans la ville de Touz Khourmatou après en avoir chassé les pechmergas, leurs anciens alliés contre Daech. UNCREATED/AP/SIPA

mée ou la milice à laquelle on appartient. Des Kurdes pensent que c'est un jeu de l'armée irakienne voire des Américains. Mais beaucoup incriminent des forces dissidentes kurdes.

Des flèches rouges sur une carte

« Pour moi, ce sont ou des anciens de Daech, ou bien des groupes mafieux rattachés à Daech ou alors des Kurdes », affirme Mohammed al-Bayati, numéro deux de l'organisation chiite Badr. Les Hachd Badr, supplétifs de l'armée irakienne, en conflit avec les Kurdes, contrôlent principalement les montagnes et la périphérie de Touz Khourmatou. « Ils ont profité du recul des pechmergas après les affrontements du 16 octobre pour prendre position. Ils contribuent à augmenter le conflit intercommunautaire. Ces gens sont impalpables : ils agissent la nuit et passent d'une localité à l'autre. Il y a des attaques de civils, quatre personnes ont été brûlées dans une voiture vers Dakuk », raconte Mohammed al-Bayati. Il ajoute que plus de 12 attaques incombent à Daech depuis le 16 octobre, comme celle revendiquée à Hawija faisant 28 morts dans des Unités de mobilisation populaires.

Dans la salle de commandement de l'ERD (unité d'intervention rapide irakienne), la police irakienne, trône une carte marquée de trois flèches rouges désignant les White Flags. « Pour moi les White Flags, c'est Daech. Ils sont à 3km dans les montagnes faisant face à la base. Tous les jours nous avons des interventions de nettoyage de poches résistantes » tranche le sous-général Fawzi.

L'État islamique est-il en train de réapparaître et de signifier son retour

sous une nouvelle forme ? Pour l'expert irakien, Shalallow Kirkouky, il ne faut pas, dans tous les cas de figure, minimiser le phénomène. « C'est une organisation similaire à Daech. Le 9 avril, onze policiers fédéraux ont été tués pendant la nuit près de Dakuk. C'est une puissance régionale qui doit les financer et qui les entraîne. Ils ont des armes lourdes et utilisent des nouvelles technologies satellites », estime-t-il. « Ils ont deux chefs, un irako-syrien, Khalid Mooradi et Chalak, un chef kurde. » Le nom du leader présumé Khalid Mooradi est également confirmé par l'analyste politique irakien Hicham al-Hashemi proche de l'intelligence irakienne, qui considère, en revanche, avoir affaire à « des séparatistes kurdes qui veulent à nouveau asseoir leurs pouvoirs sur les

territoires perdus en octobre ». Reste que le haut responsable des services de renseignement kurdes n'en démord pas. Il est convaincu d'être confronté à un avatar de l'État islamique. « C'est Daech qui a troqué son drapeau noir contre un drapeau blanc. Ces hommes viennent en partie de Syrie et se sont unis avec des survivants de poches de l'État islamique irakien subsistant au sud de Kirkouk, de Hawija, de Tall al-Wad, Mossoul et Tall Afar. Ils sont une centaine. Un certain Abou Ghinane originaire de Kirkouk est leur chef des finances. Ils sont armés de mitraillettes, de roquettes et de RPG. Le 11 avril, ils ont tué le sous-général Moustafa al-Jabani de l'armée irakienne. Pour nous il n'y a pas de doute : ils sont un simple prolongement de Daech. »

Qu'ils soient des rescapés de Daech, ou des Kurdes radicalisés et islamisés, les intrigants White Flags n'ont, sans doute, pas fini de faire parler d'eux. ■



Kurdish Vote May Have Major Impact on Turkey's Polls

Dorian Jones April 30, 2018
<https://www.voanews.com>

ISTANBUL — A crackdown on Turkey's main Kurdish party, HDP, is intensifying as the country heads to elections. The crackdown comes as Kurds — a fifth of the electorate — are increasingly seen as key to the outcome of the June 24 general and presidential elections.

Selahattin Demirtas, the former HDP leader and the party's presidential candidate, appeared in court Monday on terrorist propaganda charges. The hearing was adjourned to June 8. If convicted, Demirtas will be barred from the presidential election.

Demirtas is widely seen as successfully bringing the HDP into the political mainstream and making it the second-largest parliamentary opposition party. Under emergency powers introduced after the 2016 failed coup, the former HDP leader has been jailed for over a year as part of a nationwide crackdown against his party.

On Saturday, nearly 40 HDP members in Istanbul were arrested at an election meeting, including many local officials.

According to the HDP, over 10,000 of its members are in jail, along with nine parliamentary deputies and nearly 100 elected mayors. The government accuses the HDP of having links to the outlawed Kurdish insurgent group PKK, a charge the party denies.

The HDP claims the crackdown stems from the political threat the party poses to President Recep Tayyip Erdogan.

"Support among [the] Kurds for Erdogan is in decline. This is why Erdogan is trying to crush HDP, to annihilate the Kurdish civic society, to crack down on Kurdish dissent," according to Ertugrul Kurkcü, HDP president and parliamentary deputy.

The Kurdish vote, which could change the outcome of a close election, previously was split evenly between the HDP and Erdogan's AKP, according to analysts.

In the June 2015 election under the charismatic leadership of Demirtas, the HDP made history, becoming the first pro-Kurdish party to successfully pass the 10 percent electoral voting threshold to enter parliament. That success robbed the ruling AKP of its majority.

Erdogan's AKP restored its majority five months later by courting Turkish nationalist voters and by launching an unprecedented military offensive against the PKK and



FILE - A woman holds a photograph of former co-leader of pro-Kurdish Peoples' Democratic Party, or HDP, Selahattin Demirtas, during the Newroz celebrations, marking the start of spring, in Istanbul, March 21, 2018.

legally cracking down on the HDP.

ACTION IN SYRIA

Legal and military operations continue to intensify, with Turkish forces earlier this year entering Syria against the Syrian Kurdish militia.

Several pro-Kurdish cultural reforms introduced by Erdogan in his early years in power have been reversed recently. For example, Kurdish-language signs have been removed. In the meantime, several towns and city centers have been reduced to rubble fighting insurgents, creating hundreds of thousands of refugees.

Analysts suggest the electoral strategy could backfire.

"Atrocities, plundering and ethnic cleansing [in Syria], they are only allegations, but apparently they resonate among Kurdish voters," said political analyst Atilla Yesilada of Global Source Partners. "According to the polls, AKP is gaining among nationalists but losing among Kurdish voters."

Undaunted, Erdogan's AKP has made a formal electoral alliance with the pro-nationalist MHP party, after passing special legislation to legally sanction such alliances. The MHP is traditionally strongly opposed to any Kurdish cultural reforms and is calling for an intensification of military operations against the PKK.

Observers point out that the AKP-MHP alliance can only add to unease among AKP Kurdish votes.

"The destruction of five or six Kurdish towns, although it was against the PKK and others, still Erdogan's Kurdish voters weren't happy with this," political scientist Cengiz Aktar said. "There is general unease among the traditionalist or conservative Kurds who vote Erdogan. How it will

translate into anti-Erdogan votes remains to be seen. There are not many pro-Erdogan Kurds ready to vote HDP."

ALTERNATIVES

Analysts suggest Erdogan could be calculating that as in previous elections, no alternative party for religious Kurds will emerge. But the pro-Islamic Kurdish Huda Pa Party, traditionally a strong Erdogan supporter, has openly criticized the president over the crackdown. Huda Pa successfully challenged an attempt by the electoral board to exclude it from the polls.

While the Islamist Saadet Party is also actively courting Kurdish voters, both parties are small and unlikely to pass the 10 percent electoral threshold. But under new legislation, the door is open to electoral alliances with a larger party. The prime candidate for such an alliance is the newly formed IYI Party, which too has been courting religious Kurdish voters.

With Turkey remaining under emergency rule, questions remain over voter fraud. Last April's referendum was marred by vote-stuffing allegations, and many of those claims came from Turkey's predominantly Kurdish region. Much of the region is under strict military control as fighting continues against the PKK.

All opposition party leaders have prioritized voter security in what is increasingly being predicted to be a closely fought campaign. Analysts warn Erdogan is facing for the first time a complex electoral map, with rivals on both the right and left of the political spectrum, and the Kurdish vote likely to hold the key to the outcome. ■

Chypre menacée par le sultan Erdogan

L'essayiste Charalambos Petinos publie un livre ⁽¹⁾ qui fait le point sur les regains de tensions autour de la question chypriote. L'occasion de l'entendre sur les dernières évolutions en cours.

■ PAR TIGRANE YÉGAVIAN



Charalambos Petinos

France Arménie : En mai 2014, soit quarante ans après l'invasion du nord de l'île par l'armée turque, la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) avait condamné Ankara en la sommant de régler la somme de 90 millions d'euros correspondant à l'indemnisation pour le tort moral provoqué d'une part, aux parents des personnes portées disparues depuis 1974 et, d'autre part, aux environ 500 enclavés Chypriotes grecs qui se trouvent dans la partie occupée. Où en est-on aujourd'hui sur cette décision ?

Charalambos Petinos : La décision de 2014 de la CEDH sur la même affaire et à laquelle vous faites référence, est d'une importance extrême. Elle concerne certains aspects et conséquences humanitaires de l'invasion et occupation turques. Il s'agit d'une condamnation pour le versement de la part de la Turquie d'une somme en tant que satisfaction équitable, sur une partie des condamnations constatées en 2001. Je rappelle que dans sa décision sur le fond, la Cour a jugé la Turquie responsable d'un certain nombre de violations des droits des proches des personnes disparues, des enclavés, ainsi que les droits des réfugiés chassés par la force de leur maison et leurs biens.

Le suivi et l'application des décisions de la CEDH relèvent de l'organe exécutif du Conseil de l'Europe, le Comité des ministres. Ce Comité a déjà adopté des résolutions condamnant la Turquie pour le non-respect de l'arrêt de 2001. Dans celui de 2014, la CEDH a précisé que la procédure au sein du Comité des ministres ne la prive pas de la possibilité de décider des remèdes pour ces violations constatées. Rappelons

aussi qu'en 2001 la CEDH avait condamné la Turquie réservant sa décision sur les indemnisations pour plus tard, ce qu'elle a commencé à faire en 2014, octroyant pour la première fois une somme d'argent en tant que satisfaction équitable à un État, dans une requête interétatique. Cette somme a été octroyée à la République de Chypre au profit des personnes lésées, à savoir les parents des personnes disparues et des personnes enclavées de Karpas, à qui les autorités chypriotes les remettront lorsqu'elles la recevront de la Turquie.

Votre pays est devenu l'objet d'une âpre concurrence pour l'exploitation de ses ressources en gaz offshore dont regorgent ses eaux territoriales et sa zone économique exclusive. Jusqu'où, à votre avis, la Turquie pourra-t-elle aller dans ses tentatives d'intimidation ?

Tout ce que Chypre fait dans le domaine de l'exploration et exploitation des ressources naturelles dans sa zone économique exclusive (ZEE) est basé sur le droit international. Les accords de délimitation de sa ZEE avec Israël et l'Égypte ainsi que les accords signés avec des compagnies internationales pour cette exploitation sont conformes à la légalité internationale et à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (1982).

La Turquie de son côté a une position *sui generis* : d'une part, elle ne reconnaît pas la Convention onusienne et, d'autre part, elle instrumentalise les Chypriotes turcs pour servir ses propres intérêts. Les provocations et violations de la souveraineté chypriote par la Turquie ont connu un pic à la fin février-début mars de cette année, lorsque des navires de guerre turcs ont empêché la plateforme de forage Saipem 12000, appartenant à la société italienne ENI, de se déplacer vers l'endroit prévu pour effectuer un forage dans le block n° 3 de la ZEE de Chypre. Face à ce comportement agressif turc, le gouvernement de Chypre a toujours agi avec retenue, sans bien évidemment renoncer à ses droits souverains.

Avec à la tête de l'État une personne comme Erdogan, la Turquie est totalement imprévisible. Les conflits avec tous ses voisins et la remise en cause des traités et accords internationaux ainsi que du droit international sont là pour nous le rappeler. ■

(1) Charalambos Petinos, Chypre face au néo-ottomanisme de la Turquie d'Erdogan, Sigest, 144p. 12€

RÉPRESSION TOUS AZIMUTS ET ALLIANCE AVEC LES ULTRANATIONALISTES

En Turquie, le président Erdoğan s'aligne sur l'extrême droite

Le 19 mars, l'armée turque a pris la ville syrienne d'Afrin, tenue depuis 2012 par les troupes arabo-kurdes des Unités de protection du peuple (YPG). Cette victoire galvanise la propagande guerrière d'Ankara, qui menace d'étendre ses opérations à l'est de l'Euphrate. Allié à l'extrême droite, M. Recep Tayyip Erdoğan, qui prépare sa réélection en 2019, s'en prend à ses partenaires occidentaux.

PAR AKRAM BELKAÏD

LA GRANDE Assemblée nationale de Turquie a adopté le 13 mars dernier une révision du code électoral. La séance parlementaire nocturne a été marquée par une rixe entre des députés ultranationalistes alliés au Parti de la justice et du développement (AKP, majoritaire) du président Recep Tayyip Erdoğan et des élus du Parti républicain du peuple (CHP), l'une des principales formations de l'opposition. Dans un contexte politique miné par la répression consécutive à la tentative de coup d'État du 15 juillet 2016 (lire l'article ci-dessous), la validation de ce texte de vingt-six articles témoigne de la volonté du président d'accroître son pouvoir et de ne rien laisser au hasard pour être assuré de l'emporter lors des prochaines échéances électorales.

Le 3 novembre 2019 doivent se tenir des élections législatives et présidentielle, les premières depuis la réforme constitutionnelle d'avril 2017, qui a conduit à la fin du régime parlementaire. M. Erdoğan a été instruit par son échec relatif lors de ce référendum constitutionnel : le « oui » en faveur d'un passage à un régime présidentiel ne l'avait emporté que par 51,4 % des voix, loin du plébiscite espéré, et avec un choix marqué des grandes villes pour le « non ». Il entend donc être réélu avec un score bien plus important – une manière pour lui de disposer de la légitimité et du prestige nécessaires pour célébrer avec faste, en 2023, le cen-

tenaire de la fondation de la République turque. Cette ambition passe à la fois par un contrôle accru du processus électoral et par le renforcement de l'alliance inédite entre son parti islamo-conservateur, l'AKP, et une formation ultranationaliste d'extrême droite, le Parti d'action nationaliste (MHP). Ce dernier, antikurde et antieuropéen, avait soutenu la réforme constitutionnelle de 2017.

En quête d'un réservoir de voix

AVEC le texte adopté par le Parlement, il deviendra possible de valider, lors du décompte des voix, des bulletins de vote ne portant pas le tampon officiel, jusqu'à présent obligatoire pour éviter les fraudes. En avril 2017, près de 1,5 million de bulletins de ce type avaient déjà été comptabilisés par le Haut Conseil électoral, au grand dam de l'opposition. Cette dernière ne cesse d'ailleurs de rappeler que ce chiffre correspond à l'écart de voix entre partisans et adversaires de la présidentialisation du régime politique. Pour le CHP et ses huit alliés de l'opposition, cette disposition constitue « une porte ouverte à la fraude et une menace sérieuse pour la tenue d'élections libres et régulières (1) ».

Afin de compenser l'érosion d'une partie de son électorat, M. Erdoğan doit aussi trouver de nouveaux soutiens. Si la base traditionnelle de l'AKP lui reste fidèle, les

membres et sympathisants de Hizmet (« le Service »), le mouvement de M. Fethullah Gülen, lui ont retiré leur confiance en raison de la répression qu'ils subissent, mais aussi des multiples scandales impliquant le président et son entourage. On compte par ailleurs des défections chez des électeurs kurdes conservateurs qui votaient en faveur de l'AKP.

Pour M. Erdoğan, le réservoir de voix se trouve chez les ultranationalistes. Le 21 février 2018, au palais présidentiel à Ankara, il scellait un pacte avec M. Devlet Bahçeli, député et président du MHP. Après plusieurs semaines de négociations, les deux partis s'engageaient à faire campagne commune en 2019 au sein d'une alliance électorale, ce type de regroupement préélectoral n'étant plus interdit par la loi. Peu avare en compliments et en remerciements, M. Erdoğan rappelait la « position patriote » du MHP lors du putsch manqué de juillet 2016 et louait le principe fondant le pacte, à savoir que « quand le pays est en jeu, le reste n'est que détails ». De son côté, M. Bahçeli s'engageait à ce que le MHP soutienne la candidature du président à sa réélection. Cette sollicitude fera peut-être oublier que, pendant des années, cet universitaire, jadis proche des groupes d'extrême droite Foyers idéalistes (Loups gris), fut un adversaire acharné de l'AKP, multipliant à son encontre les critiques acerbes et parfois les insultes.

La réforme du code électoral, qui ouvre la voie à un ticket AKP-MHP, offre une perspective de survie au MHP, car un parti membre d'une alliance pourra envoyer des députés au Parlement même si son propre résultat est inférieur au seuil des 10 % nécessaires pour obtenir des sièges. Or, selon la majorité des sondages, la formation ultranationaliste reste peu assurée de passer cette limite en 2019. Son accord avec l'AKP lui permettra donc de siéger quel que soit son score. De quoi mettre en fureur l'opposition : « Cette réforme électorale installe le fascisme dans notre pays », estime M^{me} Meral Daniş Beştaş,

députée du Parti démocratique des peuples (HDP), une formation progressiste, prokurde, dont l'encadrement a été décimé par les arrestations et la répression. Son coprésident, M. Selahattin Demirtaş, adversaire déclaré de M. Erdoğan, est incarcéré depuis novembre 2016 pour des liens supposés avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et risque à ce titre plus de cent quarante-deux ans de prison (2). En janvier dernier, il a fait savoir qu'il ne briguerait aucun mandat électoral en 2019.

L'OTAN en ligne de mire

MAIS L'OPPOSITION craint aussi que la célérité avec laquelle la loi électorale a été modifiée ne cache une volonté d'organiser des élections anticipées. Il faudrait pour cela que le Parlement suspende l'état d'urgence, prorogé chaque trimestre (la dernière fois en janvier) depuis l'été 2016. Les députés du HDP et du CHP soupçonnent le président de vouloir tirer profit de l'impératif d'unité nationale né à la fois du coup d'État manqué et de l'intervention de l'armée contre les troupes arabo-kurdes des Unités de protection du peuple (YPG), la branche armée du Parti de l'union démocratique (PYD), une formation syrienne réputée proche du PKK, dans le nord de la Syrie. Mi-mars, le dirigeant turc a démenti vouloir avancer les scrutins présidentiel et législatif, mais il n'a convaincu ni l'opposition ni même la presse favorable à l'AKP. « *S'il a une fenêtre de tir, le président convoquera des élections anticipées, assure un journaliste du quotidien Milliyet. Ce qui l'inquiète le plus, c'est la perspective d'un retournement de grande ampleur de sa base électorale.* »

M. Erdoğan est-il guidé par de simples calculs électoraux, ou existe-t-il une convergence entre ses convictions et celles du MHP ? Historiquement, le mouvement ultranationaliste a longtemps porté en son sein une composante religieuse. À la fin des années 1970, son fondateur, Alparslan Türkeş, affirmait que le nationalisme représentait « *la politique de son parti* » tandis que l'islam « *constituait son âme* ». Cela n'a pas empêché une scission interne dans les années 1990, plusieurs militants critiquant les tendances laïques du parti. Certains avaient rejoint diverses formations islamo-nationalistes, dont le Parti de la grande unité (BBP), qui a peu à voir avec l'AKP. Un homme d'affaires stambouliote et ancien député de l'AKP, qui tient à garder l'anonymat par peur des représailles, est catégorique : « *Le discours antieuropéen du MHP n'est pas éloigné des idées du président. Et les deux parties s'accordent aujourd'hui sur la nécessité de mettre au*

pas les Kurdes. Erdoğan a toujours eu des penchants nationalistes, même s'il ne rejette pas l'idée d'une oumma [« communauté des croyants »] dépassant les frontières. Aujourd'hui, tout son discours est destiné à convaincre les nationalistes de le soutenir. D'ailleurs, le MHP n'a fait aucune concession en matière d'idées politiques pour conclure le pacte électoral. C'est l'inverse qui se produit. »

Les récentes initiatives du chef de l'AKP méritent d'être analysées à l'aune de ce rapprochement. Déclenchée le 20 janvier dernier, l'opération militaire dans le nord de la Syrie, baptisée « *Rameau d'olivier* », lui permet de n'abandonner à personne le terrain de la surenchère nationaliste. Les premiers visés sont les « *terroristes* » des YPG, mais aussi leurs « *alliés mercenaires venus d'Occident* » – une référence aux quelques centaines de volontaires combattant aux côtés des troupes kurdes qui ont affronté et vaincu l'Organisation de l'État islamique (OEI) avec le soutien de l'aviation de la coalition internationale. Le 11 mars, M. Erdoğan est allé jusqu'à critiquer vertement l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), dont son pays est membre depuis 1952. « *Ohé, l'OTAN ! Avec ce qui se passe en Syrie, quand allez-vous (...) nous rejoindre ?*, a-t-il lancé lors d'un discours devant ses partisans réunis à Bolu, à l'est d'Istanbul. *Vous avez fait appel à nous en Somalie, en Afghanistan et dans les Balkans ; nous avons répondu présent. Où êtes-vous alors que nous sommes en permanence harcelés par des groupes terroristes à nos frontières ?* »

En 2010, déjà, M. Erdoğan avait réclamé l'aide de l'OTAN contre les bases du PKK dans le nord de l'Irak. Ces demandes, il le sait très bien, ne seront jamais entendues, d'autant que plusieurs membres de l'organisation, en particulier les États-Unis et la France, soutiennent les Forces démocratiques syriennes (FDS) – dominées par les YPG – par une couverture aérienne, du matériel de pointe et des troupes spéciales. Mais elles présentent l'intérêt de jouer sur la fibre nationaliste turque. Dans un pays où un roman complotiste mettant en scène une guerre avec les États-Unis demeure un succès de librairie (3), l'exploitation du sentiment antiaméricain permet de ratisser large. « *L'OTAN et les États-Unis sont derrière les organisations qui menacent la Turquie, sa souveraineté et son intégrité territoriale, tonne l'éditorialiste Kurtuluş Tayiz dans le quotidien progouvernemental Akşam (13 mars 2018). Il est temps de questionner nos relations avec Washington et l'OTAN.* » Une modification des relations avec l'Alliance marquerait une rupture capitale, l'armée turque ayant constitué la « *première ligne de défense* » face à l'Union soviétique durant la guerre froide. Un rôle-

clé que les dirigeants turcs rappellent à l'envi aux dirigeants européens et américains ; le président insiste souvent sur l'« *ingratitude* » de l'Occident. Et, lorsque la presse américaine annonce que Washington, inquiet des tensions avec la Turquie, réduit progressivement l'usage de ses bombardiers stratégiques stationnés sur la base militaire d'Incirlik (4) (une information démentie par le Pentagone), le ministre des affaires étrangères, M. Mevlüt Çavuşoğlu, s'empresse de rappeler que cette installation « *est avant tout une propriété de la Turquie et non de l'OTAN* » (5).

Feignant d'oublier que l'organisation paramilitaire des Loups gris, dont il fut très proche, était dans les années 1970 et 1980 en relation étroite avec la Central Intelligence Agency (CIA) et les réseaux clandestins anticommunistes « *Stay Behind* » mis en place par l'OTAN, le MHP soutient le discours du gouvernement contre l'Europe et les États-Unis. Il applaudit aussi à la promesse régulièrement réitérée du président d'examiner le rétablissement de la peine de mort. Ses représentants demeurent en revanche plus circonspects quant à un possible rapprochement avec Moscou et Téhéran. Pour M. Bahçeli, l'Iran « *est le pays qui tire profit des difficultés de la Turquie dans la région* », et la perspective d'un « *traité de non-agression* » avec la Russie, évoquée par le quotidien progouvernemental *Sabah* (11 mars 2018), « *ne l'enchantent pas* ». Dans les deux cas, le MHP demeure fidèle à une vision turco-centrée des relations internationales. Une réalité dont M. Erdoğan doit tenir compte.

Pour autant, sa stratégie est risquée. D'abord parce qu'une partie de la mouvance islamiste voit d'un mauvais œil son virage nationaliste. M. Temel Karamollaoğlu, président du Parti de la félicité (Saadet Partisi, SP), une formation islamiste qui vit dans l'ombre de l'AKP depuis 2002, soutient l'intervention dans le nord de la Syrie, mais il tente de battre le rappel des musulmans conservateurs qui n'apprécient guère le MHP, jugé extrémiste et antireligieux. Par ailleurs, rien ne dit que ce parti constitue réellement le réservoir de voix supplémentaires que recherche M. Erdoğan. Nombre de ses militants ont rejoint le Bon Parti (İyi Parti), fondé en octobre 2017 par M^{me} Meral Akşener, ancienne personnalité du MHP qui a critiqué l'alliance avec l'AKP. Se définissant comme « *nationaliste et laïque* », celle qui fut ministre de l'intérieur (2008-2009) et ministre de la défense (1996-1997) ne cache pas ses ambitions présidentielles. Son discours très critique à l'égard du gouvernement lui vaut aussi le soutien d'une partie des électeurs parmi les plus droitiers du CHP, ainsi que d'anciens sympathisants de l'AKP rassurés par les

« convictions religieuses » qu'elle ne cesse de revendiquer dans ses discours. En février dernier, un sondage de l'Institut Gezici fit grand bruit en prédisant sa victoire face à M. Erdoğan lors d'un éventuel second tour de la prochaine élection présidentielle (6).

Nul ne connaît les intentions du président turc s'il était réélu, en dehors de son obsession de faire du pays l'une des dix premières puissances économiques mondiales. Un objectif qui, selon lui, « fera oublier l'homme malade et prouvera l'élan de la Turquie » – une référence à la situation dégradée de l'Empire

ottoman à partir du milieu du XIX^e siècle. Symbole de cette ambition, les grands travaux entrepris par le gouvernement : le nouvel aéroport d'Istanbul, qui sera inauguré à l'automne prochain, aura une capacité annuelle de 150 millions de passagers – un record mondial. S'il reste au pouvoir, le reis (chef), comme l'appellent ses fidèles, reviendra-t-il à un programme plus traditionaliste, avec une islamisation des institutions de la République, comme le soupçonnent le HDP, le CHP ou le Bon Parti ? Ses alliés d'aujourd'hui seront alors des adversaires, et donc des cibles. N'a-t-il pas été le dirigeant turc le plus ouvert au dialogue avec les Kurdes, avant

de se retourner violemment contre eux ?

AKRAM BELKAÏD.

(1) *Hürriyet*, Istanbul, 14 mars 2018.

(2) Lire Selahattin Demirtaş, « L'homme qui se prend pour un sultan », *Le Monde diplomatique*, juillet 2016.

(3) Orkun Uçar et Burak Turna, *Metal Firtina* (« tempête de métal »), Tımas Yayınları, Istanbul, 2005.

(4) Gordon Lubold, Felicia Schwartz et Nancy A. Youssef, « US pares back use of Turkish base amid strains with Ankara », *The Wall Street Journal*, New York, 11 mars 2018.

(5) *Hürriyet*, 12 mars 2018.

(6) *Ahvalnews.com*, 25 février 2018.

MONDE
diplomatique – AVRIL 2018

« Dès qu'on frappe à la porte... »

Vingt et un mois après la tentative de coup d'État organisée par une fraction de l'armée, 115 000 personnes ont été mises au ban de la société. Certaines sont mortes en prison ; d'autres vivent avec le souvenir des tortures, dans l'attente d'être condamnées à de lourdes peines. La cassure au sein de la société est immense, et les victimes font aujourd'hui figure de parias.

PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL
PIERRE PUCHOT *

UNE PETITE CITÉ d'un quartier reculé d'Istanbul qui abrite la classe moyenne turque, comme il en existe des centaines à travers la ville. Six tours de béton de vingt étages. Tout le monde se connaît. Tout le monde est au courant du malheur qui a frappé l'une des familles de la tour C. Celle de M^{me} Ravza K., qui, par crainte des représailles, témoigne sous un faux nom. « Nous sommes au cœur d'une guerre psychologique que nous livre le gouvernement, soupire cette femme de 42 ans, mère de deux adolescents. Dès qu'on frappe à la porte, nous avons peur d'être arrêtés. Notre vie peut basculer à tout moment, à l'occasion d'un contrôle routier ou par un simple appel téléphonique. »

Ce climat résulte de l'offensive que mène le gouvernement du président Recep Tayyip Erdoğan contre son ancien allié, le milliardaire et prédicateur musulman Fethullah Gülen, fondateur du mouvement Hizmet (1). Après avoir aidé M. Erdoğan à accéder

au pouvoir au début des années 2000, M. Gülen, installé aux États-Unis, est devenu le « traître » qui aurait lancé et conduit en sous-main les poursuites judiciaires contre son clan, fin décembre 2013. Le président l'accuse maintenant d'avoir orchestré le coup d'État manqué du 15 juillet 2016 – sans avoir, pour l'heure, produit de preuve tangible.

La chasse aux sorcières qu'il mène contre ses partisans fait des dizaines de milliers de victimes collatérales. Arrestations, exclusions du secteur public, de l'armée et des services de sécurité, harcèlement judiciaire témoignent d'une purge sans précédent au sein de la société. En vigueur depuis le coup d'État manqué, l'état d'urgence a encore été renforcé le 24 décembre 2017 par deux décrets. Même les vagues de répression qui ont suivi les coups d'État militaires qui se sont succédé entre 1960 et 1980 n'atteignaient pas une telle ampleur. Et les sympathisants gülenistes ne sont pas les seuls visés. En février dernier, la condamnation à la prison à perpétuité de l'écrivain et chroniqueur Ahmet Altan, pour tentative de renversement de la Grande Assemblée nationale, tentative de renversement du gouvernement et tentative de renversement de l'ordre constitutionnel, a provoqué une émotion considérable tant en Turquie qu'à l'étranger.

Le 18 juillet 2016, alors qu'elle se rend avec son mari à Konya, leur ville d'origine, M^{me} K. apprend que toutes les *dersane* (« salles de classe ») gülenistes vont être fermées, dont celle où étudie son second fils. Son époux revient à Istanbul pour inscrire l'adolescent dans un autre établissement.

Alors qu'il est en chemin, son employeur l'appelle pour lui annoncer son renvoi. Professeur d'histoire, M. K. a certes été employé jadis dans une école güleniste ; mais, depuis quatre ans, il travaille dans un institut public. Quelques heures plus tard, M^{me} K. se voit elle aussi signifier la fin de son contrat d'enseignante en théologie dans une autre école, publique également. Le soir même, la police débarque au domicile du couple. Des agents cagoulés envahissent l'appartement. Menotté, M. K. est jeté à terre. Les coups pleuvent ; on lui

demande de donner des noms de membres du « groupe terroriste » à l'origine du coup d'État. Puis les policiers l'emmenent. Électeurs du Parti de la justice et du développement (AKP), le parti du président, M^{me} K. et son mari ont toujours, selon elle, « vanté les mérites de la nation et de la République turques » à leurs élèves. Qu'on les traite de « terroristes » la dépasse. Leur cas illustre la stratégie du pouvoir : faire planer la menace sur tout le monde, y compris les soutiens passés et actuels de l'AKP.

DURANT CINQ JOURS, M^{me} K. tente de localiser le commissariat où est retenu son mari. Il est diabétique, et elle craint que les policiers ne lui fassent pas les piqûres d'insuline dont il a besoin. Elle apprend finalement qu'il est au commissariat central de Vatan ; mais elle ne le reverra pas vivant. Officiellement, il est mort d'un arrêt cardiaque. Le dossier médical (qui fait notamment mention d'une côte fêlée) et plusieurs témoignages de codétenus évoquent cependant des séances de torture prolongées. Depuis, pour vivre avec ses deux enfants, M^{me} K., en deuil et privée de travail, ne peut compter que sur la solidarité des rares voisins qui ne détournent pas le regard lorsqu'ils la croisent et sur de petits travaux de couture qui lui rapportent 700 livres turques (environ 150 euros) par mois. Après un an d'efforts désespérés, la procédure qu'elle a engagée pour connaître la vérité a été prise en considération par la justice. Mi-2017, celle-ci a ouvert une enquête dont elle attend toujours les suites.

À trois jours près, M. Taner N. – également un nom d'emprunt – aurait pu croiser le mari de M^{me} K. à Vatan, lieu de son supplice. *Cehennem* et *terör* (« enfer » et « terreur ») : ces deux mots reviennent constamment dans la bouche de ce professeur de 31 ans, qui rase les murs et se retourne sans cesse pour vérifier que personne ne l'écoute. Ancien enseignant dans une école güleniste, il a été dénoncé par un ancien étudiant, lui-même arrêté après avoir été vu par le gardien de son immeuble au moment où il se débarrassait

* Journaliste.

d'un livre de M. Gülen dans une poubelle. En garde à vue, le jeune homme a donné le nom d'un enseignant, ami de M. N., avec lequel il avait récemment échangé des textos. Sous les coups des policiers, cet ami a donné à son tour les coordonnées de M. N.

À l'arrivée à Vatan, cinq policiers s'acharnent sur lui pendant plusieurs heures, le rouant de coups pour lui faire avouer sa participation à un « groupe terroriste güleniste ». « Je suis un simple professeur, je n'avais rien à voir avec le coup d'État », souffle l'intéressé, les larmes aux yeux en racontant les tortures subies. Après huit jours de détention, il est emmené au tribunal. « On ne m'a pas écouté, regrette-t-il. Pour eux, c'était une simple formalité. » Il est ensuite transféré en prison, parqué avec trente personnes dans une cellule prévue pour sept, dont il ne sort finalement que le 28 décembre 2016. En attendant son jugement définitif, il vit chez ses parents. Brisé, il se dit « sûr » d'être condamné à quinze ans de prison. Pourquoi ne s'enfuit-il pas à l'étranger, comme tant d'autres depuis deux ans ? « J'ai tout perdu, et ma famille a déjà tellement souffert. Je suis musulman, je crois encore que le bien triomphera du mal. »

COMME M^{me} K. ou M. N., des milliers de Turcs vivent aujourd'hui en sursis. Depuis août 2016, le *Journal officiel* publie des listes de noms. Chaque mois, entre deux mille et trois mille personnes sont soupçonnées de collusion avec les organisations terroristes. Les médias proches du pouvoir les reprennent. Cent quinze mille citoyens ont ainsi été déchus de tous leurs droits : ils ne peuvent plus voter, ont perdu leurs droits à la retraite ainsi que leur passeport. La peur a gagné tous les secteurs de la société. Plusieurs dizaines de personnes contactées n'ont pas souhaité nous répondre, de crainte d'aller ou de retourner en prison sous le prétexte le plus vague. « Les gens inscrits sur les listes sont devenus des parias », explique M. Ekin F., un jeune psychologue au chômage depuis sa mise à l'index. Comme les autres, il n'a plus ni emploi ni passeport, et n'a droit ni aux allocations chômage ni à la sécurité sociale. Ses amis ne viennent plus le voir. Il survit comme il peut. « Le plus dur, c'est l'isolement. Je travaille encore un peu pour des cabinets privés. Mais la solitude, les amis qui se détournent de peur d'être "contaminés"... Heureusement, on s'organise avec d'autres qui subissent le même traitement. » Une fois par semaine, ils se retrouvent pour parler et utilisent les réseaux sociaux pour tenter de médiatiser leur cause. Avec la hantise, toujours, d'une arrestation prochaine.

Les mois passant, des solidarités inédites se sont tissées, au-delà des étiquettes politiques. « Des islamistes viennent nous voir pour qu'on les aide », raconte M. Mustafa Görkem Doğan, du syndicat de gauche Eğitim Sen, qui représente les enseignants du primaire et du secondaire. Nous, on a l'habitude de la répression. Mais, pour eux, c'est nouveau. On les aide comme on peut. » Les manifestations du syndicat attirent cependant de

moins en moins de monde. Mi-décembre 2017, lors du rendez-vous hebdomadaire place Altiyol, près du port de Kadiköy, sur la rive asiatique du Bosphore à Istanbul, ils n'étaient que neuf à se réunir pour réclamer d'être rétablis dans leurs droits.

À 58 ans, M. Cihangir İslam a choisi de subir seul son sort. Chassé de l'université de Kars, où il enseignait l'orthopédie, il a été contraint d'ouvrir son propre cabinet. Aucun hôpital n'emploie plus ce médecin, fondateur de l'organisation non gouvernementale (ONG) Mazlumder, qui défendait les victimes de la répression, en particulier les femmes voilées, au cœur des années 1990. Au crépuscule de sa carrière, lui aussi s'est retrouvé sur une liste, sans doute pour avoir signé il y a deux ans une pétition en faveur de plusieurs universitaires mis en cause par la justice.

Face à l'arbitraire, des personnalités tentent de réagir. D'origine kurde, député du Parti républicain du peuple (CHP, centre gauche), M. Mustafa Sezgin Tanrıkulu se bat depuis les années 1980 au sein de diverses ONG pour tenter de faire respecter le droit. Certains de ses camarades sont morts assassinés. Dans les vidéos qu'il diffuse le vendredi sur Twitter à ses 511 000 abonnés, il tente d'informer sur ce qu'il considère comme une situation « sans précédent ». Lui-même est poursuivi en vertu de l'article 301 du code pénal, qui punit de six mois à deux ans d'emprisonnement quiconque critiquerait

« la nation turque », « le gouvernement » et « les institutions ». Chaque semaine, il se réunit avec un groupe d'avocats pour plaider la cause de détenus, comme le journaliste Ahmet Şik. Mais le Parlement n'est plus qu'une chambre d'enregistrement des volontés du palais présidentiel. « Il n'y a plus aucune activité parlementaire digne de ce nom », confie M. Ayhan Bilgen, député du Parti démocratique des peuples (HDP, kurde de gauche). Depuis un an et demi, il a effectué plusieurs séjours en prison, tandis que les deux dirigeants de sa formation, M. Selahattin Demirtaş et M^{me} Figen Yüksekdağ, incarcérés depuis l'automne 2016, risquent de lourdes peines, la justice les accusant de soutien au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) (2). « Le pouvoir écrase tout ce qui s'oppose à lui », constate M. Bilgen. Il faut que cela s'arrête, ou nous aurons bientôt une guerre civile. »

Pour de nombreux observateurs, cette stratégie de la terreur fait écho à d'autres épisodes de l'histoire de la Turquie. « Le pouvoir a régulièrement eu besoin de se trouver un ennemi », relate un journaliste exilé en France. Il y a eu les alévis, les Arméniens, les Kurdes... Aujourd'hui, c'est la confrérie Gülen. Cela tient sans doute au fait que la Turquie n'est pas une nation homogène, mais un assemblage de peuples qu'il faut réunir par la force contre un ennemi commun. »

Une idée séduisante du point de vue intellectuel, mais qui sous-estime le caractère exceptionnel de

la période actuelle, juge Ahmet Kuyaş, professeur à l'université Galatasaray. « Il ne s'agit pas simplement d'un parti politique qui, après être arrivé au pouvoir, congédie les bureaucrates préexistants, comme on l'a vu de 1908 à 1913, puis avec Mustafa Kemal en 1923, en 1950 quand les démocrates ont pris le pouvoir, ou encore après le coup d'État militaire de 1960. Gülen et l'AKP ont pris le pouvoir ensemble. Et, aujourd'hui, le gouvernement fait sa purge. C'est tout à fait nouveau. Même entre 1908 et 1913, on envoyait les gens à la retraite, mais ils n'étaient pas dépouillés de tout comme aujourd'hui ceux que l'on accuse d'être gülenistes. »

« L'alliance avec Gülen a été profitable à l'AKP », explique de son côté Selim Koru, consultant pour un centre de réflexion de centre droit lié à la chambre de commerce d'Ankara. Ils ont utilisé Gülen, et maintenant ils s'en débarrassent. » Kuyaş voit cependant venir la fin de ce « moment extraordinaire », quand tous les « purgés » se retourneront contre l'État pour réclamer leur réhabilitation. « L'AKP a déjà perdu les grandes villes : Istanbul et Ankara ont voté "non" au référendum du 16 avril 2017. »

Le syndicaliste d'Eğitim Sen reconnaît que la purge ralentit, mais il estime que « l'AKP a encore une grande marge de manœuvre, et une nouvelle liste peut tomber à tout moment ». La terreur, elle, s'enracine chaque jour un peu plus dans l'inconscient turc, puisque personne ne sait jusqu'où le gouvernement, qui a mis au pas l'appareil judiciaire et les derniers contre-pouvoirs, est prêt à aller.

PIERRE PUCHOT.

(1) Lire Ali Kazancigil, « Le mouvement Gülen, une énigme turque », *Le Monde diplomatique*, mars 2014.

(2) Sophie Ranucci, « Turquie : un congrès du HDP marqué par la répression », *L'Humanité*, Saint-Denis, 13 février 2018.